

Éditeur de la Revue G.E.O.
Secrétariat de la FEGEPRO

B. ANDRIES, av. du Sacré-Cœur, 67/1 - (B)1090 Bruxelles

Publication effectuée avec l'appui de
**l'Administration générale de l'Enseignement et
de la Recherche scientifique. Service général
du pilotage du système éducatif**

n° 73-74

37^e année

1 & 2-2013

**Etats-Unis/Mexique :
une frontière sous
haute - tension**

Fédération des Professeurs de Géographie

Composition du Conseil d'Administration

Présidente

B. DEVOS

Vice-présidents

L. AIDANS

.....

Secrétaire Général

B. ANDRIES
avenue du Sacré-Cœur, 67/1 - 1090 Bruxelles

Trésorier

P. GRIDELET
rue Jamagne, 12A - 4570 Marchin

Administrateurs

M. BARBÉ, A. BARTHELEMI, M. CLAESSENS, J-F CLOSE, A. CONRARDY,
A. DUBREUCQ, L. FARACI, C. FOSCHI, F. GOCHÉL, C. JACQUES, J-L MULLIER,
C. NYS, M-L. PAPY, C. PARTOUNE, N. REKIK, B. MERENNE-SCHOUMAKER

Séquence de cours sur une organisation spatiale dans un pays du Sud ou à la frontière Nord/Sud

Etats-Unis/Mexique : une frontière sous haute – tension



Les auteurs :

Myriam CLAESSENS
Nicolas DAIX
Sabine Henry
Christian JACQUES

INTRODUCTION

Ce numéro de la revue GEO est consacré à l'analyse d'un territoire sous haute tension, en l'occurrence celui de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique. Il rassemble les contenus et les démarches d'une formation donnée dans le cadre du dispositif Forfor (forum de formations) en janvier 2013, par Myriam Claessens (Professeur de géographie à l'institut Marie - Thérèse de Liège), Sabine Henry (Professeur de Géographie à l'Université de Namur), Nicolas Daix et Christian Jacques (Professeurs de géographie à l'Institut Saint-Louis de Namur). Les documents de référence (textes, cartes, planches photos, grilles de lecture, power point) sont disponibles sur le site internet du Cefoscim (Centre de Formation Continué en Sciences et Mathématiques) de l'université de Namur à l'adresse suivante : <http://www.cefoscim.be/>.

Objectif de ce dossier

Concevoir une séquence d'enseignement d'une vingtaine d'heures sur une organisation spatiale à la frontière Nord/Sud en suivant trois balises :

1. Le contenu scientifique qui actualise les connaissances sur la problématique des migrations Nord/Sud, selon les prescrits du programme de la cinquième année = savoirs thématiques ;
2. Le contenu didactique déterminé par la maîtrise d'un enseignement par tâches ;
3. La conception d'une épreuve d'évaluation.

Concernant les contenus scientifiques, voici les savoirs thématiques en lien avec le programme de l'enseignement secondaire catholique :

- Notions de base de la démographie : mouvements migratoires, transition démographique, indicateurs.
- Notions de base de l'économie : offre/demande, économie formelle/informelle, transnationale, indicateurs, mondialisation, politiques économiques, endettement, flux.
- Structures sociales : indicateurs, classes sociales, ségrégations, diversité culturelle.
- Structures géopolitiques : états, nations, frontières, identité, minorité, réfugié, organisations internationales.
- Développement et aménagement du territoire : affectation du sol, dynamiques territoriales.

A propos des contenus didactiques, nécessité de faire des choix didactiques dans l'approche du contenu :

- Faire de la Géographie: analyser des structures spatiales.
- Garantir un fil conducteur explicite pour l'élève: appliquer le raisonnement géographique :
Où ? → Quoi ? → Pourquoi là ?
- Pratiquer la logique du « visible ».
- Prendre les difficultés d'abstraction de l'élève en considération.
- Faire faire plutôt que dire.

Au sujet de la conception d'une épreuve d'évaluation, notre choix s'est porté sur la frontière entre la Grèce et la Turquie.

On ne sait pas tout faire donc nécessité de baliser !

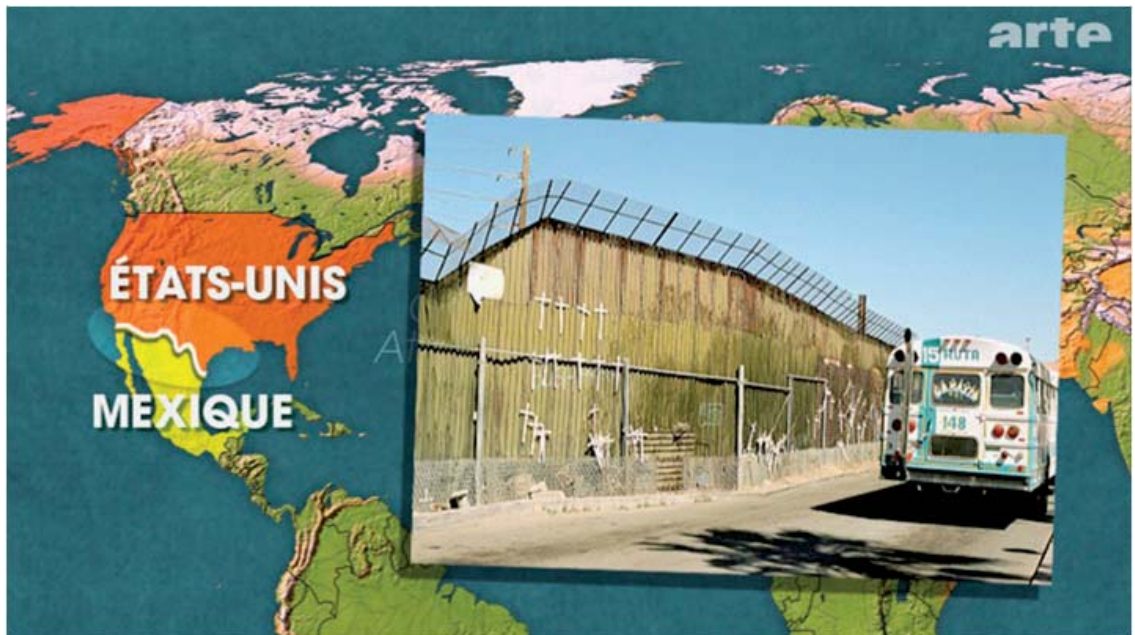
Plan du dossier

1. Questions de recherche : deux propositions
2. Traiter des informations : Où ? Quoi ? Qui ?
 - Tâche 1. Google Earth à la découverte de la zone frontière
 - Tâche 2. Mise en situation : « Le parcours du migrant clandestin »
 - Tâche 3. Qui sont les migrants ?
 - Tâche 4. Construction d'une carte des flux transfrontaliers
3. Mettre en relation des informations. Pourquoi là ?
 - Tâche. Les raisons et les effets de la migration
4. Argumentation
 - Tâche. « Le Pour ou Contre » une frontière infranchissable
5. Séquence d'évaluation
6. Savoirs thématiques sur les migrations

1. Questions de recherche

Proposition 1

Objectif : à partir des documents suivants, formulez quelques questions de recherche relatives au territoire frontalier entre le Mexique et les Etats-Unis.



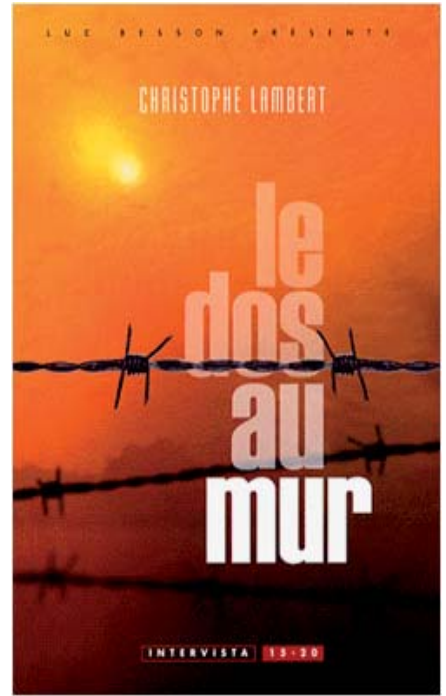
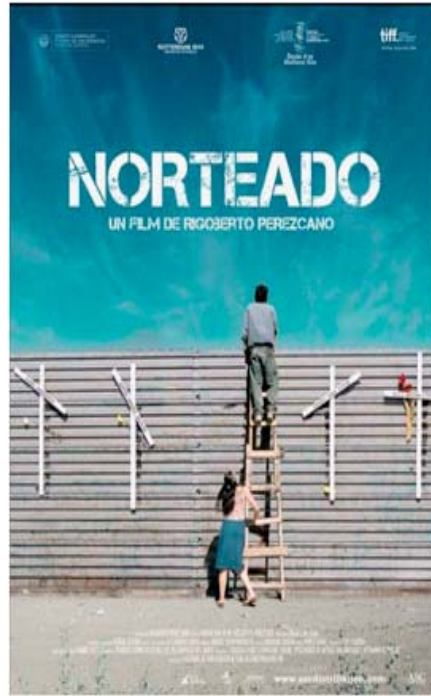
La frontière à hauteur de Nogales
http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Mexican-American_border_at_Nogales.jpg



La frontière entre Tijuana au Mexique et San Ysidro en Californie
<http://en.wikipedia.org/wiki/File:SanYsidroBorderCrossing.JPG>



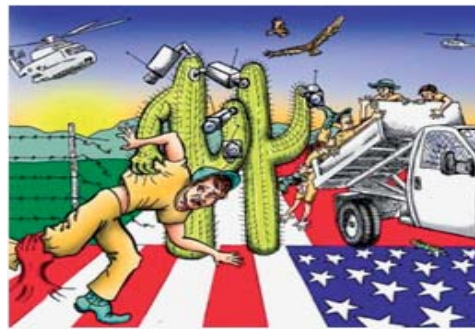
Migrants clandestins en route vers les Etats-Unis Sources : <http://www.reportagesphotos.fr/A2327-mexique-a-la-frontiere-sud-une-serie-de-alex-webb.html>



Affiches de films évoquant la problématique de l'immigration clandestine vers les Etats-Unis



Caricature de Chapatte, Mur entre les USA et Mexique - mai 2006



Source : <http://www.freedomspheonix.com/Uploads/Graphics/>



Source : <http://www.manuchao.net/fr/manuchao/010-clandestino/>



Le travail légal et illégal de l'immigration
Source : Bill Day, United Feature Syndicate, 2010



Drones de surveillance de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis.



Source : ARTE, Le Dessous des Cartes



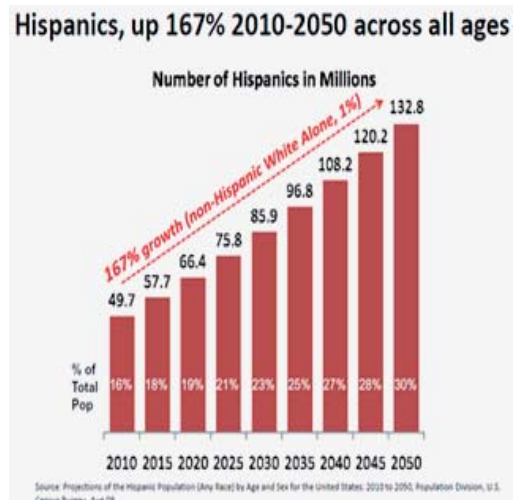
Travailleurs agricoles hispaniques aux Etats-Unis



A droite, les Etats-Unis, ses miradors et patrouilles de police. A gauche, le Mexique et ses centaines de migrants qui tentent de passer la frontière chaque jour.



Panneau installé par les autorités américaines à la frontière avec le Mexique et destiné à décourager les migrants illégaux





Caricature de Gary McCoy, 2010. - Traduction : « Maintenant, voici ma politique en matière d'immigration ».

Contralinea.com.mx

Las remesas para México

- **Primer país latinoamericano receptor de remesas**
- **Segunda fuente de divisas del país después de la exportación de petróleo**
- **Entre 5 millones y 6 millones de hogares mexicanos reciben dinero de sus familiares, fundamentalmente residentes en Estados Unidos**
- **Por estos ingresos, México obtuvo más de 22 mil millones de dólares en 2010**
- **Remesas de enero a mayo de 2011: 9 mil 140 millones de dólares**

<http://www.google.be/imgres?imgurl=http://archivo.contralinea.info/2011/julio/244/fotos/remesas/>

Exemples de questions posées par une classe

1. Pourquoi ce mouvement de migrants vers les Etats-Unis ?
2. Pourquoi une frontière aussi bien gardée ?
3. Quels sont les dangers auxquels sont confrontés les migrants illégaux ?
4. Quelles sont les solutions pour résoudre ces migrations clandestines ?
5. Quels sont les moyens de traverser cet obstacle ?
6. Quelle est la réaction des citoyens US/migration ?
7. Quels sont les moyens légaux dont disposent les migrants ?
8. Quelle est l'origine de la frontière ?
9. Pourquoi une telle différence de richesse entre deux pays si proches ?
10. Pourquoi vouloir expulser les Mexicains alors que les Américains semblent avoir besoin d'eux ?
11. Quels sont les trafics de part et d'autre de la frontière ?
12. Quel est le sort des migrants aux USA ?
13. Quel est le profil des migrants ?
14. Quels sont les avantages et les inconvénients des migrations ?

Proposition 2: Question de recherche (Photo langage avec indices)

Au préalable le professeur découpe les images des pages suivantes (pp. 11 à 14 et p. 16) tout en gardant les différentes catégories (images 1, image 2, indice 2).

La consigne pour les élèves :

Vous allez recevoir chacun au total 3 images que vous collerez au fur et à mesure aux endroits adéquats (ci-dessous).
Pour chaque image, vous aurez 1 minute, pour inscrire vos impressions (cf. à la page suivante). Pour finalement aboutir à une question de recherche.

Image 1

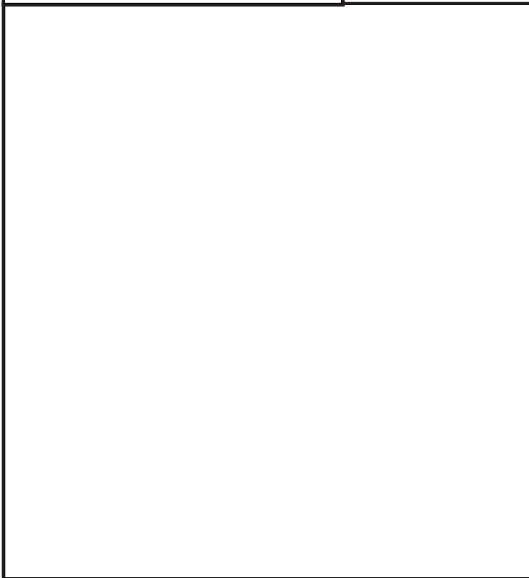
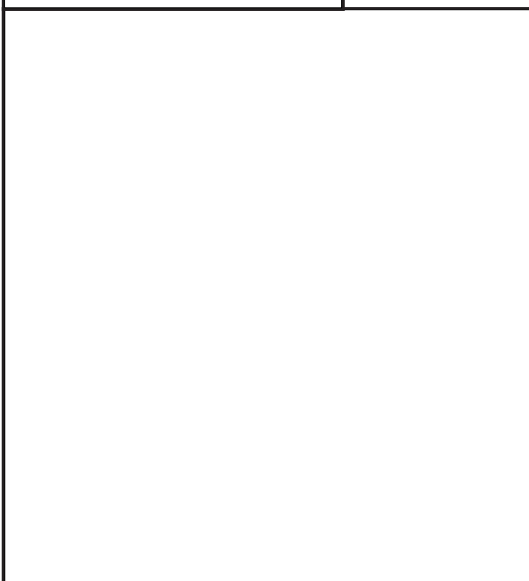


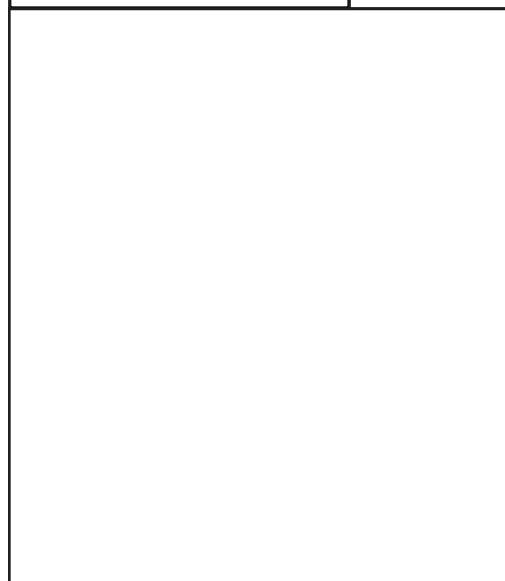
Image 2



Indice 1



Indice 2



Notez vos impressions sur :

» L'image 1 :

» L'image 2 :

» L'indice 1 :

» L'indice 2 :

» Que pouvez-vous conclure ?

» A partir des observations précédentes, quelle serait votre question de recherche ?

Images 1



http://blogsimages.skynet.be/images_v2/000/034/457/20060522/dyn003_original_712_465_pjpeg_34457_1f830ee2e2aa68cfd3813efeba656e30.jpg



Marc Silver, <http://www.amnesty.org/fr/refugees-and-migrants/end-abuse-of-migrants-in-mexico>



<http://www.courrierinternational.com/article/2010/07/20/norteado-un-regard-neuf-sur-l-emigration-mexicaine>



Photo empruntée au site *Laius d'Olibrius*, (2003 © Gary Coronado), <http://histgeobox.blogspot.be/2009/12/195-lila-downs-el-bracero-fracasado.html>



Alex Webb, agence photographique Magnum Photos, <http://www.reportagesphotos.fr/A2327-mexique-a-la-frontiere-sud-une-serie-de-alex-webb.html>



Alex Webb, agence photographique Magnum Photos, <http://www.reportagesphotos.fr/A2327-mexique-a-la-frontiere-sud-une-serie-de-alex-webb.html>



<http://www.quizz.biz/quizz-22068.html>



Photo : Reuters,
http://www.rfi.fr/actufr/articles/111/article_79528.asp



http://www.latribudiverbe.com/archives/2007/09/la_frontiere_de_nos_reve.html



Image extraite de :
Frontière USA/Mexique, Thalassa, Fr3, 2 nov 2012

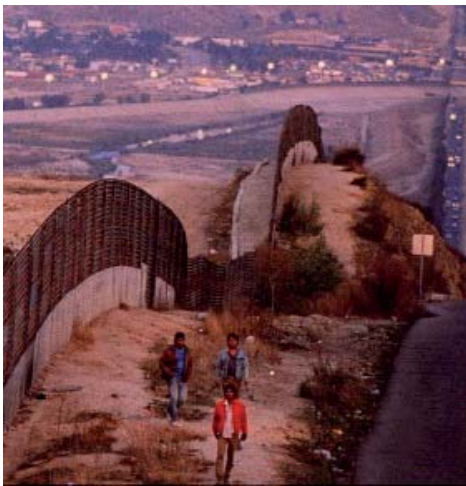


AFP PHOTO/Omar TORRES
<http://www.legrandjournal.com.mx/>



AFP PHOTO/HECTOR MATA
<http://www.legrandjournal.com.mx/>

Images 2



<http://spartakiste.blogspot.be/2012/05/la-frontiere.html>



REUTERS/Jorge Duenes
<http://www.legrandjournal.com.mx/>



REUTERS/Jorge Duenes
<http://www.legrandjournal.com.mx/>



<http://www.skullpat.com/frontiere-mexique-etats-unis-photos-648/>



Image extraite de :
Frontière USA/Mexique, Thalassa, Fr3, 2 nov 2012



Armelle Vincent, <http://blogs.rue89.com/california-dreamin/2009/01/29/rencontre-sur-imperial-beach-a-la-frontiere-mexicaine>



Armelle Vincent, <http://blogs.rue89.com/california-dreamin/2009/01/29/rencontre-sur-imperial-beach-a-la-frontiere-mexicaine>



<http://qqpart.com/3892>



<http://www.cyberarchi.com/dossier/index.php?dossier=189&article=13203&photo=3>



http://www.routard.com/mag_carnet/96/mexique_etats_unis_sur_la_route_de_la_frontiere.htm



<http://www.skullpat.com/frontiere-mexique-etats-unis-photos-648/>



Image extraite de :
Frontière USA/Mexique, Thalassa, Fr3, 2 nov 2012

Indice 1

Extrait (sans le son) de : **Etats-Unis, la frontière mexicaine surveillée par des drones**, JT France 2, 11 octobre 2010 (<http://www.ina.fr/video/4301829001016>).



Indice 2



<http://lewebpedagogique.com/lavenet/2012/01/19/4e-3e-les-migrations-la-mobilite-des-hommes/>

AUX ETATS-UNIS, PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE IMMENSE BARRIÈRE ELECTRONIQUE POUR STOPPER L'IMMIGRATION CLANDESTINE



<http://www.agoravox.fr/culture-loisirs/dessin-du-jour/article/barriere-electronique-anti-14019>



Caricature de STEVE GREENBERG, FREELANCE, LOS ANGELES,

<http://toursdelaliberte.blogspot.be/2012/06/caricature-schizophrenie-la-frontiere.html>



http://hplaceblogspot.be/2010_09_17_archive.html



Lila Downs: "El bracero fracasado", "chers voisins". Caricature trouvée dans Courrier International (28/09/2006).

<http://lhistgeobox.blogspot.be/2009/12/195-lila-downs-el-bracero-fracasado.html>



Dessin de Banegas,

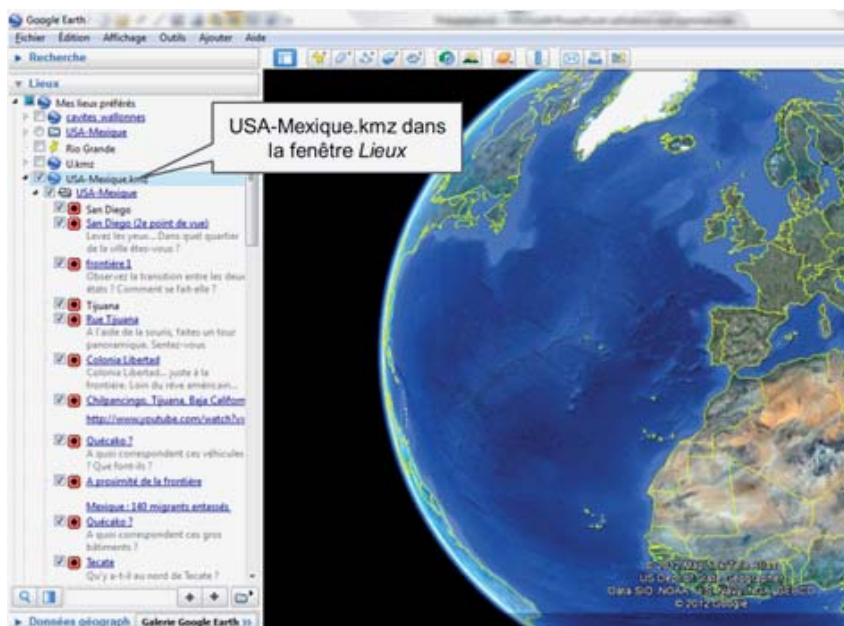
<http://lhistgeobox.blogspot.be/2009/12/195-lila-downs-el-bracero-fracasado.html>

2. Traiter des informations : Où ? Quoi ? Qui ?

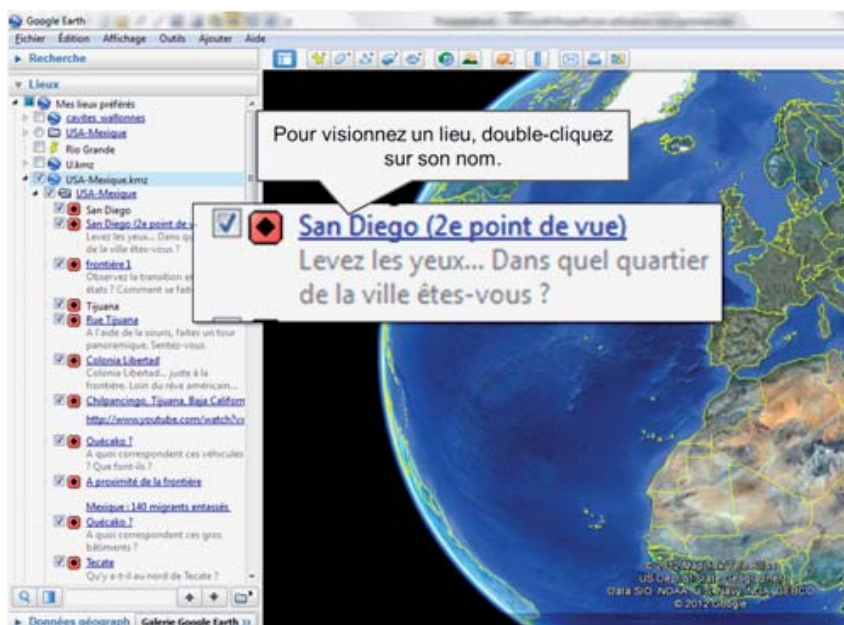
- Tâche 1. Google Earth à la découverte de la zone frontière

Voyage Google Earth du côté de la frontière américano-mexicaine

1. Télécharger le lien USA-Mexique.kmz qui se trouve sur le site de la Fegepro ;
2. Lancez le programme Google Earth (Tous les programmes > Google Earth) ;
3. Cliquez sur Ouvrir et spécifiez l'emplacement du fichier USA-Mexique.kmz que vous venez de télécharger ;
4. Dans la fenêtre « Lieux » apparaissent les différentes étapes de notre voyage.



5. Pour visionner un lieu, double-cliquez sur le nom du point visité. Google Earth se rend automatiquement au lieu concerné.



6. Dans les différents lieux visités, on vous propose de répondre à des questions en lien avec les éléments observables dans la vue Google Earth. Parfois, une vidéo pourra être visionnée. L'objectif est de remplir le road-book (lien).

ROAD BOOK

1. **San Diego**: Décrivez la géométrie des rues de San Diego telles qu'elles apparaissent sur cette vue.
2. **San Diego** (2^e point de vue): Levez les yeux... Dans quel quartier de la ville êtes-vous ?
3. **Frontière 1**: Observez la transition entre les deux états ? Comment se fait-elle ?
4. **Tijuana**: Quelle est la géométrie des rues ici ?
5. **Rue Tijuana**: A l'aide de la souris, faites un tour panoramique. Sentez-vous l'atmosphère mexicaine ?
6. **Colonia Libertad**: Colonia Libertad... juste à la frontière. Loin du rêve américain...
7. **Chilpancingo, Tijuana**: Visionnez la vidéo. Vidéo (5:33). Quelles sont les conditions de vie dans ce quartier ?
8. **Et sous nos pieds...**: Et sous nos pieds un drôle de trafic...
 - a. Comment accédait-on au tunnel avant sa découverte par la police ?
 - b. Combien de tonnes de drogue ont été découvertes dans le cas de ce tunnel ?
 - c. Que font les autorités américaines (une fois découvert un tunnel) que ne font pas les autorités mexicaines ?
9. **Tecate**: Qu'y a-t-il au nord de Tecate ?
10. **Usine**: Que peut fabriquer cette usine ? Aidez-vous d'Internet...
11. **Frontière désert**: Au milieu de nulle part, une frontière se dessine...
12. **Mexicali**: Aaah... Mexicali-Calexico. Vous avez identifié les structures spatiales en classe. Allez donc voir de plus près les structures identifiées (ville, surfaces agricoles, désert, ruptures, etc.). Pourquoi Mexicali s'est davantage développée que Calexico ?
13. **Rue Mexicali**: Loin de Beverly Hills ? Pas tant que ça... N.B. Beverly Hills 902010 fut une série culte des années 90. La boutique Factory 902010 fait un clin d'oeil à cette série télévisée.
14. **Rue Calexico**: A quelques kilomètres de là. Vue sur une rue de Calexico.
15. **Occupation du sol (Mexicali-Calexico)**: Observez la différence de structure...
16. **Bâtiments**: A quoi correspondent ces bâtiments ?
17. **Poste frontière Mexicali**: Question très (trop ?) facile. Quel pays attire-le plus ? N.B. Il est inutile de compter les voitures. Nous n'avons pas le temps.
18. **Canal**: On identifie clairement sur cette prise de vue un canal. Dézoomez afin de comprendre quelles sont les régions qui bénéficient de cette infrastructure. Remontez au maximum le canal (vers le N-W).
 - a. A quel endroit arrivez-vous (donnez-en le nom) ?
 - b. Quel est le nom du canal ?
 - c. Quelle est le nom de la vallée qu'il « dessert » ?
19. **Poste frontière Tijuana**: Ici c'est pire...
20. **Yuma - San Luis**: Voici Yuma. A quoi correspondent les points verts au SE du repère ? Observez-vous ce genre de formes au sud de la frontière ?
21. **Mystère...**: Non, il ne s'agit pas de traces d'OVNI. A quoi correspondent ces formes ?
22. **Vue sol**: Comme quoi prendre de l'altitude pour mieux identifier les structures spatiales, cela a du bon. Ici nous sommes à côté d'une immense parcelle circulaire.
23. **Rue San Luis**
24. **Rue Buenos Aires 1** (Nogales)
25. **Rue Buenos Aires 2** (Nogales)

- 26. Mur côté mexicain :** Observez le mur côté mexicain. Que symbolisent les croix blanches ?
- 27. Mur côté américain :** Même endroit de l'autre côté... sans commentaire.
- 28. Au milieu de nulle part :** Au milieu de nulle part... pourtant ici encore une frontière se dessine. Vidéo (0:30)
- 29. Ciudad Juarez**
- 30. Frontière El Paso - Ciudad Juarez**
- 31. Frontière :** Observez le tracé de la frontière à hauteur de ce point. A quoi correspondent les tonalités vertes autour de la frontière ? Quelle est la largeur (en km) de cette bande ?
- 32. Ciudad Juarez :** Vidéo (6:30) Après avoir visionné cette vidéo, rendez-vous sur le site du Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse (<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/reps/nameri/vmex/rhmex.html>). Quels sont les conseils aux voyageurs concernant Ciudad Juarez ? (astuce : utilisez la combinaison Ctrl + F pour chercher des mots-clés dans le site web). Le site des Affaires étrangères (France) donne des conseils similaires et propose également une carte de la sécurité au Mexique (<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/mexique-12292/>). Dans quel(s) état(s) mexicains est-il formellement déconseillé de se rendre ?
- 33. Frontière :** Observez les structures agricoles.
- 34. Frontière :** Quelle est la largeur de la bande verte ? A quoi correspond-elle, notamment d'un point de vue géomorphologique ?
- 35. Profil :** Réalisez une coupe verticale. Très simple grâce à Google Earth... Faites un clic droit sur l'élément Profil dans la liste des lieux visités et sélectionner « Afficher le profil d'élévation ». Le résultat s'affichera automatiquement. Quelle est l'altitude maximale de ce profil ? Quelle en est l'altitude minimale ? Quelle est la conséquence du point de vue d'un migrant ?
- 36. Laredo - Nuevo Laredo :** Nous voici à Laredo-Nuevo Laredo. Observez la structure spatiale de cette Twin City.
- 37. Mexico City :** Loin du rêve américain...
- 38. Guatemala City**

• Tâche 2. Mise en situation : « Le parcours du migrant clandestin »

L'objectif est ici de décrire le territoire frontalier entre les deux pays à partir d'une mise en situation originale.

Mise en situation : « Vous êtes originaire d'un pays d'Amérique latine et vous envisagez de vous rendre clandestinement aux Etats-Unis ».

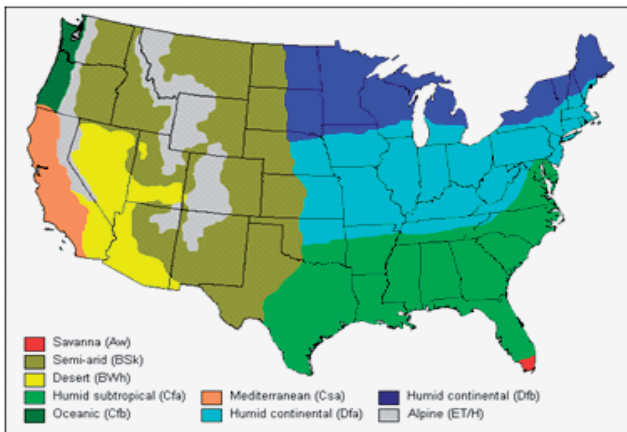
Objectifs : identifiez, dans la zone frontalière entre le Mexique et les Etats-Unis, les facteurs répulsifs (obstacles, dangers) et les facteurs attractifs (facilités, moyens) qui vont orienter votre itinéraire.

Pour vous aider : l'atlas, le dossier documentaire ci-dessous, le guide du migrant et la fiche technique sur le langage cartographique.

Productions attendues : un tableau à double entrée « Facteurs répulsifs/Facteurs attractifs », une carte de synthèse légendée du territoire frontalier.

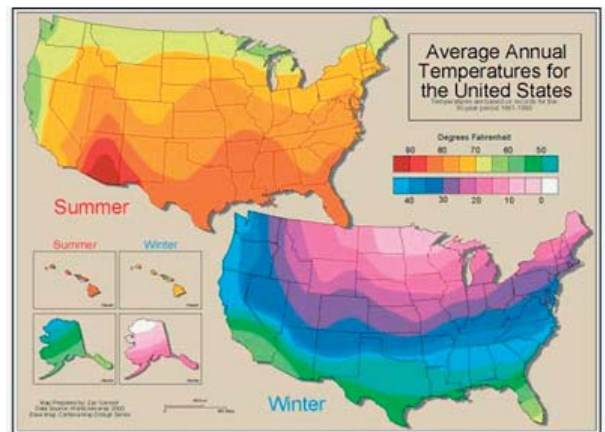
Consignes : doivent figurer sur la carte : un titre, les repères géographiques suivants (la frontière, les noms des surfaces maritimes, les noms des états américains frontaliers, le rio Grande ou rio Bravo, le fleuve Colorado), les parallèles 25°LN et 35°LN. Doivent figurer sur la carte et dans sa légende : les twin cities, 3 obstacles naturels et 3 obstacles humains, 2 attrait qui justifieraient la traversée de la frontière à un endroit plutôt qu'à un autre par les migrants clandestins.

Le dossier documentaire
Doc. 1 - Carte des climats



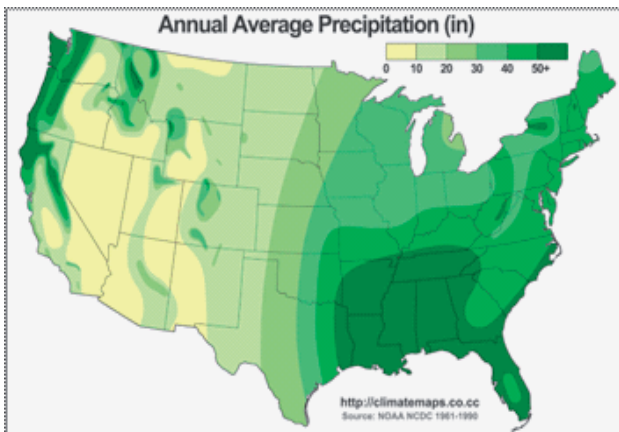
Source : http://www2m.biglobe.ne.jp/%257eZenTech/English/Climate/USA/USA_Climate_Map.gif

Doc. 2 - Carte des températures moyennes en été et en hiver



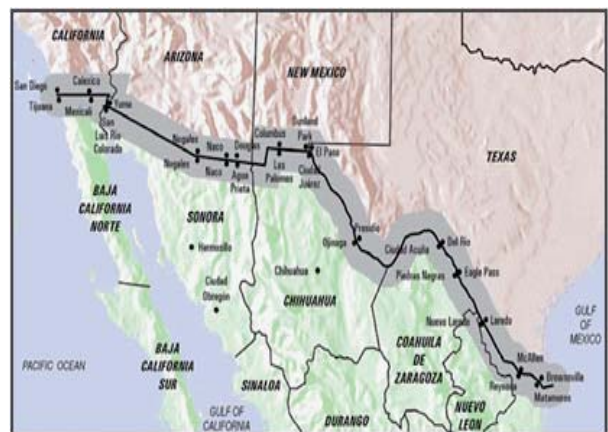
> 80°F = >27°C, >70°F = >21°C, >60°F = >15°C, >50°F = >10°C, >40°F = >5°C, <30°F = <0°C
Source : http://1.bp.blogspot.com/_q8MdB0S2aQ0/TT2_YzQHLT/AAAAAAAAAQ/4NBvO4JYq24/s1600/isarithmic-ex-2.jpg

Doc. 3 - Carte des précipitations moyennes annuelles



Unité = inches (pouces) Un pouce = 2,54 cm
Source : <http://a404.idata.over-blog.com/3/89/94/59/usa-01/mexico-us-border.jpg>

Doc. 4 - Les postes - frontières



Source : <http://0.tqn.com/d/usatravel/1/0/Y/3/-/3000.jpg>

Doc. 5 - Le couple migratoire

Le Mexique et les États-Unis forment ce que l'on peut appeler un « couple migratoire », ils constituent même le principal corridor migratoire à l'échelle planétaire. Les États-Unis sont le principal foyer d'immigration du monde et le Mexique est un des pays au monde qui présente le plus fort pourcentage d'émigration. Les migrants quittant le pays se dirigent donc exclusivement vers le Nord, à destination des États-Unis et dans une moindre mesure au Canada, qui est la deuxième destination des Mexicains.

Source : Letniowska S., Marot K., Medina L. et Monot A., « Canada, États – Unis, Mexique », Ed. Bréal, 2012.

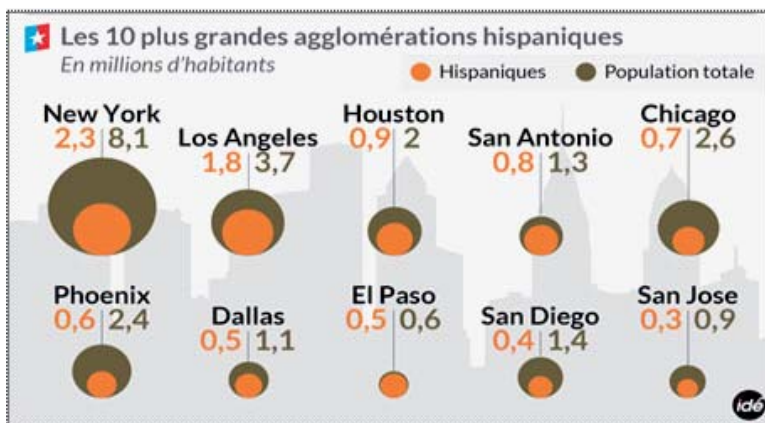
Doc. 6 - Les villes - jumelles

La zone frontalière, peu peuplée à l'origine, rassemble une population de 12 millions d'habitants établie d'une manière très discontinue et se concentrant pour l'essentiel dans quatorze villes jumelles (twin cities) qui se sont développées avec les maquiladoras ^(*). Née de l'existence de la frontière, chaque ville-jumelle est formée de deux parties contiguës et très différentes, la partie mexicaine étant plus peuplée et concentrant des quartiers pauvres et sous-équipés. La ville la plus peuplée au sud de la frontière, Tijuana, tardivement fondée en 1889, ne comptait que 65 000 habitants en 1950; son agglomération compte aujourd'hui 1,75 million d'habitants. Avec Ciudad Juarez, (1,32 million d'habitants), elles appartiennent aux dix premières agglomérations du Mexique (recensement 2010). Vient ensuite Mexicali, proche du million d'habitants, puis Reynosa, Nuevo Laredo et Matamoros qui dépasse chacune 500 000 habitants. Ces villes connaissent encore aujourd'hui des taux de croissance démographique importants, notamment en raison du solde migratoire mais de plus en plus aussi du croît naturel. Côté nord, l'aire métropolitaine de San Diego se distingue entre toutes. Elle compte 3 millions d'habitants, El Paso 800 000 et Brownsville 400 000.

(*) Établissements industriels de montage implantés côté mexicain de la frontière, où ils bénéficient de dispositions douanières et fiscales favorables, tandis que maison – mère, capitaux et ingénierie demeurent côté états-unien (à plus ou moins grande distance de la frontière).

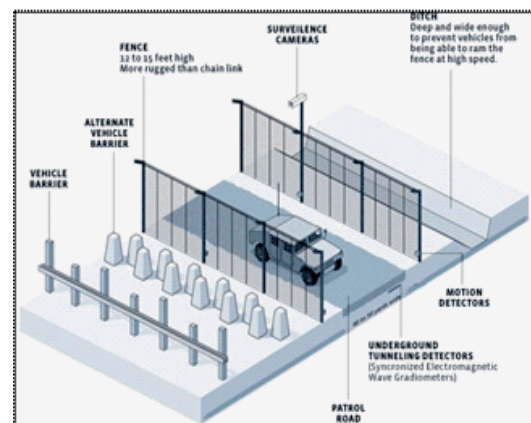
Source : D'après Letniowska S., Marot K., Medina L. et Monot A., « Canada, États – Unis, Mexique », Éd. Bréal, 2012.

Doc. 7



Source : <http://www.google.be/imgres?imgurl=>

Doc. 8



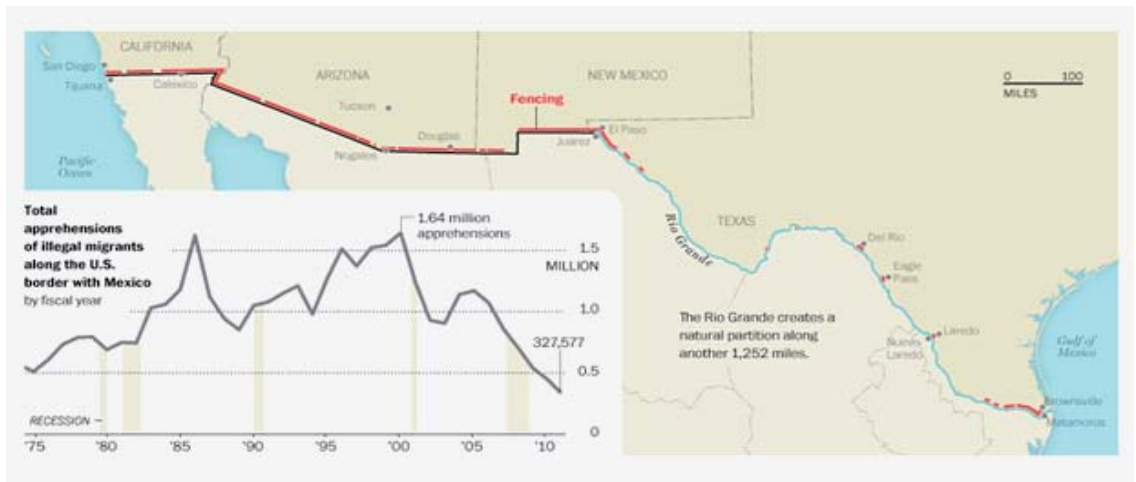
<http://www.google.be/imgres?imgurl=>

Doc. 9

Depuis 1993, les dispositifs de fermeture et de contrôle de la frontière ont été renforcés par les États-Unis. La première opération Gatekeeper (ou Guardian en espagnol), initiée en Californie, a été ensuite étendue à l'Arizona (Safeguard) et au Texas (Hold the Line). Depuis les attaques terroristes de 2001, la question de la frontière est envisagée dans une optique de sécurité nationale. Commencée en 2002, l'édification d'un véritable mur de contention s'est accélérée à partir de 2006 sur certains segments californiens, atteignant au total plus de 600 kilomètres. Sa prolongation de 90 mètres en mer est prévue en 2012 sur la côte pacifique pour empêcher les migrants de profiter de la marée basse. L'objectif final est de construire 1200 kilomètres de murs. La séparation se présente le plus souvent sous la forme de deux

palissades, dont une barrière d'acier de plus de trois mètres de hauteur, entre lesquelles circulent les véhicules de la US Border Patrol, la patrouille frontalière états-unienne.

Source : Letniowska S., Marot K., Medina L. et Monot A., « Canada, Etats – Unis, Mexique », Ed. Bréal, 2012.

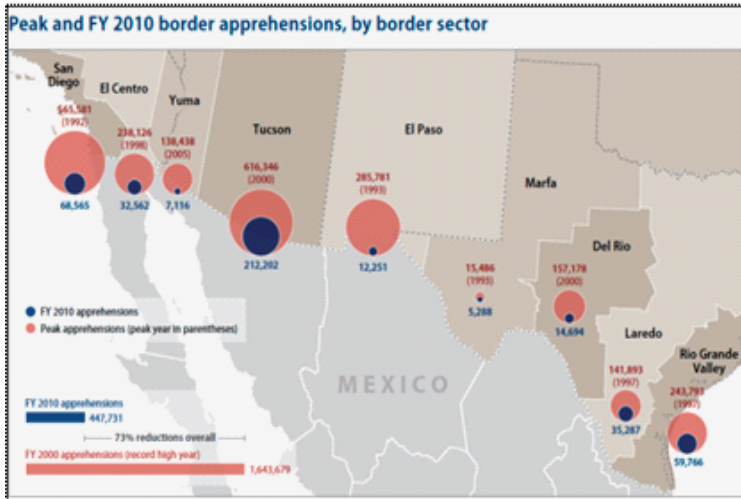


Doc. 10

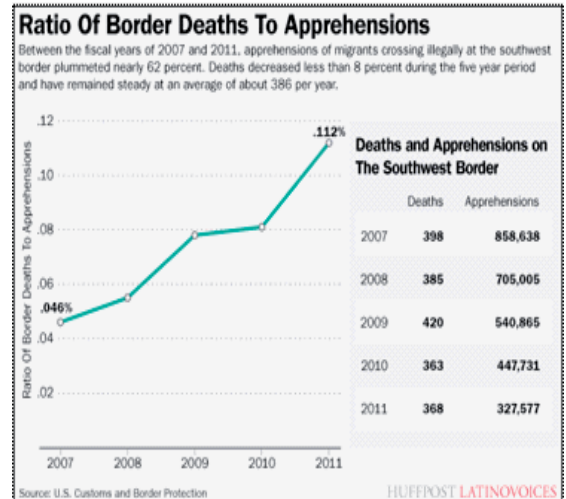
Aujourd'hui, 1 100 kilomètres de frontière sont plus ou moins fortifiés, particulièrement à l'Ouest (Security Fence Act, 2006). En dépit de ces restrictions, des centaines de malheureux clandestins meurent chaque année dans le désert en tentant de franchir la frontière en Arizona (144 morts en 2006) ou au Texas (146 morts en 2006). Entièrement fortifiée et séparant des régions densément urbanisées, la frontière californienne est moins meurtrière (29 morts dénombrés en 2006). En plus des contrôles dans les 27 postes frontières ouverts, le Texas a délimité une vaste zone tampon de 80 à 160 kilomètres de profondeur selon les secteurs, et contrôle l'identité de toute personne sortant de la région frontalière pour se rendre plus à l'intérieur de l'État.

Source : Zaninetti J.M., « Les espaces de l'Amérique du Nord, Canada, Etats-Unis, Mexique », Ed. Puf, mai 2012.

Doc.11



Doc. 12





Source : <http://ecso.swf.usace.army.mil/maps/SectorP.pdf>



Source : Commission Todd staples, mars 2012
<http://borderfactcheck.com/>

Doc.15 - Le flux migratoire incessant

Projecteurs, caméras infrarouges, bandes armées et patrouilles de la police frontalière – pour passer au riche Nord, il vaut mieux être bien préparé. Néanmoins, d’innombrables personnes essaient chaque année de franchir, sans papiers, la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Près de 500 000 d’entre elles atteignent le sol américain. Ces personnes viennent du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Mexique, ou même du Sud profond de l’Amérique latine. Une grande partie des migrants doivent passer de longs jours et de longues nuits dans des trains ou des bus déginglués avant d’oser faire le saut « de l’autre côté ». Certains ont dû vaincre les difficultés qu’entraînent l’entrée illégale par la frontière sud du Mexique : le harcèlement des policiers corrompus, les raids des gangs, le danger mortel de monter dans un train de marchandises en marche. Rares sont les passages réussis du premier coup. Ces hommes et ces femmes doivent alors galérer à travers des paysages arides et secs, franchir des clôtures ou essayer à nouveau de se cacher entre des boîtes à l’arrière d’une camionnette. Tout cela pour être repoussés maintes et maintes fois par la « migra », les agents de migration américains, ou pour tomber dans les mains des milices racistes qui luttent contre l’immigration dans les Etats du Sud des Etats-Unis.

Le voyage « de l’autre côté » est cher. Les « coyotes », ou passeurs, exigent au moins sept cents dollars pour faire passer leur client de l’autre côté de la frontière. Les « paquets tout compris », qui incluent le voyage depuis la maison jusqu’à Phoenix, Albuquerque ou Fresno, coûtent beaucoup plus cher. Au Mexique qui, avec ses trente millions de migrants, est le plus important pays d’origine des personnes migrant aux Etats-Unis, il existe un vaste système qui amène les gens des régions les plus reculées du pays vers le riche Nord. Presque tous les villages des Etats mexicains les plus pauvres sont en contact avec une organisation de passeurs, et chaque commune a son interlocuteur. La fuite vers le Nord fait partie du quotidien. Les administrations américaines successives se donnent pourtant de plus en plus de peine pour rendre la frontière infranchissable. Jusqu’en 1994, les deux pays n’étaient divisés, au mieux, que par des barbelés. Cela allait presque de soi de passer d’un côté à l’autre de la frontière, et les travailleurs et travailleuses saisonniers allaient et venaient. Face à ce constat, Washington a commencé à ériger des barrières et à intensifier les patrouilles. En même temps, l’administration poursuivait une politique d’immigration plus restrictive. Depuis les attaques du 11 septembre 2001, la frontière est devenue une véritable question de sécurité nationale.

En 2006, le Sénat américain a décidé de fermer près de 1 100 kilomètres de frontières par des murs et des barrières en aluminium. Aux barrières se sont ajoutés des caméras, des détecteurs de mouvement et encore une augmentation des patrouilles, chargées de faire baisser le nombre de personnes qui entrent aux Etats-Unis. En 2014, la totalité de la frontière, de

Tijuana, à l'ouest, jusqu'à Matamoros, à l'est du Mexique, sera équipée avec la plus haute technologie pour repousser les migrants. Quasiment achevée, cette muraille soulève les critiques de la scène internationale. Amnesty International a critiqué cette « criminalisation de la migration ». Et, en effet, le passage est devenu encore plus dangereux pour les migrants. Le taux de mortalité serait déjà à la hausse, alors que moins de personnes essayent de traverser la frontière, explique le Père Robin Hoover, dont l'organisation, Human Brothers, distribue de l'eau aux migrants dans le désert de l'Arizona. « Ceci est une conséquence directe des clôtures, des nouveaux équipements et de la multiplication des patrouilles », affirme Hoover. Aujourd'hui, entre quatre cents et cinq cents migrants perdent la vie chaque année dans la poursuite du rêve américain, en se noyant dans le rio Bravo, en succombant à la chaleur du désert, en se faisant attaquer par des bandes criminelles, ou en mourant dans des accidents de camions à remorque. Hoover se livre à une prévision consternante : « Les migrants devront prendre plus de risques en traversant des distances plus grandes dans des terrains beaucoup plus dangereux. Ainsi, on peut déjà prévoir que, dans le futur il y aura encore plus de morts ».

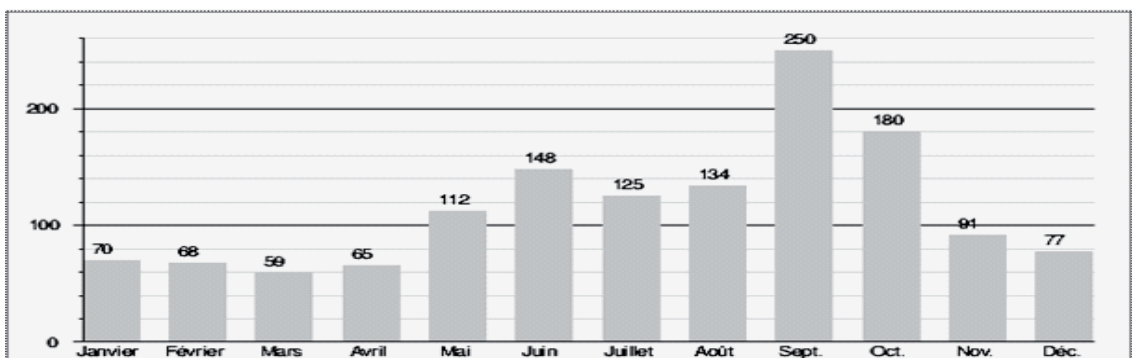
Source : Article paru dans le magazine AMNESTY, n°60, publié par la Section suisse d'Amnesty International, février 2010.

Doc. 15 - Les États-Unis régularisent massivement leurs jeunes sans-papiers

Des centaines de milliers de jeunes sans-papiers vivant aux États-Unis pouvaient à partir de mercredi déposer leur candidature pour bénéficier d'un nouveau programme qui peut leur permettre de régulariser leur situation en obtenant un permis de travail de deux ans. La mesure annoncée en juin par le président Barack Obama est une version revisitée d'une loi baptisée Dream Act qui n'a pas obtenu l'aval du Congrès. Elle concerne les immigrés âgés de 15 à 30 ans arrivés sur le territoire américain avant leurs 16 ans, scolarisés ou diplômés, et n'ayant pas d'antécédents judiciaires. Le gouvernement estime à plus de 800 000 le nombre des personnes qui peuvent présenter un dossier à compter de ce jour, un total qui serait plus proche de 1,7 million, selon des instituts démographiques. Après l'examen de leur dossier, qui peut prendre plusieurs mois, ces jeunes pourront voir leur procédure d'expulsion suspendue et obtenir un permis de travail temporaire de deux ans. « Les personnes qui répondent à ces critères et étaient menacées d'expulsion peuvent maintenant vivre sans peur et aider notre grande nation grâce à leurs talents » a indiqué dans un communiqué la direction du Service de citoyenneté et d'immigration des États-Unis (USCIS). « J'attends cela depuis très longtemps, c'est presque incroyable que ça arrive enfin », confie Janet Martinez, une Mexicaine de 25 ans arrivée aux États-Unis à l'âge de 3 ans avec ses parents. Diplômée en commerce, elle se dit « très motivée pour le futur », se félicitant de pouvoir enfin voyager et travailler légalement. Selon l'institut spécialisé dans les questions de démographie MPI, les trois quarts des bénéficiaires potentiels sont originaires du Mexique ou d'un autre pays d'Amérique centrale. Les États ayant le plus grand nombre d'immigrés qualifiés sans papiers sont la Californie (ouest), le Texas (sud), la Floride (sud-est), l'État de New-York (nord-est) et l'Illinois (nord). En annonçant la mesure, Barack Obama avait déclaré qu'il ne s'agissait ni d'une « amnistie » - ce dont l'avaient accusé ses adversaires républicains - ni d'une première étape vers la citoyenneté, mais de « la chose la plus censée à faire ». Les républicains ont reproché à Obama de chercher à acheter le vote hispanique avec ce programme, annoncé à peine cinq mois avant l'élection présidentielle du 6 novembre.

Source : Le Point.fr - Publié le 16/08/2012.

Doc. 16 - Débit moyen mensuel du Rio Grande (ou Rio Bravo) en m³/s Station hydrologique : Laredo

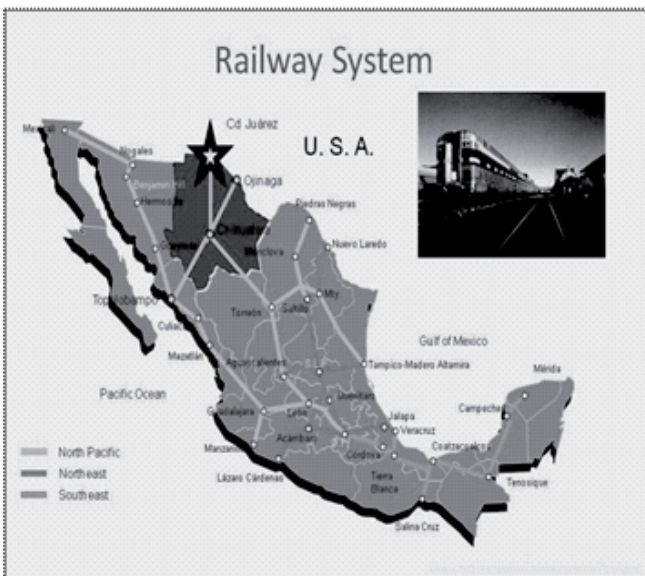


Doc. 17 - Les trains de la terreur

Les trains sont le principal moyen de transport utilisé par les migrants d'Amérique centrale pour traverser le Mexique et rejoindre la frontière avec les États-Unis. Mais grimper sur leurs toits ou se percher entre deux wagons est une entreprise périlleuse. « De nos jours, les migrants qui traversent le Mexique sont confrontés aux pires atrocités », explique Monseigneur José Raúl Vera López, évêque de Saltillo. Dans le pays, il n'y a plus que des trains de marchandises, fortement surveillés par des compagnies de sécurité privées. Les agents de ces compagnies sont les premiers à racketter les migrants, poussant hors du train ceux et celles qui refusent de se soumettre à leur volonté. Nous sommes témoins de cette violence. Nous devons nous occuper de ceux qui perdent une jambe, un bras ou la vie lorsqu'ils sont jetés sur les voies ferrées. Trois migrants ont été tués par ces agents à Saltillo. Le but de ces actions est de semer la terreur au sein des migrants ». Aujourd'hui, les trains sont aussi devenus le théâtre d'opérations de groupes criminels qui s'attaquent aux migrants. La dégradation des conditions de sécurité pour les migrants, Edwin l'a constatée ces dernières années : « La première fois que j'ai traversé le Mexique et la frontière, il n'y avait pas de problèmes. Aujourd'hui, voyager sur les trains est devenu un combat permanent contre la mort. Bien sûr il y a la fatigue, la faim et le froid. Le risque de s'endormir et de tomber du train est grand. Mais les bandes de criminels qui volent, violent et séquestrent ceux et celles qui sont sur les trains sont pires que tout le reste. Moi-même, j'ai déjà été dépouillé de tout ce que j'avais et j'ai été battu aussi. C'est pour les femmes que la situation est la plus terrible. Elles sont toujours soumises aux plus dures violences. C'est pour cela que je n'ai jamais laissé mes sœurs entreprendre ce voyage. Je ne veux pas qu'elles courent le risque de vivre ce dont j'ai été témoin ». Mgr Vera parle d'une tragédie humanitaire. Après douze années passées dans la région, il est persuadé que la violence subie par les migrants n'est pas une fatalité, mais plutôt qu'elle est utilisée pour empêcher la migration vers les États-Unis. « La violence et la cruauté ont atteint un niveau sans précédent dans le pays. Les chiffres font peur. Ils sont entre 18 000 et 20 000 migrants à être séquestrés par an, soumis à la torture, aux viols et à la mort ». « La persécution des migrants latino-américains par les agents d'immigration nord-américains est de plus en plus forte, dit Edwin. Les contrôles sont permanents et les expulsions sont réalisées sans aucun ménagement. Lorsque j'ai été pris la dernière fois, j'ai vraiment été traité comme un criminel ».

Source : Caritas.org, 16 mars 2012.

Doc. 18



[http://www.elpasoredco.org/files/Rail%20system\(2\).JPG](http://www.elpasoredco.org/files/Rail%20system(2).JPG)

Doc. 19



[http://www.elpasoredco.org/files/Highway%20System\(2\).JPG](http://www.elpasoredco.org/files/Highway%20System(2).JPG)

Doc. 20 - La Cour suprême autorise le contrôle au faciès en Arizona

Le gouvernement fédéral estimait que cette loi – une des plus sévères des Etats-Unis en matière de lutte contre l'immigration illégale – empiétait sur ses prérogatives constitutionnelles en matière d'immigration. Au même titre que la réforme phare de Barack Obama de l'assurance-maladie, ce texte illustre les divisions entre l'administration fédérale et les Etats. La Cour suprême a approuvé le point de vue du gouvernement fédéral sur trois dispositions de la loi sur l'immigration de l'Arizona, qui sont donc rejetées : l'obligation pour tout immigré de pouvoir présenter des papiers à tout moment; l'interdiction de travailler ou de rechercher un emploi en l'absence de papiers; et l'arrestation sans mandat de tout individu soupçonné d'être clandestin. Elle n'a en revanche pas rejeté la disposition de la loi autorisant des contrôles sans motif du statut migratoire de toute personne.

Source : AFP, 25 juin 2012.

Doc. 21 - Les opposants à l'immigration illégale

« En général, l'immigration illégale a trois principaux opposants, formant une alliance populiste. Le premier groupe est composé des électeurs à revenus élevés qui pensent que l'immigration clandestine augmente le fardeau fiscal. Le second voit les immigrés comme augmentant les risques de criminalité et de terrorisme. Le troisième comprend les électeurs les moins instruits, qui craignent que les immigrants volent leurs emplois ».

Source : Gardner Hall, directeur des Etudes internationales, American University of Paris.
http://www.strategicsinternational.com/29_18.pdf

Doc. 22

Chaque année, entre 700 000 et 1,5 million de personnes rentrent de cette façon illégalement aux Etats-Unis. Le nombre d'agents patrouillant aux frontières a toutefois doublé en quelques années et leur présence se fait sentir. Malgré tout, chaque minute deux clandestins parviennent à se faufiler aux Etats-Unis et à s'installer quelque part sur le territoire. En période de prospérité économique, leurs passages au Nord passaient plus inaperçus, mais la crise a nourri l'intolérance à leur égard, et le sujet – comme ce fut le cas à un rassemblement du Tea Party^(*) – se trouve au coeur du débat politique. « Je suis inquiet pour nos frontières, pour notre sécurité. L'immigration illégale est un problème comme l'économie », avance un membre du Tea Party interviewé par TVA Nouvelles.

(*)Tea Party : parti politique conservateur aux Etats Unis. Leur credo est la lutte contre le gouvernement fédéral et contre les impôts. Il est opposé à l'avortement, au mariage homosexuel, à la légalisation des drogues, hostile à l'immigration.

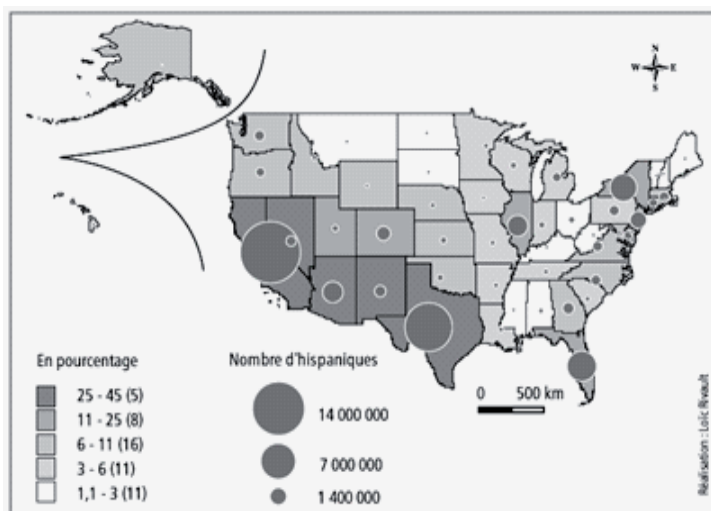
Source : TVA Nouvelles, 11 mai 2011.

Doc. 23

Les Etats-Unis ont expulsé l'année dernière le chiffre record de 410 000 immigrés sans papiers, dont 55% avaient un casier judiciaire, a annoncé vendredi le directeur de l'agence américaine de l'Immigration et des Douanes (ICE), John Morton. Les 409 849 expulsions ont eu lieu au cours de l'exercice fiscal 2012, à savoir entre octobre 2011 et septembre 2012. Un an avant, l'ICE rapportait avoir reconduit à la frontière 397 000 clandestins. John Morton a par ailleurs précisé que plus de la moitié des personnes expulsées au cours de l'exercice 2012 (225 390) avaient des antécédents pénaux, soit deux fois plus que lors de l'année fiscale 2008.

Source : AFP 21 décembre 2012.

Doc. 24 - La population hispanique aux Etats-Unis en 2008



<http://www.academie-en-ligne.fr/Ressources/7/HG00/AL7HG00TEPA0111-Sequence-14.pdf> - Source : Ministère des Affaires étrangères français

Doc. 25 - Zones d'insécurité au Mexique

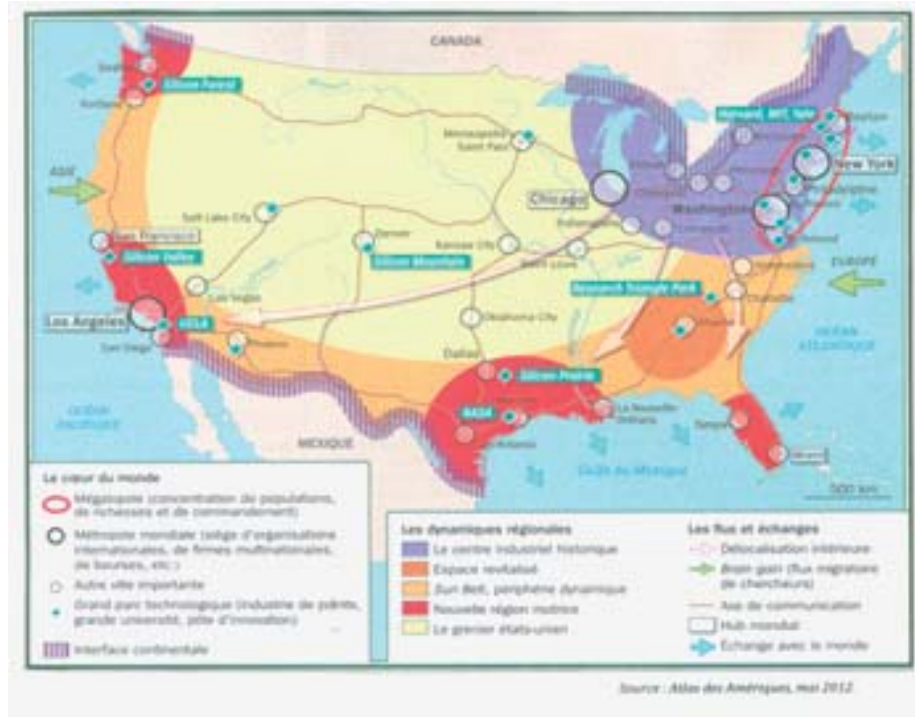


Doc.26 - Un gang de trafiquants de drogue à l'origine du charnier de 72 cadavres

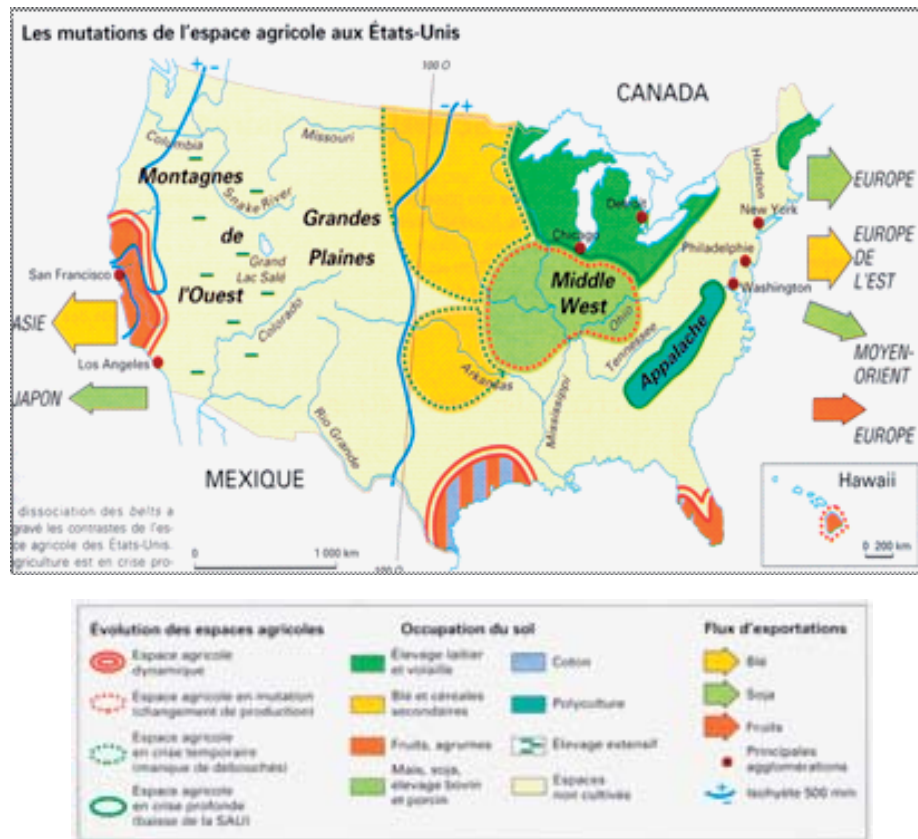
Un charnier contenant 72 corps, probablement ceux d'émigrants clandestins venus d'Amérique centrale et du Sud, selon le témoignage d'un survivant du massacre, a été découvert dans une ferme du nord-est du Mexique, non loin des Etats-Unis. Des troupes de Marine ont trouvé le charnier mardi près de San Fernando, une ville de 30 000 habitants dans l'État de Tamaulipas, à la frontière du Texas. Les militaires avaient réalisé la veille une opération terrestre et aérienne contre les occupants de la ferme, qui ont riposté tout en prenant la fuite. Trois suspects et un soldat ont été tués dans les échanges de tirs, a annoncé le ministère de la Marine. Un fuyard, un mineur, a été arrêté. Le survivant, un Équatorien, a été placé sous protection fédérale, a indiqué à l'AFP un représentant de la Marine nationale. Blessé par balle, il a donné l'alerte à un barrage routier en affirmant avoir été attaqué par des malfaiteurs dans la ferme. La Marine nationale a attribué le massacre au gang des « Zetas », force montante du trafic de drogue dans le Tamaulipas, où ils concurrencent le cartel dit « du Golfe », leur ancien employeur. Les clandestins avaient été interceptés par des hommes armés, qui leur auraient proposé de travailler pour eux comme hommes de main, mais les auraient abattus devant leur refus, d'après les déclarations du survivant, présenté sous le prénom de Freddy. Une délégation consulaire des pays concernés, Brésil, Équateur, Salvador et Honduras, était attendue jeudi à San Fernando pour entamer l'identification des victimes, parmi lesquelles on compte 14 femmes. Quatre Brésiliens au moins figurent dans le nombre, selon le consul général du Brésil au Mexique, Marcio Lage. Ce massacre « deviendra un symbole de la capacité ou de l'incapacité (des autorités) à faire front » face aux meurtres de clandestins et aux abus dont ils sont victimes dans le pays, où ils font l'objet de milliers de plaintes pour enlèvement chaque année, a déclaré mercredi à l'AFP le directeur d'Amnesty International pour le Mexique, Alberto Herrera. « Les niveaux d'impunité dans ce pays sont scandaleux », a-t-il ajouté. Un demi-million d'émigrants clandestins traverse chaque année le Mexique, la plupart en provenance d'Amérique centrale, selon la Commission mexicaine des droits de l'Homme. Selon elle, en six mois, de septembre 2008 à février 2009, 10 000 d'entre eux ont été enlevés par des bandits, et la plupart des survivants ont accusé le gang des « Zetas ». Dans la région, les « Zetas » sont suffisamment puissants pour dresser des barrages sur les routes et contrôler la circulation, ont déjà constaté des journalistes de l'AFP. Mercredi, ils avaient cédé le contrôle des rues de San Fernando, face à un important déploiement militaire. Au Mexique, les règlements de comptes entre trafiquants et leurs affrontements avec l'armée et la police ont fait officiellement 28 000 morts depuis l'arrivée au pouvoir en décembre 2006 du président Felipe Calderon, qui a fait déployer 50 000 militaires en renfort de la police. Les bandes rivales s'affrontent pour le contrôle du trafic de drogue et l'approvisionnement du marché des Etats-Unis, premier client mondial de la cocaïne. Mais certaines d'entre elles, les « Zetas » notamment, ont fait du racket des clandestins une activité parallèle.

Source : AFP, 26 août 2010.

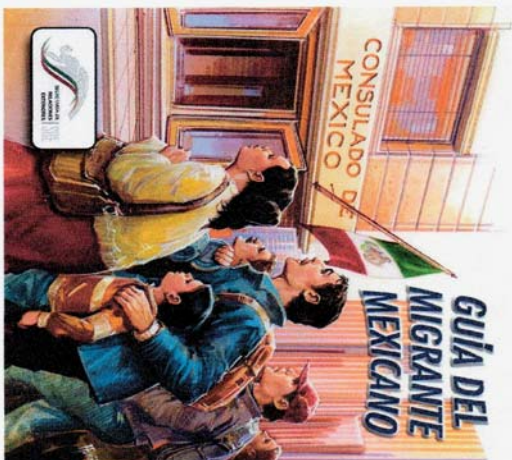
Doc. 27 - Les centres d'activités aux Etats-Unis



Doc. 28 - L'espace agricole des Etats-Unis



GUÍA DEL MIGRANTE MEXICANO



Audio

(Para escuchar las pistas, descargar archivos Windows Media, haga clic con el botón derecho, guardar destino como.)

- Pista 1: Consulados de México
- Pista 2: Servicios de los Consulados de México
- Pista 3: Derechos de los Migrantes

Guide du migrant mexicain



INTRODUCCIÓN

Estimado connacional: con la previa obtención de tu pasaporte, que expiden las Delegaciones de la Secretaría de Relaciones Exteriores, y la visa, que solicitas ante la Embajada o Consulado del país a donde deseas viajar.

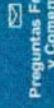
Sin embargo, en la práctica vemos muchos casos de mexicanos que intentan ingresar a otro país es

La manera segura de ingresar a otro país es

cruzar la frontera peligroso, particularmente en áreas desérticas o ríos con fuertes corrientes de agua.



SRE 1



INTRODUCTION. Cher concitoyen

Le but de ce guide est de te donner quelques conseils pratiques qui pourraient être utiles au cas où tu aurais pris la décision difficile de rechercher de nouvelles opportunités d'emploi hors de ton pays.

Pour entrer dans un autre pays en toute sécurité, tu devras obtenir ton passeport qui est émis par les Délégations du Secrétariat des Relations Etrangères, ainsi que ton visa, que tu pourras demander à l'Ambassade ou au Consulat du pays où tu désireras te rendre.

Cependant, nous voyons souvent des Mexicains qui essaient de franchir la frontière nord sans les papiers nécessaires, passent par des zones extrêmement dangereuses, particulièrement dans les régions désertiques ou encore traversent des rivières avec des courants forts difficiles à repérer.



México

Secretaría de Relaciones Exteriores

[Principal](#)
[Preguntas Frecuentes y Comentarios](#)
[Buscador](#)

INTRODUCCIÓN


INTRODUCCIÓN

Con la lectura de esta guía, podrás enterarte también de algunas cuestiones básicas sobre las consecuencias legales de tu estancia en los Estados Unidos de América sin la documentación migratoria apropiada, así como sobre los derechos que tienes en ese país, una vez que te encuentres en él, independientemente de tu condición migratoria.

Ten en cuenta siempre que existen mecanismos para que puedas ingresar legalmente a los Estados Unidos de América.

En cualquier caso, si llegas a tener problemas o a enfrentar dificultades, recuerda que México cuenta con 45 Consulados en dicho país, cuyos datos también podrás encontrar en esta publicación.


Identifica tu Consulado y acércate a él.



2 SRE



SRE 3



En lisant ce guide, tu trouveras également des informations clés sur les conséquences légales de ton séjour aux Etats-Unis d'Amérique si tu n'as pas les documents d'immigration adéquats, ainsi que sur les droits que tu auras dans ce pays indépendamment de ton statut d'immigrant.

Garde toujours à l'esprit qu'il existe différentes procédures pour entrer légalement aux Etats Unis. En tout cas, si tu rencontres des problèmes ou des difficultés, rappelle-toi que le Mexique dispose de 45 consulats dans le pays dont tu pourras trouver les données de contact dans cette publication.

Identifie ton Consulat et rends-toi-y.



PELIGROS POR CRUZAR EN ZONAS DE ALTO RIESGO

Cruzar por el río puede ser muy riesgoso, sobre todo si cruzas solo y de noche.

La ropa gruesa aumenta su peso al mojarse y esto dificulta nadar o flotar.



RISQUES.

DANGERS LIES AU PASSAGE DE ZONES A HAUT RISQUE

Cela peut s'avérer très dangereux de traverser une rivière, particulièrement si tu es seul ou la nuit.

Les vêtements épais, quand ils sont mouillés, t'entraînent vers le fond, et t'empêchent de nager ou de flotter facilement.



Si cruzas por el desierto, procura caminar en horas en las que el calor no sea tan intenso.

ción es mucho menor:

Los síntomas de deshidratación son:

- Poco o nada de sudor

Las carreteras y los poblados están muy alejados, por lo cual tardarás varios días en encontrar caminos y no podrás cargar alimentos ni agua por tanto tiempo; incluso puedes perderle.



6

SSE

- Resequedad en los ojos y en la boca
- Dolor de cabeza
- Consoncancia y ojolomien- to excesivo
- Dificultad para caminar y razonar
- Alucinaciones y espejismos
- Si te pierdes, guíate por postes de luz, vías de tren o caminos de terracería.



SSE

7

RISQUES.

- Si tu traverses le désert, essaye de voyager lorsque la chaleur n'est pas trop forte.
- Les autoroutes et les villes sont très éloignées. Tu devras donc sûrement marcher plusieurs jours avant de trouver des routes. Tu ne pourras pas transporter la nourriture et l'eau dont tu auras besoin pendant aussi longtemps. Tu risques aussi de te perdre.

L'eau salée permet à l'organisme de garder les fluides. Même si elle ne te désaltère pas, bois de l'eau salée pour diminuer les risques de déshydratation.

Les symptômes de la déshydratation sont :

- Peu ou pas de transpiration
- Sensation de sécheresse dans les yeux et la bouche
- Maux de tête
- Fatigue et épuisement
- Difficulté pour marcher et réfléchir
- Hallucinations et mirages

Si tu te perds, suis les enseignes publiques, les voies de chemins de fer ou encore les sillons dans les champs.



CUIDADO CON LOS "POLLEROS"

CUIDADO CON LOS "POLLEROS", "COYOTES" O "PATEROS"

Pueden arriesgar tu vida pasándote por ríos, canales de riego, zonas desérticas, vías de tren o carreteras rápidas. Esto ha ocasionado la muerte a cientos de personas.

Pueden engañarte asegurando que le cruzan en unas horas por montañas o desiertos. ¡Esto no es cierto!



8 SRE

Si decides recurrir a ese "polleros", "coyotes" o "pateros" para cruzar la frontera, considera las siguientes precauciones:

Desconfía de todo aquél que te ofrezca pasarte al "otro lado" y te pida que conduzcas un vehículo o que lleves o cargues un paquete por él. Regularmente esos



SRE 09

MÉFIE-TOI DES PASSEURS D'ÉTRANGERS.

MÉFIE-TOI DES « POLLEROS », « COYOTES » OU « PATEROS » (différents noms pour les passeurs d'étrangers). Ils peuvent te tromper en t'assurant qu'ils te feront traverser (franchir la frontière illégalement) à certains moments par delà les montagnes ou par les déserts. Ce n'est pas vrai! Ils peuvent mettre ta vie en danger en te menant à travers des rivières, des canaux d'irrigation, des zones désertiques, le long de voies de chemin de fer ou des autoroutes. Ceci a provoqué la mort de centaines de personnes.

Si tu décides d'utiliser les services d'un « pollero », « coyote » ou « patero » pour traverser la frontière, prends toujours les précautions suivantes:
Ne le perds jamais de vue; rappelle-toi qu'il est le seul à connaître le terrain et par conséquent le seul qui peut te guider en toute sécurité.

Ne fais pas confiance à quelqu'un qui te proposerait de t'emmener de l'« autre côté » et te demanderait de conduire un véhicule ou de porter un paquet pour lui. Régulièrement, ces.....



CUIDADO CON LOS "POLLEROS"

CUIDADO CON LOS "POLLEROS"

paquetes contienen drogas u otras sustancias prohibidas. Por esta razón, muchas personas han terminado en la cárcel.

Si transportas a otras personas puedes ser confundido con un "pollero" o "coyote", y te pueden acusar del delito de tráfico de personas o robo de vehículo.

No entregues a tus hijos menores a desconocidos que te ofrecen cruzarlos a Estados Unidos.



10 SRE

SRE 11



MEFIE-TOI DES PASSEURS D'ETRANGERS.

...colis contiennent de la drogue ou d'autres substances interdites. De nombreuses personnes se sont retrouvées en prison pour cette raison.

Si tu transportes d'autres personnes, tu risques d'être confondu avec un passeur d'étrangers et accusé de transport illégal d'étrangers ou encore accusé de vol de véhicule.

Ne confie pas tes enfants mineurs à des étrangers qui proposeraient de les faire passer de l'autre côté de la frontière.



NO UTILICES DOCUMENTOS FALSOS

NO UTILICES DOCUMENTOS FALSOS

NO UTILICES DOCUMENTOS FALSOS O QUE NO TE PERTENEZCAN, NI TAMPOCO DECLARES FALSA NACIONALIDAD

des ser procesado penalmente y terminar en la cárcel; al igual que si declaras un nombre falso o decir que eres ciudadano de Estados Unidos, cuando no lo eres.

Si intentas cruzar con documentos falsos o que pertenecen a otra persona, toma en cuenta lo siguiente:

No mientas a los agentes estadounidenses de puertos o garitas.

Usar documentos falsos o de otra persona es un delito federal en Estados Unidos, por el que pue-



N'UTILISE PAS DE FAUX PAPIERS

N'UTILISE PAS DE FAUX PAPIERS OU LES PAPIERS D'AUTRES PERSONNES, ET NE DECLARE PAS NON PLUS DE FAUSSE NATIONALITE.

Si tu essayes de passer avec des documents qui sont faux ou qui appartiennent à quelqu'un d'autre, garde ceci à l'esprit :

Aux Etats- Unis, l'utilisation de documents qui sont faux ou qui appartiennent à quelqu'un d'autre constitue un délit, pour lequel tu peux être poursuivi pénalement et mis en prison ; il en va de même si tu donnes un faux nom ou dis que tu es un citoyen américain alors que ce n'est pas vrai.

Ne mens pas aux douaniers américains.



SI ERES DETENIDO

No te resistas al arresto.

No agredas o insultes al oficial.

No arrojes piedras u objetos al oficial ni a los patrulleros, pues esto se considera una provocación a los oficiales.



Si los oficiales se sienten agredidos, es probable que utilicen la fuerza para detenerle.

como arma, tales como: linternas, desarmadores, navajas, cuchillos o piedras.

Alza lentamente tus manos para que vean que estás desarmado.

No llevas en las manos ningún objeto que pudiera ser considerado



SI TUVIERAS ARMAS:

No te resistas a la arrestación.

No agredas o insultes al oficial.

No arrojes piedras u otros objetos sobre el oficial ni sobre la patrulla, pues esto se considera una provocación.

Si los oficiales te sienten agredido, es probable que utilicen la fuerza para detenerle.

Alza lentamente tus manos para que vean que estás desarmado.

No lleves en las manos ningún objeto que pudiera ser considerado como arma, tales como: linternas, desarmadores, navajas, cuchillos o piedras.



SI ERES DETENIDO

No corras o irates de alta velocidad. escopar.

No te escondas en lugares peligrosos. Es mejor que te detengan unas horas y seas repatriado a México, a que te pierdas en el desierto.

No cruces carreteras de



16. SRE

SI TE DETIENEN, TIENES DERECHOS!

Proporciona tu nombre verdadero.

Si eres menor de edad y vienes acompañado por un adulto, dilo a la autoridad para que no los separen.



17. SRE

TUS DERECHOS

SI TU ES ARRÊTE. (PAGE 16) - TES DROITS. (PAGE 17)

• SI TU ES ARRÊTE

Ne cours pas ou n'essaye pas de t'échapper.

Ne te cache pas dans des endroits dangereux.

Ne traverse pas les autoroutes.

Il vaut mieux que tu sois arrêté quelques heures pour ensuite être rapatrié au Mexique plutôt que de te perdre dans le désert.

• TES DROITS

SI TU ES ARRÊTE, TU AS DES DROITS!

Donne ton vrai nom. Si tu es mineur et accompagné par un adulte, dis-le aux autorités de sorte que l'on ne vous sépare pas.



TUS DERECHOS

TUS DERECHOS

Tus derechos son:

representante del
Consulado de México

Recibir atención médica
cada vez que lo necesi-
tas si te encuentras
lesionado o delicado
de salud.

Saber dónde te encuen-
tras.

más cercano, para que
recibas apoyo.

No estás obligado a
proporcionar tu calidad
migratoria al ser dete-

Irás.

recibirás apoyo.

proporcionar tu calidad
migratoria al ser dete-

Pedir que te permitan
comunicarte con un

No declarar o firmar
documentos, sobre todo
si están en
inglés, sin la
asesoría de
un abogado
defensor o
representan-
te del
Consulado
Mexicano.

A ser respetado y tener
un trato digno, sin
importar tu
calidad
migratoria.

proporcionar tu calidad
migratoria al ser dete-



No declarar o firmar
documentos, sobre todo
si están en
inglés, sin la
asesoría de
un abogado
defensor o
representan-
te del
Consulado
Mexicano.



A que te
trasladen
de forma
segura.
Tener agua
y comida

18 SRE

SRE 19

TES DROITS

Tes droits sont :

- De savoir où tu te trouves.
- De demander à parler au représentant du Consulat mexicain le plus proche de façon à être aidé.
- De ne pas faire de déclarations ou signer de documents, particulièrement s'ils sont en anglais, sans l'aide d'un avocat de la défense ou d'un représentant du Consulat du Gouvernement mexicain.
- De recevoir une aide médicale si tu es blessé ou en mauvaise santé.
- D'être traité de façon respectueuse indépendamment de ton statut d'immigrant.
- D'être transporté en toute sécurité.
- De recevoir de l'eau et de la nourriture si tu en as besoin.
- Tu n'es pas obligé de dévoiler ton statut d'immigrant si tu es arrêté.



TUS DERECHOS

No ser golpeado o insultado.

No ser incomunicado.

En caso de que te quiten tus cosas, pide un comprobante para que puedas reclamarlos al momento de ser liberado.

Cualquier violación o estos derechos, es importante que lo informes a tu abogado o al representante del Consulado de México que te visite; o bien, a la Delegación más

cercana de la Secretaría de Relaciones Exteriores en territorio mexicano.

Si quieres mayor información y vives en Texas, Estados Unidos o en Ciudad Acuña, Coahuila, sintoniza "La Poderosa" en el 1570 de AM



XERF 1570 AM
LA PODEROSA
Ciudad Acuña, Coahuila



20 SRE

SRE 21

TES DROITS.

De ne pas être frappé ou insulté.

De ne pas être tenu au secret.

Au cas où tes effets personnels seraient emmenés, demande un reçu pour les réclamer lorsque tu seras libéré.

Si un de ces droits est violé, il est important que tu en informes ton avocat ou un représentant du Consulat mexicain qui te rendra visite ou même la Délégation la plus proche du Secrétariat des Relations Étrangères au Mexique.

Si tu souhaites plus d'informations et que tu vis au Texas ou à Ciudad Acuña, Coahuila, branche-toi sur la « Powerful Station » en AM 1570.

EN CASO DE SER DETENIDO

EN CASO DE SER DETENIDO

EN CASO DE SER DETENIDO

Recibir la asesoría legal correspondiente sin que se te condicione y sin que sea obstruida.

Si ya fuese sentenciado por algún delito o te encuentras enfrentando un proceso criminal en alguna cárcel, tienes los siguientes derechos:

No ser discriminado por las autoridades policíacas, judiciales o penitenciarias.

Recibir visitas de familiares consulares y de tus familiares.



Si te encuentras enfrentando un proceso criminal y aún no te han sentenciado, pregúntale a tu abogado o representante del Consulado, en qué consiste el "Acuerdo de Culpa-lidad".

No te declares culpable sin antes consultar con tu abogado cuáles son las posibilidades de ganar tu caso en juicio.

Es importante que conozcas las leyes del estado de la Unión Americana donde vives y trabajes, ya que las leyes en cada uno de ellos son diferentes.

Toma en cuenta la siguiente información:

Si tomas no manejes, ya que si no tienes documento podrás ser detenido y

deportado.

Si un residente legal es infraccionado más de dos veces por conducir en estado de ebriedad, podrá ser deportado.

No manejes sin licencia de conducir.

Respeto las señales de tránsito y usa el cinturón de seguridad.

No manejes sin seguro de auto ni aceites mejor un vehículo desconocido.

22 SEI

SEI 23

Si tu as déjà été condamné pour l'un ou l'autre délit ou bien si tu es en prison, tout en étant confronté à des poursuites judiciaires au pénal, tu as les droits suivants :

- De ne pas être victime de discrimination par la police, les tribunaux ou les autorités pénitentiaires.
- De recevoir les visites des autorités consulaires ainsi que des membres de ta famille.
- De recevoir les conseils légaux adéquats sans conditions ou obstructions.
- Si tu es poursuivi pénalement ou si tu n'as pas encore été condamné, demande à ton avocat ou représentant consulaire en quoi consiste le « Plea Agreement »*
- Ne plaide pas coupable sans avoir auparavant consulté ton avocat sur les possibilités de gagner ton procès si tu dois aller au tribunal.
- Il est important que tu connaisses les lois de l'état américain où tu vis et travailles, étant donné que chaque état possède une législation différente.
- Garde à l'esprit les informations suivantes :
 - Si tu bois, ne conduis pas. En effet, si tu n'as pas de papiers, tu risquerais d'être arrêté et expulsé.
 - Si un résident légal est cité à comparaître plus de deux fois pour conduire en état d'ivresse, il risque d'être expulsé.
 - Respecte les panneaux de signalisation et attache ta ceinture de sécurité.
 - Ne conduis pas sans assurance et ne conduis pas de véhicule inconnu.

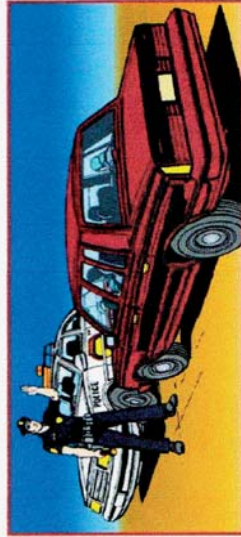
*Note du traducteur : Accord entre le procureur et l'avocat de la défense pour revoir à la baisse les chefs d'inculpation. (Source : Dictionnaire traductif Robert et Collins)



EVITA

No permitas que otras personas desconocidas suban a tu auto. El auto hasta que te lo pida el oficial.

Evita llamar la atención, por lo menos mientras arreglas tu estancia o documentos para vivir en los Estados Unidos. Si al conducir cometes alguna infracción de tránsito y eres detenido por la policía, coloca las manos sobre el volante y no bajas



24 SRE

La mejor fórmula es no alterar tu rutina del trabajo a tu casa. ser arrestado aunque tú no hubieras hecho nada.

Evita las fiestas ruidosas, los vecinos pueden molestarte y llamar a la policía, y puedes ser arrestado. Evita la violencia familiar o doméstica. Al igual que en México, es un delito en Estados Unidos.



SRE 25

Evita involucrarte en riñas.

Si acudes a un bar o centro nocturno y se inicia una riña, aléjate, ya que en la confusión puedes

(CHOSAS A) ÉVITER

- N'embarque pas de personnes inconnues à bord de ton véhicule.
- Si tu commets une infraction au code de la route et que tu es arrêté par la police, place tes mains sur le volant et ne sors pas de la voiture tant que l'officier ne te l'a pas demandé.
- Évite d'attirer l'attention sur ta personne, au moins aussi longtemps que tu arranges tes documents de résidence pour vivre aux États-Unis.
- La meilleure solution est de ne pas modifier ta routine sur le chemin du travail et de la maison.
- Évite les soirées bruyantes parce que les voisins risquent d'être dérangés et d'appeler la police, et tu pourrais être arrêté.
- Évite de te battre.
- Si tu vas dans un bar ou un night club et qu'une bagarre s'y déclenche, pars immédiatement, étant donné que dans la confusion, tu pourrais être arrêté même si tu n'as rien fait de mal.
- Évite la violence familiale et domestique. C'est autant un délit aux États-Unis qu'au Mexique.



EVITA

EVITA

La violencia doméstica no son sólo golpes, también son amenazas, gritos o maltratos.

Si eres acusado de violencia doméstica en contra de tus

hijos, pareja o alguna otra persona que viva contigo, podrás ir a la cárcel. Además, las autoridades de los Servicios de Protección al Menor - Child Protective Service (CPS), podrían quitarte a tus hijos.



No portes armas de fuego, armas blancas u otros objetos peligrosos.

Ten en cuenta que muchos mexicanos están muertos o en la cárcel por eso.

26 SRE

Si la policía entra a tu casa o departamento, no te resistas, pero solicita la "Orden de cateo" con el Consulado de México más cercano.



SRE 27

(CHOSSES À) ÉVITER

- La violence domestique ne consiste pas uniquement en coups portés à d'autres mais également en menaces, cris ou mauvais traitements.
- Si tu es accusé de violence à l'égard de tes enfants, ta compagne ou compagnon, ou qui que ce soit d'autre avec qui tu vis, tu risques la prison. De plus, les Services de Protection de l'Enfance pourraient te retirer la garde de tes enfants.
- Ne porte pas d'armes à feu, armes avec une lame ou autres objets dangereux.
- N'oublie surtout pas que de nombreux Mexicains sont morts ou en prison à cause de cela.
- Si la police entre dans ta maison ou appartement, ne résiste pas, mais demande à voir un mandat de perquisition. Il est préférable de coopérer avec eux et ensuite demander à parler au Consulat mexicain le plus proche.

La Secretaría de Relaciones Exteriores cuenta con 45 representaciones consulares en el interior y en la frontera sur de Estados Unidos de América, las cuales tienen la función de auxiliarte. Recuerda: si has sido detenido o te encuentras cumpliendo alguna condena,



ienes derecho a comunicarte con el Consulado de México más cercano. Lleva tu "Guía de Protección Consular", siempre contigo.

Acércate al Consulado...
Acércate a México.
¡Es tu casa, paisano!

-Secretaría de Relaciones Exteriores
-Dirección General de Protección y Asuntos Consulares.

CONSULADOS DE MÉXICO EN ESTADOS UNIDOS

Albuquerque Tel. (505) 247-21-47	Alfonso Tel. (404)266-22-33
Austin Tel. (512) 478-23-00	Boston Tel. (617) 426-41-81
Brownsville Tel. (956) 542-44-31	Colexico Tel. (760) 357-38-63
Chicago Tel. (312) 738-23-83	Dallas Tel. (214) 252-92-50
Del Rio Tel. (830) 775-23-52	Denver Tel. (303) 331-11-10
Detroit Tel. (313) 964-45-15	Douglas Tel. (520) 364-31-07/42
Eagle Pass Tel. (830) 773-92-55	El Paso Tel. (915) 533-85-55
Filadelfia Tel. (215) 922-42-62	Fresno Tel. (559) 233-30-65
Houston Tel. (713) 271-68-00	Indianápolis Tel. (317)951-00-05
Kansas Tel. (816) 556-08-00	Laredo Tel. (956) 723-63-69
Las Vegas Tel. (702) 388-06-23	Los Angeles Tel. (213) 351-68-00

Le Secrétariat aux Relations Extérieures dispose de 45 représentants consulaires aux USA et sur sa frontière sud, dont le rôle est de t'aider. N'oublie pas : si tu as été arrêté ou si tu purges une peine, tu as le droit de parler avec ton Consulat mexicain le plus proche. Aie toujours sur toi ton guide de protection consulaire.

Va vers le Consulat...

Tourne-toi vers le Mexique.

C'est ton pays, cher compatriote!

Secrétariat aux Relations Extérieures

Administration Générale à la Protection et aux Affaires Consulaires



**GOBIERNO DE LOS ESTADOS
DIRECTORIO DE OFICINAS DE ATENCION A
MIGRANTES EN LA REPUBLICA MEXICANA**

Mc Allen Tel. (956) 686-02-43	Miami Tel. (786) 268-49-00		Agascalientes (449) 918-76-45		Baja California 01-68-65-58-10-57
Nogales Tel. (520) 287-25-21	Nueva York Tel. (212) 217-64-00		Baja California Sur 01-612-12-29-008		Campeche 01-981-811-9217/16/15
Ortaha Tel. (402) 595-18-41	Orlando Tel. (407) 422-05-14		Chiapas (55) 5207-4260		Chihuahua (614) 429-33-00
Oxnord Tel. (805) 984-87-38	Phoenix Tel. (602) 242-73-98		Coahuila (884) 412-46-49		Colima (884) 312-330-30-16
Portland Tel. (503) 274-14-42	Presidio Tel. (915) 229-27-88				
Raleigh Tel. (919) 754-00-46	Sacramento Tel. (916) 441-32-87				
Salt Lake City Tel. (801) 521-85-02	San Antonio Tel. (210) 227-10-85/86				
San Bernardino Tel. (909) 889-98-36	San Diego Tel. (619) 231-84-14				
San Francisco Tel. (415) 354-17-00	San José Tel. (408) 294-34-14				
Santa Ana Tel. (714) 835-30-69	Seattle Tel. (206) 448-35-26				
Tucson Tel. (520) 882-55-95	Washington Tel. (202) 736-10-00				
Yuma Tel. (928) 343-00-66					

30 SRE




















SRE 31

ETATS - BUREAUX DU GOUVERNEMENT MEXICAIN.
Liste des villes et des numéros de téléphone américains.

México
Secretaría de Relaciones Exteriores

Principal Preguntas Frecuentes y Comentarios Buscador

ESTADOS

	Distrito Federal (55) 5341-1483		Durango (618) 811-41-36		Nuevo León 01-81-20-20-31-16/17		Coahuila (951) 513-13-11
	Edo. de México (55) 5540-5590		Guanajuato (473) 734-0272 al 74		Puebla (222) 242-52-46		Querétaro (442) 238-50-00 Ext. 5891
	Guerrero (747) 472-79-94		Hidalgo 01800 717-0828 (771) 717-60-52		Quintana Roo 01-800-716-72-44 01-983-83-505-00 Ext. 1179/1211		San Luis Potosí (444) 812-98-19
	Jalisco (333) 668-18-01		Michoacán (443) 317-83-01 y 02		Sinaloa (667) 714-22-97		Sonora (662) 213-46-13
	Morelos (777) 317-05-25		Nayarit (311) 217-28-09		Tabasco 01-993-314-36-71		Tamaulipas (834) 312-92-39

ETATS - BUREAUX DU GOUVERNEMENT MEXICAIN.
Liste des villes et des numéros de téléphone mexicains.

México
Secretaría de Relaciones Exteriores

Principal Preguntas Frecuentes y Comentarios Buscador

	Tlaxcala (246) 461-03-29		Veracruz (228) 812-26-46/0738
	Yucatán 01800-010-68-6292 (999) 928-72-67 Ext. 26017		Zacatecas (492) 923-95-98

SECRETARÍA DE RELACIONES EXTERIORES | SRE

INSTITUTO FEDERAL DE RELACIONES EXTERIORES

Paisano

Esta guía de protección consular no promueve el cruce de mexicanos sin la documentación legal requerida por el gobierno de los Estados Unidos; su objetivo es dar a conocer los riesgos que ello implica, e informar sobre los derechos de los migrantes sin importar su residencia legal.

ETATS - BUREAUX DU GOUVERNEMENT MEXICAIN.

Liste des villes et des numéros de téléphone mexicains.

ENCADRE :

Ce guide de protection émanant du Consulat ne fait pas la promotion du passage de la frontière par des Mexicains sans les documents légaux requis par le Gouvernement des Etats-Unis : son objectif est de faire connaître les risques que cela comporte et d'informer sur les droits des migrants indépendamment de leur lieu de résidence.

<http://www.sre.gob.mx/tramites/consulares/guiamigrante/page1.htm>
Traduction : AF. Olivier (2013)

Le langage cartographique

1 Selon le mode d'implantation des informations utilisez l'un des 4 figurés suivants :

2 Pour montrer des hiérarchies entre les phénomènes cartographiés faites varier :

FIGURÉS PONCTUELS

Pour cartographier des phénomènes dont la localisation est ponctuelle : des villes, des industries...

Exemple : types de villes

- Ville tertiaire
- Ville industrielle
- ▲ Ville portuaire

LA TAILLE DES FIGURÉS

Exemple : taille des agglomérations

faible → forte

cercles
carrés

FIGURÉS DE SURFACES

Pour cartographier des phénomènes qui s'étalent en surface : des régions agricoles ou industrielles, des densités de population...

Plages colorées

On peut aussi utiliser des hachures :

(Lorsque cela est possible, il est préférable d'utiliser les plages colorées)

Exemple : régions industrielles

- Industries anciennes
- Nouvelles technologies

On peut combiner des figurés de surface avec des hachures pour croiser deux informations.

Exemple : répartition et dynamique de la population

- Région très peuplée
- Région très peuplée et très attractive

On peut faire varier l'orientation, l'épaisseur, l'écartement ou la couleur des hachures.

LES NUANCES DES COULEURS

Exemple : densité de population

faible → forte

Variation des couleurs selon l'ordre de l'arc-en-ciel
Variation du ton

On peut combiner la taille et la couleur.

Exemple : taille et croissance des villes

Taille : Évolution :

positive négative

On peut utiliser la gradation des hachures :

TRAITS

Pour tracer des réseaux de transport, des limites de peuplement, de reliefs, de climats...

Exemples :

- Autoroute
- - - - Voie ferrée
- ~ Limite climatique

L'ÉPAISSEUR DES TRAITS

Exemple : axes de communication

important
↓
moins important

FLÈCHES

Pour montrer des dynamiques, des flux...

Exemples :

- Exportations
- Importations
- Flux migratoires
- Grand port, ouverture maritime

LA TAILLE DES FLÈCHES

Exemple : flux de marchandises

important
↓
moins important













<h2 style="text-align: center;">Facteurs répulsifs</h2>	<h2 style="text-align: center;">Facteurs attractifs</h2>
<p>Facteurs naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relief montagneux entre 1000 et 2000 mètres avec les Sierras Madre Occidentale et Orientale. - Cours du rio Grande (ou rio Bravo) entre la ville de Ciudad Juarez et le golfe du Mexique. - Climat semi - aride à désertique de Del Rio/Ciudad Acuna (au Texas) à Mexicali (en Californie). <p>Facteurs humains :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La politique d'immigration des Etats - Unis avec la décision de construire un mur de séparation (avec caméras, détecteurs infrarouges), qui s'étend sur 1200 km entre San Diego et El Paso (ou Tijuana et Ciudad Juarez), ainsi qu'entre Mc Allen (ou Reynosa) et le golfe du Mexique. Ou encore la politique restrictive en matière d'immigration de certains états, comme l'Arizona. - Les Border Patrol et les milices racistes côté américain, ainsi que les bandes criminelles liées au trafic de drogue, côté mexicain, surtout dans l'état de Tamaulipas et Nuevo Leon. - Le coût de la traversée par les passeurs. - Les dangers liés à l'utilisation des moyens de transport comme le train ou les camions. - La situation économique aux Etats - Unis qui, en période de crise, décourage les migrants et encourage les opposants à la migration comme le Tea Party. - La politique d'expulsions massives de clandestins, orchestrée par le président Obama. 	<p>Facteurs naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relief inférieur à 1000 mètres sur la côte Pacifique, et dans l'Imperial Valley en Californie, ainsi qu'à l'Est de la Sierra Madre Orientale au Texas. - L'absence de cours d'eau entre Tijuana et Ciudad Juarez. - Climat méditerranéen à l'Ouest de la Californie et climat subtropical humide à l'Est de la Sierra Madre Orientale. <p>Facteurs humains :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La régularisation massive des jeunes clandestins par le président Obama pour des raisons électorales. - Les postes - frontières avec les twin cities, et plus particulièrement les villes jumelles les plus peuplées côté mexicain (Tijuana, Ciudad Juarez, Mexicali) et côté américain (El Paso, San Diego) qui constituent des centres d'activités plus importants, donc d'emplois potentiels. - Les principaux axes de transport (chemin de fer, grands axes routiers) qui orientent les migrations. - La forte proportion d'Hispaniques dans les Etats américains bordant la frontière. - Les centres dynamiques d'activités agricoles, industrielles et tertiaires comme la Californie et le Texas.

Exemple de travaux d'élèves portant sur la réalisation d'une carte de synthèse légendée





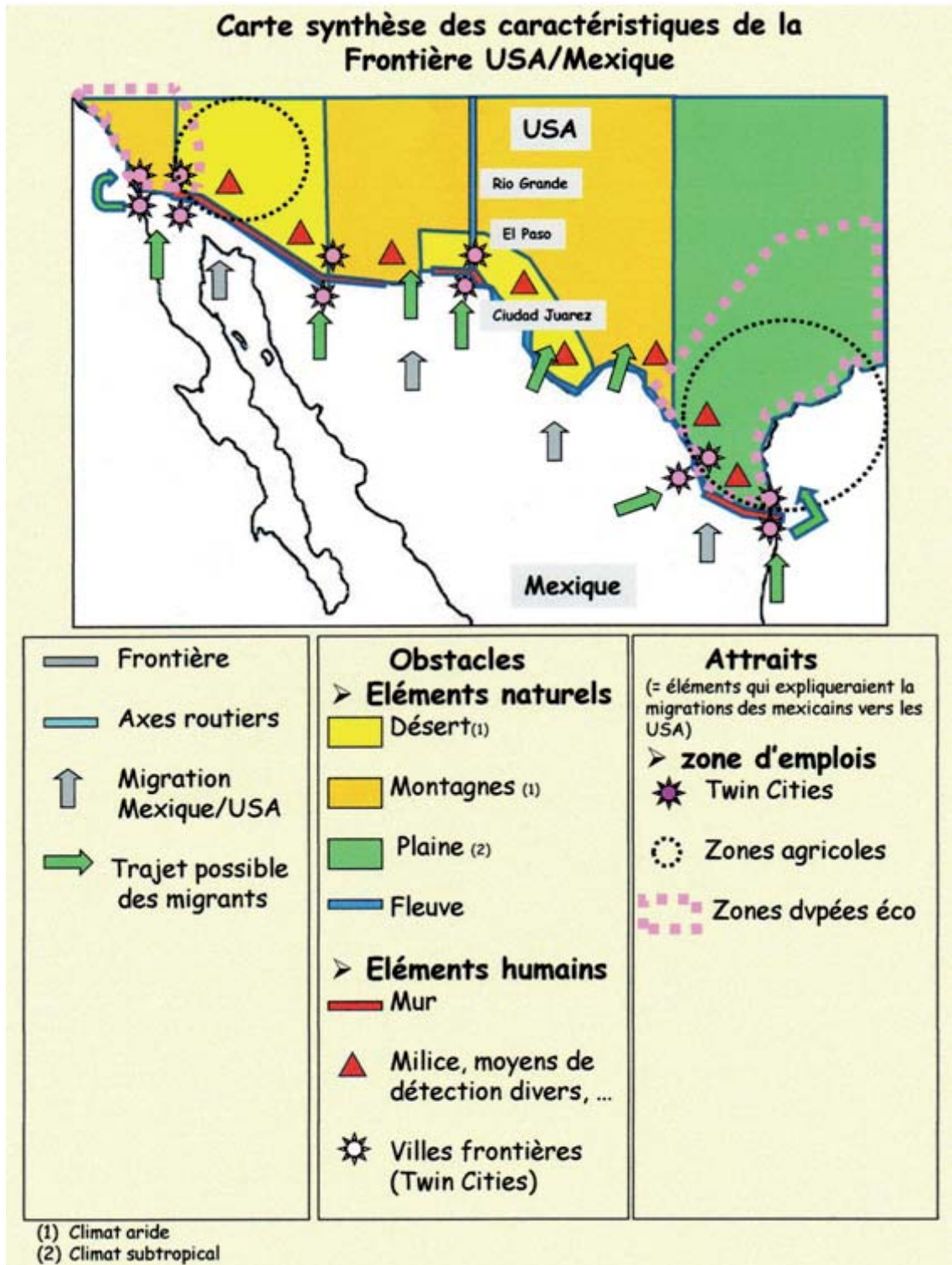
Légende

Obstacles		Attraits	
Naturels		Naturels	
	Relief > 1000 m		Relief < 1000 m
	Cours d'eau frontalier		
	Limite des climats désertique et semi - aride		
Humains		Humains	
	Mur		<u>Twin cities</u>
	Border <u>Patrol</u> et milices		Réseau routier important
	Bandes criminelles		Chemin de fer
	Législation restrictive		Région dynamique

Autre proposition pour la mise en situation : « le parcours du migrant clandestin »

Les élèves se mettent dans la peau d'un migrant clandestin devant franchir la frontière. Pour choisir le « lieu de passage », les élèves doivent comprendre et cartographier les attraits et les obstacles de la frontière (carte de synthèse). Ensuite, l'élève devra expliquer sa stratégie (min. 4 idées et environ 15 lignes), en n'oubliant pas de la justifier par des documents (issus du dossier documentaire : p. 23 et suivantes).

Voici la synthèse des parcours imaginés :



• Tâche 3. Qui sont les migrants ?

Objectif : identifier qui sont les immigrés qui vivent aux Etats-Unis, et plus précisément qui sont les Hispaniques en particulier.

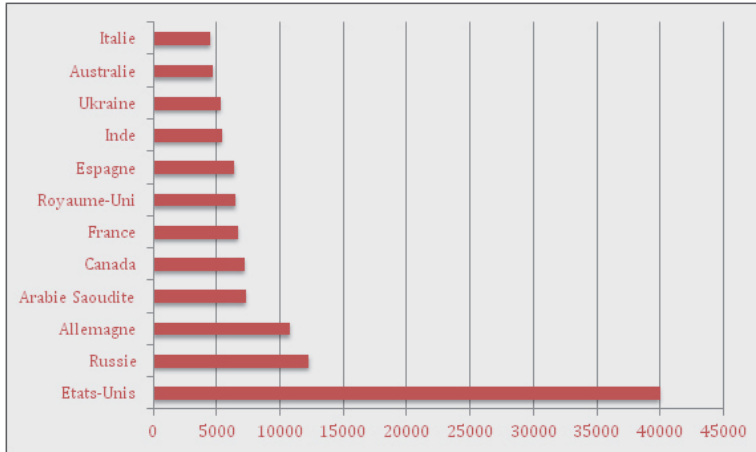
Pour vous aider : une dossier statistique des immigrés aux Etats-Unis et un questionnaire statistique.

Production attendue : la grille de lecture statistique à compléter.

Le dossier statistique

Qui sont les immigrés aux Etats-Unis et combien sont-ils ?

Doc .1 - Pays comptant le plus d'immigrés* au monde en 2010 (en milliers)



Source : http://www.ined.fr/fr/tout_savoir_population/migration_monde/

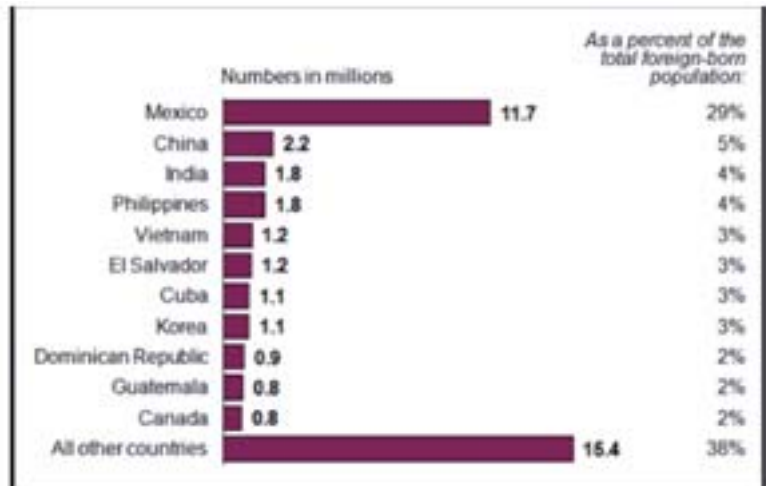
Immigré – Personne née dans un autre pays que celui où elle réside, qui a donc franchi une frontière (ou plusieurs) depuis sa naissance. Elle peut avoir la nationalité de son pays de naissance ou avoir une autre nationalité, notamment celle du pays dans lequel elle réside. Dans le premier cas, elle est étrangère, et dans le dernier, elle ne l'est pas, ayant la nationalité du pays où elle habite. The U.S. Census Bureau uses the term foreign born to refer to anyone who is not a U.S. citizen at birth. This includes naturalized citizens, lawful permanent residents, temporary migrants (such as foreign students), humanitarian migrants (such as refugees), and undocumented migrants. The term native born refers to anyone born in the United States, Puerto Rico, or a U.S. Island Area, or those born abroad of at least one U.S. citizen parent.

Doc. 2 - Statistiques de la population des Etats-Unis

2010 (en milliers)	Etats-Unis
Population totale	309 350
Citoyens natifs	269 394
Immigrés	39 956
- Naturalisés	17 476
- Etrangers	22 480

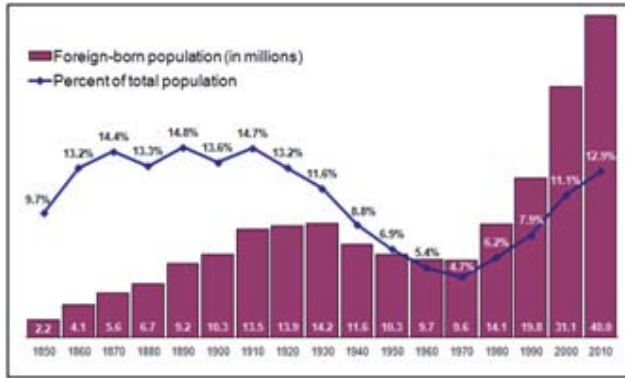
Source : <http://www.census.gov/prod/2012pubs/acs-19.pdf>

Doc. 3 - Origine de la population immigrée (foreign born) aux États-Unis en 2010



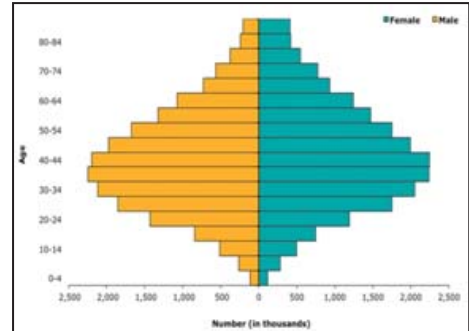
Source : US Census Bureau

Doc. 4 - Évolution de la population immigrée aux Etats-Unis



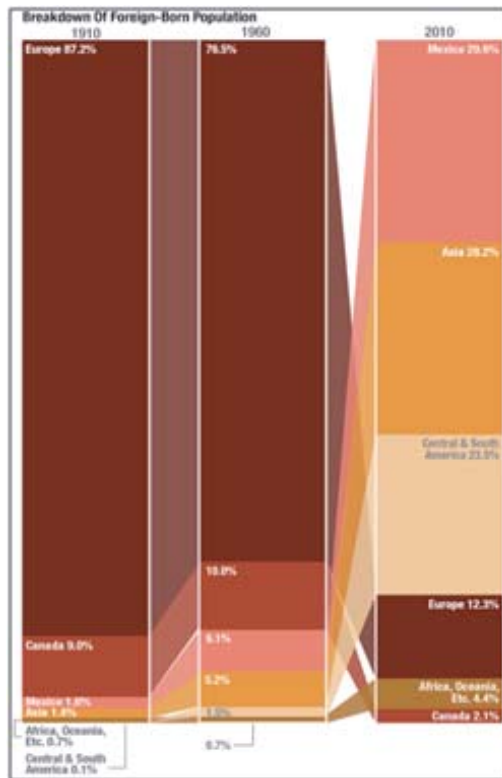
Source: U.S. Census Bureau, Census of Population, 1850 to 2000, and the American Community Survey, 2010

Doc.5 - Pyramide des âges de la population immigrée entre 1850 et 2010 aux Etats-Unis en 2011



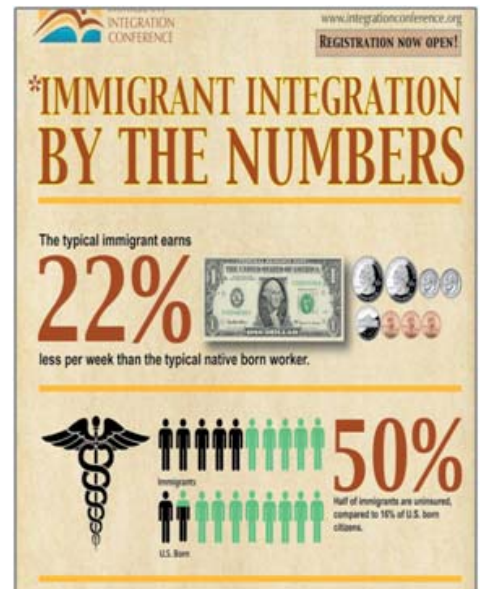
Source : Migration Policy Institute, Washington DC.

Doc. 6 - Évolution des proportions d'immigrés en fonction de leur origine entre 1960 et 2010



Source: <http://www.npr.org/blogs/money/2012/08/21/159026833/100-years-of-immigrants-in-america>

Doc. 7 - Quelques chiffres de l'immigration aux Etats-Unis (2011)



Source: <http://www.huffingtonpost.com/in-two-graphs>

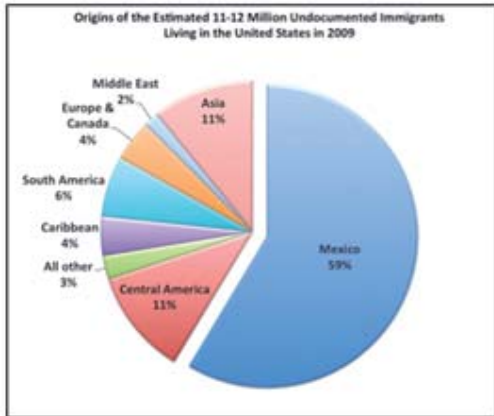
Doc. 8 - Population immigrée en pourcentage de la population des états en 2010



Doc. 9

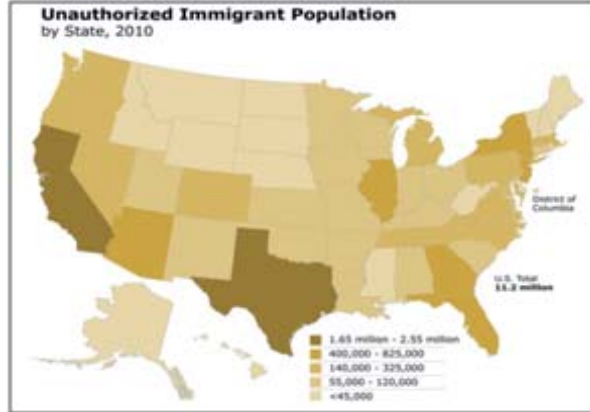
Statut des immigrés vivant aux Etats-Unis en 2010 (en %)	
Citoyens naturalisés	44%
Résidents permanents légaux	24%
Illégaux	29%
Résidents légaux temporaires	3%
Total	100%

Doc. 10 - Origine des migrants clandestins vivant aux Etats-Unis



Source : Pew Hispanic Center

Doc. 11 - Localisation des migrants clandestins aux Etats-Unis



Source : PEW Research Center

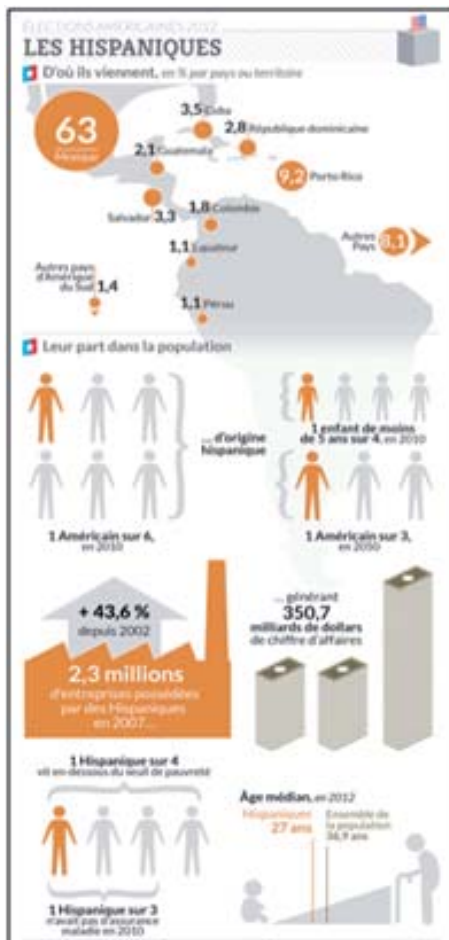
Qui sont les Hispaniques aux Etats – Unis ?

Doc. 1

	Population totale		Hispaniques		Noirs		Asiatiques	
	Effectif en milliers	%	Effectif en milliers	%	Effectif en milliers	%	Effectif en milliers	%
2000	281 422	100	35 306	12,5	36 419	12,9	11 899	4,2
2010	309 350	100	50 730	16,4	42 021	13,6	17 321	5,6
Variation 2000 - 2010	9,7%		43%		15,4%		45,6%	

Source : D'après US Census 2010

Doc. 2



Source : Le Soir, 3 novembre 2012

Doc. 3



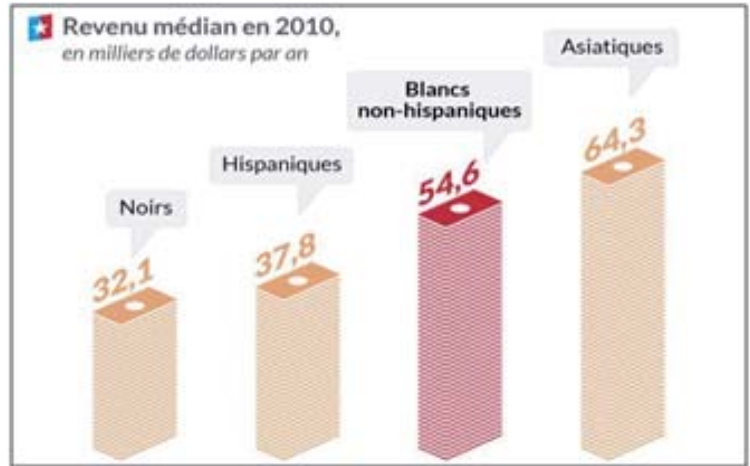
Source : American Community Service, 2010.

Doc. 5



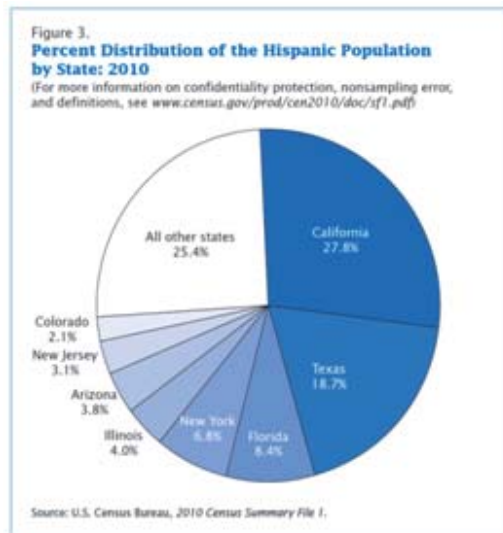
Source: Pew Research Center

Doc. 6



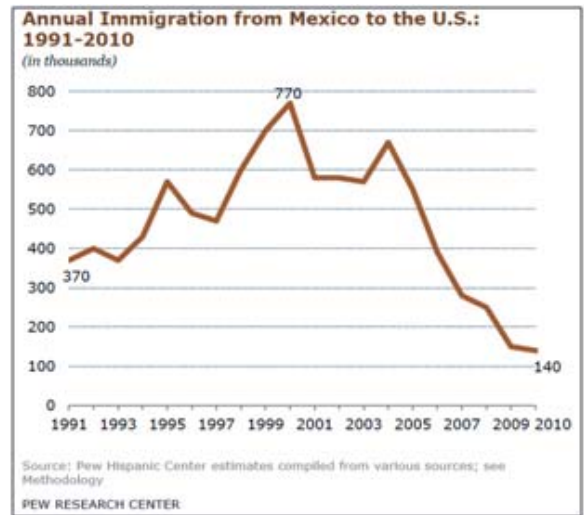
Source: Le Soir, 3/11/2012.

Doc. 7



Source: U.S. Census Bureau, 2010.

Doc. 8



Source: Pew Research Center.

Doc. 9 - Nombre d'enfants par femme en âge de procréer, selon les composantes de la population américaine en 2010 par groupes ethniques



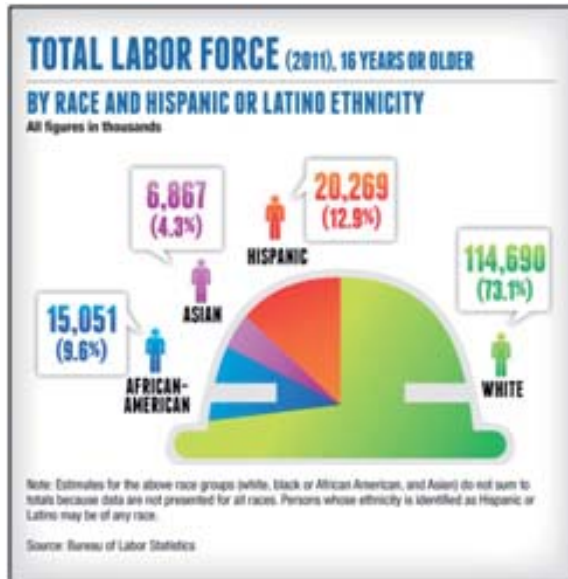
Source: US Census Bureau, 2010 et infographie Le Monde

Doc. 10- Évolution du % des naissances aux Etats-Unis



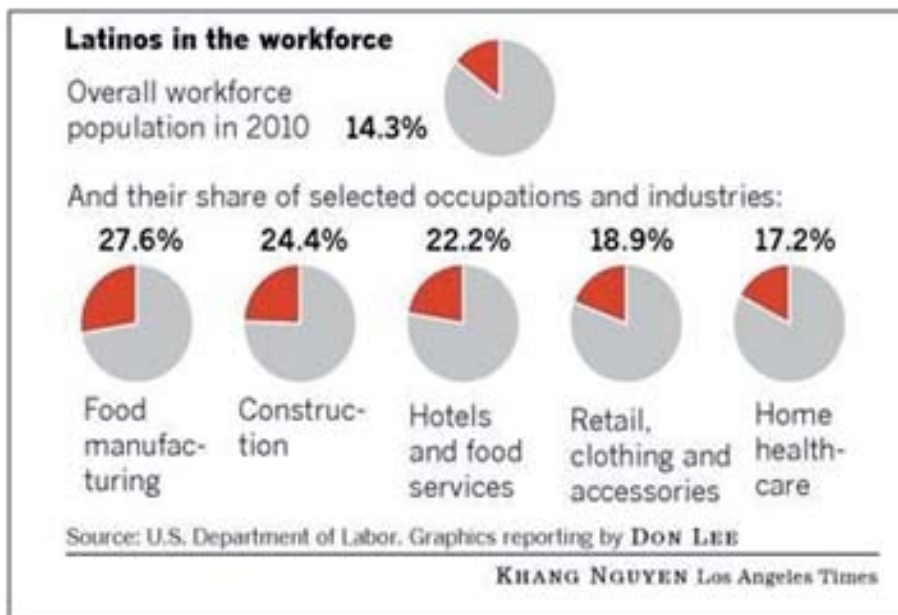
Source: U.S. Census Bureau

Doc. 11 - La force de travail aux Etats-Unis selon les composantes de la population américaine



Source : <http://investorplace.com/wp-content/uploads/2012/07/RaceChart.jpg>

Doc. 12 - La force de travail relative des Hispaniques par secteur d'activités



Source : U.S. Department of Labor.

Lexique

Immigré - Selon le « US Census Bureau », la population immigrée ou foreign born correspond à la population née hors Etats-Unis. Elle englobe les citoyens nés à l'étranger, mais naturalisés américains, les résidents permanents légaux, les migrants temporaires (comme par exemple les étudiants étrangers), les réfugiés et les illégaux.

Minorité visible - minorité résidente dans un pays (natifs et immigrés, citoyens et non citoyens) dont les membres sont facilement reconnaissables. Cela concerne en premier lieu les différences ethniques et surtout la couleur de la peau.

Le questionnaire statistique de la tâche 3

1. Quelle est la particularité des Etats-Unis en ce qui concerne le nombre d'immigrés vivant sur son territoire ?
2. Quelle est la proportion d'immigrés aux Etats-Unis en 2010 ?
3. Quelle est la proportion d'étrangers aux Etats-Unis en 2010 ?
4. Quelle nuance peut-on établir entre un étranger et un immigré ?
5. Quelle % de la population vivant aux Etats-Unis est née sur le territoire U.S. ?
6. Quelle est la plus forte minorité immigrée aux Etats-Unis en 2010 ? Justifiez.
7. Évoquez deux hypothèses qui pourraient expliquer l'évolution de la proportion d'immigrés aux Etats-Unis depuis le milieu du 19^e siècle.
8. Quelle est la particularité de la pyramide des âges de la population immigrée aux Etats-Unis (statistiques 2011) ? Justifiez.
9. Compléter le tableau suivant et traduire les principales évolutions.

Évolution de la population immigrée aux Etats-Unis, par origine géographique (en %)	1910	1960	2010
Europe			
Canada			
Asie			
Afrique, Océanie			
Amérique latine			

10. Identifiez deux facteurs d'inégalité sociale entre la population immigrée et les natifs aux Etats-Unis en 2011.
11. Quels sont les quatre états des Etats-Unis où la population immigrée est proportionnellement la mieux représentée ? Émettez deux hypothèses explicatives.
12. Nuancez le statut d'immigrés aux Etats-Unis.
13. A partir du document 9, calculez à combien s'élève le nombre d'illégaux aux Etats-Unis en 2010 ?
14. En quoi ce chiffre est-il à prendre avec précaution ?
15. Qui sont les résidents permanents légaux ?
16. De quel pays proviennent majoritairement les illégaux vivant aux Etats-Unis en 2009 ? Quelle proportion représentent-ils ?
17. Dans quels états des Etats-Unis vivent majoritairement les clandestins ? Avancez une hypothèse explicative.

Page 3

18. Qu'entend-on par « minorité visible » aux Etats-Unis ?
19. Quelle est la première minorité visible dans la population des Etats-Unis ? Quelle est celle qui a augmenté le plus entre 2000 et 2010 ?
20. Quelle est la proportion des Hispaniques originaire du Mexique ?
21. Dressez un portrait des Hispaniques vivant aux Etats-Unis.
22. Dressez un portrait des Mexicains vivant aux Etats-Unis.
23. Parmi les immigrés mexicains, quelle est la proportion d'illégaux et de légaux en 2011 ?

Page 4

24. Où vivent majoritairement les Hispaniques aux Etats-Unis ?
25. Comment a évolué l'immigration mexicaine sur les vingt dernières années ? Avancez une hypothèse explicative à cette évolution.
26. Traduisez les documents 9 et 10.
27. Traduisez les documents 10 et 11.

Le corrigé

Question 1 : il s'agit du pays comptant le plus d'immigrés sur son territoire.

Question 2 : 12,9 % de la population vivant sur le territoire américain.

Question 3 : 7,2 % de la population vivant sur le territoire américain.

Question 4 : un immigré est né dans un autre pays que celui où il vit mais peut avoir été naturalisé, ce qui n'est pas le cas d'un étranger.

Question 5 : 87,1 % (Native born).

Question 6 : les Mexicains avec 29 % du total des immigrés, soit 11,7 millions de personnes. Proximité géographique et niveau de vie.

Question 7 :

- La politique migratoire menée par les Etats-Unis en fonction de la situation économique du pays ou du parti au pouvoir ;
- La situation économique et/ou politique dans les pays extérieurs.

Question 8 :

La population immigrée la plus nombreuse a entre 20 et 60 ans et elle est aussi bien masculine que féminine. En effet, il s'agit davantage d'une population en âge de travailler.

Question 9 :

Évolution de la population immigrée aux Etats-Unis par origine géographique (en %)	1910	1960	2010
Europe	87,2	76,5	12,3
Canada	9,0	10,0	2,1
Asie	1,4	5,2	28,2
Afrique, Océanie	0,7	0,7	4,4
Amérique latine	1,7	7,6	53,1

Entre 1910 et 1960, la population immigrée est majoritairement d'origine européenne (± 80 %). En 2010, les immigrés Mexicains sont les plus nombreux (30 %), suivi des Asiatiques (28 %), des Centre et Sud Américains (24 %), alors que les immigrés européens ne représentent plus que 12 %.

Question 10 :

- L'immigré gagne 22 % de moins que le travailleur natif.
- La moitié des immigrés n'ont pas d'assurance sociale alors que seulement 16 % des natifs en sont dépourvus.

Question 11 : Californie – Texas – Floride – New-York.

Hypothèses : états les plus dynamiques économiquement – états avec une ou plusieurs grandes métropoles.

Question 12 :

Les immigrés sont soit des citoyens naturalisés, soit des résidents permanents légaux, soit des résidents temporaires ou des illégaux.

Question 13 : $39956000 / 100 \times 29 = 11\,587\,240$ illégaux.

Question 14 : difficulté d'évaluer le nombre exact d'illégaux.

Question 15: Un résident permanent est une personne qui a obtenu le statut de résident permanent en immigrant aux Etats-Unis, mais qui n'a pas encore la qualité de citoyen américain. Il permet aux citoyens non-américains de s'installer et de travailler légalement aux États-Unis sans besoin de visa, mais en ayant la green carte. Les droits et devoirs des porteurs de la carte sont en tous points identiques à ceux d'un citoyen américain à l'exception du droit de vote et de servir comme juré; le titulaire a cependant l'obligation d'avoir toujours sur soi la carte en cas de contrôle de la régularité de son séjour.

Question 16: Mexique; 59 %.

Question 17: Texas et Californie; hypothèse: la proximité de la frontière mexicaine.

Question 18: minorité résidente dans un pays (natifs et immigrants, citoyens et non citoyens) dont les membres sont facilement reconnaissables.

Question 19: les Hispaniques; les Asiatiques.

Question 20: 63 %.

Question 21: Un Américain sur 6 est d'origine hispanique. Ils seront 1 sur 3 en 2010. ¼ des enfants de moins de 5 ans sont d'origine hispanique. 25 % des Hispaniques vivent sous le seuil de pauvreté, et 1 sur 3 n'a pas d'assurance maladie. L'âge médian des Hispaniques est de 27 ans alors qu'il est de 37 ans pour l'ensemble de la population américaine. Les revenus des Hispaniques sont de 37,8 milliers de \$ par an alors qu'il est de 54,6 pour les Blancs non-hispaniques.

Question 22: les Mexicains vivant aux Etats-Unis sont près de 33 millions et représentent près de 65 % des Hispaniques. Parmi eux, 36 % sont nés au Mexique et 73 % sont citoyens U.S. L'âge médian est de 25 ans, 1 sur 4 a un diplôme d'humanités, et près de 10 % un diplôme de bachelier au minimum. 2 sur 3 parlent anglais et 1 sur 4 vit sous le seuil de pauvreté. 1 sur 3 n'a pas accès à l'assurance santé et 1 sur 2 est propriétaire de sa maison. Leur revenu médian est de 38 700 \$ par an.

Question 23: 51 %.

Question 24: en Californie (27,8 %) et au Texas (18,7 %).

Question 25: elle a augmenté globalement de 1991 à 2000, puis elle a diminué de 2001 à 2010.

Hypothèse: 2001, c'est l'année des attentats de New-York.

Question 26:

- Document 9: les Hispaniques vivant aux Etats-Unis ont l'indice de fécondité le plus élevé par rapport aux Noirs, aux Asiatiques et aux Blancs.
- Document 10: de 1990 à 2011, la part des Blancs dans la population américaine ne cesse de diminuer notamment au profit des Hispaniques.

Question 27:

- Document 10: les Blancs constituent les ¾ de la force de travail aux Etats-Unis, et les Hispaniques avec 13 % occupent la seconde place.
- Document 11: proportionnellement à la part que représente les Hispaniques dans la force de travail aux Etats-Unis, ils sont sur-représentés dans les métiers de la construction, de l'industrie alimentaire, de l'hôtellerie et des soins à domicile.

- Tâche 4 - Construction d'une carte des flux transfrontaliers

Objectif : identifier les flux de part et d'autre de la frontière.

Pour vous aider : une carte muette du territoire frontalier à légender à partir d'un texte.

Production attendue : la carte légendée.

Texte

La frontière entre les deux pays est longue de plus de 3 000 kilomètres, et va de l'océan Pacifique au golfe du Mexique. De San Diego/Tijuana à El Paso/Ciudad Juárez où elle rejoint le rio Grande, elle présente un tracé bien rectiligne. A partir de là, le fleuve sert de frontière naturelle jusqu'à son embouchure sur le golfe du Mexique à proximité de Brownsville/Matamoros. Cette frontière est un obstacle pour une partie des migrants, mais elle est ouverte aux échanges commerciaux et aux migrants légaux.

La frontière entre le Mexique et les Etats-Unis est une barrière entre un Nord et un Sud, entre deux territoires aux niveaux de vie très contrastés : une Amérique du Nord prospère qui produit plus du quart de la richesse mondiale et une Amérique latine constituée de pays en voie de développement aux contrastes sociaux accentués. C'est pourquoi la frontière fait l'objet d'une surveillance importante de la part des États-Unis qui cherchent à limiter l'afflux d'immigrants clandestins ainsi que le trafic de drogue. En effet, on estime aujourd'hui que 500 000 peut-être un million d'immigrants réussissent chaque année à pénétrer illégalement aux Etats-Unis et que 90 % de la cocaïne entrant aux Etats-Unis transitent par la frontière mexico-américaine. A l'inverse, les armes qui approvisionnent les cartels mexicains traversent la frontière illégalement. En 2009, la police aux frontières a appréhendé près de 520 000 personnes en situation illégale le long de la frontière, et près de 380 000 personnes ont été expulsées des Etats-Unis. A côté de ces clandestins, des dizaines de milliers de migrants sont bien souvent des personnes en situation régulière travaillant aux Etats-Unis, mais vivant au Mexique. Ils possèdent un permis de travail les autorisant à passer la frontière chaque jour pour aller travailler côté américain.

Simultanément, l'intégration économique facilitée par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a entraîné, depuis 1994, un quadruplement des échanges commerciaux, ainsi qu'une rapide croissance démographique dans les villes frontalières. D'un point de vue économique, le Mexique constitue le deuxième marché à l'exportation américain et le troisième pays d'importation après le Canada et la Chine. Les États-Unis représentent 80 % des exportations et 50 % des importations mexicaines. Le commerce bilatéral a représenté 320 Md \$ en 2009. L'écart de développement économique entre les deux côtés de la frontière a contribué à établir une forte interdépendance avec l'apparition de maquiladoras côté mexicain, ce qui a favorisé le développement de nombreuses villes-jumelles. Les maquiladoras sont des usines de montage qui assemblent en exemption de droits de douane des biens importés destinés à être intégralement réexportés. Leurs propriétaires bénéficient ainsi d'une main-d'oeuvre bon marché et ne paient des droits de douane que sur la valeur ajoutée du produit, c'est-à-dire la valeur du produit fini moins le coût total des composants importés pour sa fabrication. La grande majorité des maquiladoras sont détenues et gérées par des sociétés mexicaines, asiatiques ou américaines. Leur implantation, dans les villes proches de la frontière, a provoqué un gigantesque appel de main-d'oeuvre en provenance de tout le territoire mexicain, à l'origine d'une croissance urbaine brutale à Tijuana, Mexicali, Ciudad Juárez, Reynosa, Matamoros, notamment.

Les flux financiers, d'origine principalement américaine, mais également européenne et asiatique, se diversifient en cumulant à la fois des aides au Mexique, mais aussi des IDE (investissements directs étrangers) dans l'assemblage et les industries de consommation.

Des milliards de dollars qui viennent gonfler la consommation sans que l'État ne débourse un centime ; une manne qui tombe du ciel et sort de la misère les citoyens les plus exposés. Ce rêve, au Mexique, est devenu réalité à travers les remesas, nom donné aux mandats envoyés par les 33 millions de personnes d'origine mexicaine vivant aux États-Unis. En 2010, selon la Banque du Mexique, plus de 21 milliards de dollars ont ainsi été reversés par ces humbles travailleurs aux familles restées au pays. Une somme qui dépasse les investissements étrangers, ou les revenus du tourisme, et qui représente le second apport de devises étrangères du pays derrière les recettes pétrolières. Le Mexique est ainsi devenu en 2010 le plus grand « importateur » mondial de remesas, derrière la Chine et l'Inde. Ces mandats, d'un montant moyen de 350 dollars, expédiés par une armée d'agents d'entretien, de garagistes, de maçons ou de jardiniers exilés à Los Angeles ou New-York, présentent par ailleurs l'intérêt d'arriver directement dans la poche des familles les plus modestes, sortant de la pauvreté des millions de Mexicains.

Un autre flux transfrontalier est constitué majoritairement par les touristes américains qui viennent profiter des vacances à bas prix et d'une législation favorable au jeu côté mexicain. Ou encore des Américains qui traversent la frontière pour se faire soigner côté mexicain à des prix défiant toute concurrence, par rapport aux tarifs appliqués dans leur pays. Il s'agit ici du tourisme médical. 100 000 touristes médicaux venus du Nord du Rio Grande sont ainsi comptabilisés chaque année pour recourir à des soins entre 40 et 60 % moins chers. Les soins les plus sollicités relèvent des chirurgies esthétiques et plastiques ainsi que les traitements dentaires, ophtalmologiques ou orthopédiques.

Source : C. Jacques

Consignes

1. Donnez un titre à la carte

2. Soulignez dans le texte les éléments à cartographier, à savoir:

- Les surfaces (états concernés en deux couleurs différentes, étendues marines)
- Les lignes (frontières ouverte et fermée, selon les types de flux, cours d'eau frontalier)
- Les points (villes, usines)
- Les flèches (flux légaux et illégaux de part et d'autre de la frontière, et flux interne)

3. Complétez la légende de la carte à l'aide des informations collectées et représenter celles-ci en couleur sur le fond de carte

Légende de la carte

Surfaces





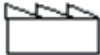


Lignes





Points

Flèches

Flux illégaux transfrontaliers

	Type de flux
	Type de flux

Flux légaux transfrontaliers

	Type de flux
	Type de flux
	Type de flux
	Type de flux

Flux interne

	Type de flux
---	--------------------

3. Mettre en relation des informations - Pourquoi là ? Les effets ?

Tâche : Identifier les raisons et les effets de la migration des Hispaniques vers les Etats-Unis.

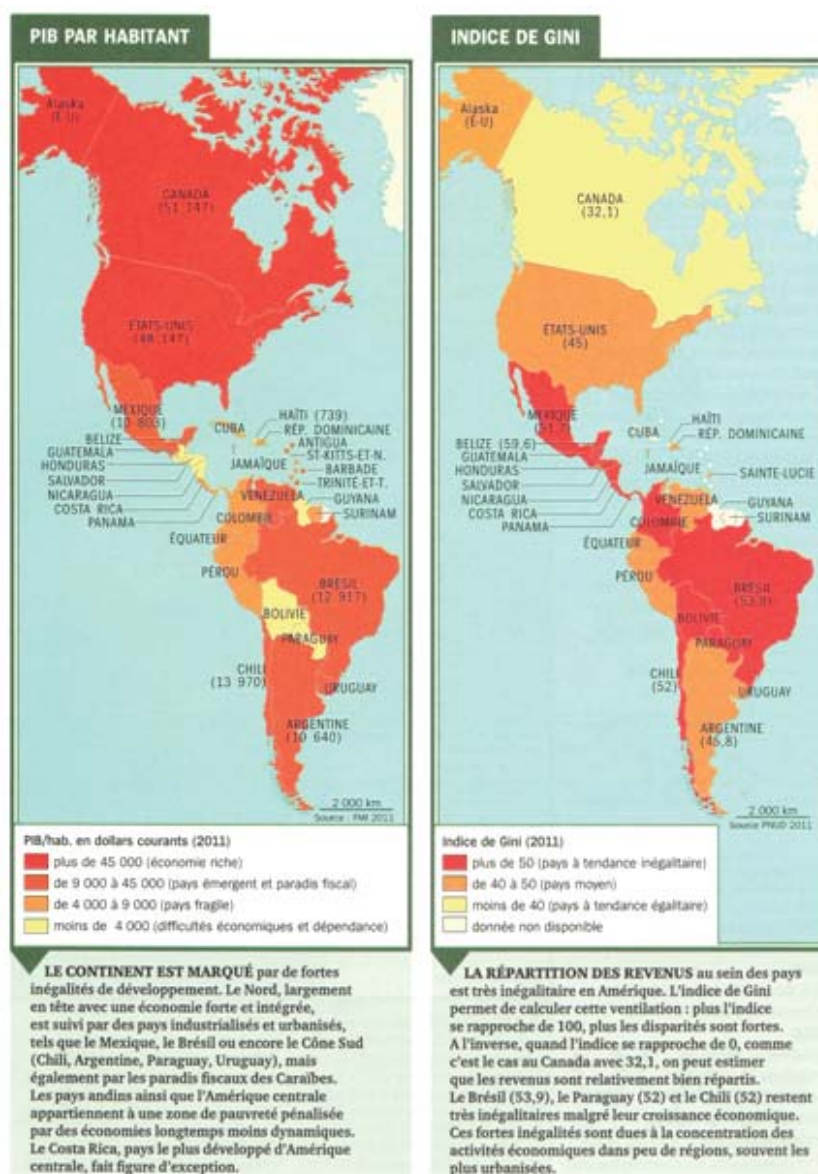
Objectif : après avoir émis des hypothèses à l'origine des migrations des Hispaniques vers les Etats-Unis, validez ces hypothèses à partir du dossier documentaire, et réalisez deux tableaux de synthèse ; un sur les raisons à l'origine des migrations (causes attractives et causes répulsives) et un sur les conséquences qui en découlent (conséquences attractives et conséquences répulsives).

Pour vous aider : un dossier documentaire

Production attendue : deux tableaux de synthèse à compléter.

Dossier documentaire

Doc. 1



Source : Atlas des Amériques, Les Atlas de l'Histoire, mai 2012.

Doc. 2 - Les Etats-Unis : une hyperpuissance

Un pays forme une hyperpuissance lorsqu'il domine tous les autres dans les quatre domaines clés : les domaines économique, politique et militaire, technologique et culturel.

Le poids de son économie dans le monde :

- Près du quart du PIB mondial est américain ;
- Le PIB/hab est un des plus élevés au monde ;
- Première puissance commerciale au monde (14 % du commerce mondial) ;
- Sur les 500 premières firmes mondiales, près d'une sur trois est américaine ;
- Le rôle du dollar comme monnaie d'échange international ;
- Wall Street : première place boursière mondiale malgré la crise financière ;
- Premier rang mondial pour la recherche scientifique et les innovations technologiques : le plus grand nombre de prix Nobel et les meilleures universités au monde.

Le leadership militaire et diplomatique :

- Première puissance militaire et spatiale au monde et premier exportateur d'armes au monde.
- Rôle du renseignement : la CIA, le Pentagone.
- Membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et chef de file de l'OTAN.

Le rayonnement culturel :

- La culture de masse à travers l'American Way of Life (vêtement, musique, alimentation, cinéma, langue).

Source personnelle.

Maniant le bâton, l'Amérique du Nord use du soft power^(*) pour faire entendre sa voix à travers le monde, par des valeurs et un modèle politique qui se mondialisent : liberté, droits de l'homme et démocratie. Mais, là aussi, il faut constater la suprématie des Etats-Unis sur leurs voisins. Certaines marques sont devenues vectrices d'une culture de masse dite nord-américaine : Coca-Cola, MacDonald, Disney, popularisant un mode de vie fondé sur les loisirs et l'hédonisme individuel (American Way of Life). Mais elles sont aujourd'hui de plus en plus concurrencées par d'autres produits mondialisés : le chili con carne ou les tortillas en font partie, signe de l'évolution de la culture aux Etats-Unis. Dans d'autres domaines, la domination des Etats-Unis demeure incontestée. C'est le cas de l'audiovisuel, premier poste d'exportation des Etats-Unis. Ainsi, le monde des communications est dominé par l'Oncle Sam, qui contrôle le réseau Internet mondial qu'il a créé, dont il gère toujours le centre névralgique en Virginie et dont il possède 100 % des routeurs. Les Etats-Unis sont le premier exportateur mondial de services culturels et de loisirs. Le monde cinématographique en est une illustration. En 2008, Hollywood a généré 16,5 milliards de bénéfices contre 7,7 pour l'Europe, 1,2 pour la Turquie et 0,7 pour l'Inde. L'industrie cinématographique hollywoodienne génère ainsi plus de richesses que celle de l'Inde, pourtant plus prolifique en films. En effet, les Etats-Unis ont produit 500 longs métrages en 2010 contre 1150 en Inde, 526 en Chine, mais les recettes sont toujours largement plus favorables aux Etats-Unis avec près de 10,6 milliards de dollars contre 8,7 pour l'Union européenne et 1,8 pour l'Inde. La télévision est sans doute un organe d'expansion de la culture nord-américaine dans le monde encore plus efficace (ils en sont d'ailleurs les premiers exportateurs mondiaux de programmes télévisuels). Les séries télévisées sont un puissant moyen de véhiculer l'American Way of Life fondé sur la consommation et le confort, idéal de vie des classes moyennes du monde entier. CNN est la chaîne d'information continue la plus regardée dans le monde et celle qui émet dans le plus de pays (212). Dans les médias, 12 des 20 premières firmes mondiales sont états-uniennes. La plus grande de ces firmes est Time-Warner, groupe qui comprend une société de cinéma, la Warner Brothers (une des pionnières du cinéma californien), une société de télévision, dont les chaînes HBO et CNN, un réseau international de chaînes câblées (TBS), sans compter Internet. Enfin, cette mondialisation culturelle s'appuie sur une langue universelle : l'anglais, aujourd'hui très américanisé, langue la plus parlée dans le monde, dans le commerce, les affaires et la diplomatie.

^(*) Soft power : capacité d'arriver à ses fins par la séduction, l'attraction, voire par la fascination exercée par un État sur les autres.

Doc.3

Indices socio-économiques	Etats-Unis	Mexique	Guatemala	Bolivie
Espérance de vie à la naissance (en années - 2011)	78,4	76,5	70,3	67,6
Taux d'alphabétisation (en % - 2011)	99	93,4	74,5	90,7
IDH sur 185 pays (2011)	4 ^e	57 ^e	131 ^e	108 ^e
Population sous le seuil de pauvreté national en 2010 (en %)	15,1	51,3	52,0	60,0
Taux de mortalité infantile (en pour mille - 2011)	6,1	17,3	26,0	42,2

Sources : PNUD, OCDE, Banque mondiale, INED, Bureau US du recensement.

Doc. 4

Seize ans plus tard, le constat est amer. L'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), promesse d'un « bien-être général », a littéralement laminé l'agriculture mexicaine, et notamment les petits paysans (21 % de la population active). Au nom du « libre-échange », le Mexique a progressivement démantelé le système qui avait pourtant permis son autosuffisance alimentaire pendant des décennies, à savoir des prix garantis aux producteurs locaux et un contrôle des prix pratiqués dans les villes (soutien à la consommation). Dans le même temps, le pays s'est retrouvé inondé de maïs américain (transgénique) vendu trois fois moins cher que le maïs « criollo » (local), en raison des subventions accordées par Washington aux producteurs américains. Incapables de résister à cette concurrence que d'aucuns dénoncent comme un dumping déloyal, trois millions de petits paysans ont dû cesser leur activité et rejoindre les bidonvilles mexicains ou tenter leur chance comme travailleurs clandestins aux Etats-Unis, tandis que progressent les taux de malnutrition (mais aussi d'obésité) et de pauvreté dans tout le pays.

Source : Arte Reportage 4 février 2012.

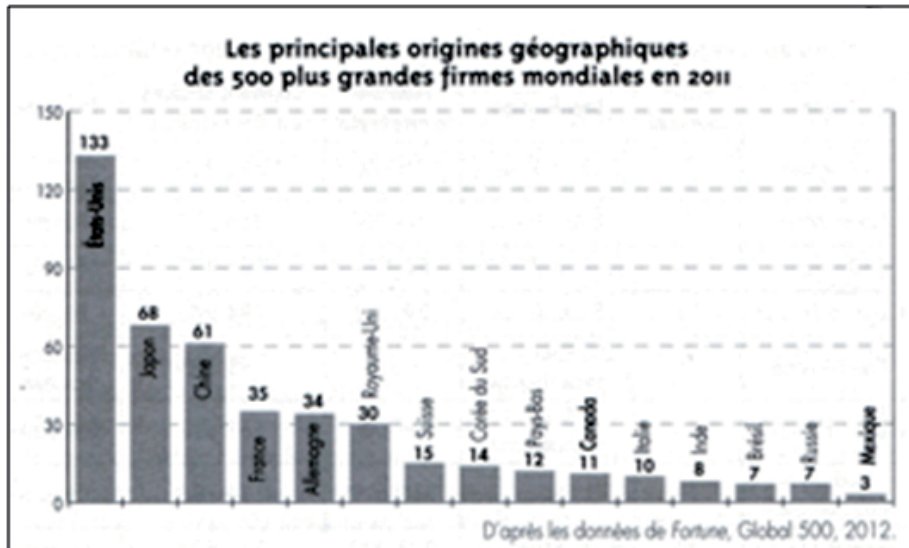
Doc. 5

La Banque mondiale annonce que le Mexique s'est hissé à la 12^e place dans l'échelle des puissances économiques mondiales. Le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement) classe le Mexique au 53^e rang mondial des pays à IDH élevé. Le problème des pays d'Amérique latine réside dans la répartition très inégale des richesses. Le luxe jouxte l'extrême pauvreté et cette situation ne semble pas choquer les populations locales. (...). Parmi ces situations spécifiques, la criminalité atteint des niveaux très élevés et la célèbre et terrible phrase « aqui la vida no vale nada » (ici la vie ne vaut rien) justifie que quelqu'un puisse être abattu s'il refuse de donner ses chaussures Nike à l'agresseur qui lui explique gentiment que dans la vie, il y a ceux qui tiennent le revolver et ceux qui n'en ont pas. Et si on refuse d'obtempérer, le coup part sans état d'âme et vous perdez la vie en plus des chaussures. La corruption devient un moyen de subsistance dans les différents échelons de la police et de l'administration qui empêchent que les marchés de la drogue, de la délinquance et de la prostitution soient démantelés. C'est devenu un problème chez certains policiers et certains militaires du Mexique. Le marché de la drogue aux revenus géants et l'émigration illégale vers les Etats-Unis financent les principaux cartels mexicains.

Source : D'après Munoz J., Etats-Unis - Mexique, Géopolitique de la frontière, p. 71, L'Harmattan, Paris, 2009.

Doc. 6





Source : Letniowska S., Marot K., Medina L., Monot A., Canada, Etats-Unis Mexique, Ed. Bréal, Paris, mai 2012.

En %	Part du PIB en 1995	Part du PIB en 2008	Part du PIB consacrée à l'enseignement supérieur en 2008
Canada	6,7	6	2,5
États-Unis	6,6	7,2	2,7
Mexique	5,1	5,8	1,2
Moyenne OCDE	-	5,9	1,5

D'après les données de Research sur l'éducation 2011, OCDE, septembre 2011

Source : Letniowska S., Marot K., Medina L., Monot A., Canada, Etats-Unis Mexique, Ed. Bréal, Paris, mai 2012.

Malgré la fin annoncée depuis les années 1960 du modèle économique tout puissant des États-Unis, force est de constater que ceux-ci demeurent la première puissance mondiale avec 25,7 % du PIB mondial en 2011. Ils sont le principal centre de création de richesses au monde, le premier marché intérieur du monde, et contrôlent la monnaie de référence du monde, le dollar, sans oublier le poids de leurs firmes transnationales. Ils présentent ainsi, au niveau économique, les caractéristiques d'une place prééminente sur la scène internationale, qui se lit par exemple dans le poids de leur vote dans de grandes instances internationales comme la Banque mondiale ou le Fond monétaire international.

Source : Letniowska S., Marot K., Medina L., Monot A., Canada, Etats-Unis Mexique, Ed. Bréal, Paris, mai 2012.

	Etats-Unis	Mexique	Belgique	Guatemala
Taux de natalité moyen entre 1960 et 2009 (en ‰)	16,2	32,4	12,9	40,7
Taux de mortalité moyen entre 1960 et 2009 (en ‰)	8,8	7,1	11,1	10,8
Taux d'accroissement naturel moyen entre 1960 et 2009 (en ‰)	7,4	25,3	1,8	29,9
Indice de fécondité moyen entre 1960 et 2009	2,2	4,4	1,9	5,6
Population adolescente de 10 à 19 ans en 2010 (en %)	13	19	11	24

Sources : Université de Sherbrooke, Perspective Monde 2012, Unicef : The state of the world's children 2012.

Doc. 11

Il y a cependant une constante que nous devrions rappeler: les Etats-Unis diffusent dans le monde entier leurs valeurs et leurs espoirs depuis plus de vingt ans. Ils représentent le modèle à suivre. Juste de l'autre côté de la frontière, les populations des bidonvilles regardent la télévision, envient les émigrants qui reviennent après avoir réussi, et finissent par se demander pourquoi elles n'auraient pas droit à ce bonheur si naturellement présenté, à cette joie de vivre et à cette sécurité, qui fait tant défaut chez eux. Et les plus courageux d'entre - eux tentent l'aventure et se lancent dans le vide. La Californie, territoire mental, génère un trésor que la frontière ne peut pas garder: l'espoir.

Source: D'après Munoz J., *Etats-Unis - Mexique, Géopolitique de la frontière*, p. 114, L'Harmattan, Paris, 2009.

Doc. 12

Firme	Rang mondial	Localisation	Nombre d'employés	Chiffre d'affaires (millions de dollars)	Domaine
Walmart	1	É.U., Arkansas	2 100 000	421 849	Grande distribution
Exxon Mobil	3	É.U., Texas	103 700	354 674	Pétrole
Cherem	10	É.U., California	62 196	196 337	Pétrole
Conoco Phillips	12	É.U., Texas	29 700	184 966	Pétrole
Forma Mue	15	É.U., Washington	7 300	133 825	Ressources humaines
General Electric	16	É.U., Connecticut	287 000	131 628	Électricité
Berkshire International	19	É.U., Nebraska	260 519	136 185	Transport
General Motors	20	É.U., Michigan	202 000	135 592	Automobile
Bank of America	21	É.U., Caroline du Nord	288 122	134 194	Banque
Ford Motor	25	É.U., Michigan	164 000	128 954	Automobile

Digitized by Services de l'Énergie, Ottawa 530, 2012

Doc. 13



Source: Letniowska S., Marot K., Medina L., Monot A., *Canada, Etats-Unis Mexique*, Éd. Bréal, Paris, mai 2012.

Aujourd'hui, il y a 310 millions d'habitants du côté américain et 112 millions du côté mexicain. Mais l'écart entre les deux pays est encore plus grand au niveau économique: le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat d'un Américain est trois fois et demi supérieur à celui de son voisin mexicain.

Source: ARTE

Doc. 14

Le moteur de la migration mexicaine vers le Nord est de nature économique: chômage, pauvreté et exclusion sociale sont les principaux facteurs de répulsion. Les migrants mexicains (à l'instar des autres latino-américains) suivent la logique de la recherche des meilleures opportunités, que le retard économique, l'étroitesse du marché du travail formel et la persistance de structures sociales très inégalitaires n'offrent pas dans leur pays; pour beaucoup de Mexicains, partir aux Etats-Unis est devenu un projet de vie.

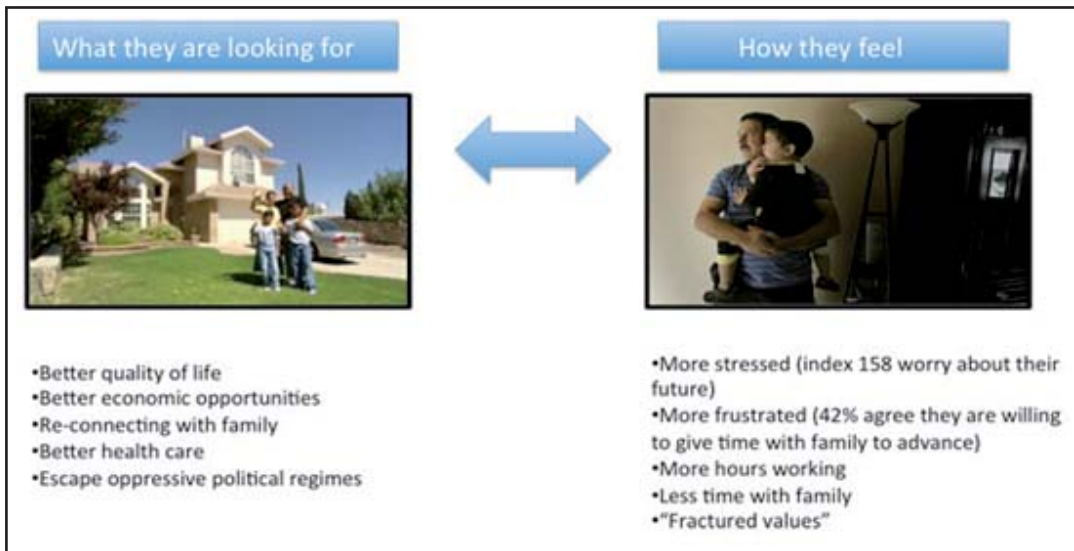
Source: Letniowska S., Marot K., Medina L., Monot A., *Canada, Etats-Unis Mexique*, Ed. Bréal, Paris, mai 2012.

Doc. 15

Will Latinos Keep the American Dream Alive?

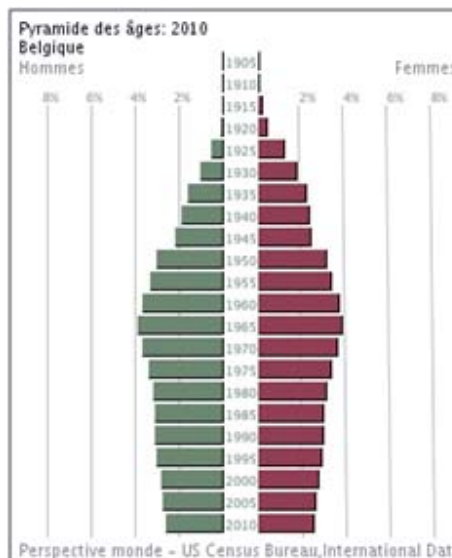
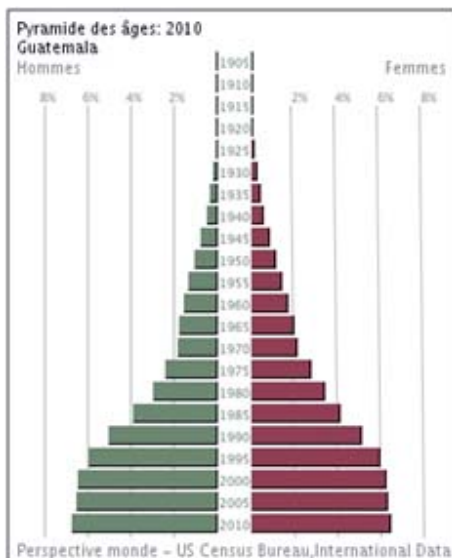
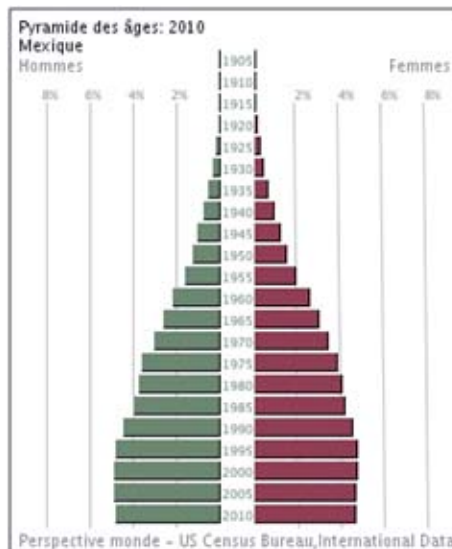
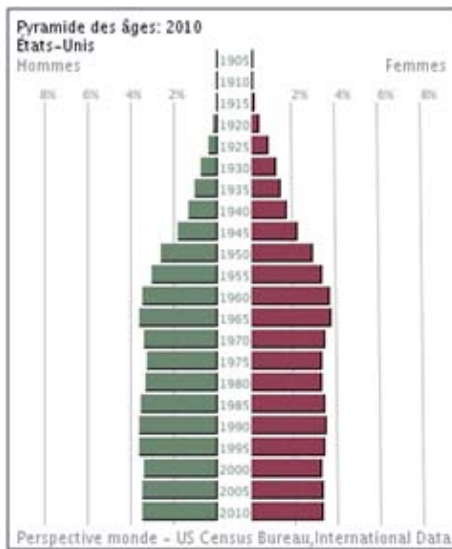
American Dream or American Nightmare?

Most of the immigrants who came to the U.S. were motivated by either economic or educational reasons. In the case of Latinos, they see America as the land of opportunity, with 87 percent believing the opportunity to get ahead is greater in the U.S. than their country of origin, according to Pew Research. However, when it comes to the strength of family ties – a key element of Latino identity – only 33 percent believe it is better in the U.S. Moving to America has proven to be a stressful experience for many Latinos. The process of adapting to a different culture, language, rules, etc... is a great sacrifice that many had to pay to provide their kids with a better education and lifestyle. The path to the American dream can sometimes feel like a nightmare.



Source: RAZZETTI G., ClickZ, juillet 2012.

Doc. 16



Doc. 17

L'analyse des facteurs qui incitent les travailleurs mexicains à quitter leur pays est également liée à l'inégale répartition des richesses qui génère des problèmes d'insécurité. Pour avoir une idée de ce que représente l'insécurité au Mexique, il faut commencer par noter les différences de ce que nous considérons comme des évidences en France mais qui ne le sont pas en Amérique. Il n'y a pas de sécurité sociale au Mexique, ce qui pose le problème d'une médecine à plusieurs vitesses selon l'épaisseur du portefeuille. Mourir en arrivant aux urgences d'un hôpital par manque de moyens financiers pour se faire soigner nous rapproche des manières de faire des Etats-Unis. (...) Il n'y a pas de garantie d'emploi, ni dans la fonction publique, ni dans l'entreprise privée. Du jour au lendemain, on peut passer d'un salaire normal à zéro revenu sans indemnisations, ni prestations de chômage. Il n'y a pas de RMI. (...). Cette situation peut entraîner des conséquences dramatiques : en cas de non remboursement d'un crédit par exemple, on saisira les affaires qui seront perdues irrémédiablement. Du jour au lendemain, si vous n'avez pas constitué une réserve d'argent, vous devenez SDF, et vous allez grossir les bidonvilles de toutes les périphéries voir les centres même des agglomérations. Cette situation, qui fait partie de la réalité mexicaine, génère des conséquences que l'état mexicain n'a pas réglées. Quand une personne perd son travail et se retrouve à la rue, elle ne peut obtenir de passeport. Pourtant, c'est dans ce genre de situation que partir à l'étranger pourrait se justifier. Sans travail, sans domicile et sans passeport, il ne reste que le travail clandestin aux Etats-Unis et cela nous aide à comprendre pourquoi des familles entières passent les frontières de manière illégale. On accuse les Etats-Unis de faire blocus au passage des immigrants, mais c'est le système mexicain qui produit les illégaux.

Source : D'après Munoz J., *Etats-Unis - Mexique, Géopolitique de la frontière*, pp 66- 67, L'Harmattan, Paris, 2009.

Doc. 18

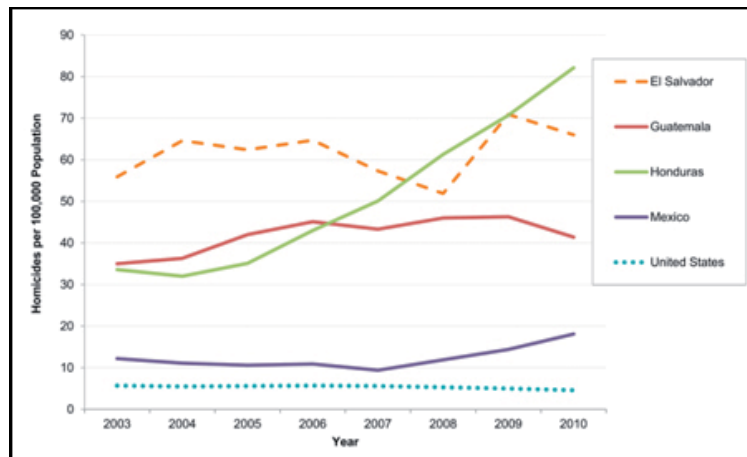


Source : *Atlas des Amériques, Les Atlas de l'histoire*, mai 2012.

Crimes entre narcotrafiquants, meurtres intrafamiliaux, assassinats de voisinage, rixes mortelles... Jusqu'où ira la vague de violences qui sévit au Mexique ? En 2011, 27 199 Mexicains ont été assassinés, selon un rapport publié, lundi 20 août, par l'Institut national de statistiques et de géographie (Inegi). En cinq ans, la hausse des homicides atteint 306 % ! Cette explosion macabre des chiffres correspond à l'offensive lancée, fin 2006, par le président Felipe Calderon contre les cartels de la drogue. La stratégie frontale du gouvernement semble avoir entraîné une contagion de la violence au sein de la société. Après des décennies de baisse du nombre de meurtres, le taux d'homicides est remonté en flèche au cours des dernières années : 24 pour 100 000 habitants en 2011, contre 8 en 2007. Le Mexique est au cinquième rang des pays les plus meurtriers du continent américain, derrière le Honduras (82,1 homicides pour 100 000 habitants), le Salvador (66), le Guatemala (41,4) et la Colombie (33,4). Au vertige des chiffres s'ajoute l'étendue géographique des violences. Avec un taux d'homicides de 131 pour 100 000 habitants, l'État de Chihuahua (Nord) est le plus violent, suivi par Guerrero (Ouest) et Sinaloa (Nord-Ouest). *"Le phénomène s'explique par la présence dans ces régions des narcotrafiquants, qui luttent entre eux et contre le gouvernement pour le contrôle des routes de la drogue vers les États-Unis"*, explique Egardo Buscaglia, spécialiste du crime organisé à l'université de Columbia et président de l'Institut mexicain d'action citoyenne. Pourtant, les États de Jalisco (Ouest), d'Oaxaca (Sud-Ouest) ou de Mexico (Centre), qui ne comptent pas une forte implantation des cartels, ne sont plus épargnés. *"Sous la pression de l'offensive du gouvernement, les cartels se sont déplacés, entraînant une généralisation de la violence à tout le pays"*, précise M. Buscaglia. Cette hausse des crimes est contestée par les autorités. *"Notre État affiche une baisse de plus de 70 % des homicides entre juillet 2010 et juillet 2012"*, a déclaré, mardi, le gouverneur de Chihuahua, César Duarte. L'hécatombe relevée par l'Inegi – 95 632 meurtres de 2007 à 2011 – est aussi contredite par le gouvernement fédéral. Selon le décompte des autorités, arrêté en septembre 2011, la guerre des cartels a tué 47 515 personnes en près de cinq ans. *"L'Inegi ne précise pas le type de meurtres, liés ou non aux narcotrafiquants, alors que les autorités ne comptabilisent que les crimes des cartels, souligne Luis de la Barrera, spécialiste de la sécurité publique à l'Université nationale autonome de Mexico (Unam). Nous assistons à une guerre des chiffres, dans laquelle le gouvernement minimise les morts pour justifier sa stratégie frontale contre le narcotrafic."* Le 2 août, M. Calderon avait même annoncé une baisse de 15 % des meurtres de la délinquance organisée au premier semestre. Si le gouvernement affiche des saisies et des arrestations record, le sang ne cesse de couler sans que les cartels semblent faiblir. *"La lutte du gouvernement a entraîné une perte d'autorité de l'État et une contamination de la violence des narcotrafiquants sur les autres conflits ; familiaux, amoureux ou de travail, qui autrefois ne débouchaient pas sur un crime"*, analyse Luis de la Barrera. Les cartels ont infiltré les administrations publiques, police en tête. *"Cette situation diffuse une culture de la violence et de l'impunité au sein de la société, telle une épidémie sociale"*, explique M. Buscaglia. Seul 1 % des 12 millions de délits commis chaque année est jugé, selon la Commission nationale des droits de l'homme. Et le trafic d'armes aggrave la situation : 142 000 armes ont été saisies depuis cinq ans et demi, dont 80 % proviennent des États-Unis, où leur vente est libre. Mais, pour Ernesto Lopez Portillo, directeur de l'Institut pour la sécurité et la démocratie, *"le phénomène est enraciné dans une décomposition du tissu social, liée notamment à la hausse de la pauvreté"*. Entre 2008 et 2010, 3,2 millions de Mexicains sont venus rejoindre les rangs des pauvres, portant leur nombre à 52 millions sur 114 millions de Mexicains, selon le Conseil national pour l'évaluation des politiques de développement social. Sans compter les déficiences de l'éducation nationale, avec 7,3 millions de mineurs analphabètes qui n'ont pas terminé l'école primaire. Pis, le Mexique compte 7,8 millions de "ni-ni", ces jeunes de 15 à 29 ans sans emploi et qui ne suivent pas d'études. *"Le manque d'opportunités et la perte de confiance de la population envers les institutions constituent un scénario propice à la hausse de la violence"*, assure M. Lopez Portillo. Il précise que seuls 10 % des délits sont dénoncés à la police. Recrues faciles pour le crime organisé, les jeunes sont les premières victimes des narcotrafiquants. Au point que les homicides sont devenus la première cause de mortalité des Mexicains de moins de 30 ans. A qui la faute ? *"Le gouvernement Calderon s'est trop focalisé sur la répression et pas assez sur la prévention des délits pour mieux insérer les jeunes dans la société"*, déplore M. Buscaglia. Le Parti d'action nationale (PAN, droite) du président Calderon l'a payé dans les urnes. Lors des élections présidentielle et législatives du 1^{er} juillet, le PAN a été relégué au troisième rang des forces politiques. Quant au président élu, Enrique Peña Nieto, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, centre), qui entrera en fonctions le 1^{er} décembre, il a promis la baisse des violences. Y parviendra-t-il ?

Source : Saliba Frédéric, *Le Monde*, 23.08.2012.

Doc. 20 - Homicide Rates in Mexico, Northern Triangle, and United States, 2003-10



Source: United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), *Global Study on Homicide: Trends, Context, Data* (Vienna: UNODC, 2011).

Doc. 21



C'est au cours du 19^e siècle que les modifications territoriales ont été les plus importantes. Lors de l'indépendance du Mexique en 1821, le territoire national mexicain allait beaucoup plus loin vers le Nord, et englobait une vaste partie du sud-ouest des États-Unis actuels, du Texas à la Californie, dont la frontière avait été fixée avec les Américains par le Traité d'Adams-Onís en 1819. En 1836, la nouvelle République du Texas, peuplée majoritairement d'immigrés américains, prend unilatéralement son indépendance par rapport au Mexique par la bataille de San Jacinto et demande son rattachement aux États-Unis, finalement entériné pour l'essentiel en 1845. Le Mexique accepte un traité où il perd alors plus de 700 000 Km². Par la suite, en 1848, les troupes nord-américaines envahissent Mexico, obligeant le gouvernement mexicain à accepter la perte de la Californie, du Nevada, de l'Utah, d'une partie de l'Arizona, du Wyoming, du Colorado et du Nouveau-Mexique actuel, soit approximativement 1,4 million de km². En 1853, l'achat Gadsden permet aux États-Unis d'acheter au Mexique 76 000 km² située au sud de l'Arizona pour y construire une voie ferrée. A l'issue, de cette

période d'une trentaine d'années, le Mexique a perdu environ 2 millions de Km² au profit des Etats-Unis. Tous ces événements ne sont pas sans conséquence sur les relations qui ont été marquées par un certain nombre de rancoeurs de la part du peuple mexicain vis-à-vis du voisin américain. La frontière endosse alors aussi une dimension de limite culturelle, économique et politique. La frontière symbolise bien plus qu'une séparation politique entre deux états. A la suite des modifications du tracé de la frontière nord, de nombreuses habitudes de déplacement de part et d'autre de cette frontière ont été conservées par les Mexicains dont une partie de la famille se trouvait parfois placée côté américain. De plus, les différentes terres « perdues » ont gardé l'image attractive pour des populations sans emploi, pauvres et peu qualifiées.

Sources : D'après Guillot Fabien, Les asymétries frontalières. Essai de géographie sociale et politique sur les pratiques sociales et les rapports sociaux. Les cas États-Unis/Mexique, Espagne/Maroc, Israël/Liban/Palestine. Thèse de géographie, soutenue le 25 novembre 2009 à l'Université de Caen Basse-Normandie, et Wikipédia. <http://www.geographie-sociale.org/mexique-usa-frontiere.htm> et Wikipédia

Doc. 22

L'affaire a commencé au début des années 1960, lorsque le gouvernement mexicain a mis en œuvre un programme d'industrialisation portant sur le déploiement de son aire frontalière jouxtant les Etats-Unis. Il s'agissait initialement de s'appuyer sur les complémentarités régionales à l'échelle nationale bilatérale : grâce aux capitaux et aux technologies états-uniens, la main d'oeuvre mexicaine, habile, abondante et prête à accepter des rémunérations faibles, devait permettre au gouvernement mexicain de réaliser un programme d'industrialisation dans ses villes - ateliers, préfigurations, à un niveau plus élémentaire, des pratiques des « petits Japon », ces « pays – ateliers » devenus NPIP - Nouveaux Pays industrialisés du Pacifique – qui ont donné ce que l'on pourrait appeler le « coup d'envoi » des « pays émergents ». Ces villes – ateliers mexicaines, conçues comme des lieux de concentration d'usines d'assemblage, appelées « maquiladoras », sont renforcées par le support tout au long du tracé frontalier qui s'étend du Golfe du Mexique à l'océan Pacifique, de nombreuses villes – jumelles (...). Ce qui signifie, en fin de compte, que les « maquiladoras » ne constituent pas seulement une forte et vaste pompe aspirante de populations mexicaines en quête de travail sur le sol mexicain, mais alimentent aussi les migrations clandestines vers les villes – jumelles états-uniennes en particulier, puis en général, vers la part restante du territoire américain.

Source : Wackermann G., Canada, États-Unis, Mexique, Edition Ellipses, Paris, 2012.

Question : Quels sont les effets de ces migrations vers les Etats-Unis ?

Doc. 1

A côté des autorités officielles, plusieurs milices privées composées de citoyens américains, de militaires et de policiers à la retraite, mènent une véritable campagne de surveillance le long de la frontière. Leur approche est à la fois pragmatique et politique. Ces milices se situent très à droite sur l'échiquier politique américain, voire à l'extrême droite. Par exemple, la milice des « Minute Men » fondée par Chris Simcox et Jim Gilchrist a un discours politique particulièrement clair quant à la vision des "étrangers". Cette milice développe en plus de ce discours politique souvent teinté de racisme, une tactique quasi militaire pour surveiller la frontière. Des commandos de quelques hommes tous les 300 m observent les abords de la frontière. (...) D'autres milices existent également, comme l'American Border Patrol qui conçoit la frontière comme la première ligne de défense du pays. Leur vision est simple : les miliciens sont investis d'une mission de défense et doivent suppléer les manquements de l'État. C'est l'une des premières milices à s'être dotée de drones de surveillance (pour une valeur d'environ 14 000 \$ ce qui donne une idée de leurs moyens financiers). Elle utilise aussi de petits avions de type Cessna pour surveiller la frontière et diffuser sur Internet ce qui se passe à la frontière, quasiment en temps réel.

Source : Guillot F., *Géographie sociale et politique*, Creso, 2009.

Doc. 2

La première conséquence de cette politique d'immigration est le nombre de décès parmi ceux qui passent les zones frontières en direction des Etats-Unis. L'immigration illégale est devenue extrêmement dangereuse et risquée. Il n'y a pas de journées sans décès à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, à cause de la chaleur qui entraîne la déshydratation, l'insolation et l'étouffement. Le révérend Robert Hoover, fondateur du groupe « Fronteras – Humanas » dont le siège est à Tucson, envoie des escadrilles de personnes dans le désert à la recherche de cadavres pendant le week-end. Cent quatre-vingt-un cadavres auraient ainsi été découverts entre le premier janvier et le 8 septembre 2007. La frontière, qui fait l'objet de cette étude, est l'une des plus protégées du monde : par des murs et par la présence de patrouilles de plus en plus nombreuses, équipées d'appareils de haute technologie. On trouve des éclairages très puissants, des fils de fer barbelés sur les barrières et des alarmes ultrasensibles pour détecter la chaleur et les mouvements corporels, ainsi que des caméras de surveillance. A ces mesures aux frontières viennent s'ajouter les contrôles après les frontières pour démasquer les sans-papiers. Il y a parfois des contrôles de l'Inspection du travail sur les lieux de travail clandestins et l'application des sanctions aux employeurs frauduleux. Sans oublier la délivrance des visas et des permis de séjour, les arrestations, les jugements, l'incarcération des illégaux sans papiers et leur rapatriement. Tout cela entraîne des frais élevés pour le pays qui se protège. Il faut un budget constant et conséquent pour appliquer les contrôles en permanence. Certains se demandent s'il ne vaudrait pas mieux consacrer cet argent au développement des pays à fort taux d'émigration de manière à contenir les départs.

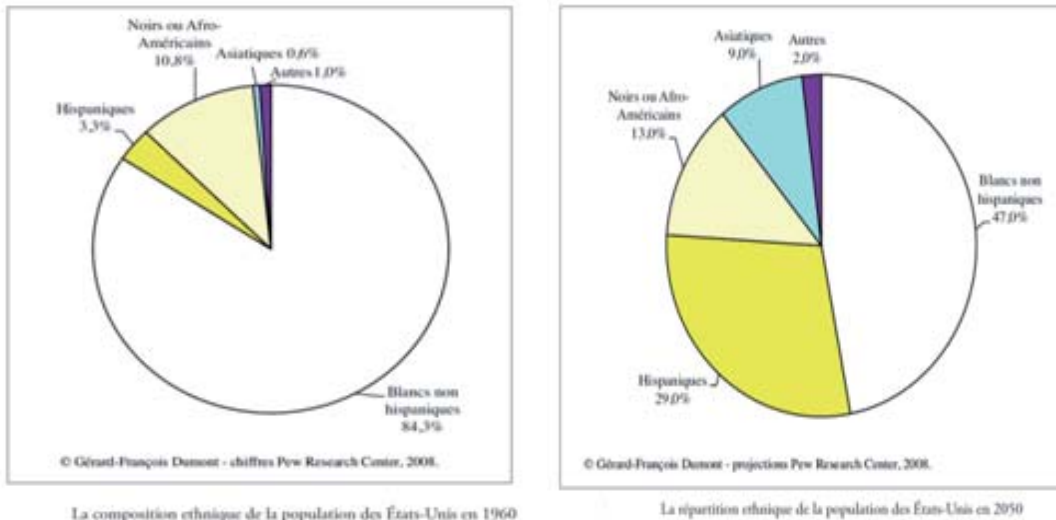
Source : D'après Munoz J., *Etats-Unis - Mexique, Géopolitique de la frontière*, pp 81- 83, L'Harmattan, Paris, 2009.

Doc. 3

Pourtant, ce mur a eu aussi d'autres conséquences néfastes. Les « tarifs » des passeurs ont augmenté. Les fameux « coyotes » réclament à présent de 2 000 à 3 000 dollars par passage, accroissant ainsi la pauvreté et la dépendance des immigrants illégaux.

Source : D'après Lagayette P., *Frontières et fortifications, le cas des Etats-Unis et du Mexique*, Centre de recherche sur l'Ouest américain, 2008.

Doc. 4



Source : http://www.strategicsinternational.com/23_04.pdf

Doc. 5 - Le quotidien d'un « sans-papiers » en Californie

Teresa Vega, mexicaine, a décidé de partir aux USA après avoir perdu son premier enfant faute d'avoir pu voir un médecin, à plusieurs heures de marche de son lieu de vie et d'avoir l'argent pour le payer. Ils ont été interceptés par la migra, la police de l'immigration et des frontières et reconduits 3 fois à la frontière avant de réussir à passer. Ils ont finalement trouvé à cueillir des fraises en Californie et à gagner un peu d'argent, rejoignant ainsi la foule des travailleurs « sans-papiers » qui nourrissent l'Amérique. Parmi les ouvriers agricoles, plus de 80 % sont hispaniques (essentiellement mexicains) et la moitié sont des travailleurs sans papiers. Ces chiffres sont sans doute largement sous-estimés. La cueillette des fraises, surnommées le fruit du diable, parce qu'il faut être courbé toute la journée et que cela provoque des maux de dos intolérables, se fait souvent par une extrême chaleur. La cueillette du raisin dans la San Joaquin Valley, que décrit Steinbeck, se fait accroupi et agenouillé entre les vignes ... couvertes de pesticides ... Il arrive que les cueilleurs aient des coups de chaleur et en meurent. Comme Tom Joad dans le roman de Steinbeck, de nombreux travailleurs ont à peine de quoi manger. Un cueilleur de raisins gagne 8 dollars de l'heure. Teresa Vega gagne 65 dollars par jour pendant la saison des fraises. De même son mari. Et ils ont deux filles à nourrir. Ils vivent dans une caravane sans air conditionné, ni chauffage. En plus du problème de la pauvreté, il leur faut vivre cachés. Le plus dur disent-ils est de ne pas être libres, de ne pas pouvoir sortir (the hardest part is not being free, not being able to go out). Ils doivent parcourir en voiture de longues distances pour aller travailler, sans permis... Ils sont victimes du racisme. Il arrive que les Mexicains qui ont des papiers soient plus racistes que les Blancs non hispaniques. Et en 2010, l'état d'esprit est devenu nettement plus hostile à cause d'une loi controversée dans l'Arizona qui légitime l'animosité. L'immigration illégale est un délit et la police doit appliquer la loi. À une période, où le taux de chômage est élevé, de nombreux Américains sont convaincus que les étrangers prennent le travail des Américains. En vérité, les Américains ne veulent pas travailler dans de telles conditions de salaire, sans assurance santé, retraite, etc.

Source : *The Economist*, décembre 2010.

Doc. 6

La population carcérale a augmenté l'an dernier aux États-Unis de 25 000 personnes et s'élevait à quelque 2,3 millions de personnes, sur une population adulte de 230 millions de personnes, soit le taux le plus élevé dans l'histoire américaine, selon le Pew Centre on the States. Plus d'un adulte sur 100 se trouve actuellement derrière les barreaux aux États-Unis, pays qui détient la plus importante population carcérale au monde, avec un jeune Noir sur neuf en prison, selon un rapport publié récemment. Le taux d'incarcération le plus élevé de la planète : 2,3 millions de personnes sont incarcérées aux États-Unis. Par comparaison, la

Chine, avec une population de plus d'un milliard de personnes arrive en deuxième position avec 1,5 million de prisonniers, suivie de la Russie avec 890 000 personnes détenues, précise le document. Les Etats-Unis ont le taux d'incarcération le plus élevé de la planète, supérieur à des pays comme l'Iran ou l'Afrique du Sud, relève encore le Pew Center, un centre de recherche indépendant basé à Washington. L'Allemagne a un taux de 93 détenus pour 100 000 adultes et enfants, il est huit fois supérieur aux Etats-Unis avec 750 pour 100 000. Les statistiques sont particulièrement frappantes parmi les minorités : alors qu'un adulte blanc sur 106 est incarcéré, c'est un Hispanique sur 36 et un Noir sur 15 qui sont en prison.

Source : EU –LOGOS, janvier 2010.

Doc. 7 - Le cauchemar hispanique de Samuel Huntington



Le politologue américain Samuel Huntington estime que face à une communauté hispanique de plus en plus importante numériquement, concentrée dans certaines régions du pays, parlant une autre langue que l'anglais, provenant en partie de l'émigration clandestine, et refusant de s'assimiler, et bien la nation américaine risquerait finalement d'éclater. Alors que le monde entier s'interroge sur les conséquences géopolitiques de la domination croissante de l'anglais et de la culture américaine, un politologue américain – et pas des moindres – avance une thèse totalement paradoxale : le statut de la langue anglaise et l'identité culturelle même des États-Unis seraient menacés par l'immigration hispanique. Selon Samuel Huntington, célèbre auteur du *Choc des civilisations* [Huntington, 1997], le pays serait en passe d'évoluer vers deux peuples dotés de deux cultures (anglaise et hispanique) et de deux langues (l'anglais et l'espagnol). Ainsi donc, cette langue anglaise à l'expansion irrépressible ne saurait s'imposer aux immigrants, principalement mexicains, venus s'installer volontairement sur le territoire des États-Unis ? Ainsi donc les enfants d'origine hispanique nés et élevés sur le sol américain pourraient échapper à l'influence culturelle et linguistique de la première puissance mondiale dont ils sont les citoyens ? Samuel Huntington est profondément convaincu que la langue et les valeurs américaines sont en péril, allant même jusqu'à dénoncer le danger de reconquista, la reconquête par les Mexicains des territoires perdus du Sud-Ouest (...). Un autre argument d'Huntington est que le développement économique des États-Unis repose sur le protestantisme et l'usage de l'anglais, qui serait la « vraie langue des affaires ». En conséquence, la langue espagnole, liée à une culture catholique, serait économiquement moins favorable pour la croissance économique. La puissance américaine pâtirait donc de l'usage linguistique des Hispaniques et de leur religion dominante.

Source : Frédéric Douzet « Le cauchemar hispanique de Samuel Huntington », *Hérodote* 4/2004 (N°115), p. 31-51.

Doc. 8 - Les immigrés ne volent pas nos emplois

Il y a eu, ces dernières années, un regain d'intérêt remarquable pour les études économiques sur l'impact de l'immigration sur le marché du travail des pays accueillants. C'est un phénomène classique : en période de crise, les premiers accusés sont les immigrés qui viennent « voler nos emplois » et cette idée est d'autant plus facile à vendre — politiquement parlant — qu'elle a la couleur, le goût et l'odeur d'une simple remarque de bon sens. Seulement voilà, à chaque fois qu'on a essayé de mesurer objectivement cet effet, on n'a rien trouvé de significatif et — mieux encore — on a même souvent découvert un léger effet inverse. Aussi incroyable que cela puisse paraître, ce que nous disent les chiffres c'est qu'un fort taux d'immigration n'entraîne pas de baisse des salaires (ou de montée du chômage) et peut

même résulter en une légère hausse des rémunérations des travailleurs natifs (ou un recul du chômage).

Ce que démontrent les études, c'est que les immigrants ne remplacent pas les natifs – c'est-à-dire qu'ils ne rentrent pas ou peu en compétition avec eux pour les mêmes emplois – mais augmentent le nombre total d'emplois dans l'économie. Imaginez, par exemple, qu'une entreprise du bâtiment n'arrive pas à recruter d'ouvriers et se trouve, dès lors, dans l'obligation de licencier plusieurs de ses chefs de chantier. Si elle a en revanche la possibilité d'employer des ouvriers immigrés – qui, parce qu'ils sont moins qualifiés, acceptent de travailler pour moins cher ou d'exécuter des tâches moins gratifiantes que les natifs – elle peut accepter plus de chantiers et donc embaucher du personnel d'encadrement qui, notamment pour des raisons linguistiques, a toutes les chances d'être composé de natifs. Dans une note de synthèse de ses recherches sur le marché du travail américain, Giovanni Peri, un des spécialistes les plus reconnus en la matière, confirme que cet effet de complémentarité crée plus d'emplois pour les salariés nés américains que n'en « détruit » la compétition avec des immigrés. En approvisionnant l'économie américaine en maçons, ouvriers agricoles et autres chauffeurs de taxis, l'immigration permet aux entreprises étas-uniennes d'accroître leurs capacités de production, de vendre plus et donc, d'embaucher plus de chefs de chantier, de responsables d'exploitation et de répartiteurs de taxis américains. Au total, comme le note Giovanni Peri dans son résumé, l'immigration augmente la capacité productive d'une économie, stimule l'investissement et promeut la spécialisation qui, à long terme, améliore la productivité. Rajoutez à cela que lesdits immigrés vont bien évidemment devoir se nourrir, s'habiller et se loger et vous obtenez un bilan économique net de l'immigration aussi positif dans les faits qu'il est négatif dans l'imaginaire collectif.

Source : *Contrepoints*, août 2012.

Doc. 9 - L'immigration illégale : 113 milliards de dollars pour les contribuables ?

Pour la Federation for American Immigration Reform (FAIR), l'immigration illégale coûte ainsi 113 milliards de dollars annuels en impôts aux contribuables américains. La FAIR avance également qu'un ménage américain dépense autour de 1 000 dollars par an en impôt pour les immigrés. D'autant qu'en retour, arguent nombre d'opposants, les immigrants travailleraient pour beaucoup dans l'économie souterraine et ne paieraient pas d'impôts. Dean Martin, en charge des finances de l'Arizona, estime que son État perd entre 1,3 ou 2,5 milliards de dollars par an notamment à cause des coûts fiscaux indirects d'éducation, de santé ou d'incarcération des immigrants illégaux.

Source : *Atlantico*, décembre 2011.

Doc. 10 - L'immigration est une chance pour l'économie, l'exemple américain

Les immigrés sont nécessaires pour reconstituer la force de travail américaine. Même si la population active aux Etats-Unis continue à augmenter, le rythme de croissance ne cesse de ralentir depuis des décennies. Selon les projections du bureau du travail américain, la croissance du marché du travail sera de seulement 0,4 % par an d'ici à 2020 et de 0,3 % à partir de 2030. C'est notamment lié au départ à la retraite de la génération du baby boom et à la baisse du taux de natalité. S'il n'y a pas assez d'Américains pour remplir les emplois vacants, ceux-ci devront être occupés par des immigrés. C'est déjà ce qui se produit. Au cours des dernières années, l'essentiel de la croissance de la force de travail provient de l'immigration légale et illégale. En Californie, en 2008, un travailleur sur trois était né à l'étranger. Un flot continu d'immigrés est nécessaire pour soutenir la croissance et permettre au système de sécurité sociale de rester solvable (...). Mais est-ce réellement aussi simple : ouvrons les frontières et nos problèmes seront réglés ? Pas vraiment. Pour une raison : l'échelle des transferts de population a une importance. La plupart des arguments en faveur de l'immigration pointent les différences entre avoir un million de nouveaux immigrés par an ou n'en avoir aucun. Les effets positifs ne seront plus nécessairement les mêmes si on passe à dix millions d'immigrés par an.

Ledbetter James, *Slate.fr*, septembre 2010.

Doc.11

Obama a dit notamment en s'adressant à la foule présente à El Paso : "Regardez Intel, Google, Yahoo et eBay, des grandes entreprises américaines qui nous donnent une longueur d'avance dans le secteur des hautes technologies. Ces entreprises ont toutes été fondées par qui, à votre avis? Des immigrés".

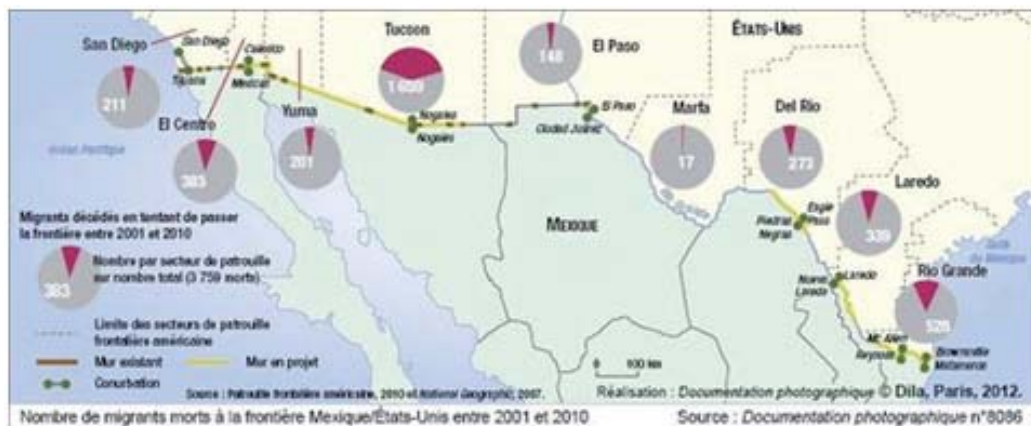
Source : Goslinga Hans, *L'immigration, inévitable et indispensable*, Presseurop, mai 2011.

Doc. 12 - Les mythes de l'immigration

« Les mythes prévalent, comme le fait que les immigrants coûtent beaucoup d'argent au pays. Ce n'est pas vrai. Ils contribuent pour 7 milliards de dollars par an à la sécurité sociale car ils obtiennent un numéro d'identité facilement pour pouvoir travailler. Ils paient aussi la TVA comme tout le monde. On estime qu'un immigrant paie 80 000 dollars de plus qu'il ne collecte en services du gouvernement. » L'autre mythe, c'est que les immigrants prennent le travail des Américains. « Quand je parle à un groupe et que je demande si quelqu'un a perdu son boulot à cause de l'immigration, personne ne lève la main. Le fait est que l'agriculture en Californie emploie à 80 % des sans-papiers. Mais il n'y a pas de raids dans les fermes. On se concentre sur les gars qui attendent du travail autour de Home Depot (une chaîne de magasins de bricolage, NDLR) ».

Source : La Tribune, 16 août 2012.

Doc. 13 - Nombre de migrants morts à la frontière Mexique/États-Unis entre 2001 et 2010



Source : DP 8086 : Géographie des conflits (Auteur : Béatrice Giblin).

Doc. 14 - Le rôle des cartels de la drogue



Mais ce qui inquiète le plus le fermier, c'est que cette vague d'immigration est désormais contrôlée par des cartels de la drogue mexicains, qui exigent des candidats au départ qu'ils se transforment en « mules » pour convoier marijuana ou héroïne. Depuis qu'il a dénoncé leur présence à la télévision mexicaine, John Ladd ne se rend d'ailleurs plus au Mexique, pour raisons de sécurité. Il y a deux mois, Robert Krenz, un autre fermier que John connaissait, a été assassiné sur son ranch. L'enquête est toujours en cours. Plus prudent, le shérif Clarence Dupnik reconnaît un problème « croissant » de criminalité lié au trafic. Les barons mexicains

se livrent au chantage avec les illégaux, qui doivent payer quelque 2 000 dollars pour passer. S'ils n'ont pas d'argent, ils sont retenus prisonniers jusqu'à ce que les familles payent. Ce juteux business, évalué à des dizaines de milliards de dollars, a transformé Phoenix en « capitale du kidnapping ».

Source : Mandeville Laure, mai 2010.

Doc. 15 - Les envois de fonds des émigrants mexicains se stabilisent

Les envois de fonds des Mexicains émigrés, vers leur pays d'origine (la plupart en provenance des Etats-Unis), se sont stabilisés en 2010 à 21,2 milliards de dollars après deux années de forte chute. Seconde source de devises du Mexique après le pétrole, les envois de fonds des émigrés, avaient fortement chuté en raison de la crise, de 3,6 % en 2008 et de 15,5 % en 2009. Selon la Banque du Mexique, ces mauvais résultats étaient liés à la décélération de l'économie des Etats-Unis provoquant des problèmes d'emploi pour les quelque 12 millions de Mexicains qui résident dans ce pays selon les estimations, pour la moitié d'entre eux sans papiers. Le Mexique est le troisième pays du monde dans le classement des envois de fonds des émigrants, selon un rapport de la Banque mondiale publié en novembre, derrière l'Inde et la Chine.

Source : AFP, 02/02/2011.

Doc. 16

Les avantages clefs de la migration pour les pays d'origine sont notamment : l'incidence positive des rapatriements de fonds sur la pauvreté ; le transfert de connaissances et de compétences lorsque les migrants rentrent virtuellement ou réellement dans leur pays, de façon temporaire ou définitive ; l'amélioration de la situation sur le plan du chômage et du sous-emploi ; et l'accroissement de l'activité entrepreneuriale locale par le biais de nouvelles opportunités offertes au secteur privé. En outre, les migrants contribuent souvent à la modernisation, à la démocratisation et à la défense des droits de l'homme, que ce soit de l'étranger ou dans leur pays lorsqu'ils y retournent. Parmi les effets négatifs de la migration sur les pays d'origine, il faut citer la dépendance de l'économie à l'égard des rapatriements de fonds effectués par les émigrés, et l'exode des compétences pouvant résulter de l'émigration des plus qualifiés. Combattre au maximum l'exode des compétences revêt une importance clef pour relever les grands défis que pose la migration pour le développement et en réaliser le potentiel bénéfique. Ici aussi, l'encadrement des migrations est essentiel.

Source : <http://www.scholieren.com/werkstukken/29839>.

Doc. 17 - Arizona, frontière de tous les dangers

Exaspéré par « l'inaction » du pouvoir fédéral, John Ladd, fermier américain, a été bien content quand l'État d'Arizona a voté une loi sur l'immigration illégale dotant les forces de l'ordre de pouvoirs élargis. Contrairement aux associations de latinos qui dénoncent une « loi raciste » propre à encourager « la chasse au faciès », John ne comprend pas pourquoi « demander ses papiers à quelqu'un est une atteinte aux droits de l'homme ». Fermiers et policiers affirment que la passivité qui a prévalu jusqu'ici est surtout due aux puissants intérêts politiques et économiques en jeu. « *Les démocrates veulent le vote des Latinos et les républicains, liés aux intérêts du business, veulent de la main-d'oeuvre à bas prix* », résume Levi Bolton, patron d'une association de policiers de Phoenix.

Source : Mandeville Laure, mai 2010.

Doc. 18 - Les « maquiladoras »

Le début de l'essor industriel de la zone frontalière se situe au milieu des années 1960, lors de la mise en accord des deux pays pour permettre l'installation sur le territoire mexicain d'une série d'usines exportant leur production vers les Etats-Unis. C'est le début du système des maquiladoras, système ayant plusieurs objectifs dont ceux de fixer sur place (côté mexicain) les ouvriers mexicains contribuant ainsi à endiguer le nombre d'immigrants allant aux Etats-Unis, et de dynamiser le nord Mexique dont les difficultés sociales et économiques s'étaient accrues à la suite de mesure de restriction d'accès au territoire nord américain en 1965, avec la suppression des accords bilatéraux. Parallèlement, les entreprises américaines s'implantant sur le sol mexicain pouvaient compter sur une main d'oeuvre abondante, bon

marché et dont il a été facile de faire taire les revendications sociales. Tout un système s'est alors mis en place de part et d'autre de la frontière : la création d'usines jumelles (twin-plants). Ce système s'organise à partir de l'établissement côté américain des fonctions de gestion et d'encadrement et du côté mexicain des centres de production et d'assemblage. Les branches couramment dominantes sont celles de l'assemblage de matériels électriques et électro-
 niques, des chaussures et l'habillement, équipements mécaniques et de transport.

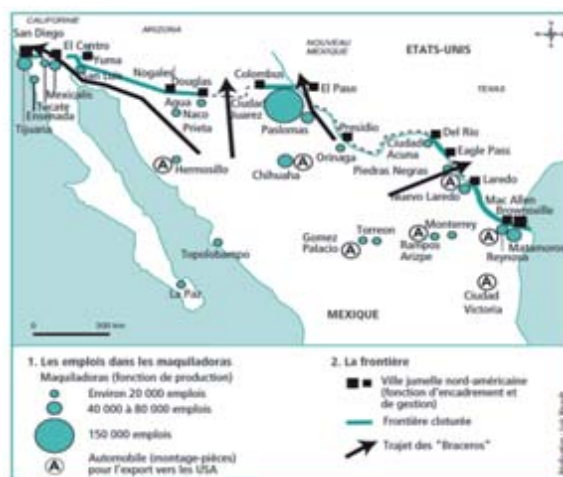
Source : <http://www.academie-en-ligne.fr/Ressources/7/HG00/AL7HG00TEPA0111-Sequence-14.pdf>.

Doc. 19 - Les « maquiladoras »

C'est en 1965, que le gouvernement américain lance un grand programme d'industrialisation de la frontière. L'ensemble de la frontière est alors compris dans un nouveau concept de production territoriale, classé en « zone d'exportation » qui reçoit des unités d'assemblage américaines délocalisées sous le nom de maquiladoras. Les composants doivent être obligatoirement fabriqués aux Etats-Unis, assemblés au Mexique, puis réexportés ensuite sur le territoire américain comme produits finis. Les entreprises américaines viennent s'installer des deux côtés de la frontière pour minimiser les frais de transport et les déplacements. Des villes jumelles apparaissent ainsi, couplant une ville américaine et une ville mexicaine comme entre San Diego et Tijuana ou entre El Paso et Ciudad Juarez ou encore Mc Allen et Reynosa. Une véritable zone franche se met en place. Les entreprises américaines installent dans la ville américaine les bureaux d'études et de fabrication, et dans la ville mexicaine les usines d'assemblage pour bénéficier du faible coût de la main d'oeuvre, mais également du faible taux d'imposition pour les maquiladoras de la part du gouvernement mexicain, qui espère ainsi retenir les ouvriers sur son territoire. Mais ce système n'a pas empêché la fuite de millions de Mexicains de l'autre côté de la frontière, notamment vers la Californie. Face à cet afflux, les Etats-Unis ont commencé la construction d'un véritable mur entre les deux pays, à partir de 2002. Plus de 1 000 kilomètres sont ainsi construits. C'est une frontière clôturée qui rappelle, par certains aspects, le mur de Berlin avec deux barrières en dur séparées par un no man's land. Cette barrière n'est pas continue, elle cesse au coeur des déserts et des montagnes, incitant donc les migrants à prendre tous les risques et à franchir et traverser les déserts. Le nombre de morts augmente, passant de 300 corps retrouvés sans vie, par an, dans les années 1990, à plus de 500 en 2005 (notamment dans l'Arizona).

Source : <http://www.academie-en-ligne.fr/Ressources/7/HG00/AL7HG00TEPA0111-Sequence-14.pdf>.

Doc. 20



Source : <http://www.academie-en-ligne.fr/Ressources/7/HG00/AL7HG00TEPA0111-Sequence-14.pdf>

Doc. 21



Doc. 22

Le développement des maquiladoras a été spectaculaire, du fait de l'entrée du Mexique dans l'ALENA, c'est-à-dire l'accord de libre échange nord américain, signé en 1994. Et aussi l'entrée du pays dans l'OMC en 1995. En 2010, il y a 5283 maquiladoras au Mexique, dont plus de 3000 sont situées dans les États frontaliers.

Source : Arte.

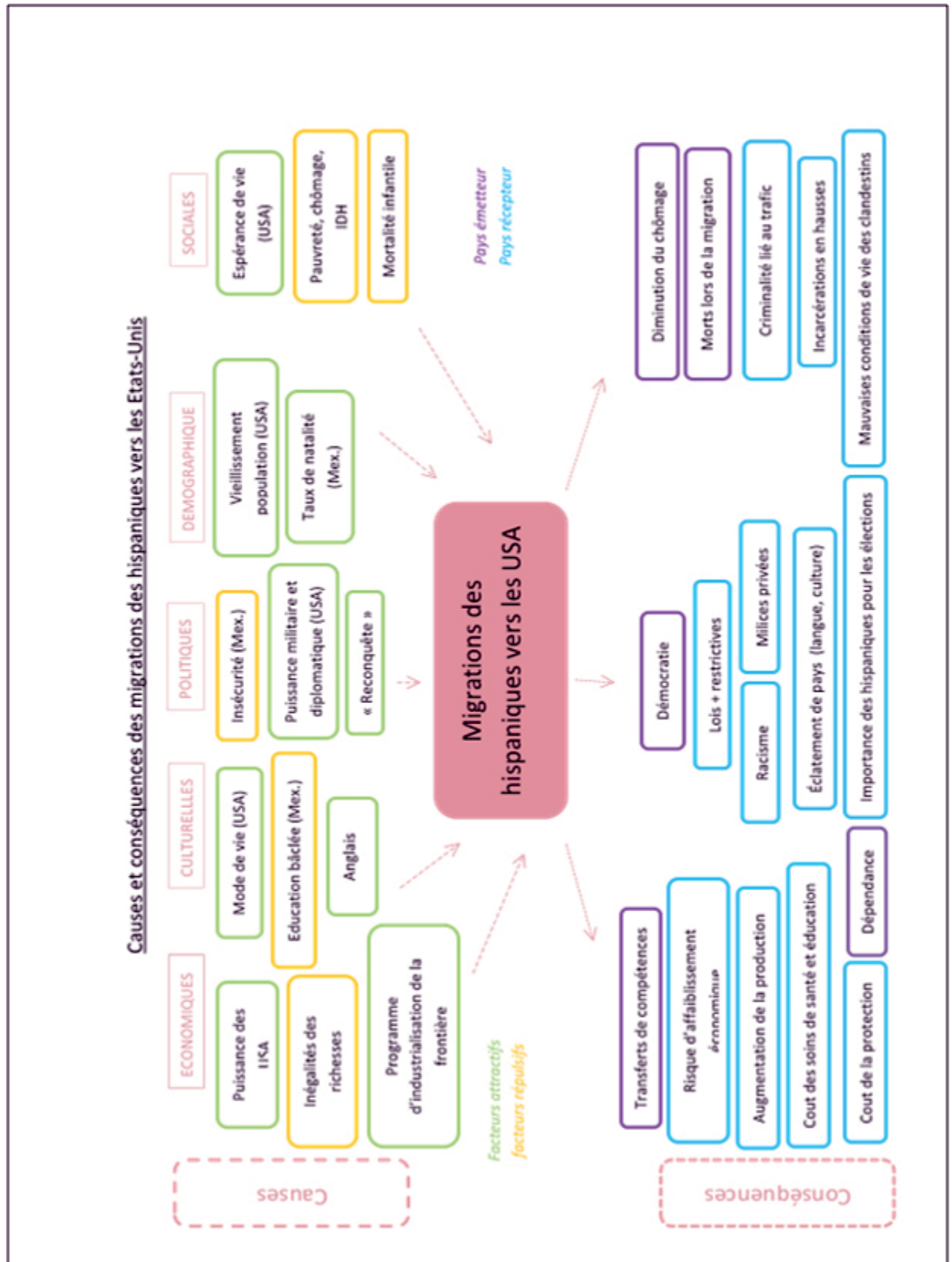
Alors que le nombre d'arrestations à la frontière entre le Mexique et les États-Unis a considérablement diminué, les autorités américaines misent désormais sur des campagnes d'information préventives afin de décourager les candidats à l'émigration.

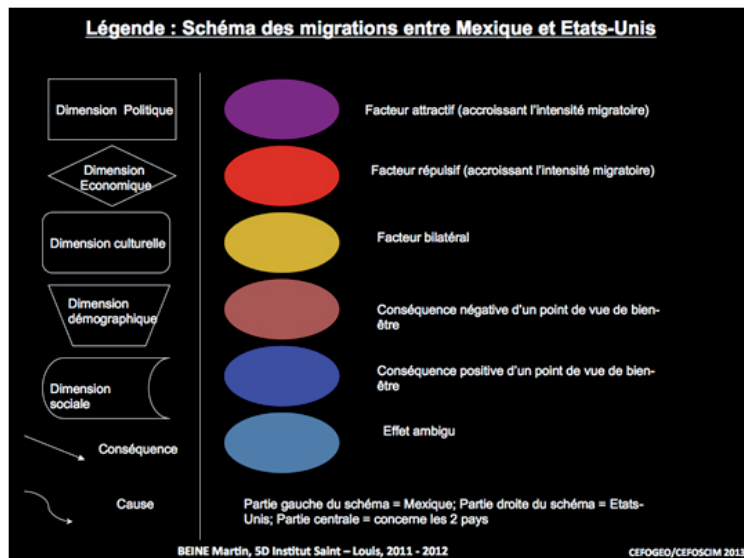
Le gouvernement fédéral américain a tout essayé pour stopper le flux de migrants clandestins. Il a augmenté le nombre de patrouilles aux frontières, introduit de nouvelles sanctions, déployé des drones et des capteurs de mouvement, construit et reconstruit des clôtures. Pendant des années, Washington a même discrètement financé la diffusion au Mexique de chants et de courts documentaires sur les dangers encourus par les migrants. Aujourd'hui, les autorités ont recours à une tactique préventive : depuis l'an dernier, des agents de l'Arizona prennent contact avec des chaînes de télévision, des radios et des journaux du Mexique et d'Amérique centrale pour leur demander d'informer la population du danger de franchir illégalement la frontière, surtout en passant par le désert de Sonora. Après s'être montrés sceptiques, les médias ont finalement répondu favorablement à la demande. Des journaux des États mexicains du Chiapas et du Michoacán ont publié des reportages fondés sur leurs informations. Des organes de presse du Salvador et du Guatemala leur ont emboîté le pas. Certains ont publié des photos de planques surpeuplées et de sauvetages d'urgence fournis par la Border Patrol [la police des frontières américaine]. « *Les migrants sont maltraités, roués de coups, ridiculisés et les femmes souvent violées* », pouvait-on lire dans un article du quotidien salvadorien *El Diaro de Hoy*. La campagne a rencontré suffisamment de succès pour être étendue, cette année, aux villes américaines abritant une forte population mexicaine comme Los Angeles, Phoenix, Chicago, Seattle et Atlanta. L'objectif est de convaincre les immigrés installés aux États-Unis d'avertir les membres de leur famille des conditions périlleuses du passage de la frontière, en particulier en Arizona. Notre message est le suivant : « *Si vous décidez de venir, ne passez pas par l'Arizona* », explique le porte-parole de la Border Patrol, Andy Adame. « *Nous constatons une forte augmentation des exactions commises par les passeurs, des braquages à la kalachnikov, au revolver et à l'arme blanche, et ce non seulement dans le désert mais aussi dans les planques où des clandestins sont ligotés à l'aide de ruban adhésif.* » Il est difficile de mesurer l'effet que cette campagne aura sur les migrants. Le nombre d'arrestations à la frontière a déjà considérablement diminué. On a dénombré 340 000 personnes l'an dernier, contre 1,6 million en l'an 2000, une chute que de nombreux experts attribuent à la diminution du nombre de candidats à l'émigration. Les émigrés connaissent depuis longtemps les dangers encourus à la frontière. Voilà des années que le gouvernement et les médias mexicains mettent en garde contre les températures extrêmes, la criminalité et le renforcement des mesures répressives. Depuis 2004, la Border Patrol a dépensé environ 1,1 million de dollars par an pour financer la diffusion de corridos [ballades populaires mexicaines], de courts documentaires et la mise en place de campagnes d'affichage sur les tragédies qui surviennent à la frontière. Cette initiative, baptisée *No Mas Cruces* [qui signifie à la fois « Plus de traversées » et « Plus de croix », faisant référence au sort des migrants les moins chanceux], n'est pas officiellement subventionnée par le gouvernement américain afin de rendre « *le message plus acceptable pour les intéressés* », explique Kerry Rogers, la porte-parole du Bureau des douanes et de la protection des frontières. Malgré des critiques quant au manque de transparence, l'opération est considérée comme un succès par les autorités. L'une des chansons a été sélectionnée pour les Latin Grammy Awards et, selon Kerry Rogers, la campagne inclura cette année une exposition qui se déplacera dans plusieurs petites villes mexicaines.

Source : *Courrier International*, août 2012.

LES CAUSES DES MIGRATIONS DES HISPANIKES VERS LES ETATS-UNIS	
TYPES DE CAUSES	
Causes socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Les disparités en termes de PIB/hab ainsi que dans la répartition des revenus (indice de Gini) entre les USA et les pays latino-américains. ◦ La force économique des USA (1^{ère} puissance économique et commerciale au monde, rôle du dollar, Wall Street, force des multinationales, etc.) et son leadership au sein des institutions internationales (FMI, Banque mondiale). ◦ Les disparités en termes d'indices socio-économiques comme l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation, le taux de mortalité infantile, la proportion de la population sous le seuil de pauvreté, l'IDH, le chômage. ◦ L'ALENA qui a laminé l'agriculture mexicaine. ◦ Le programme d'industrialisation de la frontière dénommé "Maquiladoras" qui a attiré de la main d'oeuvre vers le nord du Mexique mais aussi vers les Etats-Unis. ◦ Le manque de moyen consacré à l'enseignement et à la santé dans les pays latino-américains.
Causes politiques	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Attrait du modèle politique basé sur le respect des libertés, des droits de l'homme et de la démocratie. ◦ Le leadership militaire et diplomatique (1^{ère} puissance militaire et spatiale, CIA, Pentagone, OTAN). ◦ La violence de la société latino-américaine (lutte entre les cartels de la drogue pour le contrôle des routes de la drogue vers les USA, répression exercée par le gouvernement sur les cartels, taux d'homicides très élevés, corruption des autorités, trafic d'armes des USA vers les pays latino-américains, le manque de prévention des délits par les autorités). ◦ L'équivalent de la superficie actuelle du Mexique a été conquise par les Etats-Unis au détriment du Mexique entre 1830 et 1860. Ces territoires perdus ont ainsi gardé une image attractive pour les populations mexicaines.
Causes démographiques	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Un accroissement naturel et des indices de fécondité plus soutenus dans les pays latino-américains ainsi qu'une population plus jeune. ◦ Le vieillissement de la population américaine.
Causes culturelles	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Attrait de l'American Way of Life fondé sur les loisirs, la consommation, le confort, la recherche du plaisir (Cinéma, fast-food, séries télévisées, musique, internet, réseaux sociaux). ◦ Attrait de la 1^{ère} langue de communication internationale.

LES CONSÉQUENCES DES MIGRATIONS DES HISPANIQUES VERS LES ETATS-UNIS	
TYPES DE CONSÉQUENCES	
POLITIQUES	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Construction d'un mur sur la frontière, lois plus restrictives comme en Arizona, apparition de milices privées, avec comme corollaire la hausse du tarif des passeurs. ◦ Matraquage médiatique par les autorités américaines et mexicaines, pour dissuader les candidats à l'émigration. ◦ La montée du racisme et de la xénophobie envers les migrants de la part d'une partie de l'opinion publique américaine sensible aux discours de l'extrême - droite. ◦ Le risque d'éclatement de la nation américaine par la remise en question du statut de l'Anglais et de la culture américaine. ◦ L'influence croissante des Hispaniques dans le processus électoral américain. ◦ Le rôle des migrants, lorsqu'ils rentrent dans leur pays d'origine, dans la démocratisation du système politique. ◦ Recrudescence de la criminalité liée aux trafics avec un taux d'incarcération des Hispaniques trois fois plus élevés que celui des Blancs.
ECONOMIQUES et SOCIALES	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Les coûts en infrastructures et en personnel de la gestion des flux migratoires (contrôles, incarcérations, rapatriements, jugements, délivrance de permis de séjour et de visas, ...): Sans oublier les coûts en termes de soins de santé, d'éducation et de sécurité (1000 dollars par an et par ménage américain, selon certaines sources). ◦ Selon Huntington, l'immigration risque d'affaiblir économiquement les Etats-Unis car l'éthique du travail et le sens des affaires sont l'apanage de la culture anglophone protestante et non celui de la culture hispanique catholique. ◦ Augmentation de la capacité productive de l'économie américaine car les migrants forment un marché de production et de consommation. De plus, avec le vieillissement de la population américaine, l'immigration permet de soutenir la croissance économique et de garantir la sécurité sociale. ◦ Les envois de fonds (remesas) des émigrés vers leur pays d'origine améliorent la situation économique des familles restées au pays et constituent des réserves de devises pour les banques de ces pays. Mais ces envois de fonds rendent le pays dépendant. ◦ Le transfert des connaissances et des compétences acquises par les migrants lors de leur retour au pays et d'un autre côté, l'exode des compétences pour les migrants qualifiés. ◦ Le programme "Maquiladoras", destiné notamment à fixer la main d'œuvre côté mexicain, avec comme corollaire le développement de villes-jumelles. ◦ La mortalité par déshydratation, hypothermie, accidents, lors de la migration. ◦ Des conditions de vie précaire, surtout pour les clandestins, liés aux emplois peu qualifiés que les natifs ne veulent plus, et une protection sociale déficiente. ◦ Amélioration des statistiques du sous-emploi dans les pays d'origine des migrants.





Martin BEINE, 5D, institut Saint-Louis, 2011 – 2012

Approfondissement proposé de la tâche :

A partir de ces deux tableaux de synthèse, classez ces informations dans le tableau récapitulatif proposé.

CAUSES ATTRACTIVES POLITIQUES: ECONOMIQUES ET SOCIALES: DEMOGRAPHIQUES: CULTURELLES:	CONSEQUENCES POSITIVES POUR LE PAYS RECEPTEUR POLITIQUES: ECONOMIQUES ET SOCIALES: CONSEQUENCES NEGATIVES POUR LE PAYS RECEPTEUR POLITIQUES: ECONOMIQUES ET SOCIALES:
CAUSES REPULSIVES POLITIQUES: ECONOMIQUES ET SOCIALES: DEMOGRAPHIQUES:	CONSEQUENCES POSITIVES POUR LE PAYS EMETTEUR POLITIQUES: ECONOMIQUES ET SOCIALES: CONSEQUENCES NEGATIVES POUR LE PAYS EMETTEUR POLITIQUES: ECONOMIQUES ET SOCIALES:

<p>CAUSES ATTRACTIVES</p> <p>POLITIQUES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Attrait du modèle politique basé sur le respect des libertés, des droits de l'homme et de la démocratie. Le leadership militaire et diplomatique (1^{er} puissance militaire et spatiale, CIA, Pentagone, OTAN). <p>ECONOMIQUES ET SOCIALES:</p> <ul style="list-style-type: none"> La force économique des USA (1^{er} puissance économique et commerciale au monde, rôle du dollar, Wall Street, force des multinationales, etc.) et son leadership au sein des institutions internationales (FMI, Banque mondiale). Les indices sociaux plus favorables en terme de santé et d'éducation. <p>DEMOGRAPHIQUES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Le vieillissement de la population américaine. <p>CULTURELLES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Attrait de l'American Way of Life fondé sur les loisirs, la consommation, le confort, la recherche du plaisir (Cinéma, fast-food, séries télévisées, musique, internet, réseaux sociaux). Attrait de la 1^{re} langue de communication internationale. 	<p>CONSEQUENCES POSITIVES POUR LE PAYS RECEPTEUR</p> <p>POLITIQUES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la capacité productive de l'économie américaine car les migrants forment un marché de production et de consommation. De plus, avec le vieillissement de la population américaine, l'immigration permet de soutenir la croissance économique et de garantir la sécurité sociale. <p>CONSEQUENCES NEGATIVES POUR LE PAYS RECEPTEUR</p> <p>POLITIQUES:</p> <ul style="list-style-type: none"> La montée du racisme et de la xénophobie envers les migrants de la part d'une partie de l'opinion publique américaine sensible aux discours de l'extrême-droite. Recrudescence de la criminalité liée aux trafics avec un taux d'incarcération des Hispaniques trois fois plus élevés que celui des Blancs. Le risque d'éclatement de la nation américaine par la remise en question du statut de l'anglais et de la culture américaine. <p>ECONOMIQUES ET SOCIALES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les coûts en infrastructures et en personnel de la gestion des flux migratoires. Sans oublier les coûts en termes de soins de santé, d'éducation et de sécurité (1000 dollars par an et par ménage américain, selon certaines sources).
<p>CAUSES REPULSIVES</p> <p>POLITIQUES:</p> <ul style="list-style-type: none"> La violence de la société latino-américaine (lutte entre les cartels de la drogue pour le contrôle des routes de la drogue vers les USA, répression exercée par le gouvernement sur les cartels, taux d'homicides très élevés, corruption des autorités, le manque de prévention des délits par les autorités). <p>ECONOMIQUES ET SOCIALES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les indices sociaux moins favorables en terme de santé et d'éducation. L'ALENA qui a laminé l'agriculture mexicaine. <p>DEMOGRAPHIQUES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Un accroissement naturel et des indices de fécondité plus soutenus dans les pays latino-américains ainsi qu'une population plus jeune. 	<p>CONSEQUENCES POSITIVES POUR LE PAYS EMETTEUR</p> <p>POLITIQUES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Le rôle des migrants, lorsqu'ils rentrent dans leur pays d'origine, dans la démocratisation du système politique. <p>ECONOMIQUES ET SOCIALES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les envois de fonds (remesas) des émigrés vers leur pays d'origine améliorent la situation économique des familles restées au pays. Le programme "Maquiladoras" destiné notamment à fixer la main d'œuvre côté mexicain. <p>CONSEQUENCES NEGATIVES POUR LE PAYS EMETTEUR</p> <p>POLITIQUES:</p> <ul style="list-style-type: none"> Des conditions de vie précaire, surtout pour les clandestins, liés aux emplois peu qualifiés que les natifs ne veulent plus, et une protection sociale déficiente. La mortalité par déshydratation, hypothermie, accidents, lors de la migration. Amélioration des statistiques du sous-emploi dans les pays d'origine des migrants.

Une autre façon d'expliquer le « pourquoi là ? » est d'émettre des hypothèses

Étape 1: - Les élèves émettent des hypothèses.

- Ensemble, on essaye de regrouper les hypothèses en critères économiques, culturels, ...

Étape 2: - Les différentes hypothèses émises sont accompagnées d'un dossier documentaire.

- Les élèves choisissent une hypothèse et se mettent par groupe pour y répondre.

Chaque groupe (max 4 élèves) reçoit le document qui suit avec un dossier documentaire. Les élèves ont 2 h de cours pour prendre connaissance des documents et répondre aux questions.

Étape 3: - Les élèves présentent les résultats à la classe.

Chaque groupe présente ses conclusions et choisi dans le dossier documentaire un document qui répond le mieux à l'hypothèse tout en le justifiant.

Date(s):

Noms et prénoms des membres du groupe:

Hypothèse 1: Les Mexicains migrent pour des raisons économiques ?

Peut-on valider l'hypothèse? Expliquez	Notez le ou les document(s) utilisé(s)
Existe-t-il des conséquences liées à cette hypothèse ?	

MEXIQUE : UN PAYS À DEUX VITESSES

Doc. 1

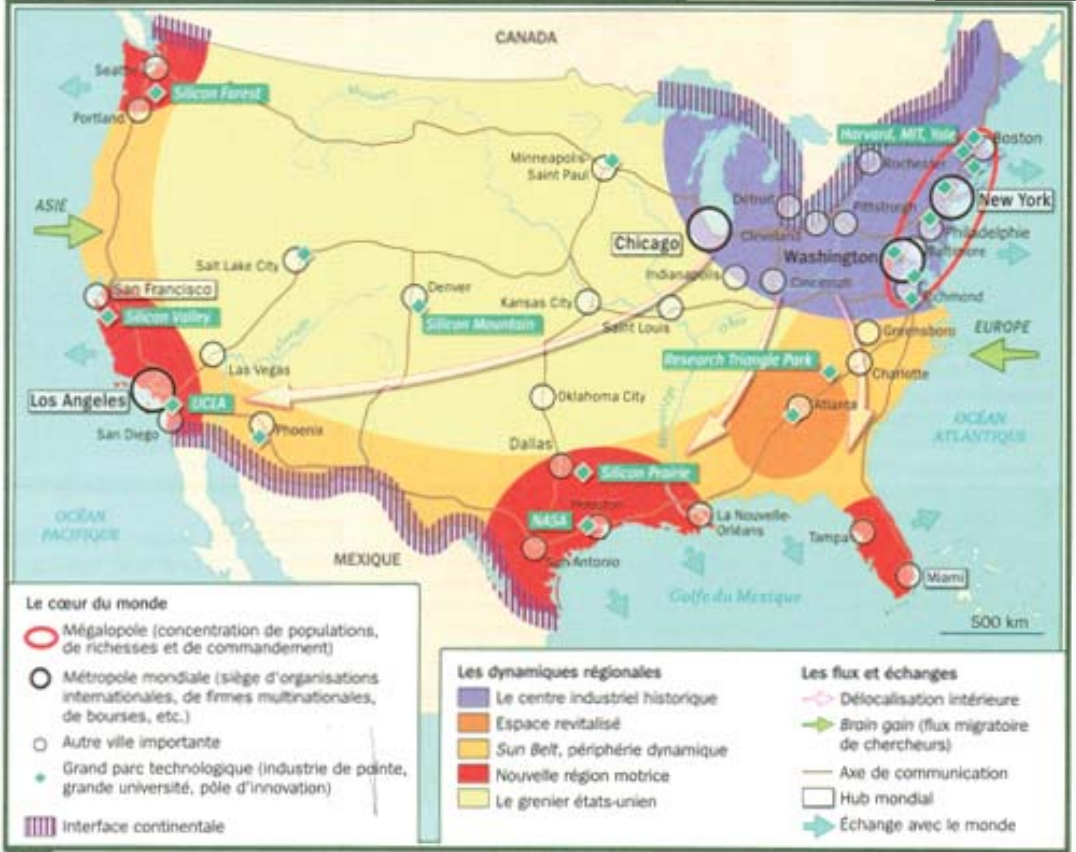


LE MEXIQUE est, avec ses 112 millions d'habitants, le premier pays hispanique au monde. Très touché par la crise de 2009, il reste la 14^e puissance économique mondiale. Il a pourtant du mal à sortir de l'ombre de la réussite brésilienne et à s'affranchir des États-Unis, qui absorbent 80 % de ses exportations. Son pétrole et son gaz représentent ses meilleurs atouts, avec son secteur industriel (automobile, aérospatial, technologies de l'information). Cependant, ce dernier est de plus en plus concurrencé par des pays comme la Chine. Les différences économiques sont frappantes entre le Nord, dynamique, et le Sud, stagnant, à part la prospère Mexico, dont l'agglomération rassemble environ 27 millions d'habitants (contre 1,6 en 1940 !). Le narcotrafic, le crime organisé et la corruption représentent les grands défis du futur gouvernement.

Géopolitique historique des Amériques, 2012, p.92

COMMANDEMENT MONDIAL ET DYNAMIQUES RÉGIONALES

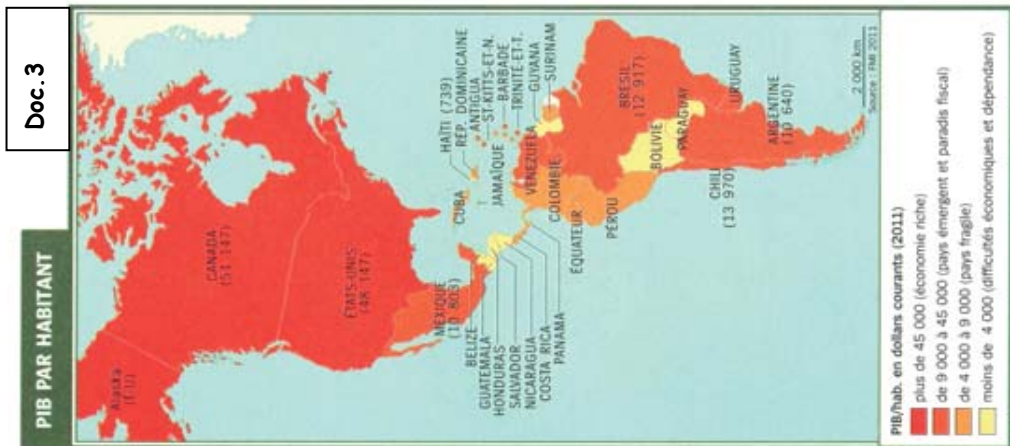
Doc. 2



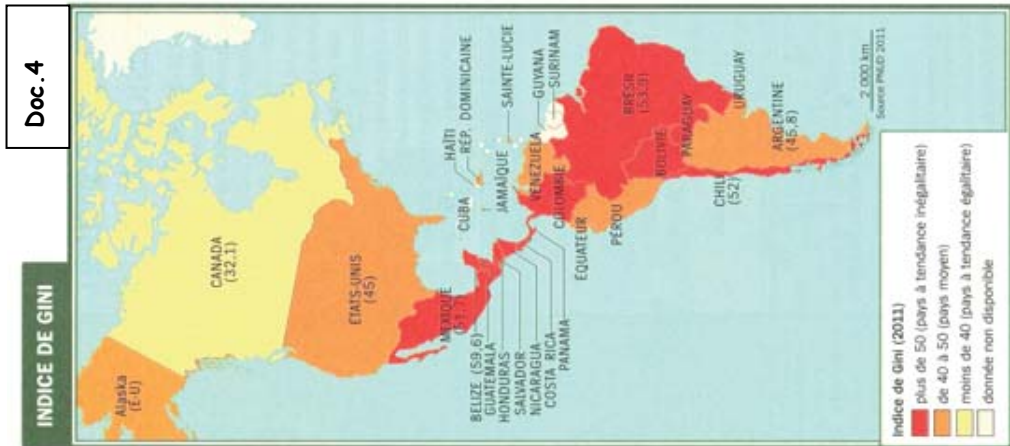
LE VIEUX CŒUR INDUSTRIEL des États-Unis a souffert de la crise des industries lourdes (sidérurgie, métallurgie, chimie), tandis que la Sun Belt a bénéficié des investissements de haute technologie de la guerre froide (aéronautique, spatial, électronique, informatique).

Certaines industries, comme l'automobile, historiquement implantée dans la région de Detroit, ont délocalisé dans le Sud. La Sun Belt attire une population diplômée du Nord-Est, ainsi que des millions de migrants latinos, caribéens et asiatiques. P. N.

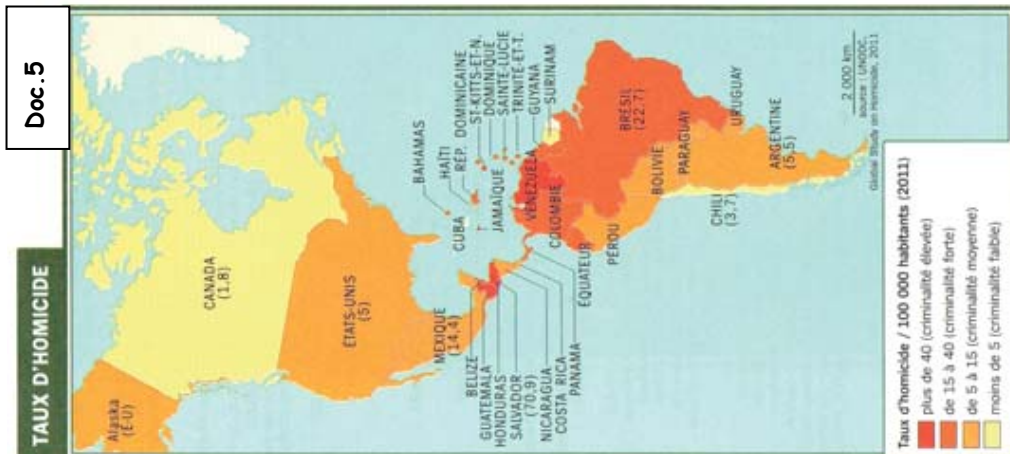
Géopolitique historique des Amériques, 2012, p.89



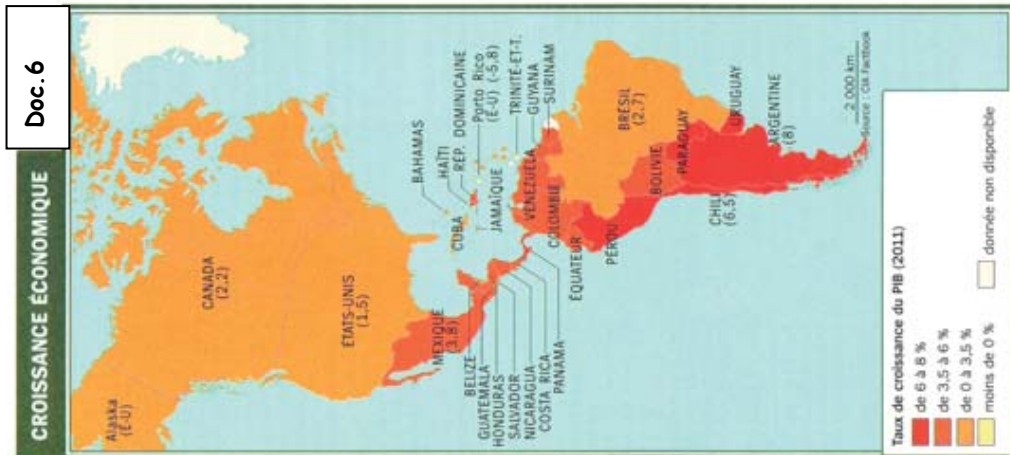
LE CONTINENT EST MARQUÉ par de fortes inégalités de développement. Le Nord, largement en tête avec une économie forte et intégrée, est suivi par des pays industrialisés et urbanisés, tels que le Mexique, le Brésil ou encore le Côte Sud (Chili, Argentine, Paraguay, Uruguay), mais également par les paradis fiscaux des Caraïbes. Les pays andins ainsi que l'Amérique centrale appartiennent à une zone de pauvreté pénalisée par des économies longtemps moins dynamiques. Le Costa Rica, pays le plus développé d'Amérique centrale, fait figure d'exception.



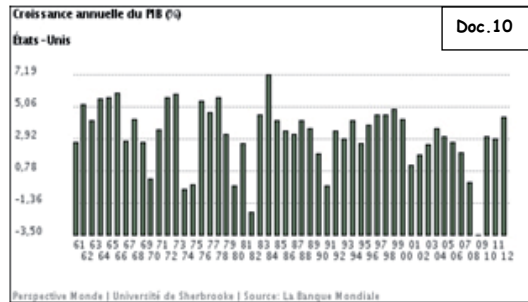
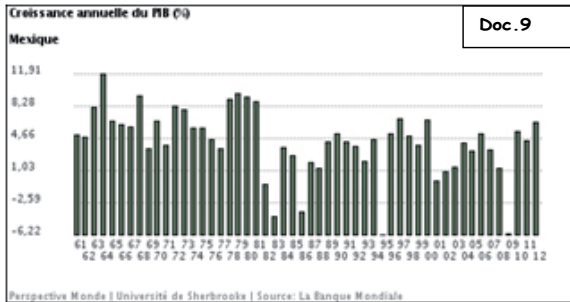
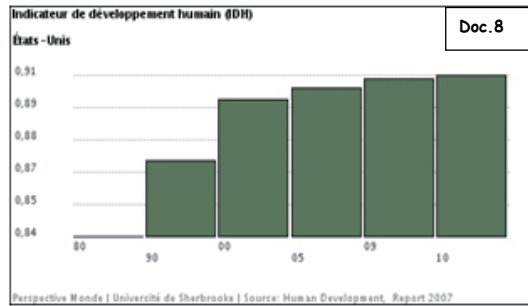
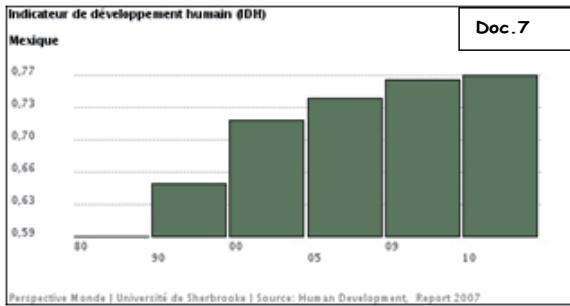
LA RÉPARTITION DES REVENUS au sein des pays est très inégalitaire en Amérique. L'indice de Gini permet de calculer cette ventilation : plus l'indice se rapproche de 100, plus les disparités sont fortes. À l'inverse, quand l'indice se rapproche de 0, comme c'est le cas au Canada avec 32,1, on peut estimer que les revenus sont relativement bien répartis. Le Brésil (53,9), le Paraguay (52) et le Chili (52) restent très inégalitaires malgré leur croissance économique. Ces fortes inégalités sont dues à la concentration des activités économiques dans peu de régions, souvent les plus urbanisées.



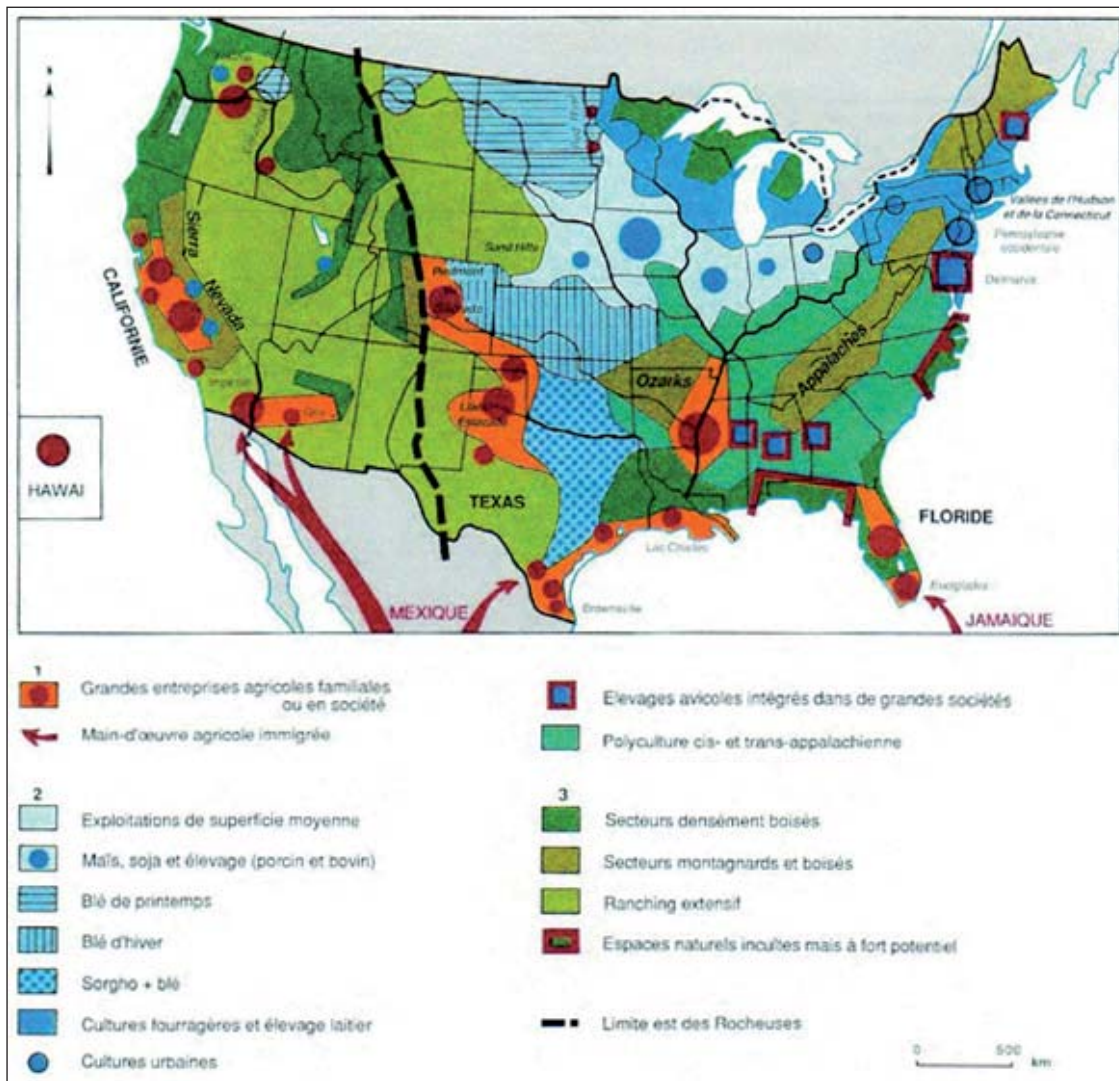
EN 2010, 468 000 HOMICIDES ont été enregistrés dans le monde, dont 31 % sur le continent américain. En 2009, le Salvador et le Honduras étaient les pays les plus meurtriers du monde avec, respectivement, 70,9 et 70,7 homicides volontaires pour 100 000 habitants. Le trafic de drogue et la guerre aux cartels font croître les homicides depuis 1995 aux Caraïbes et en Amérique centrale. Les États-Unis ont vu leur criminalité baisser à 5 homicides pour 100 000 habitants, chiffre plus faible mais encore loin des pays européens.



LA PUISSANCE DES ÉCONOMIES DU NORD, fortement mondialisées, contraste avec les économies du Sud, fragilisées davantage encore depuis 1970 par les crises économiques mondiales et le surendettement. Néanmoins, dans la crise actuelle, les économies du Nord ralentissent. Dans le même temps, certains pays des Caraïbes, comme Porto Rico ou la Jamaïque, demeurent dans un marasme économique (alors que l'économie de Haïti semble reparti). À l'inverse, l'ensemble de l'Amérique du Sud connaît une croissance soutenue depuis ces cinq dernières années, notamment l'espace andin.



<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/>



<http://www.mgm.fr/PUB/Mappemonde/M387/p22-23.pdf>

A. L'éclatement des anciens "belts"

- jusqu'aux années 1960, zones de monoculture homogènes : les "belts" (ex : corn belt...)
- depuis, les belts se sont diversifiées, voire ont disparu. Selon les cours et la demande du marché, l'exploitant peut modifier son système, s'adapter (= introduction de nouvelles plantes dans l'assolement).
- cependant, les transformations ont été moins sensibles dans certaines régions :
ex : la production de maïs domine toujours dans l'ancien "corn belt", mais il est associé au soja, à l'avoine, au trèfle (alimentation des bovins et des porcs). En revanche, la Californie et le Sud ont connu une importante transformation : le Sud se caractérise par la migration du coton vers l'Ouest (zones irriguées et production intensive du Texas et de la Californie, qui sont devenus les deux premiers Etats cotonniers).

B. Les grandes régions agricoles

1. les vieilles régions agricoles où l'agriculture est encore importante dans l'économie :
 - l'ancien corn belt, diversifiée grâce au soja et à l'élevage d'embouche ("feed lots").
 - la basse vallée du Mississippi (coton, riz, céréales...)
 - l'Ouest : élevage extensif ("ranches") ou intensif ("feed lots"); + zones irriguées
 - Hawaï (produits tropicaux)
2. les régions en mutation ou en déclin :
 - plaines centrales (exploitations familiales)
 - Appalaches et côte atlantique (polyculture, agriculture à temps partiel...)
 - Vieux Sud (ex : la culture "relique" du coton)
3. les régions agro-alimentaires :
 - Nouvelle Angleterre et Grands Lacs
 - espaces péri-urbains de la mégalopolis et de la Californie
 - zones irriguées du Nouveau Sud (Texas) et de la Californie

C. Limites et problèmes d'un espace agricole en mutation

- les marges agricoles du pays sont peu transformées : elles sont dépendantes des aides de l'Etat ; l'agriculture y est de plus en plus un temps partiel.
- les exploitations sont très endettées : des dizaines de milliers sont condamnées. N : la modernisation a conduit à un surendettement (faillites...). cf : crise de 1981 à 1986. L'Etat réagit par des aides, mais celles-ci vont le plus souvent aux grosses exploitations. Dans bien des cas, les petites exploitations sont en difficulté.
- enfin, malgré les efforts de protection des sols, l'agriculture américaine reste fragile : érosion, besoins énormes en eau dans les régions où l'irrigation est nécessaire...

http://www.smeno.com/lyceens/3378_espace-agricole-des-etats-unis.html

Doc.13

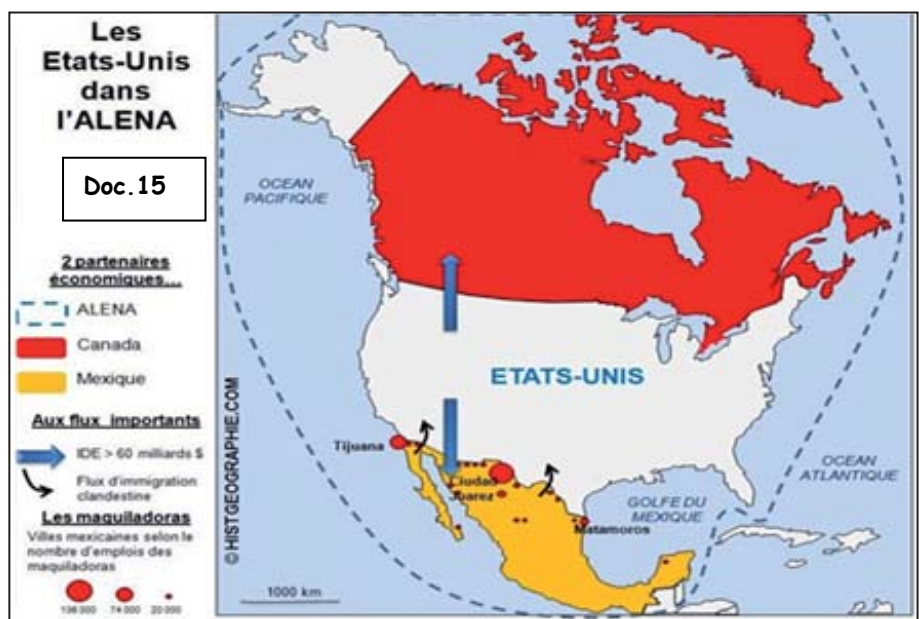
L'ALENA :

Accord de Libre Echange Nord Américain est entré en vigueur en 1994 entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Cet accord s'appelle NAFTA en américain. Il sera peu à peu étendu à l'ensemble du continent américain.
http://www.smeno.com/lyceens/3024_l-organisation-geographique-du-monde.html

Doc.14



http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=136&Itemid=166&c9ae27c2f1d8f1528bf1ec58a79711c6-b9abb512bb789d811adf734795a102c0



Source : <http://clg-antoine-meillet-chateauveillant.tice.ac-orleans-tours.fr/eva/spip.php?article2307>

Doc. 16

Le 1^{er} janvier 1994, entré en vigueur l'Accord de Libre Echange Nord-Américain (ALENA), signé en décembre 1992 par les Etats Unis, le Canada et le Mexique.

Prônant la déréglementation et le renoncement à toute forme de protectionnisme, il exigeait des trois pays partenaires l'abolition de toutes les taxes d'importation et le démantèlement des aides destinées à soutenir les agricultures et industries nationales. Reprenant les credos de la vulgate ultra-libérale, les signataires de l'accord affirmaient que celui-ci allait entraîner un développement sans précédent des échanges commerciaux entre les trois pays, qui allaient pouvoir faire jouer à plein leur « avantage comparatif ». Le Mexique, par exemple, le pays le plus pauvre du trio, allait pouvoir produire des fruits et légumes en contre-saison pour les exporter « librement » vers ses grands voisins du nord. De même, la « libre concurrence » allait lui permettre de se procurer de la nourriture moins chère et d'entrer dans le club des nations développées grâce à l'accroissement du volume de ses exportations, dont les bénéfiques allaient irriguer toute l'économie mexicaine, entraînant un « bien être général » (principe du « donnant donnant »).

Seize ans plus tard, la belle fiction a tourné au scénario catastrophe. Certes, d'après le FMI, le commerce total entre les USA et le Mexique a triplé entre 1993 et 2004, et toutes les heures, le Mexique importe des produits agricoles et alimentaires des Etats Unis pour une valeur d'un million et demi de dollars mais, toutes les heures aussi, trente Mexicains quittent la campagne pour émigrer clandestinement aux Etats Unis, tandis que progressent les taux de malnutrition (mais aussi d'obésité) et de pauvreté dans tout le pays.

De fait, l'ALENA a littéralement laminé l'agriculture mexicaine, et notamment les petits paysans (21 % de la population active) qui exploitent, en moyenne, cinq hectares de cultures vivrières : fruits, légumes et maïs, la plante sacrée des Mayas et Aztèques, qui constitue l'aliment de base depuis la nuit des temps.

Au nom du « libre échange », le Mexique a progressivement démantelé le système qui avait pourtant permis son autosuffisance alimentaire pendant des décennies, à savoir des prix garantis aux producteurs locaux et un contrôle des prix pratiqués dans les villes (soutien à la consommation). Dans le même temps, le pays s'est retrouvé inondé de maïs américain (transgénique) vendu à un prix trois fois inférieur au maïs « criollo » (local), en raison des subventions accordées par Washington aux producteurs américains. Quinze ans après l'entrée en vigueur de l'ALENA, le Mexique importait vingt millions de tonnes de maïs provenant du nord du Rio Grande, soit 40 % du marché national, commercialisées par des multinationales de l'agroalimentaires, qu'elles soient américaines comme Cargill-Monsanto, ou mexicaines comme Maseca.

Incapables de résister à cette concurrence que d'aucuns dénoncent comme un dumping déloyal, trois millions de petits paysans ont dû cesser leur activité et rejoindre les bidonvilles mexicains ou tenter leur chance comme travailleurs clandestins aux Etats Unis. Un grand nombre des « indocumentados » travaillent dans les usines d'abattage et de conditionnement de la viande qui ont poussé comme des champignons dans les Etats de l'Iowa ou du Nebraska, tandis que le flux sans précédent d'immigrés clandestins provoquait des réactions de xénophobie aux Etats Unis.

On a vu le résultat de cette politique en 2007 lorsque le prix du maïs des Etats Unis a doublé en raison de la demande en biocarburants : en un mois, le prix de la tortilla de maïs a augmenté de 50 % suscitant les premières émeutes de la faim du XXI^e siècle...

Source : <http://robin.blog.arte.tv/2012/01/15/les-deportes-du-libre-echange-2/>

Doc. 17

Seize ans plus tard, le constat est amer. L'ALENA, promesse d'un « bien-être général », a littéralement laminé l'agriculture mexicaine, et notamment les petits paysans (21 % de la population active).

Au nom du « libre-échange », le Mexique a progressivement démantelé le système qui avait pourtant permis son autosuffisance alimentaire pendant des décennies, à savoir des prix garantis aux producteurs locaux et un contrôle des prix pratiqués dans les villes (soutien à la consommation). Dans le même temps, le pays s'est retrouvé inondé de maïs américain (transgénique) vendu trois fois moins cher que le maïs « criollo » (local), en raison des subventions accordées par Washington aux producteurs américains.

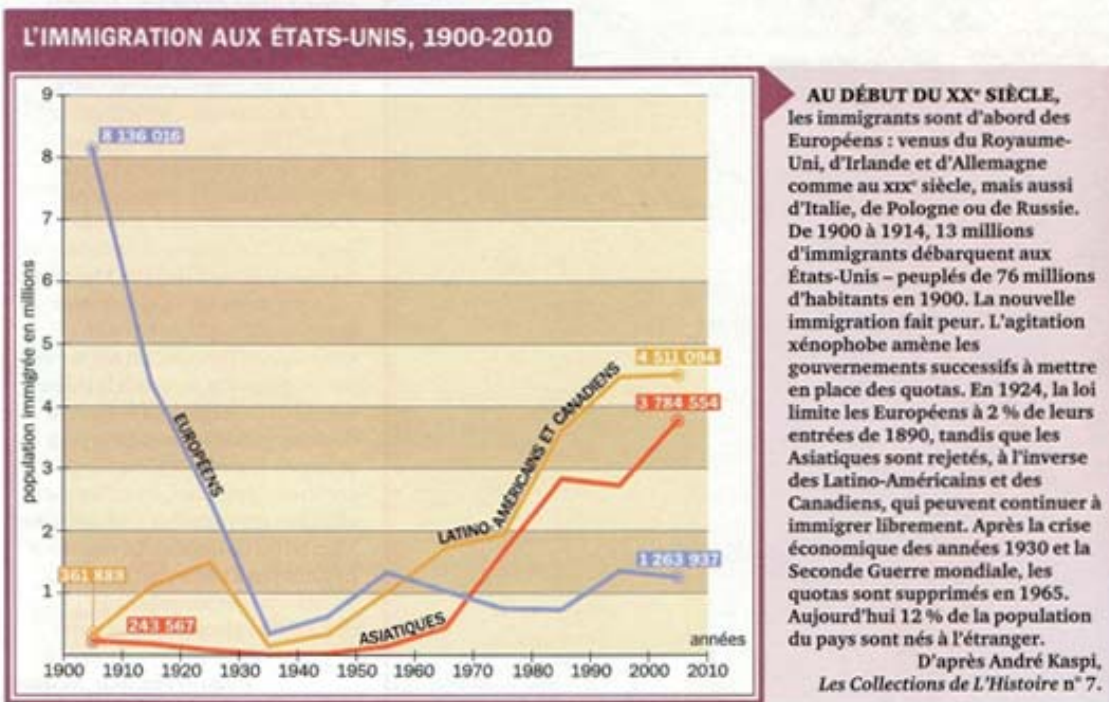
Incapables de résister à cette concurrence que d'aucuns dénoncent comme un dumping déloyal, trois millions de petits paysans ont dû cesser leur activité et rejoindre les bidonvilles mexicains ou tenter leur chance comme travailleurs clandestins aux Etats-Unis, tandis que progressent les taux de malnutrition (mais aussi d'obésité) et de pauvreté dans tout le pays.

<http://www.arte.tv/fr/6375742.html>

Date(s):
Noms et prénoms des membres du groupe :

Hypothèse 1 : Les Mexicains migrent pour des raisons politiques ?

Peut-on valider l'hypothèse ? Expliquez	Notez le ou les document(s) utilisé(s)
Existe-t-il des conséquences liées à cette hypothèse ?	



CHRONOLOGIE

1816-1818

Première guerre contre les Indiens de Floride.

1830

Début de la déportation des Indiens à l'ouest du Mississippi. Durant l'hiver 1838-1839, 5 000 Cherokees meurent sur la « Piste des Larmes ».

1890

Dernière guerre indienne et massacre de Wounded Knee (Dakota du Sud).

1921-1924

Les lois dites « des quotas » limitent le flot des immigrants, particulièrement les Européens du Sud et de l'Est.

Les ressortissants d'Amérique latine ne sont pas touchés.

En 1924, l'immigration japonaise est interdite.

1924

La citoyenneté américaine est accordée à tous les Indiens.

1962

La Commission des revendications indiennes doit verser près de 4 millions de dollars aux descendants des Creeks spoliés en 1814.

1965

La loi sur l'immigration du président Johnson met fin aux quotas de nationalité.



Obama drague les latinos

Après avoir procédé à un nombre record d'expulsions depuis son entrée en fonction, le président américain a fait volte-face et pris un décret pour faciliter la régularisation des jeunes sans papiers. De quoi raviver sa popularité auprès des électeurs latinos.

18.06.2012 | Michelle Goldberg | The Daily Beast



Dessin de Signe Wilkinson, Etats-Unis.

Ces derniers temps, de nombreux électeurs et militants latinos ne cachent plus leur colère contre la politique du président Obama en matière d'immigration. Luis Gutiérrez, l'un des premiers élus d'origine latino-américaine à avoir soutenu la candidature de Barack Obama en 2008, a été arrêté deux fois devant la Maison-Blanche alors qu'il demandait la mise en œuvre du Dream Act, un projet de loi qui permettrait d'accorder la nationalité américaine aux jeunes militaires ou diplômés de l'enseignement supérieur arrivés illégalement sur le territoire des Etats-Unis pendant leur enfance.

...

400 000 expulsions par an sous l'administration Obama

Dans le cadre du décret de Barack Obama, les jeunes remplissant les conditions pour bénéficier de la protection du Dream Act peuvent recevoir un permis de travail et éviter toute expulsion pendant deux ans et ces garanties sont renouvelables. "Au moins 800 000 personnes seront concernées par cette mesure, cela ne fait aucun doute," affirme Frank Sharry. Pour les jeunes ambitieux qui sont piégés dans les limbes juridiques du pays dans lequel ils ont grandi, ce décret constitue un véritable tournant. Par ailleurs, ce texte pourrait faire la différence lors de l'élection présidentielle du 6 novembre prochain.

...

Ce sont les Hispaniques qui choisiront le prochain président

Les électeurs latinos pourraient avoir une influence non négligeable sur le résultat du scrutin dans les Etats clefs, susceptibles de faire basculer l'élection. Selon un rapport du Pew Hispanic Center, les électeurs latino-américains représentaient 41 % de l'électorat du Nouveau Mexique en 2008, ainsi que 15 % dans le Nevada et 13 % dans le Colorado. Dans l'Arizona, ils constituaient 16 % des électeurs. La plupart des sondages montrent qu'une majorité de latinos continue de soutenir le président sortant, mais ces derniers mois, des doutes commencent à émerger sur le taux de participation électorale de la communauté latino.

Le Dream Act, qui est soutenu par près de 90 % des électeurs latinos, est très souvent abordé par la presse hispanophone, tout comme la politique d'Obama en matière d'expulsion. Selon Justin Gross, certains électeurs étaient désabusés: "leur choix se résumait soit à voter pour le républicain Mitt Romney, qui dit qu'il veut tous nous expulser, soit à voter pour Obama, qui expulse déjà tout le monde".

<http://riafsanangel.blogspot.be/2012/06/lassouplissement-de-la-politique.html>

Renversement de la tendance migratoire mexicaine aux Etats-Unis

C'est une première dans l'histoire de l'immigration vers les Etats-Unis : depuis 2010, les Mexicains sont plus nombreux à quitter les Etats-Unis qu'à y entrer, selon un rapport du Pew Hispanic Center, publié lundi 23 avril. Depuis cinq ans, le nombre d'arrivées était en baisse, au point d'inverser la tendance migratoire. Selon le rapport, 6,1 millions d'immigrés mexicains vivaient illégalement aux Etats-Unis en 2011. Ils étaient près de 7 millions il y a cinq ans.



Des Mexicains attendent en ligne pour traverser la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, à Tijuana au Mexique, le 6 mai 2012. - REUTERS/Carlos Barria

Une frontière renforcée.

Parmi eux, le renforcement des contrôles aux frontières et la hausse des reconduites. Ces dernières années, les administrations Bush, puis Obama, ont augmenté considérablement les moyens financiers et le personnel à la frontière américano-mexicaine. « Le gouvernement a doublé le nombre des agents de sécurité entre 2002 et 2011, affirme le rapport, il a étendu la surveillance technologique comme les capteurs de mouvement au sol et les drones, et a construit des milliers de kilomètres de clôture ».

Les expulsions atteignent aujourd'hui un niveau record. « Les agents n'hésitent plus à embarquer les immigrés directement sur leur lieu de travail ou après une arrestation pour d'autres motifs », précise le rapport. Cette politique fédérale est renforcée par les lois souscrites par plusieurs Etats au niveau local.

Autre raison avancée par les enquêteurs du Pew Hispanic Center : la baisse de l'emploi aux Etats-Unis. La crise touche notamment les secteurs de la construction, l'agriculture ou encore la restauration, qui embauchent traditionnellement de nombreux immigrés.

Une chute de la natalité mexicaine

L'enquête explique aussi l'inversement de la tendance migratoire par la chute du taux de natalité au Mexique. Dans les années 1960, une femme mexicaine donnait en moyenne naissance à sept enfants, contre deux en 2009. Par conséquence, les jeunes mexicains sont moins nombreux à vouloir atteindre les Etats-Unis pour espérer trouver du travail.

Les Etats-Unis semblent donc moins faire rêver, même ceux qui s'y sont aventurés. Selon une étude du gouvernement mexicain, 20 % des Mexicains expulsés en 2010 affirment ne pas vouloir retourner aux Etats-Unis. Ils n'étaient que 7 % en 2005.

Cette fuite de la main d'oeuvre a déjà des conséquences sur l'économie américaine. L'Université de Géorgie, par exemple, prévoit une perte de 391 millions de dollars pour cet Etat du sud-est des Etats-Unis, en raison du manque de travailleurs agricoles. La Géorgie fait partie des Etats qui ont suivi les pas de l'Arizona, en adoptant des lois pour renforcer le contrôle de l'immigration illégale. Dans l'ensemble du pays, des agriculteurs subissent des pertes de récolte et sont contraints de réduire leurs activités.

L'immigration au cœur de la campagne présidentielle

Doc. 4 suite



L'immigration illégale est devenue l'une des questions les plus sensibles aux Etats-Unis et elle a pris une place centrale dans la campagne présidentielle.

Getty Images

Des conséquences politiques sont aussi envisageables. L'immigration illégale est devenue l'une des questions les plus sensibles aux Etats-Unis et elle a pris une place centrale dans la campagne présidentielle. Le candidat républicain, Mitt Romney, a pour habitude de courtiser les conservateurs avec des projets agressifs contre l'immigration illégale. Ces derniers jours cependant, Romney a affirmé vouloir se rapprocher des Hispaniques, dont beaucoup ont été choqués par ses déclarations. La nouvelle tendance migratoire mexicaine pourrait lui donner l'occasion d'adoucir sa position.

De son côté, le président Barack Obama est critiqué par les défenseurs de l'immigration pour avoir renforcé la politique d'expulsions. A l'inverse, le locataire de la Maison Blanche pourrait présenter ce revirement migratoire comme étant un succès de sa politique afin de séduire l'électorat républicain, à six mois de l'élection présidentielle

<http://www.rfi.fr/ameriques/20120424-inversement-tendance-migratoire-mexicaine-etats-unis>

Doc. 5

Une population d'immigrants

- forte immigration jusqu'en 1920 : Anglo-saxons (WASP), descendant des colons britanniques, scandinaves, allemands ; c'est eux qui ont imposé la langue anglaise et forment le groupe dominant de la société US avec 62 % de la population... puis Européens du Sud et de l'Est.
- quotas dans les années 20, reprise de l'immigration après 1945. A partir de 1965, quotas.
- dans les années 80, l'immigration explose : en dix ans, les E-U accueillent près de 7 millions d'immigrants légaux et de 4 à 7 millions de clandestins = en 1986, Immigration Reform and Control Act: quota général diminué (425 000), régularisation de la situation des clandestins, immigration clandestine plus sévèrement réprimée (employeurs en particulier).
- 1990 : Immigration Act of 1990 = l'ensemble des entrées est strictement limitée (entre 600 et 700 000) par rapport aux années précédentes, on a compté entre 1 million et 1,5 million d'immigrants légaux ou d'immigrants régularisés. Cette immigration légale est répartie entre regroupement familial et travailleurs très qualifiés (20 % de l'immigration légale). Cette immigration est donc limitée et sélective. Elle a surtout pour origine l'Amérique latine et l'Asie.
N: la fréquence des lois montre l'importance du problème.
 - l'immigration hispanique est surtout mexicaine. Elle se concentre dans un certain nombre d'Etats (Californie, Texas, N-Y).
 - l'immigration asiatique est surtout philippine (viennent ensuite les coréens et les chinois).

http://www.smeno.com/lyceens/3363_le-melting-pot.html

Date(s):
Noms et prénoms des membres du groupe:

Hypothèse 1 : Les Mexicains migrent pour des raisons culturelles (ex : rêve américain) ?

Peut-on valider l'hypothèse ? Expliquez	Notez le ou les document(s) utilisé(s)
Existe-t-il des conséquences liées à cette hypothèse ?	

Le rêve Américain

est un idéal et un concept souvent difficile à trouver. En provenance direct des Etats-Unis, The American Dream est une notion qui explique que n'importe quel habitant des USA, à force de travail, courage et détermination peut prospérer et gagner plein de pépettes! Malheureusement une grande partie des habitants des Etats-Unis déchantent rapidement, surtout ces derniers temps...

<http://smashou.info/dotclear2/index.php?post/04/01/2011/Le-r%C3%AAve-Am%C3%A9ricain-le-film>

Les Etats-Unis ne font plus rêver les Mexicains

Pour la première fois depuis la Grande Dépression, les Mexicains sont plus nombreux à quitter les Etats-Unis qu'à y entrer. Un tournant qui pourrait avoir d'importantes répercussions sur le scrutin présidentiel quand on sait à quel point le vote latino est déterminant.

...

D'après le rapport du Pew Hispanic Center, la population de Mexicains immigrés aux Etats-Unis, qui n'a cessé d'augmenter depuis 1970, a atteint son maximum en 2007 avec 12,6 millions de personnes, avant de retomber à 12 millions aujourd'hui. Le nombre d'immigrés mexicains illégaux est passé de 7 millions en 2007 à 6,1 millions en 2011. Dans le même temps, l'immigration légale a légèrement augmenté, passant de 5,6 millions en 2007 à 5,8 en 2011.

Baisse de l'immigration clandestine

Ce revirement de tendance serait dû au renforcement des contrôles à la frontière, à la faiblesse du marché du travail et du secteur du bâtiment aux Etats-Unis, à l'augmentation du nombre d'expulsions et à la diminution du taux de natalité chez les femmes mexicaines, indique le rapport, qui se fonde sur des données démographiques et statistiques officielles des deux pays. Le nombre d'immigrés arrêtés alors qu'ils essayaient de passer la frontière clandestinement a également chuté de manière significative ces dernières années.

« C'est surtout le nombre d'immigrés clandestins qui semble avoir le plus diminué », déclare Jeffrey Passer, démographe pour le Pew Center et coauteur du rapport. D'après lui, entre 5 % et 35 % des retours au Mexique ces dernières années relevaient de procédures d'expulsion. La moitié des Mexicains retournés au pays sont partis avec leur famille, soit plus de 100 000 enfants nés aux Etats-Unis de parents mexicains et qui ont la double nationalité.

Cette évolution est le reflet de plusieurs spécificités mexicaines, notamment la relative bonne santé de l'économie nationale et le fort déclin de la natalité. En 1960, les femmes mexicaines avaient généralement plus de sept enfants, en 2009 ce chiffre est passé à tout juste deux, ce qui signifie que le nombre de jeunes Mexicains cherchant du travail aux Etats-Unis ne peut que diminuer.

« Mieux vaut être chômeur au Mexique qu'aux Etats-Unis »

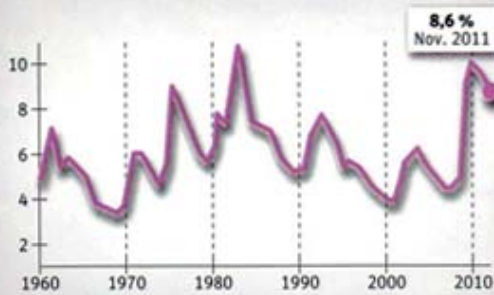
Peut-être l'époque où des villages entiers partaient s'installer aux Etats-Unis est-elle révolue, explique Randy Capps, politologue et démographe du Migration Policy Institute. L'immigration mexicaine suit peut-être la même évolution que les vagues allemande et irlandaise il y a un siècle.

D'après Gustavo Velasquez, 38 ans, qui a quitté Oaxaca il y a douze ans et qui est aujourd'hui directeur du D.C. Office on Human Rights, l'augmentation du chômage aux Etats-Unis incite de plus en plus les Mexicains à réfléchir à deux fois avant de quitter leur pays.

Mieux vaut être chômeur au Mexique qu'aux Etats-Unis, car les travailleurs migrants laissent généralement leur famille au pays, poursuit-il. « La chaleur de leur communauté leur manque », dit-il, avant d'ajouter que, avec le renforcement des contrôles à la frontière et l'augmentation du nombre d'expulsions, les Mexicains préfèrent « vivre dans la précarité que dans la peur ».

02.05.2012 | Tara Bahrapour | The Washington Post

<http://www.courrierinternational.com/article/2012/05/02/les-etats-unis-ne-ont-plus-rever-les-mexicains>

Doc. 3**Taux de chômage, en %****Doc. 4****Du melting pot au salad Bowl^(*)**

Les Etats-Unis ont voulu fondre les cultures pour créer une identité proprement américaine. Mais aujourd'hui, les minorités veulent s'affirmer face à la culture majoritaire, blanche et protestante.

(*)Salad bowl: le « saladier » dans lequel toutes les ethnies se mélangent en gardant leurs caractéristiques propres, comme dans une salade.

Le rêve américain, éd. Le Point (Faits et mythes), hors série, 2012, pp.57-58

Doc. 5**Du melting pot au salad bowl**

On parlait au XIX^e siècle du rêve d'une société composite, où le mélange ethnique se réaliserait d'une manière idéale, à une époque où les apports extérieurs (en provenance d'Europe en très grande majorité) pouvaient se fondre facilement dans le moule des premiers conquérants de l'Amérique du Nord.

De nos jours, on définit par l'expression de "salad bowl" la non-intégration entre eux des groupes ethniques aux Etats-Unis. Il semble que le rêve de l'intégration ne touche plus que quelques pays européens encore marqués par les idéaux socialistes du siècle dernier. Aujourd'hui, même si les communautés ne font que se juxtaposer les unes aux autres, elles trouvent dans la souplesse du modèle états-unien des valeurs communes: le dollar, la propriété privée, la réussite individuelle, la libre entreprise, la libre expression (il n'y a pas de langue officielle aux Etats-Unis). En cela le modèle états-unien attire encore des populations étrangères.

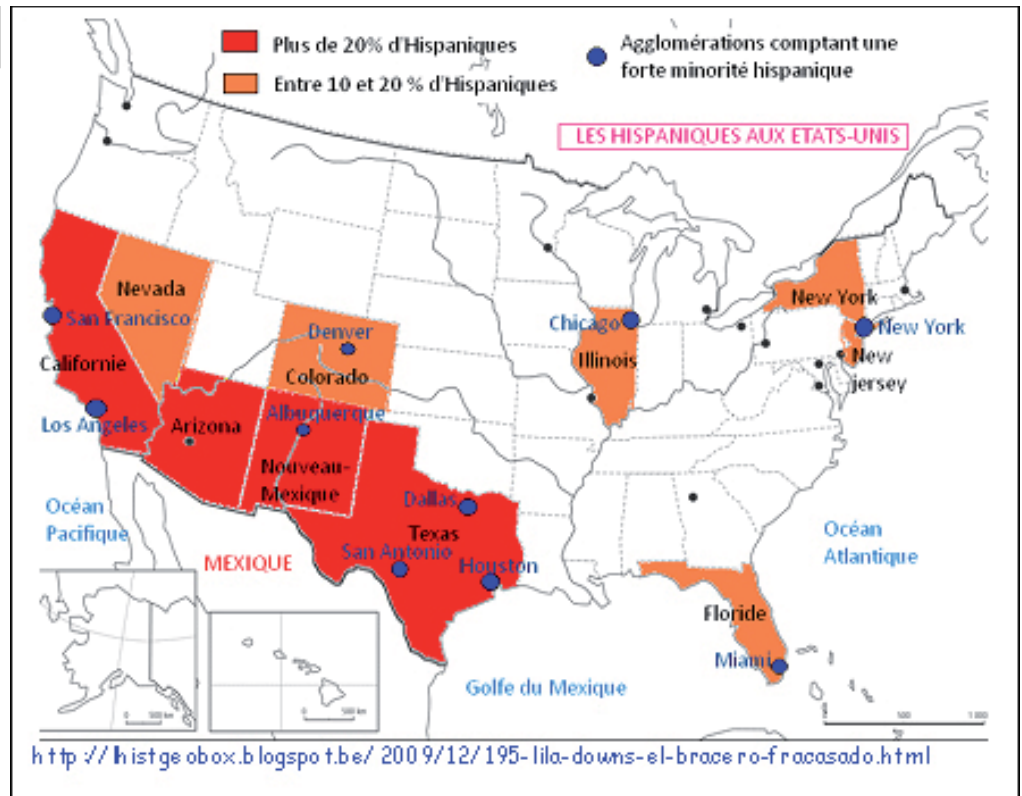
Il est cependant important de remarquer les faits suivants :

- les villes dont les maires sont des noirs sont majoritairement peuplées de noirs: 76 % à Detroit, 67% à Washington...
- les emplois des noirs sont les plus mal rémunérés; leur niveau d'instruction reste inférieur à celui des blancs.
- les ghettos (ex: émeutes de LA en mai 1992: 69 morts).
- pas d'intégration des Hispaniques (revendiquent des écoles, des magasins... ex: le "span-glish"); c'est une population pauvre; son niveau d'instruction est très faible (35 % ne dépassent pas l'école primaire): différences: les Mexicains sont pauvres, les Porto-Ricains très pauvres / les Cubains et Centre-Américains sont plus riches...
- la minorité asiatique reste très groupée sur elle-même et le commerce avec les "mères patries".
- quand aux Indiens, leur situation sanitaire et sociale est catastrophique...
- confrontations entre les minorités // hostilité croissante envers l'immigration.

http://www.smeno.com/lyceens/3374_contrastes-sociaux.html

Doc. 6

Doc.7



Doc.8

¡ Vota Obama ! le vote hispanique courtisé par les démocrates

Par Jacques Deveaux | Publié le 07/09/2012



D'origine mexicaine, le maire de Los Angeles Antonio Villaraigosa, intervient lors de la convention démocrate à Charlotte, le 6 septembre 2012. - © AFP/Stan HONDA

Le vote des Hispaniques est un des plus convoités par les candidats à la présidentielle américaine. A la convention démocrate, le parti leur a déroulé le tapis rouge. Mais certains sont déçus de la politique d'immigration de Barack Obama.

La population hispanique connaît une forte croissance, notamment dans les Etats du sud-ouest susceptibles de faire basculer l'élection de novembre 2012. Car, dans le système électoral américain, l'entrée en jeu d'un nouveau groupe politique est généralement un facteur de changement.

Or, d'après le recensement de 2010, les « Hispaniques » sont désormais plus de 50 millions, soit la première minorité devant les Noirs. Le terme hispanique désigne les personnes qui choisissent de s'identifier comme d'origine hispanique ou latino en raison de leur héritage culturel, leur appartenance nationale, leur lieu de naissance ou celui de leurs parents ou de leurs ancêtres. Le groupe le plus important est originaire du Mexique (63 %). Le vote hispanique n'est pas acquis à Barack Obama. Il a mené une politique d'expulsion très impopulaire. En septembre 2011, 1 million de clandestins avaient été renvoyés depuis l'entrée en fonction du président démocrate. Comparativement, 1,5 million de clandestins ont été expulsés du territoire américain au cours des huit années Bush.

<http://www.francetv.fr/geopolis/vota-obama-le-vote-hispanique-courtise-par-les-democrates-8240>

L'influence culturelle

Aux Etats-Unis, les termes d'acculturation et d'assimilation ne sont plus très bien vus. La question alors posée est : quel est le degré de liberté de l'individu dans cette société d'accueil ?

Dans un ouvrage présentant les immigrés aux Etats-Unis, le journaliste Al Santoli a interviewé une famille d'origine mexicaine, les Caballero, résidant à El Paso depuis 1952, un exemple d'assimilation réussie:

Tout d'abord Mr Caballero père, né au Mexique, étant venu une première fois aux Etats-Unis dans le cadre du programme "bracero" (Terme, d'origine espagnole, désignant le « manœuvre », l'homme qui travaille de ses bras. Ouvriers agricoles mexicains légalement admis aux États-Unis entre 1942 et 1964, et engagés sur la base de contrats temporaires, les braceros constituent, par leur mouvement, un phénomène social de migration pour raison économique):

"La raison principale de ma venue à El Paso était de donner une meilleure éducation à mes fils et de parvenir à un meilleur niveau de vie pour toute la famille. Parce que lorsque je venais travailler aux Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, je constatais que les gens vivaient mieux qu'au Mexique. Je constatais que les enfants étaient grands et forts et je voulais que mes fils soient pareils (il a eu sept fils) (Santoli, 1988 : 276)."

Ensuite, son fils aîné Cesar, né au Mexique en 1949 et arrivé aux Etats-Unis avec la famille lorsqu'il avait sept ans. Il fait part de ses traditions familiales mexicaines, ses opinions politiques et retrace sa jeunesse :

"A l'école, la moitié des enfants étaient mexicains. Nous nous mélangions plutôt bien avec ceux d'El Paso. Ils étaient d'origine mexicaine mais vivaient ici. A l'école, l'objectif c'était que tous nous devions bien apprendre l'anglais. (...) Bien que nous, les enfants, adoptions un grand nombre d'habitudes américaines, ma famille restait mexicaine dans ses traditions culturelles."

"A Noël, ma mère continuait à faire la crèche, alors que de nombreuses familles mexico-américaines n'en faisaient déjà plus, préférant Saint Nicolas et tous les gadgets que l'on trouve dans le commerce. Ma mère posait tous les sujets de céramique sur la table. Nous mêlions la symbolique des Rois Mages à celle de Saint Nicolas, bien que la Fête des Rois ne soit qu'en janvier. (...) Les étudiants mexicains-américains à l'université se sentaient visés par le racisme, que ce soit de façon subtile ou ouverte. Nous disions que certains professeurs étaient racistes parce qu'ils parlaient ouvertement de façon très négative de la langue ou de la culture mexicaines. Et ils donnaient des mauvaises notes aux étudiants mexicains par rapport aux autres étudiants, même lorsque les étudiants mexicains rendaient des devoirs de même niveau. (...) Nous savions qu'il était important d'instiller en nous-mêmes un fort sentiment de fierté culturelle afin de ne pas avoir de complexe d'infériorité et de ne pas oublier autant que possible d'aider nos compatriotes une fois que nous aurions une profession établie. Nous pouvions constater que certains de nos aînés qui avaient bien réussi ne s'en préoccupaient pas, parce qu'ils avaient honte de leurs origines. (...) Nous militions pour des changements immédiats, comme par exemple un plus grand nombre d'étudiants chicanos dans les universités et davantage de professeurs chicanos. Notre action parvenait dans une certaine mesure à diminuer le racisme dans la communauté. Je pense que les choses ont changé au cours des dernières années, en grande partie grâce aux mouvements politiques et sociaux dans lesquels certains de nous ont milité. (...) J'ai vu beaucoup de changements ici, au cours des trente années où ma famille a vécu dans ce pays. Quand j'étais encore petit, je pensais que le barrio était mon environnement. Nous étions complètement séparés de la communauté anglo. Un endroit comme celui où nous nous trouvons en ce moment m'aurait été interdit. Nous ne nous sentions pas les bienvenus. Mais, aujourd'hui, des jeunes comme ma fille Ana, qui a seize ans, ne sont plus mis à part. Ana est cheerleader dans son lycée. (...) Ana se débrouille assez bien en espagnol. Quand elle était petite, avant qu'elle ait cinq ans, ma femme et moi l'avons encouragée à parler l'espagnol en premier, comme langue maternelle. Mais l'acculturation à l'école a changé tout ça."

Enfin, Ana, la fille de César qui, elle, est née aux Etats-Unis :

« Je ne parle pas l'espagnol aussi bien que je le devrais. Maintenant, j'apprends l'espagnol à l'école, mais je ne l'écris pas très bien. Je suis née ici, mais je me sentirai toujours en partie mexicaine. J'aime toujours la culture mexicaine (ibid., 287). »

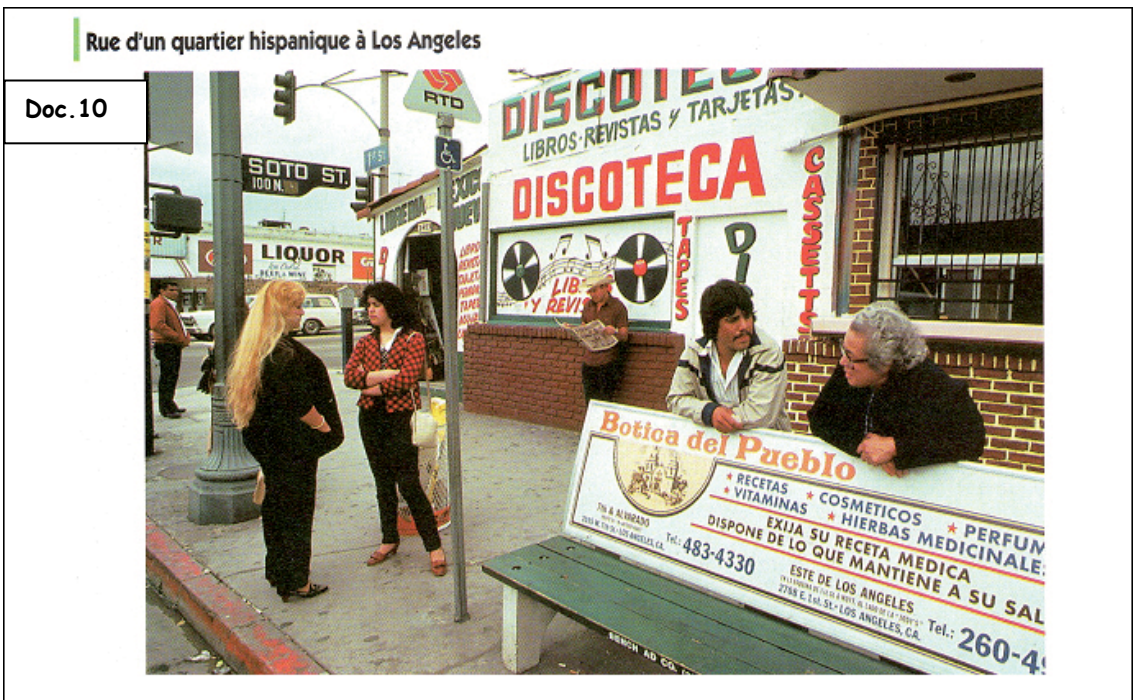
Les immigrés considèrent que la scolarisation de leurs enfants est un élément d'intégration primordial. En même temps, la société américaine s'est donné comme mission l'acculturation des étrangers. Les mexicains ont donc connus plusieurs lois favorables à leur intégration. En Californie a été créée en 1965 Association of Mexican American Educators par quelques enseignants d'origine mexicaine pour que soit créée une éducation bilingue et biculturelle. Trois ans plus tard en 1968 donc la loi Bilingual Education Act fut promulguée pour venir en aide à tous les enfants dont la maîtrise de l'anglais était limitée. Cette loi n'est pas acceptée par tout le monde, en effet les conservateurs américains la juge inutile pour le niveau et les résultats obtenus. Elle est également qualifiée d'inutile par les parents étrangers qui veulent que leurs enfants apprennent l'anglais au plus vite.

La maîtrise de l'anglais par les hispaniques est loin d'être satisfaisante. Selon le ministère de l'éducation, plus de trois millions et demi d'enfants de l'enseignement public ne maîtriseront pas cette langue et 75 % de ceux-ci seraient des hispaniques.

Bien que la population hispanique compte énormément sur la scolarisation de leurs enfants pour s'intégrer, il est vrai qu'elle n'obtient pas de chiffres satisfaisants en ce qui concerne leur niveau d'étude ; plus d'un hispanique sur trois ne termine pas le cycle secondaire en Amérique et seulement un peu plus de 10 % obtiennent un diplôme universitaire.

Il faut préciser que les hispaniques s'installent et vivent le plus souvent dans les ghettos urbains. De plus, 75 % d'entre eux sont scolarisés dans des établissements où prédominent les minorités, hispaniques et également noires. Il est mis en avant ici le fait que ces minorités ont de grandes difficultés à s'intégrer, en effet 35 % de ceux-ci fréquentent des établissements où, 90 à 100 % des scolarisés sont hispaniques ou noirs. De plus, ces établissements connaissent, souvent de grosses difficultés financières.

<http://tpe-immigration-mexicaine.e-monsite.com/pages/enjeux-sociaux/la-influencia-cultural.html>



In Fiches Lycées, éd. Magnard, Géographie 2 de, p. 67

Date(s) :

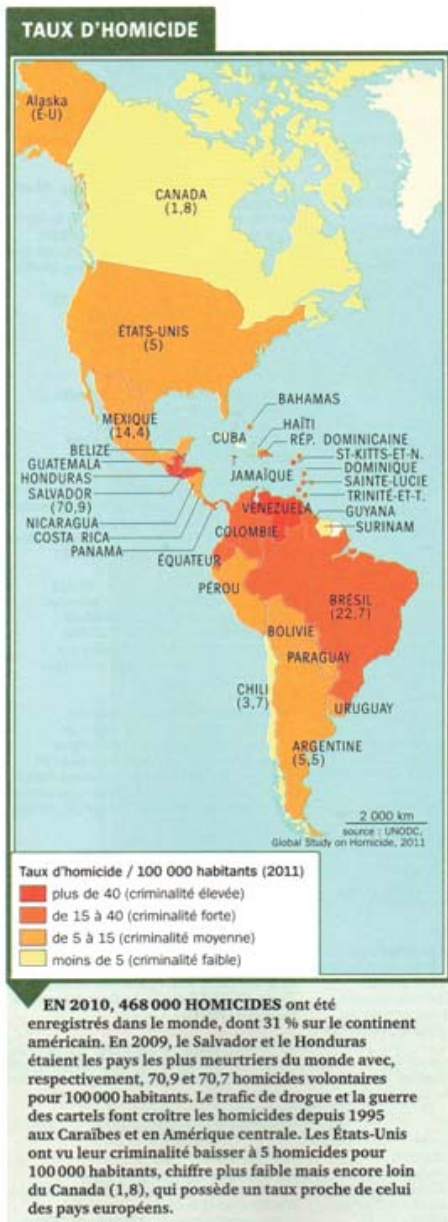
Noms et prénoms des membres du groupe :

Hypothèse 4: Les Mexicains migrent pour des raisons sociales (ex : terreur/violence) ?

Peut-on valider l'hypothèse ? Expliquez	Notez le ou les document(s) utilisé(s)
Existe-t-il des conséquences liées à cette hypothèse ?	

Dossier documentaire

Doc. 1



Doc. 2



<http://zebrastationpolaire.over-blog.com/article-29471360.html>

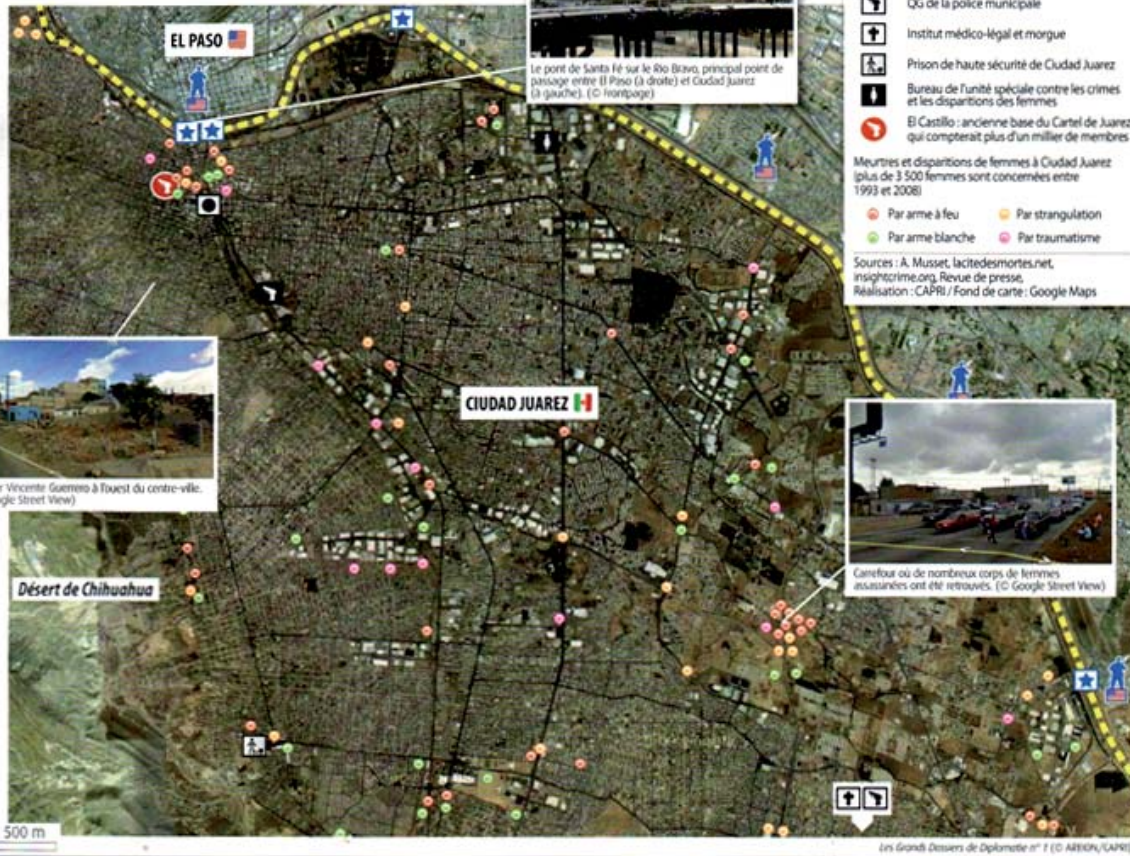
Géopolitique historique des Amériques, 2012, p.97

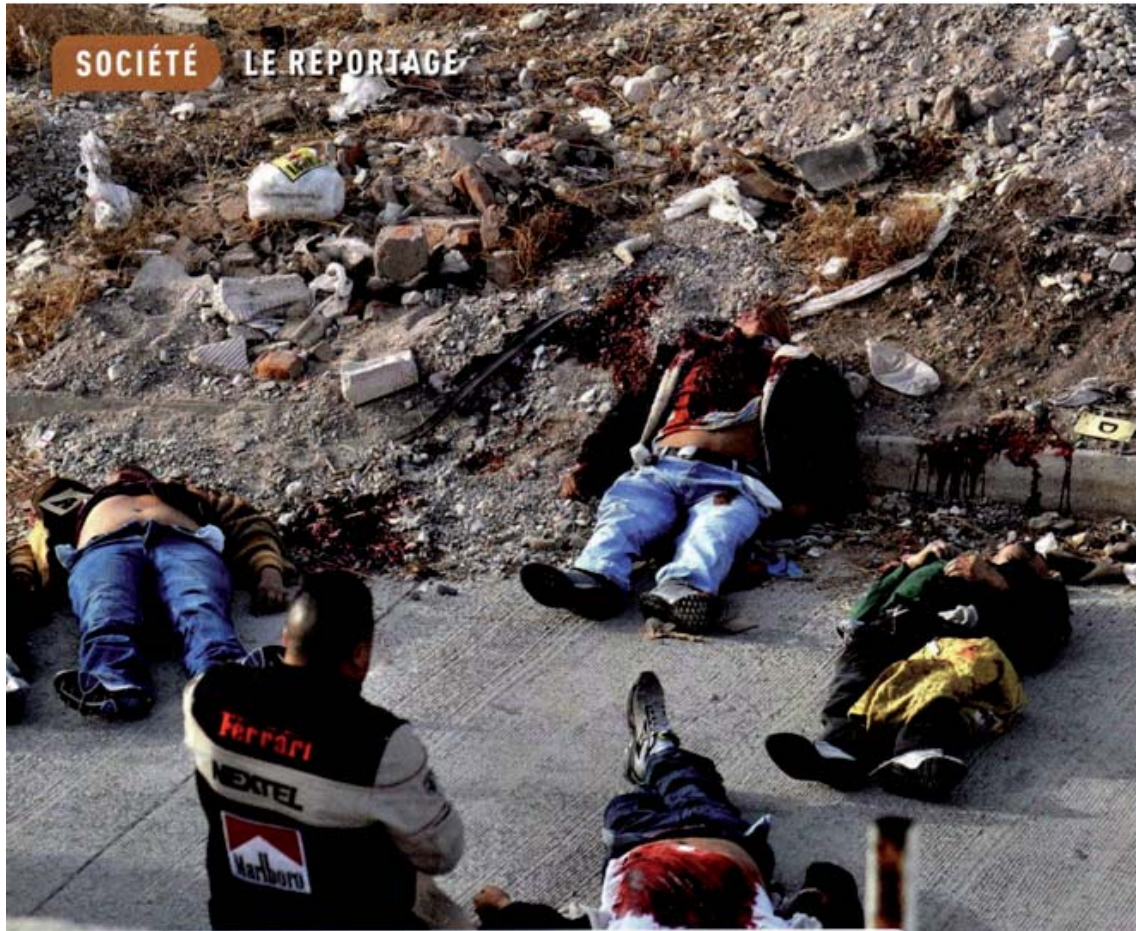
CARTOGRAPHIE : GUERRE CONTRE LE NARCOTRAFIQ, LE CAS DE CIUDAD JUAREZ

LES CARTELS MEXICAINS, LE FLÉAU QUI MENACE L'AMÉRIQUE



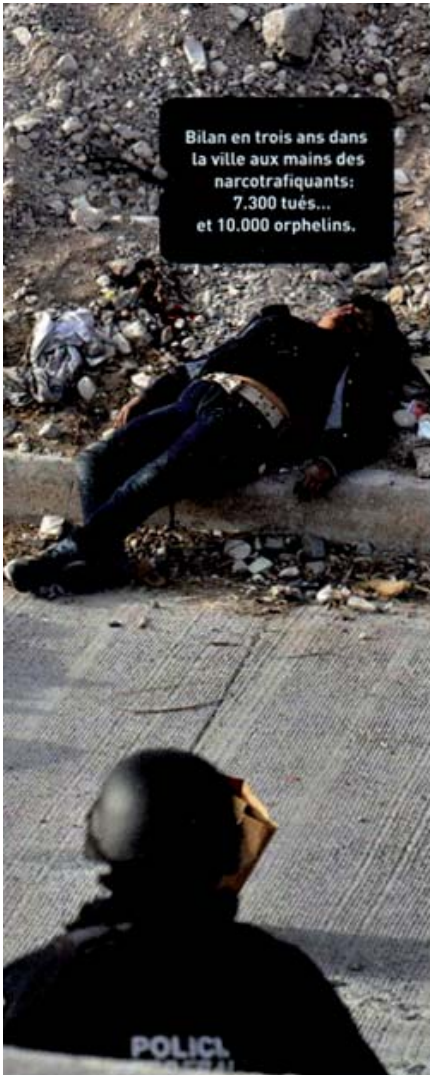
CIUDAD JUAREZ, ÉPICENTRE DE LA GUERRE DU NARCOTRAFIQ





TERREUR À CIUDAD JUÁREZ

Au Mexique, dans la ville la plus violente au monde, une guerre sanglante oppose le "Rambo" Julian Leyzaola aux cartels de la drogue. Où tous les coups sont permis...



Bilan en trois ans dans la ville aux mains des narcotrafiquants: 7.300 tués... et 10.000 orphelins.

refoulée. "C'est elle, tu n'as pas de chance...", lui annonce froidement un policier derrière des lunettes noires. La femme s'effondre. Leyzaola, lui, achève son inspection. Fend la foule. Et repart sans un mot. La scène n'a pas duré plus de quinze minutes. "On se demande pourquoi ils viennent", lâche un habitant.

Leyzaola se le demande aussi. Il dirige depuis trois mois la police municipale de Ciudad Juárez, au nord du Mexique. Et, chaque jour, l'horreur surgit au bout d'une rue. "Ici, c'est l'anarchie, il n'y a plus d'autorité", dit-il. Le bilan? 7.300 tués en trois ans, 100.000 maisons abandonnées et plus de 10.000 orphelins. De quoi classer la ville et son 1,2 million d'habitants parmi les plus violentes au monde avec Mogadiscio, en Somalie. De quoi, aussi, être blasé. "On a eu moins de morts aujourd'hui", constate le photographe Juan Antonio Castillo, juste les corps de deux femmes et deux hommes décapités, avec leurs têtes posées sur un mur."

Les meurtriers? Introuvables ou presque. Tous liés aux cartels de la drogue, devenus la gangrène du Mexique. Des organisations désormais présentes dans les deux tiers des municipalités. Sauf qu'une ville concentre toutes les haines: Ciudad Juárez, une fournaise coincée entre le désert et la frontière américaine et baptisée le Joyau de la couronne par les narcos. Parce que 50 % de la drogue destinée aux États-Unis y transite.

Ici, le malaise transpire dès l'arrivée à l'aéroport. Des jeunes de 20 ans, crâne rasé et molets tatoués, sortent des business class des avions en jonglant avec leurs trois portables. Et sur le tarmac, des appareils blancs dépourvus de tout logo décollent vers des destinations inconnues. À l'entrée de la ville, un panneau apparaît: "Bienvenue à Ciudad Juárez, la grande cité de l'hospitalité". Dans les rues, pas de piétons. Et de nombreux magasins fermés. Seuls un McDonald's, un Wendy's et un Subway clignotent. Mais, à l'intérieur, aucun client. Le quartier jadis branché de la Cantera est désert. Dans les bars, les tables et les chaises ont été brisées. Et plus loin, le Sphinx, une immense discothèque en forme de pyramide, a baissé le rideau depuis un an.

LA NUIT DU CHASSEUR

Seul signe de vie: les voitures. Plusieurs dizaines de milliers d'entre elles circulent sans plaque d'immatriculation. Elles sont agglutinées sur le Triomphe de la République, le principal boulevard, rebaptisé "Triomphe des Narcos" par les habitants. Toutes respectent les feux rouges et personne ne s'avise de klaxonner. Une légende prétend que les criminels tiennent des paris et abattent parfois l'automobiliste impatient. Mais, dès 21 h, au moment du couvre-feu officieux, les rues se vident. "J'ai prévenu mes étudiants que je ne donnais plus de cours le soir, car je veux retrouver ma famille saine et sauve", explique Rodríguez, un prof de droit de l'Université autonome.

C'est donc ici, dans cette ville infernale, que le superfluc Julian Leyzaola, 51 ans, a pris ses quartiers, dépêché par le président Felipe Calderon, jusqu'à présent impuissant dans son combat contre les cartels. Ancien lieutenant-colonel de l'armée, Leyzaola a passé trois

50 % DE LA DROGUE DESTINÉE AUX ÉTATS-UNIS TRANSITE PAR CET ENFER À DEUX PAS DE LA FRONTIÈRE.

UNE GUERRE SANS MERCÉ

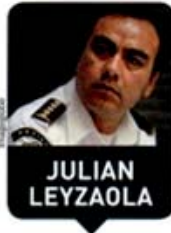
C'est sa guerre. Le président Felipe Calderon la mène depuis quatre ans avec des moyens considérables: 50.000 soldats et 30.000 policiers fédéraux déployés sur le territoire. Le résultat? Un désastre. D'abord humain, avec près de 40.000 morts et 8.900 corps exhumés de fosses communes, à ce jour non identifiés. Mais également un échec stratégique. Car les cartels n'ont jamais été aussi puissants. Au point d'étendre leur emprise à Acapulco, à Cancun et à Monterrey, la capitale économique. L'ennemi public numéro un? Joaquín Guzmán, surnommé "El Chapo", à la tête du cartel du Sinaloa.

Il arrive vingt minutes après la fusillade. Il descend de son 4x4, la mitraillette au poing, et se dirige vers le lieu du massacre, au cœur d'un quartier pauvre parsemé de maisons protégées par des grilles. Un Hummer blanc aux roues étincelantes stationne en travers de la rue. Deux corps gisent sur les sièges avant. Ceux d'une femme et d'un homme, criblés de balles. Julian Leyzaola examine le véhicule. Repère les douilles au sol. Échange quelques mots avec un collègue.

Et ne prête aucune attention aux badauds. Pourtant, parmi eux, une femme sanglote. "Dites-moi si c'est ma fille! Elle s'appelle Claudia. Elle est blonde! De longs cheveux... Dites-moi si c'est elle!" Affolée, la mère franchit le cordon de sécurité, mais elle est aussitôt

SOCIÉTÉ LE REPORTAGE

→ ans à Tijuana, une autre ville frontalière, où il se targue d'avoir éradiqué la violence. Ce matin, l'homme, rasé de près et droit comme un danseur de tango, reçoit dans son bureau. Il pose son fusil derrière lui. Et prédit aussitôt une lutte sans merci. *"Je ne suis pas un bureaucrate, assure-t-il. Je chasse la nuit avec mon odorat et mon instinct."* Ses méthodes? Expéditives. *"Je vise toujours la tête, et une seule balle suffit, car un homme touché à la poitrine peut encore tirer."*



JULIAN LEYZAOLA

"JE VISE TOUJOURS LA TÊTE, ET UNE SEULE BALLE SUFFIT." EXPÉDITIF, LE SUPERFLIC...

La réaction des narcos n'a pas tardé. Trois jours après sa prise de fonctions, le corps sanguinolent d'un policier enrôlé dans une couverture est déposé devant l'église San Felipe de Jesús avec ce message: *"Ceci est notre premier cadeau de bienvenue"*. Quinze jours plus tard, autre tentative... Mais, cette fois, de corruption. *"Je m'appelle Diego, lui dit une voix sur son téléphone portable. Je suis du cartel de Juárez, nous sommes à votre disposition."* *"Va baiser ta mère! Fils de pute!"*, lui répond Leyzaola.

Le Rambo de Ciudad a l'habitude. À Tijuana, c'est un ancien collègue de l'armée qui a surgi un jour dans son bureau. Mandaté par les narcos. Son offre? 80.000 dollars par semaine pour tenir des conférences et... regarder ailleurs. *"Il était assis là où vous êtes. J'ai sorti mon pistolet, je le lui ai mis sur la tempe, je l'ai menotté et emmené moi-même chez le procureur à Mexico."* La suite? Un déchaînement de violence. Leyzaola est alors la cible de cinq tentatives d'assassinat, dont une au bazooka et l'autre au poison introduit dans son jus de fruit. Des attaques qu'il attend à Ciudad comme *"une opportunité. Qu'ils viennent!*, lance-t-il, vêtu de son treillis noir. *Mais qu'ils sachent qu'ils vont mourir"*.

Le superflic plastronne, mais ses équipes ont lâché prise. C'est bien simple, elles ne patrouillent plus dans les quartiers sud-ouest de la ville. Là où les bicoques parfois construites avec des palettes en bois grignotent

la colline. Là où vivent Carla Castanieda, 29 ans, et ses cinq enfants. *"Quand la police arrive, les bandes leur tirent dessus"*, dit-elle, assise dans sa chambre à coucher où s'entassent de vieux téléviseurs. Ici, la terreur a un nom: les enlèvements. Il y a deux ans, sa fille Cintia, âgée de 13 ans, a disparu en allant acheter des chaussures. *"Je l'ai cherchée dans toute la ville, raconte-t-elle, la voix nouée. Mais il y a aussi la petite Eva et la petite Itali dont on est sans nouvelles..."* ajoute-t-elle en désignant des maisons voisines. *"Comment voulez-vous enquêter sur les affaires?",* déplore Gustavo de la Rosa, un militant des droits de l'homme. *L'unique juge d'instruction fédéral a quitté la ville il y a deux mois sous la menace."*

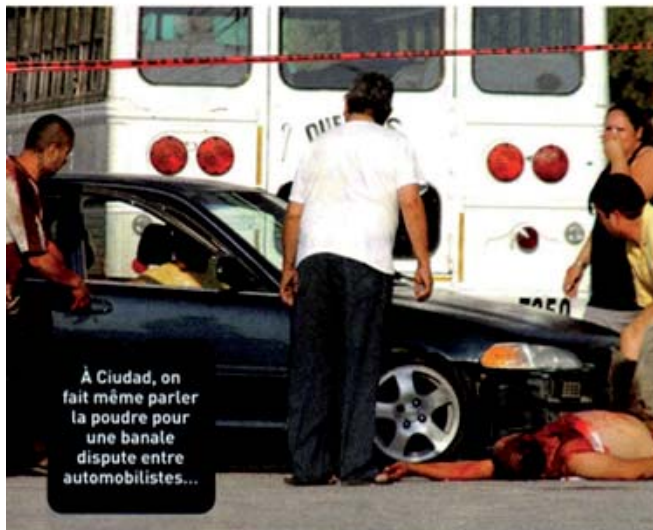
LA TRAQUE AUX RIPOUX

Leyzaola, lui, a une réponse: la force. Son premier objectif? Chasser les brebis galeuses de ses troupes. *"Il y a ceux qui travaillent avec les cartels et ceux qui restent passifs parce qu'ils ont peur"*, dit-il. Près de 500 agents devraient donc quitter les rangs de la police. Soit 25 % des effectifs. Une purge qui promet d'être musclée. À Tijuana, plusieurs policiers bannis prétendent avoir été torturés. Des séances conduites, dit-on, en présence de Leyzaola lui-même. Sac plastique sur la tête, décharges électriques... *"J'avais les yeux bandés, mais un jour j'ai entendu sa voix qui disait: comment vont ces connards?"*, raconte dans le journal *Proceso* l'ex-policier Miguel Angel Mesina, maintenu quarante jours au secret face à trois tortionnaires. *"C'est une campagne médiatique des cartels"*, rétorque Leyzaola.

Il n'empêche. Ses hommes ne font pas dans la dentelle. Exemple: le 26 mars, une quinzaine d'entre eux prennent à partie quatre jeunes dans un parc. Une heure plus tard, ils les kidnappent. Et, au bout de trois semaines, les corps sont retrouvés à la sortie de la ville, décapités, les têtes dans un sac en plastique. *"C'est le commando Delta de Leyzaola qui a fait le coup. On a relevé les numéros des voitures"*, assure Armida Vazquez, 23 ans, la sœur d'une des victimes, aujourd'hui décidée à s'exiler à El Paso, la ville américaine hérissée de gratte-ciel, située de l'autre côté de la frontière... Et déjà le refuge de 30.000 habitants de Ciudad. Face à la pression, Leyzaola donne des gages. Trois membres du groupe sont sous les verrous. Un demi-succès face à l'impunité générale.

GUERRE DES POLICES

Car à Ciudad, une autre guerre fait rage: celle des polices. Il suffit de se rendre sur le lieu d'une fusillade quotidienne pour le constater. Cet après-midi-là, un pick-up pris sous les balles a terminé sa course dans le jardin d'une villa. À son bord, deux hommes fauchés par les rafales. Les policiers de Leyzaola sont là. Ceux du ministère public aussi. Et soudain, à l'écart, une dispute éclate entre les deux équipes. L'un des inspecteurs se retrouve rapidement menotté. Commence alors un spectacle hallucinant. Les voitures de police désertent la scène du crime. Démarrent en trombe. Et les hommes du ministère public (la police judiciaire) se lancent à la poursuite des agents municipaux jusqu'au siège de la police. Sur place, plusieurs dizaines d'hommes en



À Ciudad, on fait même parler la poudre pour une banale dispute entre automobilistes...



uniforme se font face, les armes pointées, prêts à s'entretenir. Entre-temps, quatre véhicules du ministère public sont entrés en collision, provoquant un embouteillage monstre. "Et alors, vous n'avez jamais vu un accident?", lance un fonctionnaire, furieux de se retrouver piégé. "À quoi ça sert de leur payer des 4x4 s'ils ne savent pas s'en servir", soupire un passant.

La police s'entre-déchire. Sous l'œil des cartels, maîtres du jeu. Car le clan de Juárez infiltre la police municipale. Et celui du Sinaloa, implanté dans l'ouest du pays, contrôle les agents fédéraux. Or, pour l'heure, le second fait main basse sur la ville. Avec une arme de prédilection: le racket. Dans un des rares restaurants ouverts de la ville, Maria, une femme de médecin, témoigne: "Ils investissent le quartier par centaines, habillés de noir. La première fois, un homme vient vous voir avec les photos de vos enfants et vous dit qu'ils mourront si vous ne payez pas. Puis, tous les mercredis, il se présente pour réclamer une enveloppe de 150 dollars, dont le tiers va dans la poche de la police". Et gare aux récalcitrants! "Un

adolescent de 15 ans est venu apporter un message à mon mari, raconte Michelle Gonzalez, 29 ans, la femme d'un fabricant de pièces métalliques. Il a refusé de payer. Vingt minutes plus tard, ils sont arrivés à dix et l'ont mitraillé avec son père et son frère."

Leyzaola promet d'agir. Mais comment? À Tijuana, on prétend qu'il a ramené le calme en laissant carte blanche au cartel du Sinaloa, désormais seul opérateur du trafic de drogue. Ciudad pourrait obéir au même scénario. "L'armée a envoyé Leyzaola pour tenir la place, mais on ignore au profit de qui", reconnaît Pedro Torres, le rédacteur en chef adjoint du quotidien *El Diario*.

BOIRE AU CIMETIÈRE

Les habitants, eux, se moquent des vainqueurs. Ils veulent cesser de compter les morts. Et revivre. C'est pendant le week-end que les familles tentent de s'offrir une sortie. Alors, elles se contentent de deux lieux réputés sûrs. Il y a le centre commercial Mission, avec ses boutiques de marques et son cinéma. Cet après-midi, *Scream 4*, le film d'épouvante, est à l'affiche. Carlos, 26 ans, et sa copine font la moue. "Pour la violence, on a ce qu'il faut", disent-ils avant de tourner les talons.

Et puis il y a le cimetière situé en bordure du désert, où les jeunes viennent boire des bières, assis sur les tombes. Un concentré des malheurs de la ville, avec sa fosse commune et son alignement de stèles dont la moitié honorent la mémoire de jeunes âgés de 20 à 30 ans. "Les gens n'ont plus d'argent, raconte un fossoyeur occupé à déplacer un marbre. Lorsque les trois frères d'une famille meurent, on les enterre dans le même trou, les uns au-dessus des autres." Et pourtant, le cimetière s'étend. Une nouvelle parcelle attend ses premières croix. À Ciudad, le désert est grand...

Ici, les jeunes passent plus de temps au cimetière qu'au cinéma.

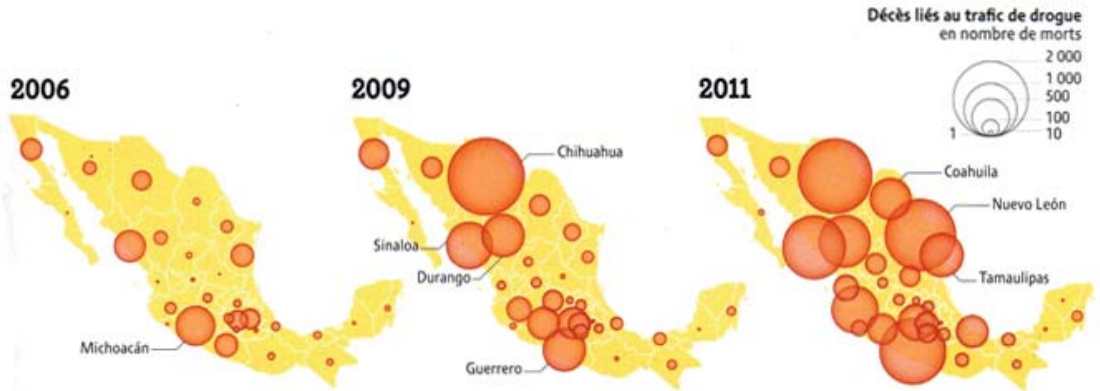
La presse sous pression

"Qu'attendez-vous de nous?" C'était en septembre 2010, après l'assassinat d'un de ses photographes. Le quotidien *El Diario*, basé à Ciudad Juárez, publie en une cette question adressée aux narcos. "C'était une façon d'exprimer notre colère aux autorités", explique Pedro Torres, le rédacteur en chef adjoint. Depuis, rien n'a changé. Ses 100 journalistes travaillent dans des conditions périlleuses. "Les articles sensibles ne sont jamais signés et il arrive qu'un cartel menace de tuer sous quarante-huit heures un reporter si nous ne stoppons pas une enquête."

"L'UNIQUE JUGE D'INSTRUCTION A FUI SOUS LA MENACE."

✘ Marc Nexon et Patrice Gouy - *Le Point*

Dans l'enfer de la drogue



Source : Trans-Border Institute, université de San Diego, 2011.

Les cartels se disputent le territoire

Principaux cartels « historiques »

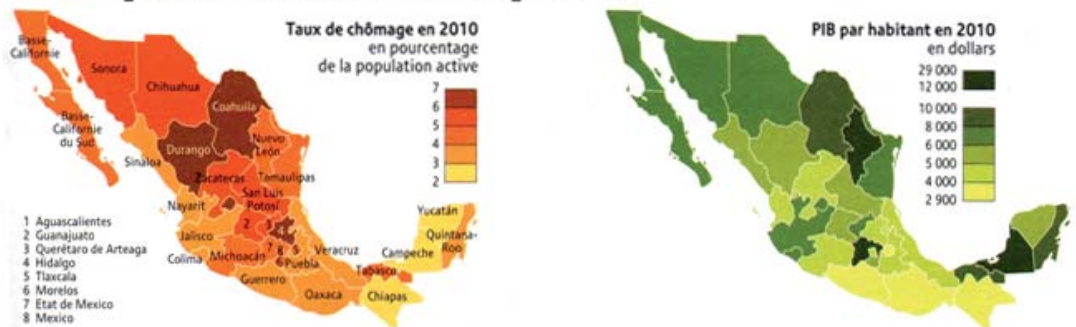
- Cartel du Sinaloa (= El Chapo = Guzmán)
- Los Zetas
- Cartel du Pacifique Sud (Beltrán Leyva)
- Cartel de Juárez (Carrillo Fuentes)
- La Familia Michoacana
- Cartel de Tijuana (Arellano Félix)
- Cartel du Golfe

Situation approximative fin 2011. Le contrôle du territoire par les cartels peut évoluer rapidement, et de nombreux groupes criminels apparaissent et disparaissent, du fait de divisions au sein des cartels.

Source : *The New York Times*, septembre 2011 ; Stratfor.com, décembre 2011 ; *The Economist*, 2011 ; June S. Beittel, département de la sécurité intérieure des États-Unis, 2011 ; « Mexico's drug trafficking organizations: Source and scope of the rising violence », Congressional Research Service, 2011.



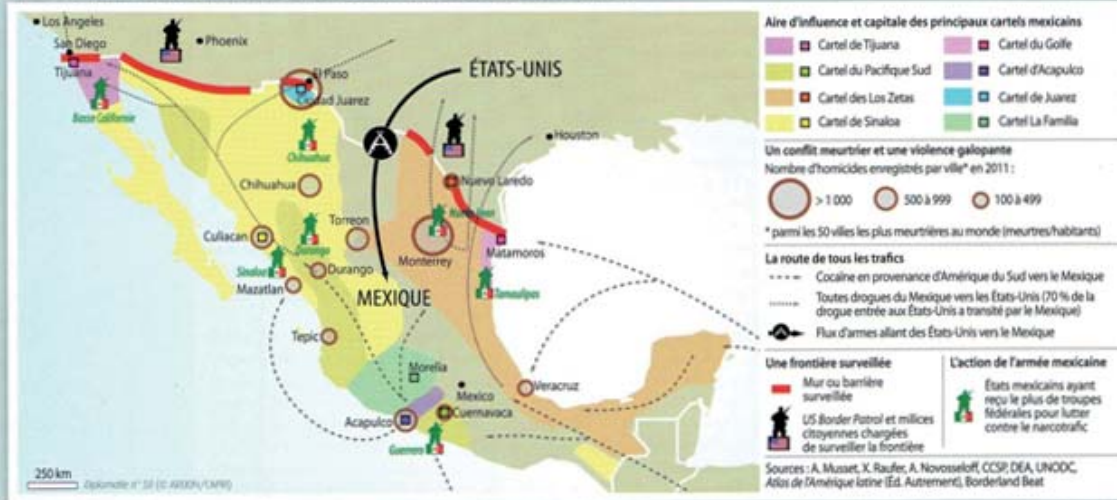
Les trafiquants recrutent chez les pauvres



Source : Instituto nacional de estadística y geografía (Inegi), « México en cifras », 2011.

[Cartels mexicains et narcotrafic, les fléaux du continent américain]

LES CARTELS MEXICAINS, UNE MENACE GRANDISSANTE



L'AMÉRIQUE, UN CONTINENT RONGÉ PAR LE NARCOTRAFIC, LA CORRUPTION ET LES VIOLENCES



Ils sont chaque année des centaines de milliers, attirés par le rêve américain, à tenter de passer aux Etats-Unis par le Mexique, malgré les bandes du crime organisé qui voient en eux des proies.



Des migrants du Salvador tentent d'attraper un train pour la frontière avec les Etats-Unis, à Lecheria, trente km au nord de Mexico (AFP/Acosta).

Fin août dernier, 72 migrants venus d'Amérique centrale étaient retrouvés morts, près de la ville de Reynosa, dans l'État de Tamaulipas, à la frontière nord-ouest du Mexique. Un rescapé a indiqué que les migrants avaient été séquestrés par les Zetas, ces bandes mexicaines du crime organisé, puis tués car ils refusaient de rejoindre leur rang.

Ces migrants étaient au bout d'une aventure de 4 000 kilomètres. Un périple qui commence dans la forêt centraméricaine et qui peut s'achever, pour les plus heureux, dans le désert des Etats-Unis, vers San Diego, San Antonio ou Phoenix. Ce voyage est entrepris chaque année par des centaines de milliers de jeunes hommes et quelques femmes venus du Honduras, du Salvador, du Guatemala ou du Nicaragua. À la poursuite de leur rêve américain, ces immigrés qui n'ont pu s'offrir ni passeport, ni visa, ni avion, traversent le Mexique en s'accrochant aux trains de marchandises. Ces jeunes adultes décrivent « l'enfer » de leur voyage, entre les séquestrations par les bandes du crime organisé, les vols par la police, les chantages de la part des passeurs à la frontière et les risques physiques du train.

« Ces immigrés fuient souvent les "maras" (NDLR : les bandes centraméricaines vivant de la drogue et de la délinquance) dont ils faisaient partie pour certains. Au Mexique, ces Centraméricains découvrent qu'ils ne sont rien. Caïds chez eux, ils deviennent, ici, des victimes », explique Alberto Xicotencatl, directeur de la Casa del migrante (« la maison du migrant ») de Saltillo, l'une des maisons fondées sous l'égide de Caritas et de l'Église catholique mexicaine. Elles hébergent pendant un à trois jours les migrants, le long de leur trajet en train.

Trois jours à travers la forêt

À Mexico, le Guatémaltèque Selvin est à la moitié de son chemin vers la frontière américaine. « Je suis parti il y a un mois et demi. Au Guatemala, j'ai pris des bus, puis j'ai marché trois jours à travers la forêt pour arriver à la frontière mexicaine. C'est un simple chemin, sans contrôle. » Arrivé dans le Chiapas, il a changé sept fois de bus pour ne pas se faire remarquer par l'immigration, puis a attendu plus de dix jours avant que le train ne passe. « Il roulait à 90 km/h quand je suis monté, assure-t-il. Le mieux est de choisir un wagon à céréales. Il y a une plate-forme à l'avant qui protège de la pluie. Le risque est de se faire bercer par le bruit du train et de s'endormir. C'est ça qui fait tomber. »

Tous ces voyageurs – les seuls au Mexique, puisque le train ne transporte ici que les marchandises et les immigrés – parlent du temps qu'il a fait. Gerson, qui vient de San Pedro Sula, au Honduras, décrit le froid de la nuit, la chaleur de la journée, la pluie qui le frappe. Il assure que le bras qui lui manque ne l'a pas gêné pour agripper l'échelle du wagon. Le rêve de « faire un peu d'argent » aux États-Unis, puis de retourner chez eux « construire une maison », « ouvrir un petit commerce » les décide à monter dans ces trains. « Au Guatemala, je peux gagner 4 dollars (3 euros) par jour. Aux États-Unis, ce sera 8 dollars de l'heure », résume Selvin.

Souvent, ils quittent des enfants, confiés, disent-ils, à leurs propres parents. Peu évoquent une épouse. Beaucoup parlent de leur enfance dans la rue. « Le mari de ma grand-mère m'a mis à la rue à 12 ans. Je l'appelais papa. J'ai connu la drogue et les vols. Mais j'ai la tête solide, des pieds et des mains qui peuvent travailler. Je veux apprendre la cuisine aux États-Unis pour ouvrir ensuite un restaurant dans mon pays », explique José Alfredo. Ce Guatémaltèque s'est arrêté, pour l'instant, dans la Casa del migrante de Mexico. Il y aide à la cuisine depuis quelques mois. « Les anciens migrants revenus dans mon pays ont honte de nous dire la vérité sur les risques du trajet. Même s'ils ont vécu le pire, ils diront que tout a été facile. »

A ce stade de la route, les mexicaines et du « crime organisé », comme on nomme les bandes sibles, dont la drogue et par leur mise ou leur ac-



rançonnés par les polices qui monnaient leur silence, risques viennent des autorités

qui leur font payer leur place au haut des wagons. Depuis deux à trois ans, ils sont aussi l'objet de séquestrations. Victor Hugo, autre Guatémaltèque, raconte: « Dans le Chiapas, le train s'est arrêté. Le conducteur était de mèche avec les Zetas. Ils nous ont fait descendre, nous ont conduits dans une maison où nous étions 25 migrants. Ils nous ont battus jusqu'à ce que nous donnions les numéros de téléphone de nos familles au pays ou aux États-Unis. Ensuite, ils les ont appelés et ont menacé de nous tuer si nos parents n'envoyaient pas de l'argent. »

Ce récit peut s'entendre à l'infini au Mexique ces temps-ci. Certains paient, certains sont tués par les Zetas, d'autres arrivent à s'enfuir. Mais, sur le chemin, les migrants peuvent aussi trouver de l'aide. Il y a ces mères mexicaines qui attendent le passage du train pour leur lancer des bouteilles d'eau et du pain, ou ces religieuses qui massent leurs pieds abîmés, dans la Casa del migrante.

On monte 400 km au nord, le long du train, pour arriver à San Luis Potosi. De là, les migrants centraméricains préfèrent rejoindre la frontière par l'est. Le chemin est moins long que par l'ouest, une route choisie par les migrants mexicains qui tentent de passer vers Tijuana, proche de la ville américaine de San Diego. À San Luis Potosi, les passeurs, appelés « coyotes », rôdent autour des migrants. Ils se proposent de leur faire traverser la frontière, vers Piedras Negras, Ciudad Juarez, au-delà du Rio Bravo, moyennant 2 000 dollars (1 430 euros) environ. Des migrants travaillent ainsi quelques mois au Mexique pour trouver l'argent nécessaire. Certains de ces « coyotes » se font passer pour des migrants pour trouver des clients à l'intérieur de la Casa del migrante.

"Coyotes"

Le chemin des « coyotes » ne mène pas toujours aux États-Unis. « J'avais travaillé cinq mois dans une fabrique de chocolat à Mexico pour payer le "coyote". Seulement, c'était un faux passeur. Il m'a séquestré pendant deux mois. Je me suis enfui », raconte John. Aujourd'hui, les « coyotes » rôdent à la frontière et il n'est plus possible à un immigré de la passer sans leur « aide ». Si le migrant ne peut pas trouver d'argent, il peut payer autrement. Le Hondurien Tibuca s'est fait recruter dans la rue à Ciudad Juarez par les Zetas.

« Les chefs de la bande étaient mexicains. Il y avait aussi des Honduriens qui travaillaient pour eux. Ils m'ont entraîné pendant quatre jours, en me faisant nettoyer des armes, en m'apprenant le numéro des codes des différentes drogues qu'ils passent par la frontière. Ils avaient des ordinateurs, des émetteurs radio, des armes lourdes. Ensuite, pendant deux jours, ils m'ont montré la ville et les points stratégiques où agir. » Ensuite Tibuca s'est enfui, on ne saura pas pourquoi. Il est redescendu à San Luis Potosi, sans doute par peur des représailles. Il envisage maintenant d'aller au marché de la ville chercher du travail. Et s'il n'en trouve pas, il ira à l'immigration mexicaine qui se chargera de le rapatrier chez lui, au Honduras.

Ces allers et retours entre la frontière et les villes plus au sud, entre les États-Unis et le Mexique, entre le Mexique et l'Amérique centrale font partie de la règle du jeu. Le Salvadorien José a déjà joué une fois, gagné puis perdu sa mise. Il rejoue aujourd'hui depuis Saltillo, 400 km plus haut que San Luis Potosi. « Il y a sept ans, j'ai fait le voyage en vingt et un jours du Salvador à Los Angeles. À cette époque, à la frontière, les Américains délivraient un permis de séjour de quatre-vingt-dix jours aux Salvadoriens, car nous avons connu un tremblement de terre. J'ai ensuite vécu trois ans dans le Colorado et dans l'Utah. Je travaillais pour un patron salvadorien. Je gagnais 600 dollars (430 euros) par semaine et envoyais chaque mois 300 dollars à ma femme et mes deux enfants. Et puis, un soir, l'immigration m'a contrôlé. Ils m'ont renvoyé chez moi et je ne peux plus revenir aux États-Unis d'une manière légale pendant vingt ans. »

Alors, cet ancien militaire de l'armée salvadorienne, âgé de 39 ans, muni d'une prothèse au-dessous du genou, refait la route mexicaine. « Elle est devenue beaucoup plus difficile. C'est plus dur que la guerre que j'ai menée au Salvador. Là-bas j'avais de quoi me défendre. Ici, je n'ai rien », livre-t-il, avec la détermination du lutteur. Avant Mexico, dans le Chiapas, José a été séquestré par les Zetas.

« Ils ont pris 18 d'entre nous sur le train et nous ont demandé 500 dollars (360 euros) à chacun pour franchir la ville de Mexico. Nous n'avions pas d'argent et avons été séquestrés dans une maison abandonnée. Une semaine après, le chef de la bande est venu. Il a ordonné de libérer les deux otages dont la famille avait payé et moi, à cause de mon infirmité. » Ce chef était lui-même salvadorien et José le connaissait : il était officier de marine dans l'armée de son pays. Libéré, José est allé à la police locale pour les conduire jusqu'à la maison.

« Ils m'ont dit que cela demandait beaucoup de procédures. À la porte du commissariat, il y avait un de mes geôliers. » Au Mexique, par collusion ou par peur, la police bien souvent ferme les yeux devant le « crime organisé. » À la question de savoir si lui aussi pourrait rejoindre les rangs des Zetas, José répond : « Nous n'avons pas tous le même cœur à maltraiter les autres. »

"Rêve américain"

José arrivera peut-être de l'autre côté de la frontière. Son premier séjour l'a conforté dans son « rêve américain ». Il y rejoindra alors son frère, marié à une Américaine. Manuel de Jesus, lui, se cogne à cette frontière comme, la nuit, un papillon à la lumière. Au tout début de son chemin mexicain, la police l'a arrêté. « Elle m'a pris mes vêtements et les 200 pesos (14 euros) que j'avais. Et puis ils m'ont libéré. » Après un mois de train et de traques en tous genres, il est arrivé à Piedras Negras. Là, il savait qu'il n'avait pas d'argent et qu'il accepterait de servir les Zetas.

« Ils m'ont remis un sac à dos avec 35 kg de marijuana. J'ai franchi le fleuve Rio Bravo sur une chambre à air noire de camion. Le Zeta, qui me servait de "coyote", payait. Une fois arrivés sur l'autre rive, il m'a guidé pendant six heures à travers le désert, puis m'a laissé en m'indiquant qu'à deux jours de marche une voiture m'attendrait. Cela a été le cas. Je leur ai donné le chargement de marijuana. Ils m'ont laissé partir en me disant de marcher dans le désert quelques jours pour trouver une ville. Sans eau, je me suis évanoui et c'est l'émigration américaine qui m'a secouru. Ils m'ont renvoyé de l'autre côté de la frontière. »

Aujourd'hui, Manuel de Jesus reprend des forces dans la maison des migrants de Saltillo, avant de repartir vers San Antonio, au Texas : « Là-bas, je sais qu'il y a un croisement entre les rues Buena Vista et Welcome où ils te trouvent du travail. » Pour y arriver, peut-être lui proposera-t-on cette fois de ne porter que 10 kg de cocaïne, c'est le poids requis, ou de conduire un chien à qui l'on a fait avaler des sachets hermétiques de drogue. De toute façon, Manuel de Jesus est certain qu'il sera enterré au Honduras. Par précaution, il a fait tatouer sur son torse son prénom, son nom et son pays. « Quand ils retrouveront mon corps dans le désert, l'immigration américaine pourra me rapatrier chez moi. »

Pierre COCHEZ, à Mexico, San Luis Potosi et Saltillo

http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/Les-migrants-cibles-des-narcos-au-Mexique-_NG_-2010-11-02-558127
(2/11/2010)

Grille d'évaluation

Évaluation des hypothèses

C4 : validation des hypothèses + conséquences				
Critères	Indicateurs	Niveau de maîtrise	Auto évaluation	Évaluation
1. Qualité de l'analyse et de synthèse	1.1. choix de la validation (vrai/faux)			/2
	1.2. validation de l'hypothèse : <ul style="list-style-type: none"> • min. 4 explications • explications correctes et complètes • preuves (documents utilisés pour valider hypothèse) 			/2 /4 /2
	1.3. conséquences de l'hypothèse : <ul style="list-style-type: none"> • min. 2 informations • informations correctes et complètes • preuves 			/1 /2 /1
	2.1. soin et lisibilité			/1
Total compétence C4				/15

Étape 4 : après avoir vérifié les hypothèses

Mise en commun des causes et des conséquences des migrations pour créer un schéma fléché.

Hypothèse 2 : Les Mexicains migrent pour des raisons politiques ?

Peut-on valider l'hypothèse ? Expliquez	Notez le ou les document(s) utilisé(s)
<p>Faux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aujourd'hui, la population d'origine hispanique représente 16 % de la population américaine. C'est la communauté la plus importante aux USA. Dans le Nouveau Mexique, 40 % de la population est d'origine hispanique. La migration des populations d'origine hispanophone existe depuis le 19^e siècle mais a pris de l'ampleur depuis les années 1970. - Obama a été élu grâce notamment à la communauté hispanophone. Les électeurs pensaient qu'Obama auraient mis en œuvre le « Dream Act » (= un projet de loi qui permettait d'accorder la nationalité américaine aux jeunes militaires ou diplômés de l'enseignement supérieur arrivés illégalement sur les territoire des Etats-Unis pendant leur enfance). Les jeunes remplissant les conditions peuvent rester sur le territoire américain pendant 2 ans et ces garanties sont renouvelables. Mais l'administration d'Obama a beaucoup expulsé pendant son mandat. - En 2010, les mexicains sont plus nombreux à quitter les USA qu'a y entrer, cela est du : <ul style="list-style-type: none"> • Au renforcement des contrôles aux frontières et à l'augmentation des reconduites/expulsions. • À la crise économique aux USA (qui touche la construction, l'agriculture, ... secteurs où les migrants sont employés). • Le taux de natalité au Mexique qui diminue (donc les jeunes mexicains sont moins nombreux aujourd'hui). • Les Etats-Unis semblent faire moins rêver. • L'immigration est au cœur de la campagne présidentielle (2012). - Pour diminuer l'immigration, les USA applique une politique des quotas depuis les années 1920 qui évoluent « en fonction du besoin ». 	<p>Doc.1-2</p> <p>Doc.3</p> <p>Doc.4</p> <p>Doc. 5-1</p>
Existe-t-il des conséquences liées à cette hypothèse ?	
<ul style="list-style-type: none"> - Le « cœur » de la campagne électorale de chacun des candidats est tournée l'immigration. Obama essaye de courtiser l'électorat hispanique à l'opposé Mitt Romney défend les « valeurs américaines » donc est contre l'immigration. - La population hispanique est de plus en plus présente en nombre donc certains états possèdent des maires d'origine hispanique, ... donc pourquoi pas un président un jour ? 	<p>Doc.3-4</p>

Hypothèse 3 : Les Mexicains migrent pour des raisons culturelles (ex : rêve américain) ?

<p align="center">Peut-on valider l'hypothèse ? Expliquez</p>	<p align="center">Notez le ou les document(s) utilisé(s)</p>
<p>Vrai et faux à la fois!</p> <ul style="list-style-type: none"> - C'est la première fois depuis la Grande dépression que les USA ne font plus rêver. Pourquoi ? Côté américain : <ul style="list-style-type: none"> • Cela serait dû au renforcement des contrôles à la frontière • Augmentation des expulsions • Faiblesse du marché de travail Côté mexicain : <ul style="list-style-type: none"> • Bonne santé économique mexicaine • Fort déclin démographique (diminution du taux de natalité) • « mieux vaut être chômeur au Mexique qu'aux Etats-Unis », les Mexicains préfèrent vivre dans la précarité que dans la peur. - Le taux de chômage est très élevé aux USA 8,6 % en nov. 2011 - « du melting pot au salad bowl » : les premières migrations étaient plutôt de type melting pot alors qu'aujourd'hui, c'est plutôt salad bowl. - Les territoires du Sud des Etats-Unis appartenaient au Mexique jusqu'au 19^e siècle. Aujourd'hui, ces territoires ont une très grande population d'origine hispanique. Des maires d'origine hispanique soutiennent le vote démocrate (Obama). - L'influence culturelle : Les mexicains migrent : <ul style="list-style-type: none"> • pour permettre à leur enfant d'avoir une bonne éducation (seul 10% des mexicains obtiennent un diplôme universitaire) • pour apprendre l'anglais (même si le niveau n'est pas bon) Les mexicains ont un fort sentiment de fierté culturelle afin de ne pas avoir de complexe face « aux américains ». La plupart, vivent dans des ghettos. 	<p>Doc.1-2</p> <p>Doc.3</p> <p>Doc. 4-5</p> <p>Doc. 6-7</p> <p>Doc.8</p> <p>Doc.9</p>
<p align="center">Existe-t-il des conséquences liées à cette hypothèse ?</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - les mexicains veulent garder leur tradition, leur culture, ... ce qui engendre chez les américains un sentiment de rejet car pas « d'intégration à l'américaine ». - les mexicains ont le sentiment d'être chez eux car le sud des USA appartenait au Mexique jusqu'au 19^e siècle. Toutes les enseignes dans les rues sont en espagnol malgré que l'on soit sur un territoire américain dont la langue est l'anglais. La crainte des américains est de voir disparaître la langue nationale au profit de l'espagnol. D'autant plus que certains états du Sud des Etats-Unis acceptent que l'administration communique en anglais et en espagnol. 	<p>Doc.9</p> <p>Doc.6-7-10</p>

Hypothèse 4 : Les Mexicains migrent pour des raisons sociales (ex : terreur/violence) ?

Peut-on valider l'hypothèse ? Expliquez	Notez le ou les document(s) utilisé(s)
<p>Vrai</p> <ul style="list-style-type: none"> • Même si le taux d'homicide est le même aux Etats-Unis et au Mexique, les cartels de la drogue sont nombreux au Mexique. Ces derniers sont présents dans tout le Mexique et en particulier le long de la frontière Nord du Mexique. La présence de cartels est synonyme de violence, de meurtres, ... la ville la plus dangereuse est Ciudad Juarez. • 50 % de la drogues est destinée aux USA. • Le nombre de décès lié à la drogue à fortement augmenté en 6 ans • Les trafiquant recrutent au Mexique chez les pauvres (dans les états mexicains où le taux de chômage est le plus élevé et où le PIB/hab est le plus faible) • Les narcotraffiquant utilisent les migrants : les migrants latinos (qui viennent d'Amérique latine) sont souvent obligés de rentrer dans un cartels sous peine d'être séquestré, violence, ... 	<p>Doc.1-2-5</p> <p>Doc.3</p> <p>Doc.4</p> <p>Doc.4</p> <p>Doc.5</p> <p>Doc.5</p> <p>Doc.7</p>
<p>Existe-t-il des conséquences liées à cette hypothèse ?</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la frontière USA/Mexique pour empêcher les cartels de progresser aux Etats-Unis. • Le trafic de drogue est lié au blanchiment d'argent et à la corruption qui se fait principalement dans certains pays (Venezuela, Bolivie, Équateur, Nicaragua, ...). • Certains mexicains ont peur pour leur vie et celle de leur famille donc ils n'hésitent pas migrer vers les Etats-Unis si c'est possible. 	<p>Doc. 6</p> <p>Doc. 6</p> <p>Doc. 4</p>

4. Argumentation

Tâche : « Le Pour ou Contre »
une frontière infranchissable et renforcée entre les USA et le Mexique



Vous avez étudié la frontière USA/Mexique sous différents aspects ainsi que les différents acteurs qui y participent. Rassemblez toutes vos connaissances sur le sujet.

Pré requis : documentaire « le grand passage ».

👍 👎

Il n'y a pas si longtemps ...



Aujourd'hui



Frontière renforcée ... jusqu'où les USA vont-ils la rendre infranchissable ?



Images extraites de : Frontière USA/Mexique, Thalassa, Fr3, 2 nov 2012

- **Étape 1** : formation des groupes
- **Étape 2** : choix d'un acteur le long de la frontière USA/Mexique

Voici les différents personnages possibles :
 le choix d'un personnage ne se fera qu'à la fin de la présentation !
 Attention : Le/la journaliste mènera le débat !



Journaliste



Migrant américain



Passeur/Coyote



**Représentant du
gouvernement mexicain**



Chef de cartel



Migrants mexicains



Beta Patrol



**Gouverneur d'un Etat
américain**



**Patron d'une
maquiladoras**





Border Patrol

- **Étape 3 :**
 - Chaque groupe choisi un personnage, puis réfléchit sur les arguments possibles (min. 2) du personnage choisi (10').
 - Chaque groupe décide du membre qui participera au débat.
- **Étape 4 :**
 - La personne qui participe au débat peut déplacer sa chaise et s'installe près du tableau.
 - N'oubliez pas de prendre le carton représentant le personnage que vous représentez.
 - En cas de besoin, mettez une paire de lunettes noires pour éviter d'être reconnu (chef du cartel, passeur, migrant mexicain).
 - Vous n'emportez pas avec vous votre « pense-bête » (arguments). Sinon, la lecture des arguments empêche un débat spontané.
- **Étape 5 :**
 - Jouez votre rôle.
 - Le/la journaliste mène le débat.
 - Le débat sera éventuellement interrompu par une « page de publicité » pour le réorienter.
- **Étape 6 :**
 - Le débat est terminé. Faisons le point sur les arguments de chacun (synthèse).
 - 3 documentaires peuvent permettre d'aller plus loin : « migrations et migrations, désinformation ».

Rem. : un jeu de rôle avec 10 personnages, c'est beaucoup ! mais cela permet pour une classe de 24 élèves d'avoir beaucoup de participants. On pourrait aussi décider de travailler avec moins de personnages. L'idéal est souvent 4-5 personnages autour d'un(e) journaliste. C'est une question de choix !
- **Étape 7 :**
 - Que demander aux élèves :
 - ◇ Soit de noter pour chaque personnage les arguments avancés pendant le jeu de rôle (1).
 - ◇ Soit de donner un avis personnel (2).
 - ◇ Soit faire les 2 consignes ci-dessus (1) et (2).
 - On pourrait aussi demander : (non testé).
 - ◇ D'imaginer de « se mettre dans la peau » d'un des personnages du jeu de rôle ou dans la peau d'un nouveau personnage (ex : Minute Man) et d'argumenter.

Rem. les élèves éprouvent des difficultés à se rappeler les arguments avancés pendant le jeu de rôle malgré la synthèse orale. Il est plus facile de leur demander leur avis personnel.

Exemples d'arguments	
	Le/la journaliste est neutre, pas d'avis !
	<p>Les migrants américains passent facilement la frontière. Suivant son statut les raisons d'aller au Mexique varient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Les jeunes américains » passent la frontière pour aller s'amuser au Mexique et profiter de choses considérées illégales aux USA (ex : boissons alcoolisées, médicaments, drogues, ...). • « Les investisseurs » (cf. patron d'une maquiladoras) : vont créer des maquiladoras afin d'avoir une main d'oeuvre bon marché et peu/pas de taxes sur le territoire mexicain. • « Les retraités américains » s'installent au Mexique car aux USA, ils ne feraient que survivre alors qu'au Mexique « ils vivent bien ». Ils vont une fois par mois aux USA pour retirer leur pension à la banque. <p><u>Si la frontière est renforcée</u> : ils auront plus de difficultés d'aller chercher leur pension ou de retourner au Mexique</p>

	<p>Les passeurs/ « coyotes » : se faire un maximum d'argent en faisant passer des migrants mexicains. Si la frontière est renforcée : ils pourront demander plus d'argent aux migrants pour passer la frontière car les risques sont plus importants.</p>
	<p>Représentant du gouvernement mexicain : défendre les intérêts du Mexique. <u>Si la frontière est renforcée</u> : les migrations devraient peut-être diminuer ou peut-être faire plus de victimes le long de la frontière. Le gouvernement devrait essayer d'attirer les investisseurs et/ou développer son territoire pour donner du travail aux Mexicains. Mais officieusement, il est intéressant d'avoir des compatriotes aux USA car ceux-ci envoient de l'argent à leur famille restée au pays, ce qui génère un gros revenu pour le Mexique. Les cartels de la drogue garderaient et/ou étendraient leur emprise au Mexique.</p>
	<p>Chef de cartel : développer son « entreprise et son marché » <u>Si la frontière est renforcée</u> : il ne pourrait pas étendre, ou avec plus de difficultés, son marché sur le territoire américain et il aurait plus de difficultés à faire passer des migrants avec de la drogue.</p>
	<p>Migrants mexicains : la vie est difficile au Mexique. Il rêve d'une vie meilleure (« rêve américain ») ailleurs (USA). Ils veulent rejoindre leur famille qui est déjà aux USA. <u>Si la frontière est renforcée</u> : ils auraient encore plus de difficultés de passer la frontière. Il y aurait encore plus de morts et/ou de victimes le long de la frontière. Le prix du passage de la frontière (avec les « coyotes ») serait encore plus élevé. Les mexicains ne pourraient plus fuir les cartels de la drogue et en seront encore plus victimes !</p>
	<p>Beta Patrol : aider les migrants, donner des conseils, ... <u>Si la frontière est renforcée</u> : la Beta Patrol devra encore être plus vigilante pour aider et renseigner les migrants car les risques pour passer la frontière seront encore accrus. La Beta patrol risque d'être impuissante face aux victimes.</p>
	<p>Le gouverneur d'un État américain : défendre les intérêts américains. <u>Si la frontière est renforcée</u> : il devrait y avoir plus d'arrestations de migrants ou victimes. Les migrants trouvant de nouveaux moyens pour passer la frontière, les Etats devront adapter leur matériel, augmenter le nombre de gardes, ... A court terme, les crises économiques ont un impact sur les migrations car les migrants ne trouvent plus de travail !</p>
	<p>Patron d'une maquiladoras : développer son entreprise et ses bénéfices. <u>Si la frontière est renforcée</u> : cela ne devrait normalement rien changer car l'installation de maquiladoras permet au Mexique d'avoir du travail pour la population. Pour les américains, les maquiladoras devraient éviter ou diminuer les migrations mexicaines vers les USA. Si les maquiladoras quittent le territoire mexicain, c'est que les avantages pécuniaires pour les USA ne sont plus suffisants.</p>
	<p>Border Patrol : arrêter les migrants mexicains. <u>Si la frontière est renforcée</u> : ils devraient dans un premier temps avoir plus d'arrestations, de victimes et/ou de morts. Les migrants vont certainement trouver de nouvelles astuces pour passer la frontière et la Border Patrol devra s'adapter.</p>

5. Séquence d'évaluation

FRONTIÈRE GRÈCE ET TURQUIE

Pour répondre à ce dossier :

- vous pouvez utiliser l'atlas et les fiches outils.
- vous utiliserez le dossier documentaire qui suit.
- vous visionnerez les extraits vidéo : (prise de notes à rendre avec ce dossier).

Immigration clandestine Un mur de barbelés érigé entre la Grèce et la Turquie (Euronews, 13/05/2012, 10')

La Grèce se paye son mur anti-clandestin (UNHCH, 08/02/2012, 6')

Doc. 2



Extrait d'Euronews, Greece anti-immigrant fence, mai 2012

Doc. 1



<http://www.twylah.com/fbardeau/tweets/179834644097806338>

Doc. 4 : **Défense de l'Europe :**
Fin de l'érection du mur frontière
entre la Grèce et la Turquie
19 décembre 2012
ATHÈNES
(NOVOpress/Bulletin de réinformation)

La Grèce a achevé la construction d'un mur permettant de protéger sa frontière avec la Turquie.

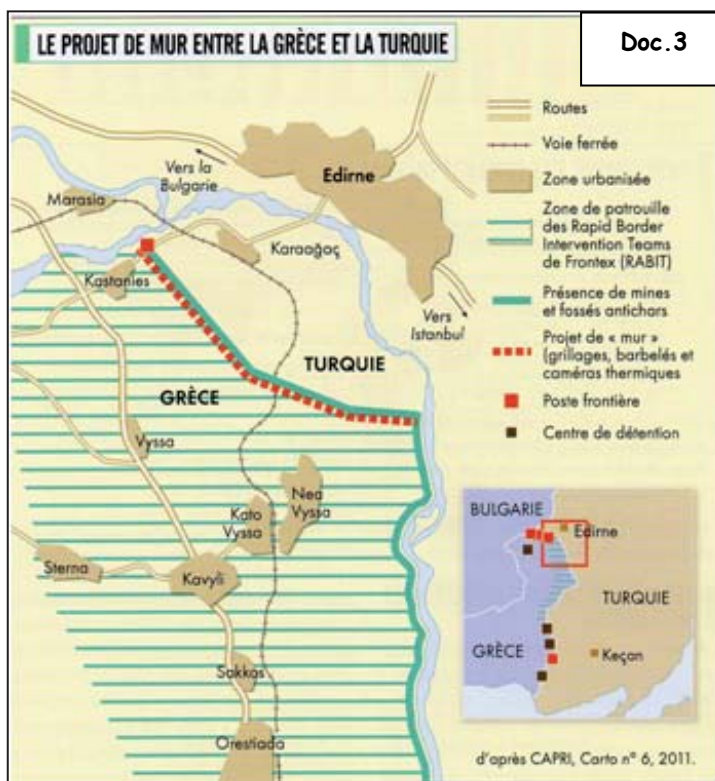
Ce mur avait fait l'objet de vives critiques de la part de pays européens qui dans le même temps entravaient, par les restrictions budgétaires imposées, le travail des forces de douane grecques. Les critiques s'étaient faites encore plus vives de la part des organisations de défense des "droits de l'homme" et de l'immigration clandestine, dès l'annonce de la construction en 2010.

Ce mur de 10 kilomètres de long a pour objectif de juguler l'immigration clandestine dans la péninsule. Il barre le passage dans une région où aucun obstacle physique naturel n'est présent. Des voies restent accessibles pour les clandestins dont la voie maritime (mais qui est plus difficile et plus dangereuse).

Néanmoins, on constatera que la Grèce, au beau milieu d'une crise sans précédent dans l'époque moderne est la seule à prendre ses responsabilités en tant que pays frontière de l'Union européenne.

<http://fr.novopress.info/128475/defense-de-leurope-fin-de-lerection-du-mur-frontiere-entre-la-grece-et-la-turquie/#prettyPhoto>

Doc. 3



Catherine Wihol de Wenden, 2012, Atlas des migrations
(un équilibre mondial à inventer), Éditions Autrement, Paris, p. 33

Doc. 5

46 000 demandes d'asile en souffrance

De nombreuses organisations soulignent régulièrement les "défaillances structurelles importantes" de la procédure d'asile en Grèce, pourtant un droit fondamental dans l'Union européenne. Les demandeurs sont systématiquement placés en détention, éventuellement brutalisés par la police, relève la CEDH. Avec, au final, un espoir infime de voir leur demande d'asile aboutir.

<http://fr.myeurop.info/2012/02/08/la-grece-se-paye-son-mur-anti-clandestins-4524>

Doc. 6



Extrait d'Euronews, Greece anti-immigrant fence, mai 2012

Doc. 7

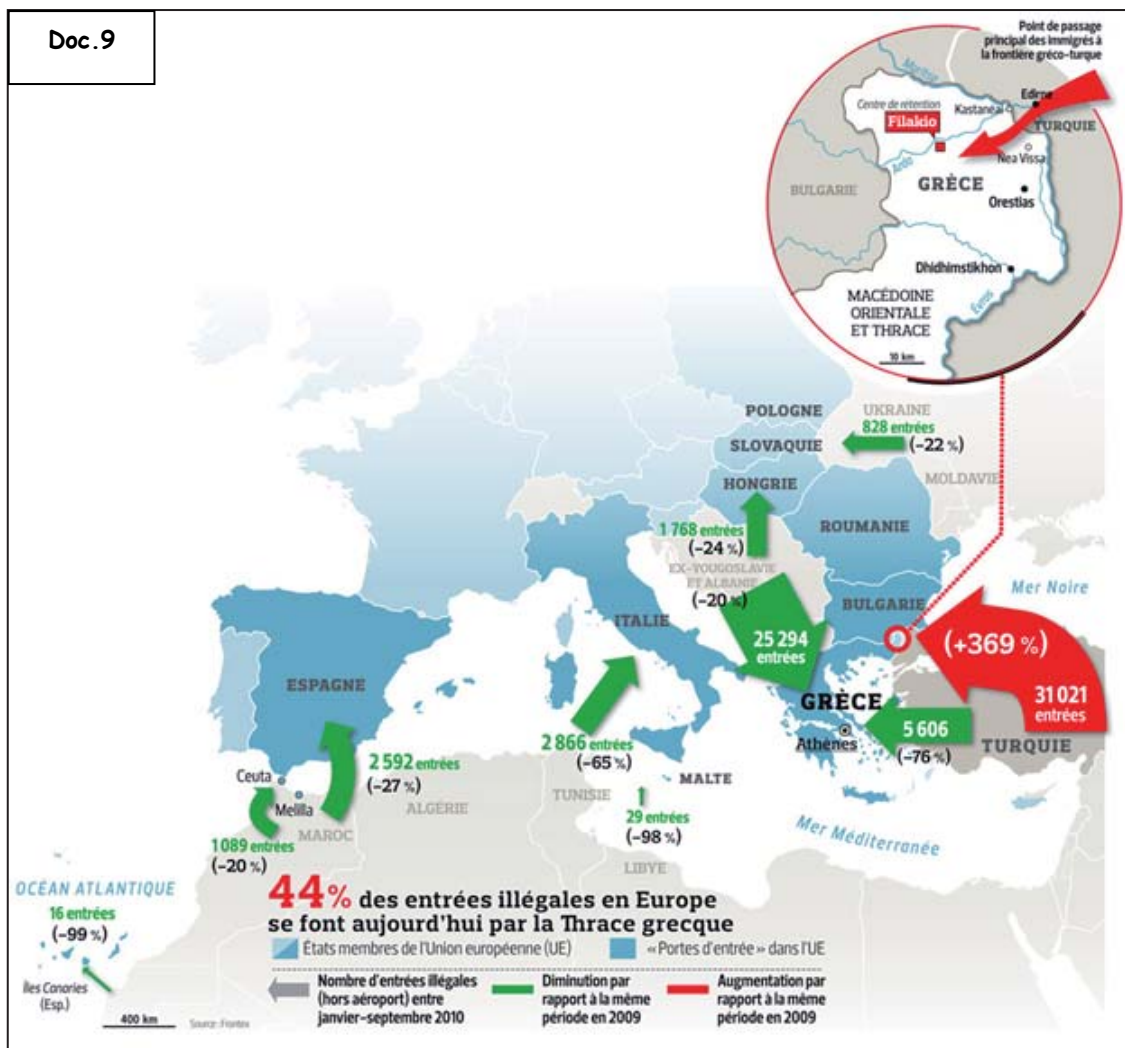


<http://www.mediapart.fr/journal/international/070111/apres-les-camps-les-murs-pour-arreter-les-migrants>

Doc. 8



<http://www.courrierinternational.com/article/2011/01/12/le-mur-contre-les-clandestins-est-indispensable>



<http://www.lefigaro.fr/assets/images/INTER-201048-Europe-immigration-Grece-Turquie.jpg>

Un nouveau mur de la honte en Europe ?

Le gouvernement grec a annoncé cette semaine la construction d'un mur de 12,5 km de long dans la région du fleuve Evros, les villes d'Orestiasa et de Vissa, afin de surveiller et stopper l'arrivée des clandestins, avec toute une panoplie de barbelés, caméras thermiques et autres capteurs ultrasensibles.

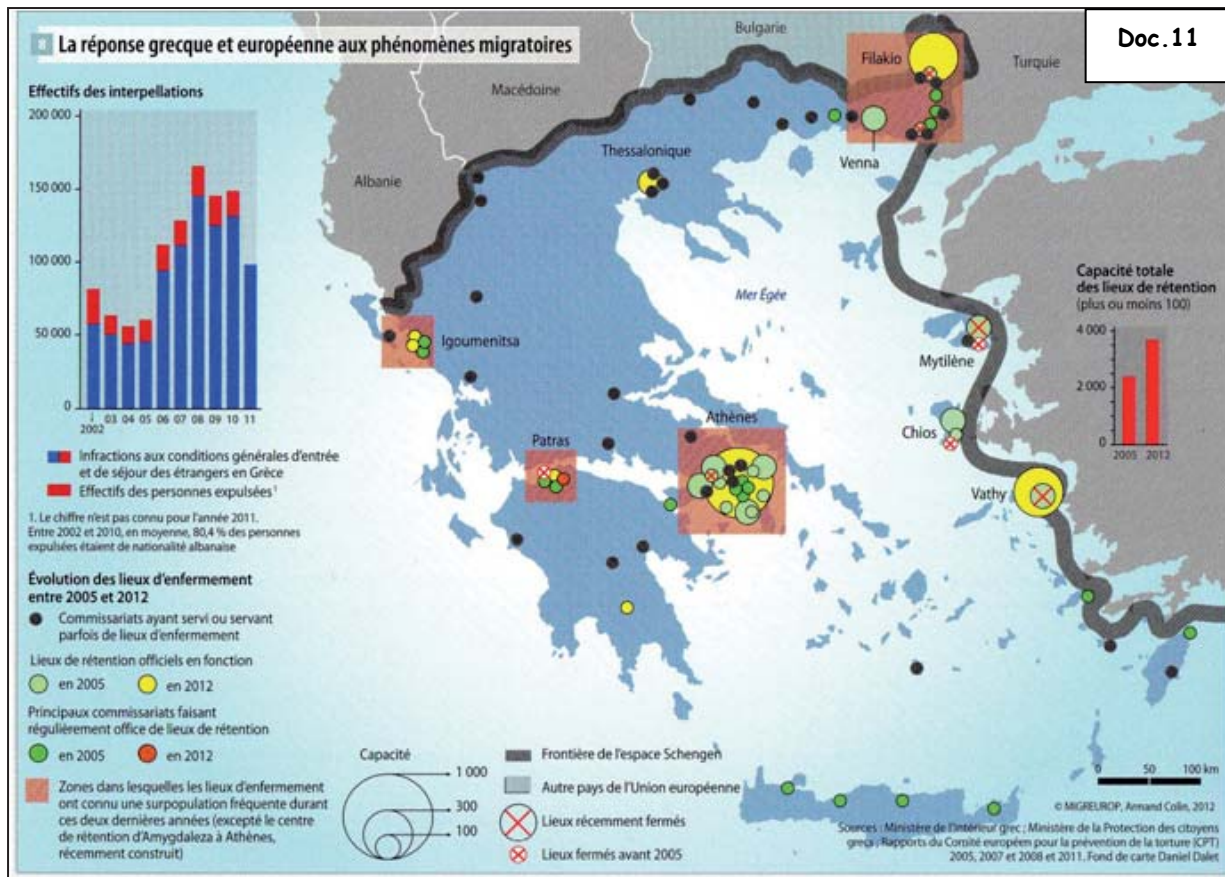
90 % des migrants arrivant en Europe aujourd'hui passent en effet par la Grèce et, pour quasiment la moitié d'entre eux, par cette frontière terrestre gréco-turque de Thrace. Cette situation s'explique par le durcissement des contrôles aux frontières opérés aux Canaries, puis à Malte et autour de l'île italienne de Lampedusa, qui font que les passeurs et les migrants cherchent d'autres voies d'accès pour pénétrer dans la « forteresse Europe ».

Or, ce type de politique restrictive ne tarit pas la source de ces mouvements de populations ; elle ne fait que déplacer le problème un peu plus loin, en incitant les migrants – parmi lesquels se trouvent de nombreux Irakiens, Somaliens ou Afghans – à prendre chaque fois plus de risques pour faire ce long voyage.

Comme le dit très justement la Commission européenne, « les clôtures et les murs se sont révélés par expérience être des mesures à très court terme, qui n'aident pas vraiment à régler et à réguler les défis migratoires de manière structurelle ».

Mise sous pression par la crise économique, la Grèce se défend de ne pas avoir les moyens financiers pour assurer l'accueil de ces personnes et la faillite du pays n'a rien arrangé. C'est exact. Mais déjà bien avant la crise ce pays faisait office de très mauvais élève quant aux conditions d'accueil prévues pour les migrants...

<http://www.sylviegillaume.eu/2011/01/un-nouveau-mur-de-la-honte-en-europe/>



In Carto, n°14 (nov-déc. 2012), Dossier forteresse Europe ? L'itinéraire des migrants vers l'UE, p. 20.

La Grèce, porte d'entrée des clandestins

Aux routes qui rejoignent l'Espagne ou l'Italie, les passeurs préfèrent celle menant d'Istanbul à la frontière turco-grecque.

Tous les matins, vers 10 heures, les employés de la compagnie Ktel garent leur bus devant l'entrée du centre de rétention de Filakio, petit village de la Thrace grecque. Une heure plus tard, les portes du centre s'ouvrent et les immigrés clandestins récemment arrêtés après être venus illégalement de la Turquie voisine commencent à défiler pour prendre leurs tickets. Ils connaissent le prix affiché sur les vitres de la cahute : c'est 60 euros, ou 85 dollars, pour rejoindre en onze heures Athènes et ainsi poursuivre un voyage commencé, plusieurs semaines plus tôt, en Afghanistan, en Irak, en Algérie ou en Afrique subsaharienne.

Quatre-vingt-dix pour cent des immigrés arrivant en Europe aujourd'hui passent par la Grèce et, pour quasiment la moitié d'entre eux – environ 39 000 depuis le début de l'année –, par cette frontière terrestre gréco-turque de Thrace. Chaque nuit, entre 120 à 350 clandestins sont arrêtés, non loin de la ville d'Orestiada, sur les 12,5 km de champs de cette frontière pour le reste délimitée par le fleuve Evros, où les passeurs sont plus vulnérables et qu'ils hésitent désormais à franchir en Zodiac avec leur « cargaison humaine ».

La scène se répète quotidiennement à Filakio. Après avoir payé 600, 1 500 ou 3 000 euros leur transit clandestin jusqu'à la Grèce via Istanbul, la plaque tournante de ce trafic, certains ont encore assez d'argent pour prendre le bus jusqu'à Athènes. Telle Shamaz, une jeune Afghane de 23 ans, enceinte, qui rêve, avec Kokal, son mari à ses côtés, de fonder une famille en Europe. Telle la Congolaise Karine, qui dit fuir la misère. Elle ne sait pas vraiment ce qu'elle fera à Athènes où, assure-t-elle, « personne ne (l)'attend ». Mais dans son esprit, la capitale grecque ne sera qu'une étape vers la France, l'Allemagne ou l'Angleterre.

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/12/01/01003-20101201ARTFIG00721-la-grece-porte-d-entree-des-clandestins.php>

Doc. 14

Doc. 13



http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/09/07/turquie-les-migrants-en-quete-de-nouveaux-passages-vers-l-ue_1757098_3214.html



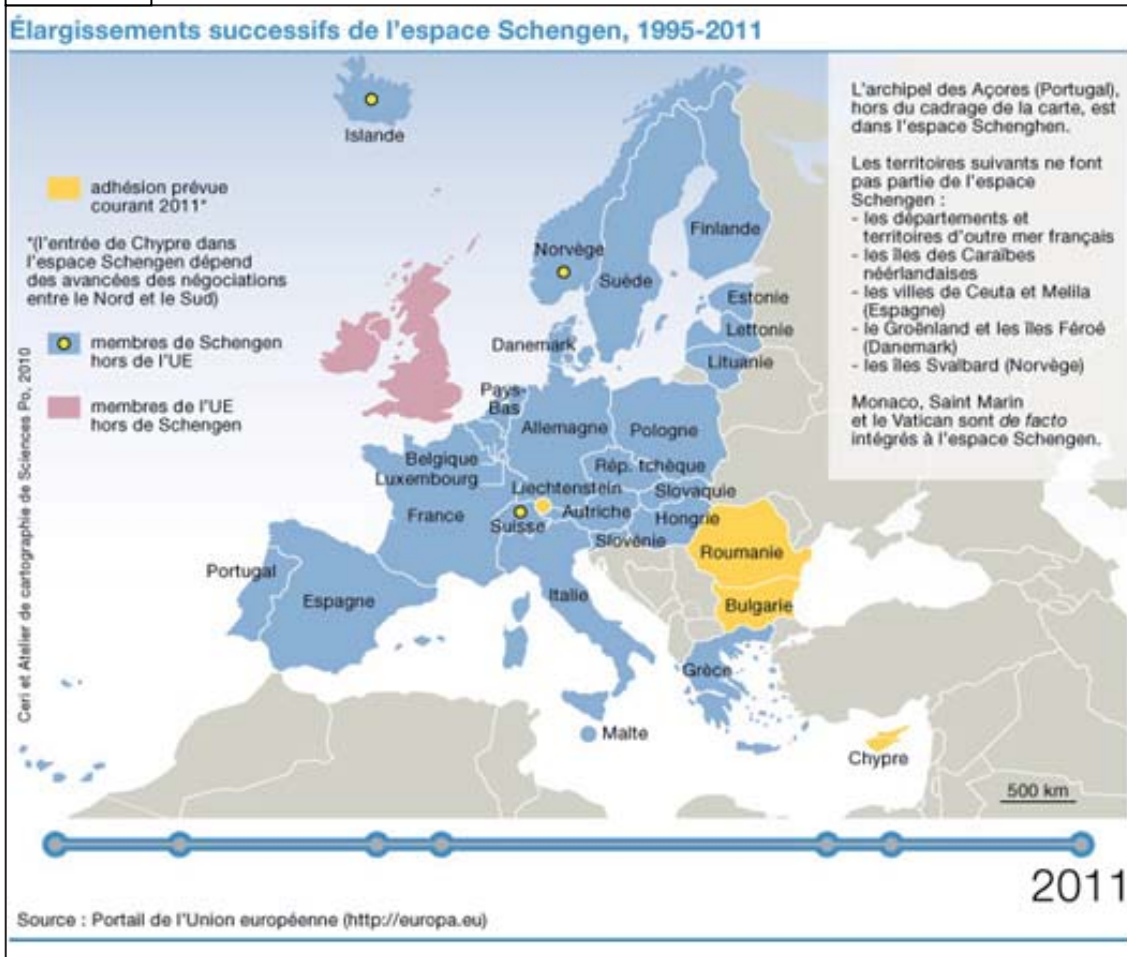
Doc. 16

Schengen en bref

« La coopération Schengen, qui débute en 1985 hors du cadre communautaire, instaure un espace de libre circulation des personnes entre les États signataires et associés (suppression des contrôles aux frontières intérieures) tout en garantissant une protection renforcée aux frontières extérieures de cet espace. L'espace Schengen compte 26 membres. Au total, font partie de l'espace Schengen 22 des États membres de l'Union européenne (Royaume-Uni et Irlande n'y participent pas) et 4 pays associés (Islande, Norvège, Suisse, Liechtenstein). »

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/ue-citoyennete/citoyennete-europeenne/qu-est-ce-que-espace-schengen.html>

Doc. 15



La Grèce a commencé la construction de la clôture à la frontière avec la Turquie, devenue l'une des principales portes d'entrée clandestine en Europe. Athènes est débordée par l'afflux de migrants et sa politique d'asile totalement défailante. Bruxelles refuse de participer.

Pas un centime de l'Europe pour financer la clôture de 12,6 kilomètres à la frontière greco-turque. La Commission refuse d'apporter son soutien à ce projet, qu'elle juge inefficace, et met en garde Athènes contre toute violation des droits de l'Homme.

« J'ai dit non à la demande de financement de la Grèce pour la clôture à Evros, car elle est plutôt inutile » explique la commissaire Cecilia Malmström, chargée des Affaires intérieures et des migrations dans un commentaire sur son compte Twitter. Il serait préférable « de se recentrer sur une réforme structurelle des demandes d'asiles et sur la gestion des frontières ».

« Les murs et les clôtures sont des solutions de court-terme et non pas des mesures à même de résoudre le problème » ajoute son porte-parole.

La Grèce doit recevoir 90 millions d'euros de l'UE en 2012 pour l'aider à faire face aux problèmes posés par l'afflux de demandeurs d'asile et de migrants, mais ces financements ne pourront pas être utilisés pour construire la clôture à la frontière avec la Turquie.

Un mur réclamé par la France

« Il s'agit d'un ouvrage à valeur pratique et symbolique (...) pour décourager la migration clandestine et envoyer le message que l'on ne rentre pas en Grèce comme dans un moulin » a déclaré lors d'une visite sur place le ministre pour la protection des citoyens Christos Papoutsis, cité par l'agence de presse grecque Ana. Il y a un an, alors ministre en charge de l'immigration, il avait déjà qualifié d'"hypocrisie" les inquiétudes de la Commission européenne, alors que la Grèce est critiquée depuis des années au sein de l'UE pour ne pas avoir suffisamment sécurisé ses frontières. La construction de cette clôture a ainsi été réclamée par plusieurs États, en particulier par la France. Les mesures qui sont engagées, dès lors qu'il ne s'agit pas de restaurer le Mur de Berlin, vont dans le bon sens et nous les soutenons, assure Brice Hortefeux, alors, lui aussi, chargé de l'immigration, en janvier 2011 - au moment de l'annonce de la construction du mur destiné à freiner le flux de migrants qui transitent par la Turquie et entrent illégalement en Grèce pour ensuite gagner les autres pays de l'UE. Or, la Grèce est débordée par l'afflux de migrants et sa politique d'asile totalement défailante.

Un tiers des entrées irrégulières recensées dans l'UE

Le chantier, annoncé depuis des mois et chiffré à 5,498 millions d'euros (7,17 millions de dollars) prévoit une double rangée de barbelés de 2,5 mètres de haut surmontée de 25 caméras thermiques. Il devrait être achevé en septembre prochain. En 2011, quelque 55 000 arrestations de migrants ont été enregistrées dans la zone frontalière d'Evros, en augmentation de 16,77 % par rapport à 2010, selon les autorités grecques. Entre 2009 et 2010, le nombre total de passages (par terre ou par mer) entre la Turquie et la Grèce avait explosé de 45 %, selon le rapport de Frontex, l'Agence européenne aux frontières. À un rythme moyen de 300 par jour, ces arrivées clandestines ont représenté en 2011 dernier le tiers des entrées irrégulières recensées dans l'UE, d'après les chiffres de Frontex.

Au cours du mois de janvier 2012, quelques 2.800 migrants ont tenté leur chance, loin des 6 000 passages mensuels pendant les mois d'été. La majorité est originaire du Pakistan et du Bangladesh, et la plupart demandent l'asile ou le statut de réfugiés politique. Les clandestins en provenance de l'Afrique du Nord forment le deuxième groupe le plus important, rappelle le site EU Observer.

A passage facile – terrain plat, zones peu habitées des deux côtés de la frontière –, prix moins cher pratiqué par les passeurs : dans la région de l'Evros, les candidats à l'immigration clandestine ne déboursaient qu'entre 500 et 600 euros, une somme qu'il faut multiplier par trois ou quatre pour un passage par la mer. Un passage pourtant autrement plus périlleux – près de 1 500 personnes sont mortes noyées l'an passé en tentant de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations de fortune.

La traversée du fleuve Evros n'est pas sans risque non plus : depuis le début de l'année, une Africaine et un Palestinien sont morts et six personnes, dont une fillette afghane, ont été portés disparus en tentant de franchir le cours d'eau, rapporte l'AFP.

Le piège des accords de Dublin

Depuis le renforcement des frontières maritimes de l'UE et la signature d'accords de rapatriement

ments par l'Espagne et l'Italie, l'est de la Grèce est devenue la principale porte d'entrée des clandestins en Europe. Cette « route » est d'autant plus attractive que la Turquie a levé la demande de visas pour de nombreux pays : de nombreux candidats prennent désormais un avion low-cost pour Istanbul, et de là rejoignent en deux heures la frontière terrestre du Nord de la Grèce.

Or, le pays n'a absolument pas les moyens de faire face à un tel afflux. Déjà critiquées avant le début de la crise économique, et piégée par les accords de Dublin II – qui prévoient que les demandes d'asile soient traitées dans le premier pays où les migrants posent le pied –, les autorités grecques sont désormais totalement dépassées. Et visiblement peu soucieuses de faire des efforts.

« Crise humanitaire »

Dés septembre 2010, le Haut-commissariat aux Réfugiés (HCR) de l'ONU a appelé l'Union européenne à aider la Grèce, la jugeant confrontée à une « crise humanitaire ».

Amnesty international a publié en mars 2010 un rapport accablant sur la question. Un autre rapport, signé Human Rights Watch et publié en septembre 2011, décrit les conditions de détention des migrants dans de nombreux centres en Grèce : « Eaux d'égout répandues sur le sol », « odeur (...) difficile à supporter », surpeuplement, enfants séparés des parents... Liste non exhaustive.

Athènes a déjà été condamnée en juin 2009 pour ses conditions de détention dégradantes par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). La Belgique a également été condamnée, le 21 janvier 2011, à verser 20 000 euros – à titre de dédommagement – à un demandeur d'asile afghan renvoyé en Grèce. Les juges européens ont, en effet, considéré que le renvoi du demandeur allait à l'encontre des droits de l'Homme. Dans la foulée, plusieurs pays européens – mais pas la France – ont suspendu les renvois de réfugiés vers la Grèce.

46 000 demandes d'asile en souffrance

De nombreuses organisations soulignent régulièrement les « défaillances structurelles importantes » de la procédure d'asile en Grèce, pourtant un droit fondamental dans l'Union européenne. Les demandeurs sont systématiquement placés en détention, éventuellement brutalisés par la police, relève la CEDH. Avec, au final, un espoir infime de voir leur demande d'asile aboutir.

D'après les chiffres Eurostat, 16 440 décisions d'asile (en première instance et en appel) ont été prises en 2009 pour... 210 réponses favorables – soit un taux de 1,3 %. Avec ses 19 % (toutes décisions confondues, en 2010), la France passerait presque pour un eldorado.

En 2010, toujours selon Eurostat, le nombre total de décisions en première instance prises par les autorités grecques est tombé à 3 455 (près de 4 fois moins que l'année précédente), pour 105 réponses positives – soit un taux phénoménal de... 3 %.

Mais, la Grèce est accablée et accablante. Idil Atak, de l'université canadienne McGill, a constaté que « les demandes ne sont enregistrées que les samedis à raison de 50 à 60 dossiers par semaine ». A ce rythme, il faudrait, au mieux 15 ans rien que pour examiner les 47 000 demandes d'asile en souffrance!

<http://fr.myeurop.info/2012/02/08/la-grece-se-payee-son-mur-anti-clandestins-4524>

La construction du "mur de la honte" à la frontière gréco-turque, s'explique par le désarroi des autorités face à une immigration massive que la Grèce, en pleine crise économique, peine à intégrer.

Une analyse de notre correspondante à Athènes.

La construction d'un mur de barbelés de 12 kilomètres à la frontière gréco-turque n'y changera sans doute pas grand-chose. Mais, accusée par ses partenaires européens d'être un "pays passoire", la Grèce ne sait plus comment faire face une immigration clandestine en forte expansion: 125 145 arrestations ont été enregistrées aux frontières en 2009.

Les conditions de vie dans les centres de rétention sont régulièrement dénoncées comme inhumaines par les organisations humanitaires, les incidents xénophobes plus ou moins graves se multiplient, et il arrive que les jardins d'enfants soient interdits aux enfants étrangers. Comment la Grèce en est arrivée là ?

Un pays d'émigration devenu un pays d'immigration

Jusque dans les années 80, la Grèce était un pays d'émigration (en Allemagne, où il y a eu jusqu'à 700 000 émigrés, Belgique, États-Unis, Canada, ou encore, Australie).

Devenu un eldorado pour ses voisins balkaniques, après son intégration dans l'Union européenne en 1981 et, surtout, depuis les années 90 avec la chute du mur de Berlin qui lui a ouvert les portes de l'Europe orientale, elle est devenue un pays d'immigration, pour une constellation de nouveaux migrants: Russes du Pont (Russes de la mer Noire) ou Epirotes d'Albanie pouvant se targuer d'une ascendance hellénique, Égyptiens ou Syriens sous contrats binationaux et arrivants des pays de l'Est: Polonais d'abord, Bulgares, Roumains, Moldaves, Ukrainiens et, surtout, Albanais.

Du "miracle économique" à la crise

La Grèce du "miracle économique", sans aucune infrastructure, ni préparation administrative, a pu accueillir tous ces émigrés – évalués à un million et demi pour une population totale de 11 millions d'habitants –, car le marché de l'emploi (formel et informel) était demandeur du fait d'une croissance dopée par la manne à gogo des subventions européennes et Jeux olympiques en 2004.

Cet appel d'air a attiré aussi d'autres populations, chacune se spécialisant dans un domaine: les Indiens dans les fermes marines, les Pakistanais dans les cultures maraîchères, les Philippines dans les aides à la personne. Le mode de vie "à la grecque" – soleil, relations informelles et petites combines – a permis une rapide intégration. La preuve en est le pourcentage élevé (parfois plus de la moitié) d'enfants d'origine étrangère dans les écoles, contrepoids démographique bienvenu pour faire face au très faible taux de natalité des Grecs (le plus bas d'Europe). Sans pour autant que la condition sociale de ces émigrés ait été rose: travail au noir, peu ou pas de couverture sociale, humiliations quotidiennes, quasi-impossibilité de naturalisation.

Deux phénomènes ont changé la donne:

- La terrible crise économique qui frappe la Grèce, soignée à coups de politiques de rigueur, a rendu encore plus difficiles les conditions de vie des plus vulnérables, que sont le plus souvent les immigrés. Chômage et baisse du pouvoir d'achat ont fait perdre à beaucoup de ceux qui étaient légaux leurs droits de résidence. Certains sont repartis, d'autres survivent dans des conditions toujours plus précaires.
- La quasi-fermeture des autres portes d'entrée en Europe, l'arrivée exponentielle ces deux dernières années de migrants venus d'Asie (Afghans, Kurdes, Irakiens, ...) et d'Afrique (beaucoup du Maghreb), d'abord par voie maritime, puis désormais par la voie terrestre de la frontière avec la Turquie (125 145 arrestations aux frontières en 2009). Ces clandestins pris en charge par des réseaux mafieux très organisés, considèrent la Grèce comme un pays de transit avec comme destination finale l'Angleterre ou l'Allemagne, mais se retrouvent piégés avec la circulaire européenne dite "de Dublin", qui permet le rapatriement des migrants dans le premier pays européen abordé.

Ce panorama n'excuse en rien la décision de construire ce "mur de la honte" à la frontière gréco-turque, mais elle explique le désarroi des autorités grecques face à un phénomène qui les dépasse. Le cas grec montre la nécessité urgente d'une véritable politique migratoire européenne autre que celle d'une Europe-forteresse.

<http://fr.myeurop.info/2011/01/05/pourquoi-athenes-erige-le-mur-de-la-honte-955>

FRONTIÈRE GRÈCE/TURQUIE COMMENT PEUT-ON EXPLIQUER LA CRÉATION D'UN MUR ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE ?

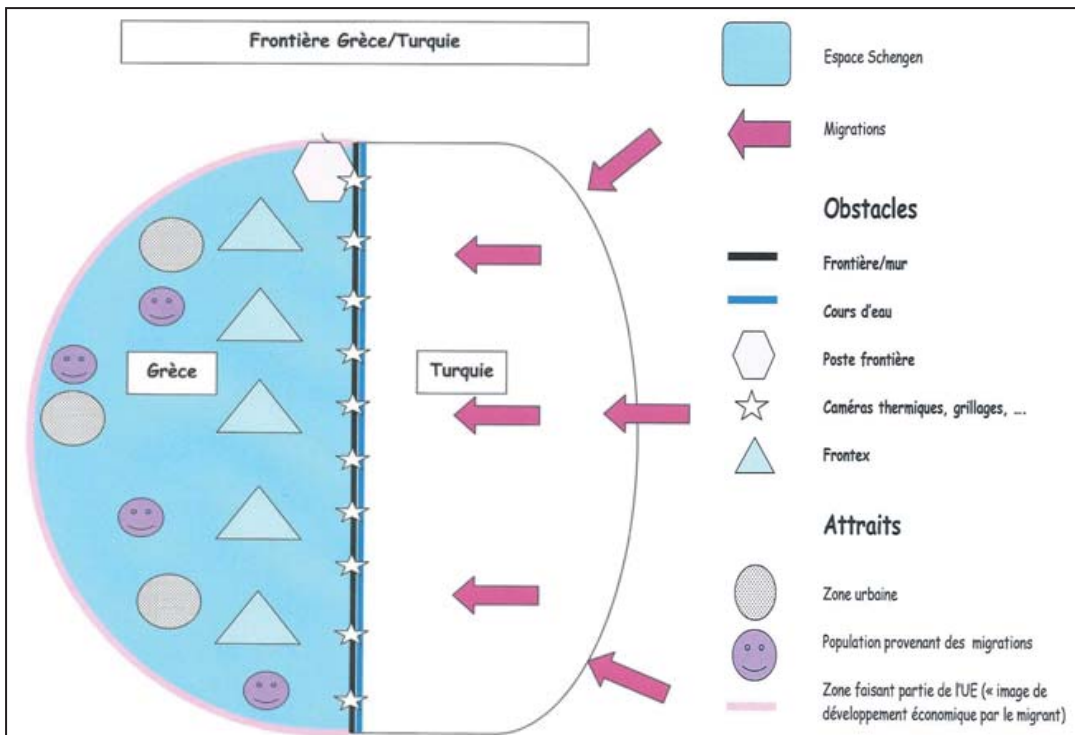
1. Localisez sur la carte :
Pays concernés par le mur (nom + délimitation), mur, pays portes d'entrée dans l'UE
(min. 4), espace Schengen
Faites une légende.



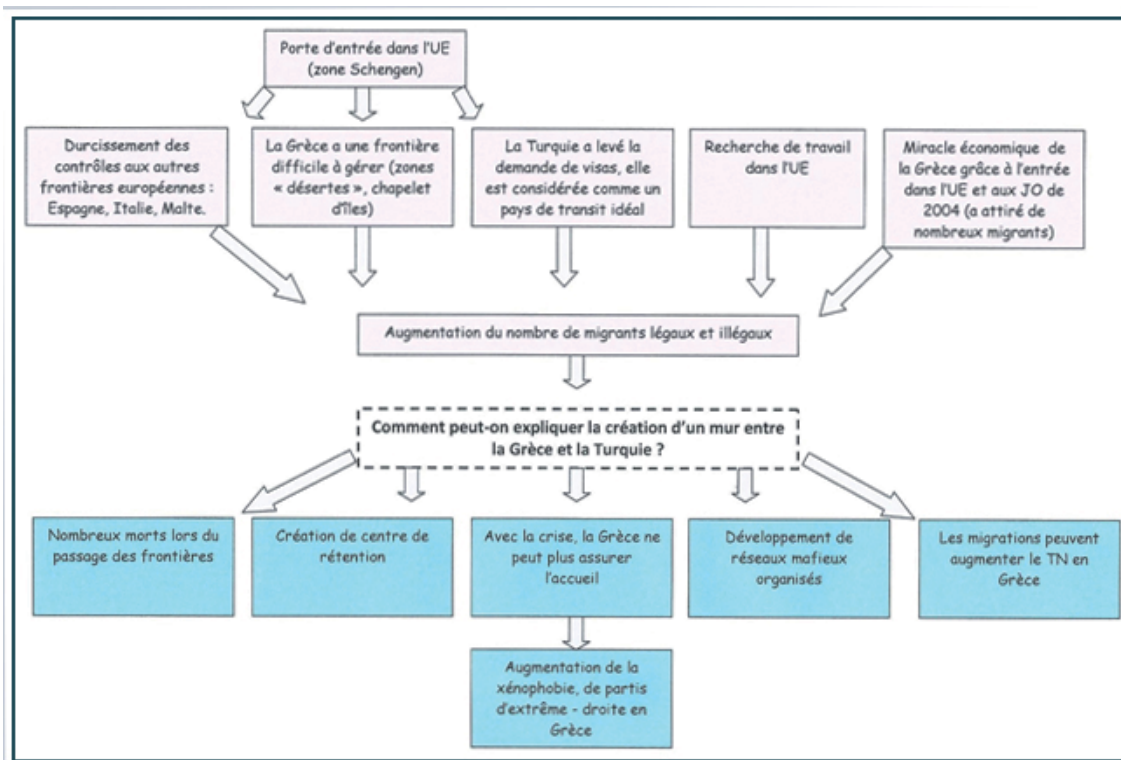
http://d-maps.com/carte.php?num_car=2232&lang=fr

- Faites un croquis de la problématique.
N'oubliez pas de faire une légende et de noter un titre.

Voici un exemple de croquis.



- Quelles sont les causes et les conséquences de la problématique (= comment peut-on expliquer la création d'un mur entre la Grèce et la Turquie ?). Faites un schéma fléché.



FRONTIÈRE GRÈCE TURQUIE

Critères	Indicateurs	Niveau de maîtrise	Auto-évaluation	Pondération
Traitement de l'information (C1)	<ul style="list-style-type: none"> • Prise de notes (vidéo) (min. 4 info) • Localisez la problématique : <ul style="list-style-type: none"> - Pays concernés par le mur (nom + délimitation) - Mur 			/4
Mettre en relation l'information (C2)	<ul style="list-style-type: none"> - Pays portes d'entrée dans l'UE (min. 4) - Espace Schengen - La carte possède une légende correcte et complète 			/1 /1 /1 /1 /2
Qualité de synthèse (C4)	<ul style="list-style-type: none"> • Croquis de la problématique • Schéma fléché de la problématique 	Cfr. feuille suivante Cfr feuille suivante		/15 /15
Total par compétence C1 - C2 C4				/10 /30
Total				/40

Croquis (C4)				
Critères	Indicateurs	Niveau de maîtrise	Auto-évaluation	Pondération
1. Qualité de l'analyse	1.1. au moins 4 repères géographiques sont mentionnés et correctement situés.	0,5 par repère correctement identifié. 1 pt par élément descriptif correctement identifié		/2
	1.2. au moins 5 éléments de description sont mentionnés			/5
2. Qualité de la synthèse	2.1. sur le croquis : les éléments sont bien situés les uns par rapport aux autres			/2
3. Qualité de la communication	3.1. présence du titre (quoi, où)			/1
	3.2. légende : <ul style="list-style-type: none"> • choix des figurés, couleurs • structure (classement, regroupement) 			/2 /1
	3.3. soin, lisibilité			/1
	3.4. vocabulaire spécifique et intelligibilité			/1
Total				/40

Schéma fléché (C4)				
Critères	Indicateurs	Niveau de maîtrise	Auto-évaluation	Pondération
Qualité de l'analyse		1 pt par élément		/6
	Conséquences correctement identifiées et notées (min. 4)	1 pt par élément		/4
Qualité de la synthèse	Liens de causalité cohérente (min. 2)	-0,5 pt par faute		/1
Qualité de la communication	Titre (quoi, qui)			/1
	Respect de la grammaire schématique (voir FO) (logique des flèches)			/1
	Choix des mots clés et précision de la formulation			/1
	Mise en page - Lisibilité - Soins			/1
Total				/15

6. Les savoirs sur les migrations

Article 1



Migrations et faible croissance

Demetrios G. Papademetriou

Ouvrières chinoises dans une usine textile en Roumanie.

Les mouvements mondiaux de travailleurs vont changer avec la persistance de la crise dans les pays avancés

L'IMMIGRATION illégale, de longue date à l'ordre du jour des relations entre les États-Unis et le Mexique, perd de son intensité. Les flux migratoires nets en provenance du Mexique sont proches de zéro, et les arrestations d'immigrants illégaux (majoritairement non mexicains) à la frontière sont retombées au niveau de 1970 (U.S. Border Patrol, n.d.).

Ce déclin s'explique en grande partie par des investissements massifs des États-Unis dans la surveillance aux frontières, un renforcement des contrôles à l'intérieur du pays, une croissance beaucoup plus rapide de l'économie mexicaine depuis 2010 et une coopération de plus en plus étroite entre les deux pays. Facteur encore plus important, la baisse continue de la fécondité au Mexique signifie que le nombre de travailleurs entrant chaque année dans la population active diminue, au moment où les possibilités d'emploi aux États-Unis se raréfient en raison de la crise économique.

La Grande Récession n'a pas seulement affecté l'immigration entre les États-Unis et le Mexique. Les immigrants venant de pays à revenu faible et intermédiaire ont été particulièrement touchés par la destruction d'emplois

dans la plupart des économies avancées. Les migrations, qui ont été à la fois le moteur et le sous-produit de la mondialisation et de l'interconnexion croissante qu'elle engendre, se heurtent maintenant à la crise mondiale.

Cette crise a peut-être mis fin à une période où les économies avancées acceptaient sans trop se poser de questions les bienfaits de l'ouverture, y compris l'immigration massive. Dans les années qui viennent, l'immigration deviendra probablement plus sélective, et les émigrants peu qualifiés seront sans doute moins bien accueillis, en tout cas comme résidents permanents potentiels, et encore moins comme concitoyens.

Destruction d'emplois

Aux États-Unis, par exemple, la crise du marché du travail a atteint des niveaux jamais vus depuis la Grande Dépression. Près de 23 millions de personnes, soit environ 15 % de la population active, sont en chômage total ou partiel, y compris les travailleurs à temps partiel forcé, les inactifs en lien potentiel avec le marché du travail (*marginally attached*) et les travailleurs découragés (graphique 1). La proportion d'hommes ayant un emploi est tombée à son plus bas niveau depuis 1948, année où le Labor



Department américain a commencé à collecter ces données, et pour l'ensemble des travailleurs, elle est la plus basse depuis 1981. Au milieu de 2012, près de 42 % des chômeurs étaient sans emploi depuis au moins 27 semaines, d'où un risque accru de perte de qualifications et de ne pas présenter les compétences requises pour occuper les postes disponibles (voir «La tragédie du chômage», dans le numéro de *F&D* de décembre 2010). Les plus touchés sont les travailleurs entre 45 et 64 ans, qui restent au chômage plus longtemps et ont plus de mal à trouver un emploi aussi bien rémunéré que celui qu'ils avaient perdu. En outre, les investissements dans les technologies propres à accroître la productivité et à économiser la main-d'œuvre pendant les récessions réduisent la demande de travailleurs au moment de la reprise (Katz, 2010). Malgré la diminution de la population active, le PIB des États-Unis est plus élevé qu'il y a cinq ans.

Ces chiffres troublants ne se limitent pas aux États-Unis. Cinq ans après les premiers signes de tension sur le marché hypothécaire américain, à l'origine de la crise financière mondiale, et trois ans après le début d'une reprise fragile dans la plupart des économies avancées, la crise de l'emploi dans l'ensemble de l'Europe est encore plus grave. En avril 2012, 24,7 millions de personnes dans les 27 pays de l'Union européenne (UE) étaient au chômage, soit 8 % de plus qu'un an auparavant (Eurostat, 2012). La situation devient encore plus préoccupante quand on prend en compte toutes les mesures de difficultés économiques : 42,6 millions de travailleurs de l'UE étaient en chômage total ou partiel en 2011.

De plus, le chômage des jeunes est extrêmement élevé et continue d'augmenter dans certains pays de l'UE (graphique 2). Ce phénomène pourrait avoir des conséquences désastreuses : «séquelles économiques», risque d'une «génération perdue» de travailleurs et menace de troubles sociaux — les idéologies extrémistes attirent surtout ceux dont les perspectives d'avenir sont réduites.

Des millions de travailleurs ont été frappés par la crise, mais de façon inégale. Les hommes, les jeunes travailleurs, surtout les immigrants, et les membres des groupes minoritaires, ont particulièrement souffert. Aux

États-Unis, les Hispaniques, les Noirs, les travailleurs d'âge moyen et les jeunes ont été les plus durement touchés. En Europe, les groupes d'immigrants subissent de façon disproportionnée la crise de l'économie et de l'emploi : les ressortissants des pays andins et nord-africains en Espagne; les Bangladeshis, les Pakistanais et les Portugais au Royaume-Uni; et la majorité des immigrants en Grèce.

Ces groupes sont systématiquement vulnérables pour une série de raisons.

- **Qualifications.** En général, les migrants ont des niveaux de qualification inférieurs ou des compétences qui sont plus difficiles à faire reconnaître ou à adapter à l'économie locale, facteurs aggravés par le manque d'aptitudes linguistiques.
- **Expérience.** Les jeunes travailleurs, les immigrants et les minorités défavorisées ont souvent moins d'expérience professionnelle et sont davantage victimes d'une politique «dernier entré/premier sorti», plus ou moins officielle.

En général, les migrants ont des niveaux de qualification inférieurs ou des compétences qui sont plus difficiles à faire reconnaître ou à adapter à l'économie locale.

Graphique 1

Chômage élevé aux États-Unis

Environ 15 % de la population active aux États-Unis est aujourd'hui en chômage total ou partiel, ou en lien potentiel avec le marché du travail, soit près de deux fois plus que juste avant la Grande Récession.

(pourcentage de la population active)



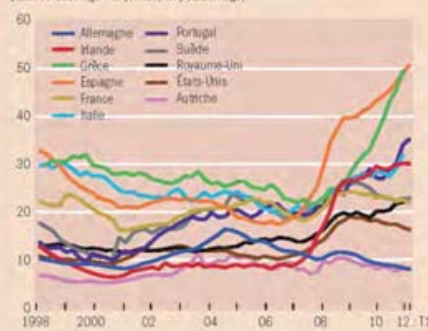
Sources : U.S. Department of Labor, Current Population Survey, 1994-mai 2012; analyse du Migration Policy Institute.

Graphique 2

Jouesne en danger

Le chômage est déjà élevé chez les moins de 25 ans dans beaucoup de pays européens, et il continue d'augmenter.

(taux de chômage des jeunes, en pourcentage)



Source : Eurostat.

- **Instabilité de l'emploi.** Ces groupes occupent souvent des emplois de nature plus temporaire, qui augmentent ou diminuent en fonction du cycle de la demande.

- **Formation.** Les employeurs ont généralement moins investi dans la formation de ces travailleurs, ce qui les rend facilement remplaçables.

- **Secteur.** Les secteurs dans lesquels beaucoup d'immigrés travaillent ont été les plus frappés par la crise. Aux États-Unis et en Espagne, par exemple, l'éclatement de la bulle immobilière a entraîné l'effondrement du bâtiment, qui était une source de travail pour un grand nombre d'immigrants, beaucoup d'entre eux illégaux.

L'immigration souffre

Pendant les trente dernières années, l'immigration en provenance des pays à revenu faible et intermédiaire vers les pays à revenu élevé a augmenté pour tous les niveaux de qualification et d'éducation. Les Nations Unies estimaient en 2008 que le nombre d'immigrés, autorisés ou non, vers les régions développées allait presque doubler, de 5,4 % en 1980 à 10,5 % en 2010 (Nations Unies, 2009).

Dans plusieurs cas, souvent dans des pays à tradition d'émigration, l'immigration a augmenté à un rythme jamais vu en temps de paix. En Espagne, par exemple, le nombre d'immigrants est passé de quelques points de pourcentage à 14 % de la population en moins de quinze ans. On constate aussi une croissance étonnamment rapide en Finlande, en Irlande, au Royaume-Uni, en Grèce et en Italie (graphique 3). Dans tous ces exemples, le rapide taux d'augmentation n'a pas laissé à ces pays le temps d'adapter leur cadre légal et institutionnel pour bien absorber les nouveaux venus et préparer leur population

aux changements que comporte un accroissement accéléré de l'immigration. Ce phénomène a préparé le terrain aux réactions récentes contre les immigrés, comme la montée de partis nationalistes défendant un programme anti-immigration rigoureux et souvent sélectif (généralement antimusulman). La crise économique n'a fait qu'intensifier ces réactions.

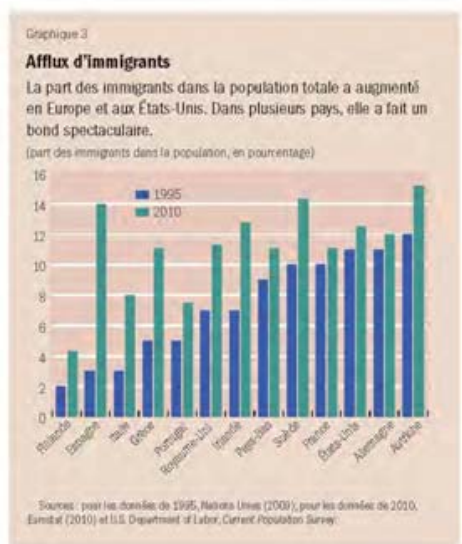
La porosité des frontières et l'idée généralement admise que l'immigration a des effets positifs sur l'économie ont permis à un grand nombre de migrants de s'installer, légalement ou illégalement. Les économies en expansion absorbaient facilement cette main-d'œuvre supplémentaire. Les consommateurs profitaient de la baisse du coût des biens et services produits par des immigrants moins bien payés, et beaucoup de responsables de l'économie vantaient l'effet modérateur de l'immigration sur l'inflation salariale, phénomène que redoutent évidemment les travailleurs nationaux directement touchés.

La Grande Récession a tout changé.

Certes, les migrations internationales continuent d'augmenter. Toutefois, cet accroissement concerne principalement les pays à revenu intermédiaire, et surtout les économies émergentes — Brésil, Russie, Inde et Chine, mais aussi Afrique du Sud, Mexique, Turquie, Indonésie et plusieurs autres pays d'Asie du Sud-Est. En revanche, l'immigration totale vers les pays à revenu élevé a augmenté très lentement par rapport aux trente dernières années, bien que les pays anglo-saxons aient continué de recevoir des nombres importants d'immigrants (Nations Unies, 2012).

Une nouvelle norme?

L'évolution de la situation après la crise est incertaine. Elle pose une série de questions auxquelles on ne peut pas répondre



aujourd'hui. Va-t-on surmonter peu à peu le chômage élevé et la croissance lente et inégale de l'emploi, la croissance et l'immigration «traditionnelles» retrouvant à peu près leur niveau d'avant la crise? Ou la croissance économique et le niveau d'immigration dans les pays à revenu élevé vont-ils se stabiliser à un niveau plus modéré? Les économies avancées sont-elles arrivées à un point d'inflexion, dans leur histoire complexe de l'immigration, vers une période durable de baisse de la demande sur le marché du travail et d'immigration beaucoup plus «selective»? En quoi la crise persistante sur le marché du travail affecte-t-elle le comportement de groupes souvent aux marges de la population active, mais dont les décisions déterminent l'offre globale de travailleurs : travailleurs manquant de formation, populations pauvres des villes, travailleurs découragés, défavorisés et marginalisés (dont beaucoup appartiennent à des minorités), femmes ou retraités qui veulent retourner au travail ou travailleurs âgés qui retardent leur retraite et personnes qui ont refusé certains emplois comme trop pénibles ou trop indésirables socialement? Prises collectivement, les décisions que ces groupes vont prendre détermineront le nombre d'immigrants dont les pays récepteurs «auront besoin» dans les prochaines années. Les décisions en matière d'économie, de marché du travail et de politique sociale que prendront les gouvernements, les employeurs et les individus exerceront une influence.

Néanmoins, certains facteurs sous-jacents de l'émigration ne changeront pas. La génération du «baby-boom» prendra peut-être sa retraite plus tard que prévu, mais le vieillissement continuera de susciter une demande de travailleurs migrants, aussi bien pour travailler que pour payer les impôts permettant de financer les prestations sociales et les soins aux personnes âgées. Le réservoir de travail dans les pays qui ont un faible taux de fécondité à long terme va diminuer, ce qui, conjugué au vieillissement de la population, exercera une pression croissante sur les éléments productifs de la population active. Le taux de dépendance — le nombre des plus de 65 ans divisé par celui des 20-64 ans — continuera d'augmenter (graphique 4). Les systèmes d'éducation et de formation dans les pays riches auront encore du mal à satisfaire la demande du marché du travail, car aucun pays ne peut vraiment anticiper la demande future de compétences, ni développer des secteurs spécialisés et compétitifs en se fondant uniquement sur les ressources locales. Les gouvernements doivent proposer des ripostes crédibles dans une période d'incertitude extraordinaire et de persistance d'un chômage élevé, tout en recherchant activement des talents dans le monde et en maintenant l'ouverture et la tolérance qui sous-tendent la compétitivité à long terme.

Certaines formes de migration continuent toutefois d'augmenter et augmenteront probablement plus vite dans les années à venir. Pour la plupart, elles sont liées aux différences de débouchés entre pays, principal moteur de l'immigration. On peut citer les suivantes :

Émigration des pays à revenu élevé à cause de la crise économique. Elle ira en partie aux anciennes colonies offrant



Porte à la frontière américano-mexicaine, San Ysidro, en Californie

plus de débouchés. Les flux à suivre sont ceux provenant de pays comme l'Irlande et les États méditerranéens membres de l'UE, passés d'une tradition séculaire d'émigration à un accueil massif d'immigrants en un peu moins d'une décennie. Ils semblent aujourd'hui revenir à leur tendance historique.

Flux bidirectionnels entre pays à revenu élevé et des pays à revenu élevé vers les pays à revenu intermédiaire en forte croissance. Les migrations entre pays à revenu élevé existent depuis des générations, et elles représentent environ 25 % du total (Nations Unies, 2012). La libre circulation au sein de l'UE et l'ouverture de fait des pays les plus riches aux immigrants venant de pays à un niveau semblable de développement signifient que ces mouvements vont continuer d'augmenter. Les migrations Nord-Sud, qui représentent aujourd'hui environ 13 millions de personnes, vont probablement connaître une croissance solide. Elles concerneront surtout les pays à revenu intermédiaire en forte croissance qui deviendront les prochains pôles d'immigration, d'autant qu'ils accueillent déjà un nombre important d'immigrants de pays voisins à faible revenu. En fait, ils s'efforcent d'attirer des travailleurs qualifiés du Nord, en incitant leurs expatriés à revenir par des concessions fiscales et de change et en leur ouvrant des filières de recherche. Ce mouvement est complété par l'action des firmes mondiales attirées par des incitations analogues, par la présence de talents sans certaines des contraintes liées à l'immigration des pays à revenu élevé et par l'existence de classes moyennes de plus en plus nombreuses disposées à acheter leurs produits.

La nécessité d'attirer des immigrants qualifiés prendra une place plus importante dans les politiques d'emploi. Les compétences et les talents sont très valorisés dans un monde de plus en plus concurrentiel, et leur recherche s'intensifie. Toutefois, les qualifications de haut niveau — comme les diplômes en science, technologie, ingénierie et mathématique des grandes universités — ne seront pas toujours aussi disponibles qu'elles semblent l'être aujourd'hui, et cela aura un profond effet sur les domaines d'étude que choisissent les immigrants et sur les établissements de formation dans le monde. Le recrutement de ces diplômés dès la sortie de l'université est devenu un réflexe

nature de la politique d'immigration de nombreux pays. Il pourrait bientôt faire l'objet d'une concurrence acharnée.

La récente augmentation du nombre d'étudiants internationaux va continuer. Plus de 3 millions d'étudiants optent pour l'étranger, près de deux fois plus qu'en 2000, et ce nombre pourrait plus que doubler d'ici 2020 (UNESCO, 2011). C'est un avantage pour les pays d'accueil — les étudiants étrangers rapportent de l'argent — et pour les étudiants, car la valeur d'une formation à l'étranger augmente avec la recherche de talents.

Enfin, d'autres formes de migration vont aussi continuer d'augmenter : migrations des investisseurs et des retraités,

L'immigration de demain sera probablement beaucoup plus sélective.

migrations «à l'aventure» et migrations d'enfants d'immigrants vers le pays de leurs parents.

Facteur peut-être aussi important : la nature des migrations va probablement changer aussi. Pendant la plupart des 150 dernières années, elle se conformait à un schéma bien établi : la famille se retrouvait dans le pays d'accueil et on visait à en obtenir la nationalité. Or, il est très probable que les nouvelles migrations seront plus temporaires et de nature contractuelle (plus proches de la «mobilité» que de la migration traditionnelle) et ne donneront généralement pas droit à la naturalisation.

Des réalités inéluctables

Si l'on regarde de plus près l'interaction entre l'immigration et les crises du budget et de l'emploi dans la plupart des pays très développés, on voit apparaître plusieurs domaines importants qui nécessitent l'attention des gouvernants.

Premièrement, les autorités doivent réexaminer certaines hypothèses sur la demande quasi insatiable de main-d'œuvre immigrée, et en particulier sur l'idée qu'une immigration massive est essentielle à la croissance et à la prospérité. La réalité est plus nuancée. L'immigration de demain sera probablement beaucoup plus sélective, et il y aura une gestion beaucoup plus active du système. La dimension politique de l'immigration interviendra, et non pas uniquement la bonne gouvernance. Les gouvernements perdront sans doute peu à peu l'habitude d'approuver les demandes des employeurs pour des nouveaux immigrants peu qualifiés ou ayant des compétences faciles à obtenir. Les responsables réfléchiront aussi davantage au meilleur moyen d'investir dans les qualifications des travailleurs victimes de la crise, ou marginalisés, et de ceux que la mondialisation a laissés sur la touche. Là encore, il faudra des dirigeants responsables et un débat politique éclairé. En outre, vu la restructuration économique que la crise a imposée à presque toutes les économies avancées et les investissements dans la productivité qui en résultent, il est plus difficile de défendre les arguments en faveur d'une immigration massive. Enfin, les gouvernements des pays récepteurs subiront une pression accrue pour faire respecter les lois contre l'immigration illégale et les emplois non autorisés, qu'ils ont peut-être hésité à appliquer par le passé.

Deuxièmement, avec la poursuite de la crise, un nombre grandissant de chômeurs de longue durée verront leur qualification

se dégrader de plus en plus. Les autorités sont donc confrontées à la menace d'une augmentation du chômage structurel, contre lequel beaucoup de pays européens se battent depuis une génération, mais que les États-Unis ont en général évité d'abord. Autrement dit, les gouvernements et les employeurs devront redoubler d'efforts pour investir dans les travailleurs légaux, indépendamment de leur origine ou de leurs qualifications antérieures, et les travailleurs devront investir en eux-mêmes. Quand la croissance reviendra, les employeurs et les économies en général auront besoin d'une population active plus qualifiée et plus instruite. Ceux qui en seront dotés se porteront bien, et les autres perdront encore plus de terrain, et il en ira de même des secteurs qui emploient des travailleurs sans investir en eux.

Troisièmement, la réduction des fonds consacrés à l'intégration des immigrants constatée dans la plupart des pays avancés pourrait déclencher des problèmes sociaux et économiques aux effets durables qui rendront la reprise plus difficile. Par exemple, l'Espagne a supprimé son budget d'intégration au début de cette année, et la plupart des pays réduisent leur assistance à l'intégration et leurs services publics pour les immigrants et les autres groupes marginalisés. Les groupes d'immigrés qui se portaient relativement bien avant la crise économique vont probablement continuer de le faire pendant la reprise. Mais ceux qui ont déjà des difficultés auront plus de mal à s'en sortir. Dans leur recherche du bien-être, ils se heurteront à d'énormes obstacles dont continuera vraisemblablement de souffrir la prochaine génération. Les facteurs sous-jacents d'intégration, comme l'aptitude linguistique, l'éducation, la présence de compétences adaptées, la reconnaissance des diplômes, l'expérience locale et les contacts professionnels, ne changeront probablement pas. Toutefois, comme les employeurs pourront choisir parmi un vaste vivier de chômeurs, ces facteurs seront d'autant plus importants pour les immigrants, et leur absence aura des conséquences plus désastreuses. ■

Demetrios G. Papademetriou est Président du Migration Policy Institute.

Bibliographie :

- Eurostat, 2010, "Population by Sex, Age Group and Country of Birth", 2012, "Unemployment Statistics" (April).
- Katz, Lawrence F., 2010, "Long-Term Unemployment in the Great Recession," *Testimony for the Joint Economic Committee, U.S. Congress*, April 29, Washington.
- Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, 2009, "Trends in International Migrant Stock: The 2008 Revision" (United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2008).
- , 2012, "Migrants by Origin and Destination: The role of South-South Migration," *Population Facts* 2012/3.
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Institut de statistique, 2011, *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2011* (Montréal).
- U.S. Border Patrol, n.d., "Nationwide Illegal Alien Apprehensions Fiscal Years 1995-2011."
- U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, January 1994-May 2012, *Current Population Survey* (Washington).



Géopolitique

Photo ci-contre :

Janvier 2008 : arrestation de trafiquants de drogue appartenant au « Cartel del Golfo » par les forces armées mexicaines à l'aéroport de Mexico City, dans l'État de Tamaulipas, frontalier des États-Unis. Les trafiquants étaient en possession d'importants volumes de drogues, d'armes et de liasses de billets. (© DPA/Susana Gonzalez)



analyse

Par **Alain Musset**, géographe spécialiste de l'Amérique latine et des études urbaines, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) où il dirige le master « Étude comparative du développement » et la formation doctorale « Territoires, sociétés, développement ».

Mexique, États-Unis et narcotrafic :

une coopération binationale en terrain miné

Les ravages occasionnés par le narcotrafic des cartels mexicains ont commandé la mise en œuvre d'une lutte armée particulièrement violente. Description d'un combat épineux mené par des forces armées mexicaines équipées par le gouvernement américain.

De manière cynique, on pourrait dire qu'un des secteurs qui s'est le plus développé depuis la mise en œuvre du traité de libre commerce entre les États-Unis, le Canada et le Mexique (ALENA) est celui du trafic de drogue. En effet, cette activité criminelle favorise de grands courants d'échanges de marchandises, de biens, de personnes et de flux financiers qui s'effectuent dans un cadre binational de part et d'autre de la frontière Mexique-États-Unis, mais aussi à l'échelle régionale (du Labrador au Yucatán), et continentale (si on prend en compte la cocaïne produite dans les Andes et qui transite par les pays centraméricains puis le Mexique avant d'être distribuée sur le grand marché nord-américain).

Le fait que les États-Unis soient aujourd'hui le plus grand marché mondial pour la consommation de produits psychotropes

n'a fait qu'accélérer les processus d'intégration entre les groupes mafieux installés de part et d'autre de la frontière. Selon le FBI, la frontière sud-ouest du pays (ou SWB pour *Southwest Border*), avec les villes-doublons de Tijuana/San Diego, Mexicali/Calexico, Heroica Nogales/Nogales, Agua Prieta/Douglas et Ciudad Juárez/El Paso, est la principale zone d'entrée et de stockage des drogues qui sont venues sur le marché américain, qu'il s'agisse de cocaïne, d'héroïne, de marijuana ou de produits de synthèse. Cette zone est particulièrement vulnérable parce que c'est aussi l'endroit par où passent, quotidiennement, le plus grand volume de marchandises et le plus grand nombre de voyageurs (touristes ou transfrontaliers). Le fait est que la *Border Patrol* (police de la frontière) ne peut pas contenir le flot des clandestins.

Cet article se fonde sur le chapitre intitulé « Frontières et narcotrafic : le côté obscur de l'intégration nord-américaine », extrait de l'ouvrage d'Alain Akasof et Cynthia Ghossein, Canada, États-Unis, Mexique (Seuil, Paris, août 2012).



Chaque année, elle arrête entre 1,2 et 1,6 million de personnes, mais on estime que 500 000 sans-papiers réussissent à passer entre les mailles du filet. Depuis le début des années 1990, les autorités américaines ont multiplié les programmes pour enrayer les flux migratoires sur leur flanc sud, mais sans obtenir de résultats probants. Les opérations *Hold the Line* (« tenir la ligne ») à El Paso en 1993, puis *Gatekeeper* (« garde-barrière ») l'année suivante à San Diego ont permis de réduire les infiltrations, mais les migrants ont trouvé de nouveaux lieux de passage (en particulier en Arizona, du côté de Nogales/Tucson, ce qui a poussé les autorités à lancer une nouvelle opération dans cette zone : *Safeguard*). En 1998, un accord de coopération – la *Border Safety Initiative*, BSI – a été signé entre les deux pays mais, suite aux attentats du 11 septembre 2001, la politique du gouvernement américain s'est encore durcie à travers la mise en place du *Homeland Security Act* et de la *Homeland Defense* qui ont conduit le gouvernement mexicain à s'aligner sur la politique de sécurité de son puissant voisin et à intégrer ce changement d'orientation dans son agenda politico-militaire.

En octobre 2006, en promulguant la loi du *Secure Fence Act*, l'administration Bush a pris la décision de construire une véritable muraille le long de ce que certains Nord-Américains considèrent désormais comme une véritable ligne de front. Ces mesures ont été renforcées en 2010 par le président Barack Obama : budget accru, utilisation de drones de surveillance comme les MQ-9 Reaper, déploiement de nouvelles troupes, multiplication des caméras de contrôle



dans le cadre du programme *Smart Border* (frontière intelligente). Cette frontière fait donc l'objet d'une attention particulière de la part de la Maison-Blanche. Sur 700 agents du FBI chargés de la lutte anti-corruption, 120 travaillent dans cette zone sensible, en relation directe avec les autorités du département de la *Homeland Security*, des services des douanes et de la migration, des représentants de la sécurité des transports (*Transportation Security Administration* ou TSA), ainsi que des experts de la DEA (*Drug Enforcement Administration*), qui n'hésitent pas à agir au Mexique en collaboration avec leurs homologues mexicains. Les États-Unis et le gouvernement mexicain ont d'ailleurs signé en 2007 une alliance contre le crime organisé, intitulée « Initiative Mérida ». Il s'agit d'un projet d'aide extérieure des États-Unis à destination du Mexique et d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes visant à lutter contre le trafic de stupéfiants et ses opérations annexes (blanchiment d'argent, trafic d'armes, etc.). Le plan prévoyait une aide de 1,4 milliard de dollars sur trois ans (2007-2010), dont la majorité allait être affectée au Mexique (1). La majorité des fonds accordés étaient destinés à la modernisation des forces militaires engagées dans les opérations contre le trafic de stupéfiants – souvent via le transfert aux pays bénéficiaires du plan d'équipements achetés au complexe militaro-industriel des États-Unis – et des programmes de formation des policiers par des instructeurs américains. Le reste des fonds est consacré au meilleur contrôle des frontières, à l'appui de la réorganisation de la justice, à la sensibilisation des citoyens aux méfaits des stupéfiants et à la lutte contre le trafic d'armes des États-Unis vers le Mexique. En effet, s'il est vrai que la drogue suit une route Sud-Nord, les armes qui équipent les cartels font le chemin inverse : c'est aux États-Unis que les narco-trafiquants s'approvisionnent.

Lancé en octobre 2007 par le Congrès américain, ce plan est concrétisé en 2008 sous l'administration Bush, dans le cadre de la campagne menée aux États-Unis contre l'usage de stupéfiants et des opérations armées menées au Mexique contre les narco-trafiquants, lancées en 2006 sous Felipe Calderón.

De fait, dès son arrivée au pouvoir (2006), le président Felipe Calderón a lancé une véritable guerre contre les narco-trafiquants en mobilisant l'armée dans les sites les plus vulnérables comme la ville frontalière de Ciudad Juárez, particulièrement touchée par les règlements de compte, avec une moyenne de 150 exécutions par mois « seulement », 2011 a pu être considérée comme une année paisible.

Au total, entre 2006 et 2012, cette guerre aurait fait près de 60 000 morts. En novembre 2011, les forces spéciales du Secrétariat de la Défense nationale se sont emparées du chef des Zetas dans l'État de Zacatecas, Alfredo Alemán Narvaez (« *el comandante Alemán* »). La dernière grande victoire en date des forces de l'ordre est l'arrestation en mars 2012 d'Erick Valencia Salazar (« *El 85* »), dirigeant présumé du cartel de Jalisco, « *Nueva Generación* ». Cependant, les cartels semblent capables de porter eux aussi des coups très durs au gouvernement. En 2008, le ministre de l'Intérieur mexicain, Juan Camilo Mourino, mourait dans la chute de son avion en pleine ville de Mexico. En novembre 2011, c'était au tour de son successeur, Francisco Blake Mora, de périr dans l'écrasement d'un hélicoptère du gouvernement. Même si, dans les deux cas, on a officiellement invoqué des problèmes mécaniques ou des erreurs de pilotage, la disparition de deux personnages-clés du gouvernement impliqués dans la lutte contre le trafic de drogue reste suspecte.

Photo ci-contre :

La barrière États-Unis-Mexique. Cette séparation discontinue érigée par les États-Unis le long de leur frontière avec le Mexique a été décidée sous l'administration Bush pour empêcher l'immigration illégale et le trafic de drogue en provenance du Mexique. Le mur est fait de cylindres d'acier, de sections de grillages et de béton ponctués de projecteurs et de caméras de surveillance détectant les mouvements aux abords du mur. (© Gila Photography)



Géopolitique

Photo ci-contre :

Sur la plage de Tijuana, les derniers éléments du mur frontalier, érodés par la mer, sont un objet de curiosité pour les touristes. La construction du mur a commencé en automne 2006 et à terme, cette clôture devrait atteindre plus de 1 120 km de long entre la Californie et le Texas, soit un peu plus d'un tiers de la longueur totale de la frontière, qui compte 3 141 km. (© Alain Musset)



Par ailleurs, à de nombreuses reprises, les populations ont protesté contre les exactions commises par les soldats envoyés pour les protéger sans jamais réussir à faire baisser les niveaux de criminalité. Il est difficile d'évaluer la part qu'occupe le narcotrafic dans l'économie mexicaine, mais tous les indices montrent que c'est un secteur économique en pleine croissance depuis une trentaine d'années. L'augmentation de la production locale

de cultures illicites peut ainsi être mesurée en prenant comme base la superficie des champs détruits par la police et par l'armée : entre 1990 et 2009, on est passé de 8 778 à plus de 36 583 hectares de chanvre et de 8 860 à plus de 20 000 hectares d'opiacés. Avec une production de 39 tonnes d'héroïne en 2009, le Mexique est devenu le troisième producteur mondial après l'Afghanistan et la Birmanie. Les revenus de ces différents trafics oscillaient autour de 20 milliards de dollars par an selon le Département d'État américain, mais il s'agit d'estimations difficiles à contrôler.

Cet argent a gangrené presque tous les secteurs économiques et politiques du pays, alimentant la violence et la corruption. Selon une enquête commanditée par le Sénat mexicain, 72 % des municipalités mexicaines seraient infiltrées par des individus au service des narcotrafiquants et 8 % seraient entièrement contrôlées par les cartels. Les plus violents font régulièrement parler d'eux dans la presse mexicaine et internationale : ce sont les cartels du Golfe, de Juárez, des Beltrán Leyva, du Sinaloa (dirigé par « El Chapo » Guzman), de Culiacán, de Tijuana (mieux connu sous le nom de Cartel Arellano Félix ou CAF) ou celui du Michoacán (« La Familia ») qui a étendu ses tentacules vers les États de Morelos, du Guerrero et de Mexico, mais qui est désormais combattu par un nouveau groupe formé

de dissidents, les « Caballeros templarios », dont les dirigeants prétendent lutter contre la pauvreté et pour l'autodétermination des peuples. En 2011, la guerre entre le groupe des Zetas et leurs anciens alliés du Cartel del Golfo pour le contrôle de la grande ville industrielle du Nord, Monterrey, a provoqué la mort d'au moins 2 000 personnes dans l'État du Nuevo León.

Comme leurs homologues colombiens, les cartels mexicains utilisent de plus en plus de jeunes enfants pour accomplir leurs basses œuvres. L'arrestation en décembre 2010 d'un adolescent au service du Cartel du Pacifique sud (une succursale du cartel des Beltrán Leyva), a mis en lumière cette nouvelle stratégie, fondée sur un usage bien compris de la loi mexicaine : malgré quatre meurtres reconnus (précédés de tortures), « El Panchis », en tant que mineur, ne pouvait pas être condamné à plus de trois ans de prison. Comme un mineur sur quatre vit en situation de pauvreté au Mexique, selon les statistiques de l'OCDE, les cartels disposent d'un vivier quasi inépuisable de candidats. D'après la Commission sur la sécurité de la Chambre mexicaine des députés, au moins 23 000 enfants et adolescents serviraient ainsi de sicarios à leurs employeurs (mais, selon des sources non officielles, on estime à au moins 15 000 ceux qui ont choisi cette voie dans le seul État du Coahuila). Au total, le narco-traffic

L'ALÉNA, une aubaine pour les trafiquants ?

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) est un accord commercial, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, destiné à favoriser les échanges commerciaux et les investissements entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, créant ainsi la plus vaste zone de libre-échange au monde. Dans ce but, l'ALÉNA prévoit notamment l'élimination des droits de douane sur les transferts de biens et services entre les États membres et le respect du principe de non-discrimination entre les producteurs nationaux et les producteurs des deux autres pays signataires dans le commerce des services, l'accès aux marchés publics et l'investissement. Son « succès » survient sans attendre : les relations commerciales entre les trois pays se développent considérablement et avec eux, les trafics. En effet, les échanges licites qui se multiplient – par voie routière notamment – du fait même de la diminution des contrôles douaniers, ont vite fait d'être utilisés par des trafiquants de tous types qui y voient un moyen aisé de dissimuler et ainsi augmenter leurs échanges illicites. Les techniques sont variées : bakchich aux conducteurs qui feraient passer les produits à bord de leurs véhicules, infiltration d'entreprises de camionnage... Les cartels de la drogue mexicains auraient même acheté des entreprises pour pouvoir justifier de transactions et transferts légitimes, tout en utilisant ces compagnies pour réaliser leurs trafics.



occuperait au moins 500 000 personnes au Mexique, selon les estimations de la *Secretaría de Defensa Nacional* de 2011. La violence liée à la guerre contre les cartels et aux affrontements entre narcotrafiquants ne manque pas d'avoir un impact direct sur la population qui cherche à fuir les zones les plus dangereuses : selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies, plus de 160 000 personnes ont été obligées de se déplacer au Mexique en 2011. Des études menées par l'Université du Chihuahua révèlent par ailleurs que cette situation aurait entraîné un véritable exode dans la ville de Ciudad Juárez, métropole de 1,3 million d'habitants où avaient afflué des migrants de tout le pays pour travailler dans l'industrie *maquiladora*. Cependant, les résultats du dernier recensement de la population (2010) semblent infirmer cette hypothèse, puisque le nombre d'habitants a légèrement augmenté depuis 2005, passant officiellement de 1 313 338 à 1 328 017 (ce qui représente une faible croissance annuelle de l'ordre de 0,2%). Cette bonne nouvelle a surpris ceux qui connaissent bien la ville et qui ont vu le nombre des commerces diminuer considérablement au cours des dernières années – et certains n'ont pas hésité à parler de manipulation. La dernière élection présidentielle mexicaine (juillet 2012) a montré que le thème de la sécurité était au cœur des préoccupations de la population et de la classe politique, même si le sujet du narcotrafic et des relations avec les États-Unis n'a souvent été abordé que de manière indirecte. Les principaux candidats ont centré leur campagne sur deux grands axes : l'économie (afin de combattre la pauvreté) et la lutte contre la délinquance organisée. Dans ce domaine, les moyens proposés pouvaient diverger entre la candidate du Partido de Acción Nacional (PAN,

droite libérale au pouvoir depuis 2000), celui du Partido de la Revolución Democrática (PRD, gauche hétérogène) et celui du Partido Revolucionario Institucional (PRI, ancien parti d'État des années 1920 jusqu'en 2000), mais tous étaient d'accord, au moins dans les discours, pour proposer une réforme de la Police et lutter contre la corruption. La victoire contestée du candidat priiste, Enrique Peña Nieto, est sans doute l'expression d'une grande lassitude de la part d'un électorat qui regrette le temps où le Mexique semblait être tenu et contrôlé par ses dirigeants. Quoi qu'il en soit, la société civile mexicaine dans son ensemble ne supporte plus l'impuissance gouvernementale ni la longue litanie d'horreurs et de massacres qui ont marqué la dernière décennie. Plusieurs marches pour la paix ont été organisées dans tout le pays afin de réclamer un vrai changement de politique et la fin d'une guerre inutile contre le crime organisé. C'est ainsi que, pour le poète mexicain Javier Sicilia, dont le fils a été victime de ces affrontements, il serait plus judicieux de réformer les institutions et de s'attaquer à la corruption qui mine le pays. Leader du mouvement Paix, Justice et Dignité (*Paz con Justicia y Dignidad*), il entend replacer la question du trafic de drogue dans son contexte régional, en rappelant que les États-Unis ont une grande part de responsabilité dans ce qui se passe au Mexique.

Alain Musset

Note

(1) De 2008 à 2010, le Congrès a affecté près d'1,3 milliard de dollars du budget de l'Initiative Mérida aux programmes menés au Mexique. *Mérida Initiative for Mexico and Central America: Funding and Policy Issues*, Clare Ribando Seelke, CRS Report for Congress, 19 avril 2010.

Pour aller plus loin

Alain Musset, Cynthia Ghorra-Gobin, *Canada, États-Unis, Mexique*, Sedes, Paris, août 2012, 256 pages.



Photo ci-contre :

Enrique Peña Nieto, nouveau président mexicain depuis le 1^{er} juillet 2012, lors de la sa cérémonie d'assermentation en tant que candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) à la présidence du Mexique. La réduction de la violence générée par le trafic de drogue était l'un des axes forts de sa campagne. (© Angelica Rivera de Pena)



entretien

Avec **Marc Fernandez** et **Jean-Christophe Rampal** spécialistes de l'Amérique latine.

Ciudad Juarez : plaque tournante de trafics en tous genres

De par sa position géographique, Ciudad Juarez est le carrefour de nombreux trafics. Desquels s'agit-il ? Quelles sont les techniques utilisées ?

M. Fernandez et J.-C. Rampal : Ciudad Juarez se situe à la frontière entre le Texas et le plus vaste État de la Fédération mexicaine, Chihuahua. Séparée d'El Paso, sa voisine étasunienne, par le Rio Grande, Ciudad Juarez a toujours été un point de passage de marchandises et de migrants privilégié. Avant la révolution mexicaine, elle portait d'ailleurs le nom d'« El Paso del Norte », ce qui signifie « passage du Nord ». Cette vocation s'est même renforcée à la suite de l'entrée en vigueur de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain). Les transferts effectués ne sont cependant pas que licites. Ciudad Juarez est effectivement très tôt devenue un haut lieu de passage de multiples trafics : contrebande de drogues, d'armes, de véhicules volés et passage de migrants illégaux font partie des opérations qui y sont quotidiennement réalisées ou au moins tentées. Les multiples bureaux de change et de transfert d'argent, ainsi que certaines salles de jeux, contribuent par ailleurs au blanchiment et à l'expédition des bénéfices de la drogue vers le Nord et l'économie légale. Pour faire passer leurs marchandises, les trafiquants utilisent

les techniques les plus variées. Ils peuvent obliger des migrants illégaux à transporter de la drogue ou tenter des passages dans des zones peu ou pas surveillées par les autorités – qui passent déjà beaucoup de temps à contrôler les flux légaux de population et de marchandises. Ces flux légaux sont d'ailleurs un bon moyen pour les « narcos » de dissimuler des marchandises ou des passagers illégaux qui pourront passer les contrôles « par chance ». Ils se montrent aussi parfois très imaginatifs en utilisant des tunnels ou des catapultes pour faire passer les chargements. Enfin, la corruption en œuvre du côté mexicain mais parfois aussi du côté étasunien est très largement mise à profit par les trafiquants qui, en dépit du renforcement de la surveillance de la frontière depuis les attentats du 11 septembre 2001 et de la construction du mur, finissent toujours par avoir une longueur d'avance.

Quel est l'impact de ces trafics et des guerres de cartels sur la vie quotidienne ?

Les deux sont liés. Le développement du trafic de drogue conduit au développement d'une délinquance – petite et grande – d'une extrême violence. Les petits soldats du trafic se croient tout-puissants et savent aussi que leur vie sera

Photo ci-dessus : Appel de la municipalité de Ciudad Juarez à rejoindre les rangs de sa police municipale, pour lutter contre la criminalité et les violences grandissantes. Cette ville frontalière est gangrenée par les trafics qui y ont quotidiennement lieu. (© Notimex)



probablement courte, ils ne reculent donc devant aucune forme de crime ou de barbarie. Au quotidien, cela entraîne une prolifération des règlements de compte, accompagnés de torture et de mutilation des corps, qui sont exposés dans les rues ou des lieux publics pour faire passer des messages au camp adverse. Entre 2006 (date d'arrivée au pouvoir du président Felipe Calderón) et 2012, cette guerre qui ne dit pas son nom a fait plus de 50 000 victimes. Les lieux de consommation de drogue dure – qui sont autant de foyers de délinquance –, les meurtres de masse, le racket et les enlèvements contre rançon se multiplient. Plus généralement, l'afflux de l'argent de la drogue et la présence des cartels conduisent à la montée en flèche de la corruption et à une défiance envers l'ensemble des institutions (police, justice et pouvoir politique). Le fonctionnement de la démocratie devient difficile, voire impossible. Les représentants de la société civile – journalistes ou militants d'ONG – figurent souvent parmi les victimes des tueurs des cartels. La société devient muette et aveugle, deux conditions pour rester en vie. Les plus menacés et les plus chanceux prennent le chemin de l'exil, vers d'autres régions du Mexique, ou le plus souvent vers les États-Unis. Cet exil est parfois temporaire ; certains riches habitants de Ciudad Juarez vivent à El Paso et ne viennent du côté mexicain que dans la journée pour traiter leurs affaires.

Aux niveaux local et fédéral, les polices sont infiltrées par des cartels différents. Cela ne contribue-t-il pas à alimenter les guerres de clans ?

Pour mieux comprendre la complexité de la situation, il faut rappeler que le Mexique est un État fédéral, ce qui a pour conséquence de créer plusieurs niveaux de compétence juridique, mais aussi de forces de l'ordre. Dans une ville comme Ciudad Juarez, interviennent une police municipale sous l'autorité du maire, une police judiciaire de l'État de Chihuahua sous l'autorité du gouverneur et de son ministre de la Justice, la police fédérale et ses différentes agences. Enfin, le gouvernement sortant de Calderón avait décidé d'impliquer fortement les forces armées dans la lutte contre les trafics. Sans même parler de la corruption, cette multiplication des institutions impliquées dans la lutte contre les trafics est de nature à générer des conflits qui peuvent en outre être alimentés par les divergences d'orientations et les intérêts politiques de leurs tutelles respectives. Dans ce contexte, les trafiquants profitent de la situation.

Enfin, depuis des années, il existe à Ciudad Juarez un groupe baptisé *La Línea*, un cartel dans le cartel de Juarez, composé de policiers corrompus et travaillant pour le compte des « narcos ». Certains éléments se muent en tueurs à gages, d'autres, officiellement

en charge des enquêtes, couvrent les exactions de leurs collègues. Ils protègent aussi les chargements de drogue. Un dicton mexicain permet de comprendre cette situation : « plata o plomo » (« l'argent ou le plomb »). Les niveaux de salaires sont si bas (environ 400 euros par mois), qu'il est aisé pour un trafiquant de corrompre un fonctionnaire de police.

La stratégie de lutte du gouvernement a été accusée d'encourager l'escalade de la violence. Le cas de Ciudad Juarez est-il emblématique ?

On ne peut pas dire que le cas de Ciudad Juarez soit emblématique des conséquences de la stratégie de la guerre totale déclenchée par l'administration Calderón (2006-2012). Il faut plutôt voir Ciudad Juarez comme le lieu où les prémices de la situation actuelle sont apparues, à savoir la perte de l'hégémonie par le cartel local qui déclenche une guerre avec ses rivaux qui tentent de reprendre à leur compte ses positions. La guerre déclenchée par Calderón a surtout eu pour conséquence de rebattre les cartes et de permettre l'arrivée de nouveaux acteurs comme les Zetas, ces anciens militaires passés du côté des « narcos », qui depuis se sont mis à leur compte.

Comment évaluez-vous la stratégie « alternative » défendue par Enrique Peña Nieto, élu en juillet, au regard de la situation à Ciudad Juarez ?

Il est difficile de se prononcer à ce stade sur la stratégie de la nouvelle administration. Il faudra attendre sa véritable mise en œuvre. On ne peut que se rappeler l'attitude de son parti – le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) – lorsque celui-ci était au pouvoir, attitude faite pour le mieux d'une répression maîtrisée et d'une volonté de ne pas trop mettre en péril le panorama du trafic. L'autre élément important demeure l'attitude des États-Unis face à la menace pour sa propre sécurité nationale que représentent les activités des cartels mexicains. Washington a largement appuyé Calderón dans son combat. Aussi, de grands doutes demeurent sur le comportement qu'elle adoptera avec le nouveau locataire de Los Pinos, la résidence officielle du président mexicain.

Propos recueillis par Claire Fanchini



Pour aller plus loin

• *La cité des mortes*, webdocumentaire de Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal. lacitydesmortes.net/

• Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal, *La ville qui tue les femmes : enquête à Ciudad Juarez*, Hachette Littérature, Paris, 2005, 281 pages.

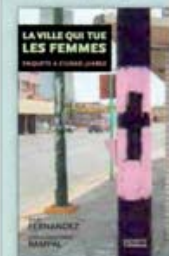


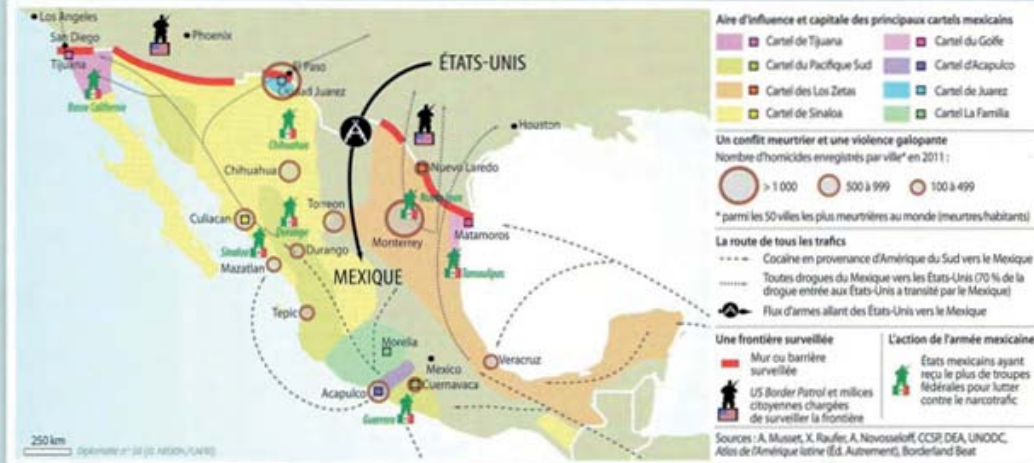
Photo ci-contre :

Des policiers de l'AFI (Agencia Federal de Investigación – Agence fédérale d'investigation) devant les tombes de certaines des victimes du féminicide de Ciudad Juarez. Pendant près de vingt ans, un nombre élevé de jeunes femmes ont été enlevées, agressées sexuellement, torturées et assassinées. Plus de 500 cadavres auraient été retrouvés depuis 1993 et 400 femmes manqueraient toujours à l'appel. La situation géographique et socioéconomique de la ville frontalière favorise la circulation de jour, comme de nuit, de nombreuses femmes qui viennent y travailler en tant qu'ouvrières dans les *moquiloneros* (usines d'assemblage) notamment, et qui deviennent dès lors des proies « aisées » pour les violences commises quotidiennement à Ciudad Juarez. (© Rampal/Albà)

CARTOGRAPHIE

[Cartels mexicains et narcotrafic, les fléaux du continent américain]

LES CARTELS MEXICAINS, UNE MENACE GRANDISSANTE



L'AMÉRIQUE, UN CONTINENT RONGÉ PAR LE NARCOTRAFIC, LA CORRUPTION ET LES VIOLENCES





MERCOSUR Y ESTADOS UNIDOS
CONSEJO DEL MERCADO COMERCIAL
28 Y 29 DE JUNIO DE 2012

MERCOSUL

DOSSIER AMÉRIQUE LATINE

LE NOUVEL « ELDORADO » ?

Par Sébastien Velut
Professeur de géographie à l'université Paris-III Sorbonne
Nouvelle, directeur de l'Institut des hautes études de l'Amérique
latine (IHEAL)

Marie-France Prévôt-Schapira
Professeur émérite de géographie à l'université Paris-VIII Vincennes
Saint-Denis, codirectrice de la rédaction de *Problèmes d'Amérique latine*

Cartographie de Pascal Orcier et de la
Documentation photographique

L'expression est récurrente : « L'Amérique latine est bien partie », en référence aux succès économiques engrangés par les principaux pays de la région depuis le début des années 2000. Leur résistance face à la crise, la réduction de la pauvreté et le maintien de la croissance vont de pair avec l'affirmation de certains États sur la scène internationale, comme le Brésil. Toutefois, l'ombre de l'arbre brésilien ne doit pas cacher la forêt, amazonienne ou américaine, car les situations nationales présentent de forts contrastes.

Index des documents

1	Les ports et les grands axes	p. 12
2	Les échanges économiques Chine-Amérique latine	p. 13
3	Les enjeux géopolitiques des États-Unis dans le bassin caraïbe	p. 14
4	Les processus d'intégration en Amérique latine	p. 15
5	Petit panorama sur la cocaïne	p. 16
6	L'évolution du trafic de cocaïne entre 1998 et 2009	p. 17
7	Des migrations intra et extracontinentales	p. 18
8	Transferts financiers des migrants vers leurs pays d'origine	p. 18
9	Les joueurs de football brésiliens : un recrutement massif par des clubs étrangers en 2010	p. 19
10	Les villes en Amérique latine	p. 20

CARTEO 11



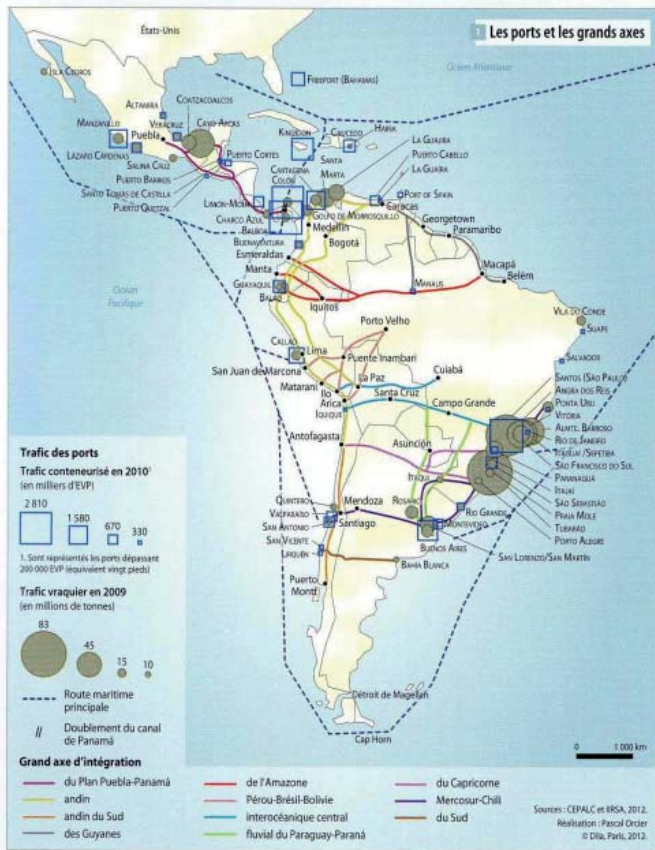
L'AMÉRIQUE LATINE
LE NOUVEL « ELDORADO » ?

La seule notion d'émergence économique n'est pas suffisante pour décrire l'Amérique latine dans son ensemble. Le concept devient intéressant dès lors qu'il est étendu aux différentes dimensions de la puissance et du rayonnement des États, notamment leur influence internationale. Or, si plusieurs pays latino-américains

affichent des taux de croissance enviables depuis le début du XXI^e siècle (celui de l'Argentine a atteint 8 % en 2011), ces trajectoires ne se combinent pas forcément avec leur affirmation diplomatique, pas plus qu'elles ne s'inscrivent dans un modèle unique de développement. Ainsi, cette prospérité, qui suscite tant de commentaires et

attire désormais des immigrants européens, est loin d'être équitablement partagée spatialement et socialement. Elle possède ses zones d'ombre et de fragilité, provoque des résistances, entretient des contre-courants ; autant d'éléments qui poussent à dresser de l'Amérique latine un portrait nuancé, prenant en compte ces différences.

LE PARI DE LA MONDIALISATION
La région s'est tournée vers l'Asie au cours de la dernière décennie, mais elle ne l'a pas fait tout entière, ni avec la même intensité. Si le sous-continent s'est construit depuis l'Europe, c'est-à-dire à partir de la façade atlantique et des routes maritimes qui relient ses côtes à celles des puissances coloniales, il se réorganise aujourd'hui en fonction des flux de commerce avec l'Asie, notamment la Chine. Cela n'est pas encore suffisant pour reconfigurer la géographie, mais assez sensible pour que s'affirment les États riverains du Pacifique, dont certains (Pérou, Chili, Mexique) font partie de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), et que se justifient de grands investissements portuaires et logistiques permettant d'acheminer vers les rivages de l'océan les marchandises destinées aux clients asiatiques (cf. carte 1). Dans cette perspective, les États de la région ont lancé au début des années 2000 l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine (IIRSA), qui vise à établir des corridors de circulation internationaux, de l'Atlantique au Pacifique. Cette vision rompt avec les schémas usuels d'aménagement et de trafic cantonnés dans les frontières nationales pour proposer des éléments de structuration à l'échelle du sous-continent, en surmontant aussi les obstacles majeurs comme la cordillère des Andes. Il s'agit moins de faciliter les circulations entre les pays que d'ouvrir la région au commerce international. Ainsi, le corridor du Capricorne, qui suit le tropique entre São Paulo, au Brésil, et les ports du nord du Chili, permet d'acheminer vers le Paraguay et l'Argentine des biens manufacturés et des touristes, et de rapprocher les productions brésiliennes des marchés asiatiques. De même, le grand axe fluvial du Paraguay-Paraná draine



Un continent riche en différences



vers les ports argentins le soja produit dans le haut bassin. L'Amérique latine se trouve physiquement éloignée de ses nouveaux partenaires (dont la majeure partie se situe dans l'hémisphère nord) et, de fait, est bien plus proche de l'Europe que de l'Asie. Ainsi, il n'existe pas encore de vols directs entre l'Amérique du Sud et l'Extrême-Orient. La réorientation du commerce, si elle est intense, n'a pas occulté les flux majeurs d'échanges à destination de la première puissance mondiale et de l'Union européenne (UE) : le commerce avec l'Asie progresse beaucoup plus vite, mais il ne dépasse toujours pas les autres destinations (cf. graphiques 2). Les flux commerciaux ne sont pas les seuls à se complexifier : c'est également le cas des migrations, avec l'arrivée de nombreux Asiatiques dans les grandes villes, des flux d'investissements, à travers des achats d'entreprises et de terres, et des relations internationales. Les diplomates latino-américains développent ainsi de nouveaux liens avec l'Asie ou l'Afrique. Pour autant, elles ne négligent

pas non plus leurs partenariats privilégiés avec l'UE et les États-Unis, qui demeurent la puissance politique dominante, particulièrement en Amérique centrale et dans les Caraïbes (cf. carte 3 p. 14).

DES ORGANISATIONS RÉGIONALES CADUQUES

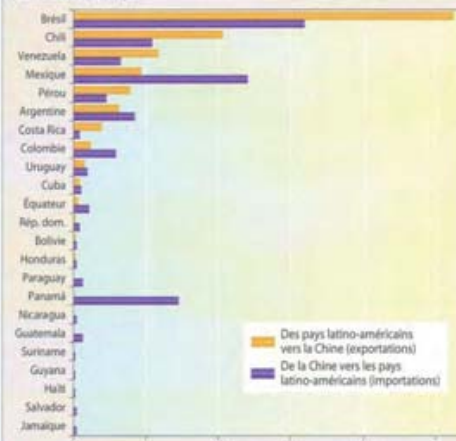
Cette dynamique d'ouverture à des flux internationaux met à mal les projets historiques de regroupements régionaux, qui ont été

pensés au XX^e siècle dans des logiques bien différentes de consolidation de marchés subrégionaux, permettant, par leur taille, des économies d'échelle irréalisables dans chacun des États (cf. carte 4 p. 15). Il existe aujourd'hui plusieurs niveaux et dispositifs d'intégration inégalement efficaces, visant, d'une part, à renforcer les relations commerciales entre pays d'Amérique latine et, d'autre part, à prendre des positions diplomatiques communes, particulièrement vis-à-vis des États-Unis.

L'un des plus anciens est la Communauté andine des nations (CAN), fondée en 1969. Elle a souffert de volte-face du Chili, qui l'a quittée en 1976, sous la dictature du général Augusto Pinochet (1973-1990), puis rejointe à nouveau en 2007. Elle a également pâti en 2006 du départ du Venezuela qui souhaitait se rapprocher du Marché commun du Sud (Mercosur). Elle est ainsi vulnérable face aux décisions politiques conjoncturelles qui la fragilisent. La CAN souffre de la faiblesse

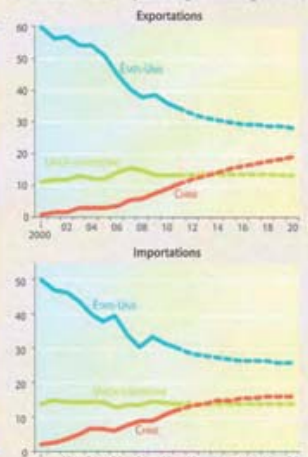
2 Les échanges économiques Chine-Amérique latine

Échanges commerciaux des pays latino-américains avec la Chine en 2011 (en milliards de dollars)



Source : UNComtrade, 2012.

La Chine, l'UE et les États-Unis dans le total des transactions avec l'Amérique latine et les Caraïbes (entre 2000 et 2020, en pourcentage des échanges totaux)



Réalisation : Documentation photographique © Dita, Paris, 2012.

Source : CEPAL, 2010.



L'AMÉRIQUE LATINE LE NOUVEL « ELDORADO » ?

des économies qui la composent, du peu d'échanges entre partenaires et des divergences entre la Colombie et le Pérou, favorables au libéralisme, et l'Équateur et la Bolivie, qui se réclament du socialisme. Le Mercosur a été fondé en 1991 par le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Il s'est consolidé grâce à l'accroissement du commerce entre ses membres, à la création de niveaux politiques de concertation et de coordination ainsi qu'à l'association du Chili, du Pérou, de l'Équateur, de la Colombie et de la Bolivie. Toutefois, les intérêts et les positions des

principaux partenaires s'éloignent de plus en plus avec l'irrésistible ascension du Brésil et les différends diplomatiques. Ainsi, après la destitution du président Fernando Lugo en juin 2012, le Paraguay a été exclu de l'organisation pour une durée indéterminée. Une occasion dont a profité le Venezuela pour annoncer son entrée dans le Mercosur, avec effet le 31 juillet 2012. L'ALÉNA, l'Accord de libre-échange nord-américain, entré en vigueur en 1994, réunit les États-Unis, le Canada et le Mexique. Il s'agit d'un accord à visée commerciale, sans

intégration politique, facilitant la délocalisation d'activités industrielles des États-Unis vers son voisin du sud et les importations de produits alimentaires afin de soutenir le développement du pays latino-américain et de dissuader ainsi les migrants de se rendre au nord. Cet accord a joué le rôle qu'on en attendait : le Mexique s'est industrialisé et ses exportations vers les États-Unis ont augmenté. Les usines de montage, les maquilas, ne sont plus seulement installées dans les zones frontalières, mais aussi dans tout le pays. Toutefois, la situation est devenue



Les processus d'intégration en Amérique latine

moins favorable pour le Mexique, en raison des difficultés de l'économie américaine et de la concurrence des importations provenant d'Asie. Dans les Caraïbes, plusieurs organisations d'intégration économique régionale coexistent : la Communauté caribéenne (CARICOM) et le Marché commun centre-américain (MCCA). Leur faiblesse est celle des petites économies qui les composent et qui sont peu complémentaires, sauf dans le domaine pétrolier : le Venezuela fournit, en particulier à ses alliés politiques (Nicaragua, Cuba), du pétrole à prix préférentiel. L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), fondée en 2005, regroupe les États qui affichent leur opposition à la domination des États-Unis. Enfin, il existe également l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC), dont le projet est de disposer d'instances de concertation entre les pays afin d'aboutir à des prises de position communes. La perte d'efficacité des instances d'intégration redonne tout leur poids aux États et aux enjeux nationaux : il n'est plus question de les dépasser, mais de les reconstruire, voire de les réinventer. Ce qui en est attendu, c'est avant tout de la protection et de la régulation, en commençant par la sécurité des biens et des personnes. L'État s'efforce alors de s'appuyer sur une société structurée pour instaurer une nouvelle relation avec les acteurs économiques et sociaux. Ainsi, les gouvernements ont adopté des fonctions de régulation dans des domaines laissés aux entreprises privées (eau, assainissement, par exemple). Dans certains cas, notamment en Argentine, en Bolivie, au Venezuela, il y a eu renationalisation de secteurs privatés. À l'inverse, Cuba, qui prétendait contrôler toute l'économie, a autorisé la création de petites entreprises privées.

LES RICHESSES NATURELLES : ABONDANCE ET MALÉDICTION

L'Amérique latine dispose de ressources naturelles abondantes par rapport à une population réduite (quelque 600 millions d'habitants), ce qui permet de dégager des excédents pour l'exportation. L'espace est l'une d'entre elles et rend possible l'extension des surfaces cultivées et

cultivables. Ainsi, la pampa argentine, aussi grande que la France, et la région des *cerrados* brésiliens voient s'étendre les cultures du soja. Le sous-continent dispose également de ressources minérales remarquables : le Chili détient les premières réserves mondiales de cuivre et de lithium ; le Brésil se classe au troisième rang pour la bauxite et l'étain, cinquième pour le fer. L'exploitation des ressources naturelles nourrit l'esprit pionnier, de la conquête, de l'ouverture des terres, du défrichage, et s'inscrit dans un changement technologique et législatif qui rend possible la mise en valeur de gisements à faible teneur, jusqu'alors délaissés. Si elle est le principal vecteur de croissance, on en connaît les limites : économies dépendantes des cours internationaux des matières premières, absence d'industrialisation sur place, augmentation de l'importation de produits manufacturés et épuisement des ressources non renouvelables. En outre, cette exploitation entraîne une surévaluation des monnaies qui pénalise les producteurs nationaux, entrave l'innovation et ne crée que peu d'emplois. Dans le domaine agricole, on

constate une concentration des terres au détriment des petits producteurs. Les conséquences environnementales sont également lourdes : uniformisation des paysages par la monoculture, déforestation, mouvements de terrain, consommation excessive d'eau...





L'AMÉRIQUE LATINE LE NOUVEL « EL DORADO » ?

Ainsi, les projets miniers importants sont souvent perçus de manière négative par les habitants. Les conflits socio-environnementaux se multiplient et opposent généralement de grandes compagnies, soutenues par les autorités politiques locales ou nationales, à des populations désireuses de préserver leurs conditions de vie, voire de protéger des milieux d'intérêt mondial⁽¹⁾. Ils sont parfois violents. Au Pérou, l'opposition aux mines de Cajamarca, au nord du pays, donne lieu depuis novembre 2011 à des affrontements réguliers entre forces de l'ordre et populations.

LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ

L'émergence économique a bien entendu des effets positifs, comme la constitution (ou la reconstitution) d'une classe moyenne. Elle procède non seulement d'une élévation des revenus moyens, mais également de l'intégration

d'une frange croissante de la société dans des dispositifs formels d'accès au logement, à la santé, au crédit, à l'éducation et à la consommation. Il s'agit donc aussi d'une transformation politique, car ces populations sont porteuses de nouvelles demandes.

Toutefois, il ne faut pas surestimer cette montée des classes moyennes, qui s'inscrit dans des histoires sociales bien différentes et est difficile à quantifier précisément, parce que les catégories de recensement ne sont pas comparables. L'Amérique latine affiche des records mondiaux d'inégalités, notamment au Brésil et au Chili, mais aussi au Pérou et en Équateur : la société connaît une forte polarisation entre classes aisées et populaires, ce qui ne laissait jusqu'alors guère de place aux classes moyennes. La pauvreté est très élevée en Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, Guatemala), où elle concerne plus de 50 % de la population,

et est la plus basse en Uruguay et au Chili (de l'ordre de 12 %). Son évolution est sensible aux fluctuations économiques : alors qu'un an de récession entraîne immédiatement une augmentation de la pauvreté, il faut plusieurs années pour qu'elle se résorbe. En Argentine, le taux de pauvreté, qui était de 20 % en 1999, a atteint près de 50 % en 2002, pour redescendre à 20 % en 2006 et à 11 % en 2009.

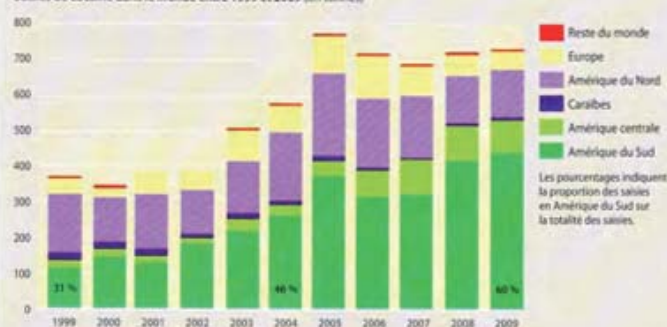
En outre, la misère touche inégalement les groupes sociaux et les territoires. Les taux sont dans l'ensemble plus élevés pour les communautés indigènes et dans les territoires ruraux. Cette situation explique, par exemple, les conflits sociaux qui se déroulent dans le sud du Mexique, dans le Chiapas, où la guérilla zapatiste rejette les effets du néolibéralisme et réclame à l'État de meilleures conditions de vie. Toutefois, c'est en ville que les pauvres sont les plus nombreux et les formes de ségrégation sociospatiale les plus visibles à l'échelle des métropoles et des quartiers. Les inégalités de revenus se combinent alors avec une plus grande exposition aux risques industriels et environnementaux, des conditions de logement précaires, des problèmes de transport pour accéder à l'emploi, l'absence de services et d'espaces verts. Ces différents facteurs rendent difficile la sortie de la pauvreté, même dans un contexte économique de croissance, faute d'accès à l'éducation et à la santé.

La capacité d'apporter des solutions dépend en grande partie de l'État. Les programmes d'aide aux plus démunis ont généralisé des modalités de transferts monétaires conditionnels, c'est-à-dire de paiements associés à des exigences de suivi médical et scolaire, ou de dispositifs d'insertion professionnelle. Ces projets sont censés lutter à la fois contre la pauvreté monétaire et l'exclusion sociale. Si l'on peut en souligner les aspects positifs, l'objectif ne peut être atteint si le marché du travail n'est pas capable d'offrir des emplois. Ce qui est possible en période de croissance l'est beaucoup moins en période de récession ou dans des régions en crise.

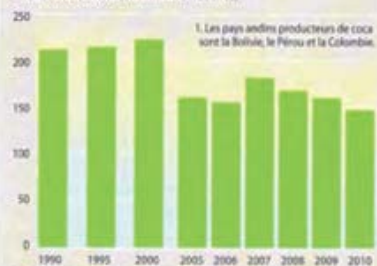
Les autorités doivent enfin affronter un défi majeur : la violence. Surtout liée aux acteurs armés (guérilla, forces paramilitaires et milices) et au crime organisé, elle illustre également l'impuissance de certains gouvernements face aux narcotrafiquants et groupes criminels qui profitent de la pauvreté pour installer leurs réseaux dans les quartiers les plus démunis, permettant ainsi le développement d'économies parallèles. Cultivée dans les vallées des pays andins (Bolivie, Pérou, Colombie), la coca, plante rituelle

Petit panorama sur la cocaïne

Saisies de cocaïne dans le monde entre 1999 et 2009 (en tonnes)

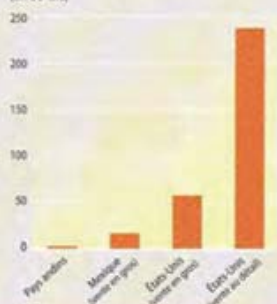


Superficies des cultures de coca dans les pays andins¹ entre 1990 et 2010 (en milliers d'hectares)

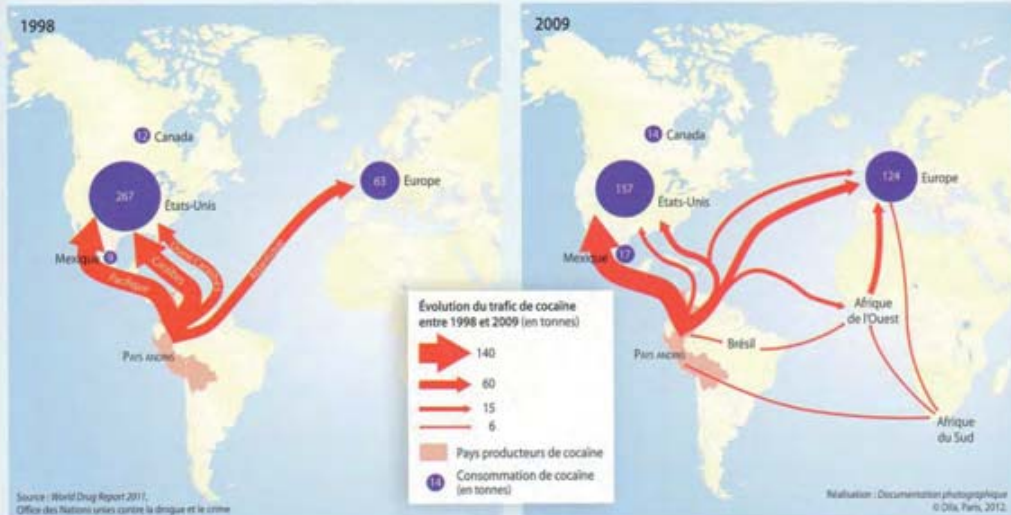


Réalisation : Documentation photographique © DfA, Paris, 2012.
Source : World Drug Report 2011, Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Prix d'un gramme de cocaïne en 2009 (en dollars)



L'évolution du trafic de cocaïne entre 1998 et 2009



LE PÉROU, PREMIER PRODUCTEUR DE COCA

Si l'application du Plan Colombie (2000-2005), dont l'objectif principal était la lutte contre la drogue, a entraîné une réduction des surfaces de production de coca en Colombie, il n'a fait que déplacer géographiquement le problème. La culture a repris de plus belle au Pérou, premier producteur mondial de feuille de coca (119 000 tonnes en 2009) et de chlorhydrate de cocaïne (450 tonnes). La vallée des fleuves Apurimac et Ene (cf. photo) est le cœur d'une production qui occupe quelque 18 000 hectares en 2011 et augmente de 500 hectares chaque année. Difficile d'accès, la région est située à plus de 2 000 mètres d'altitude et à 1 100 kilomètres au sud-est de Lima, la capitale. Cette géographie a notamment permis aux cartels de tisser leurs réseaux sans être inquiétés par les autorités. Les actions de la police et de l'armée, qui ont saisi 1,8 tonne de pâte à base de cocaïne en 2010, n'empêchent pas la production de croître.



L'AMÉRIQUE LATINE LE NOUVEL « ELDORADO » ?

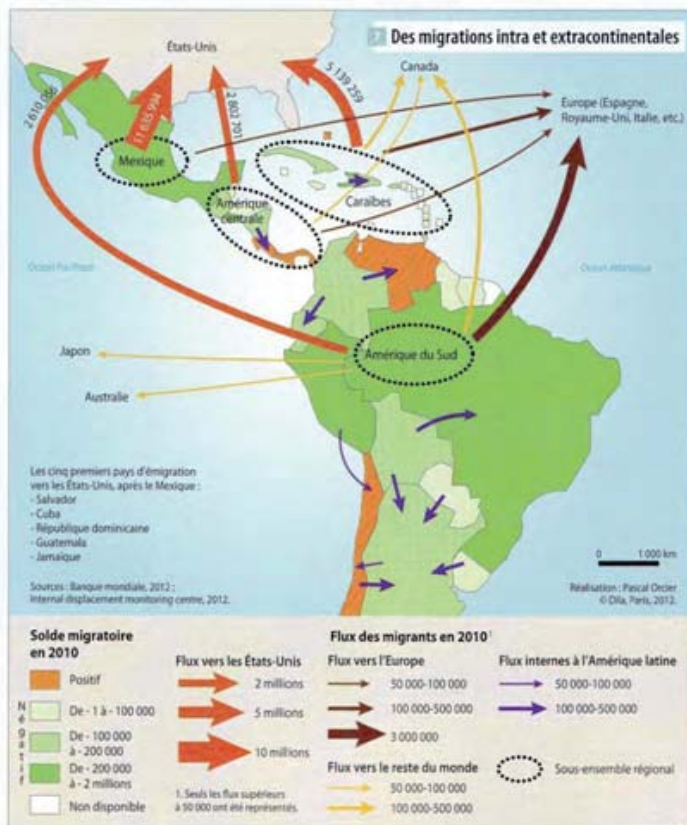
ancestrale, sert de base pour la fabrication de la cocaïne (cf. document 5 p. 16). L'Amérique latine en est la pourvoyeuse exclusive et les États-Unis sont le principal client (cf. cartes 6 p. 17). Le trafic est néanmoins en baisse : de 267 tonnes en 1998, 157 tonnes sont arrivées sur le sol américain en 2009. L'une des causes est la guerre lancée par Washington contre les réseaux de trafiquants. En revanche, si les campagnes d'éradication, encadrées par l'armée, ont permis la diminution des superficies cultivées (passant de 211 700 hectares en 1990 à 149 100 en 2010), la production a augmenté (de 774 tonnes en 1990 à 984 en 2006), selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Les réseaux criminels ont diversifié leurs routes d'exportation, notamment vers l'Afrique de l'Ouest, porte d'entrée vers l'Europe.

UNE TERRE DE MIGRANTS

Il est indéniable que l'Amérique latine d'aujourd'hui n'attire plus comme auparavant : entre 1860 et 1930, la région avait accueilli des millions d'immigrants (3,5 millions en Argentine et 5,6 millions au Brésil, par exemple). Au début du XXI^e siècle, ce sont des millions de Latino-Américains qui se dirigent vers les pays du nord, principalement les États-Unis, qui constituent toujours, et de loin, le gros du flux (cf. carte 7). En effet, la pauvreté touche particulièrement les jeunes urbains des grandes villes et ceux des zones rurales marginalisées en raison des faibles capacités du marché du travail à les intégrer et en dépit de conditions macroéconomiques favorables.

Dans les quartiers périphériques de la ville de Mexico, une proportion croissante de jeunes

appartient à cette nouvelle catégorie : les « ni ni » (ni scolarisés ni travailleurs). Pour beaucoup, la migration « *del otro lado* » (« de l'autre côté » de la frontière) reste le seul horizon porteur d'avenir et d'accès à la consommation. À partir des années 2000, les jeunes des régions indiennes (du Guatemala, d'Équateur, de Bolivie et du Mexique, et ce, au sein même des communautés zapatistes) se joignent massivement aux migrations transnationales. Ces migrations, qui sont avant tout de nature économique, apportent une manne considérable : en 2011, l'Amérique latine a bénéficié de 60 milliards de dollars de transferts financiers en provenance des migrants (cf. document 8). Cette force se traduit également par une influence culturelle et sportive à l'étranger, donnant à des pays comme le Brésil un véritable *soft power*, notamment avec



Transferts financiers des migrants vers leurs pays d'origine

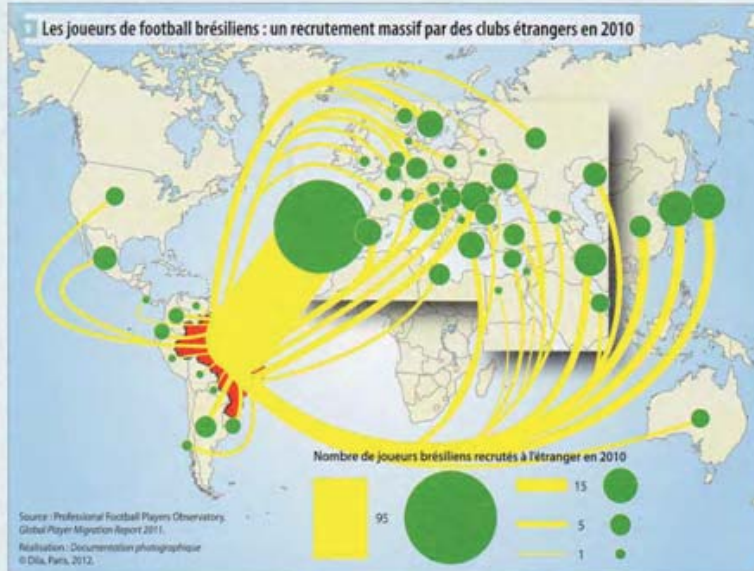
	En pourcentage du PIB 2010	En millions de dollars en 2011
Salvador	15,7	3 855
Jamaïque	15,2	2 143
Honduras	15,1	2 907
Guyana	13	330
Nicaragua	11,7	902
Haïti	11,7	1 598
Guatemala	10,2	4 532
Grenade	6,8	58
Dominique	6,6	26
St-Christophe-et-Niévès	6,4	44
République dominicaine	6,3	3 393
Bolivie	5,8	1 188
Belize	5,5	85
St-Vincent-et-les-Grenadines	5	33
Équateur	4,1	2 711
Paraguay	3,5	785
St-Lucie	2,9	31
Barbade	2,8	127
Antigua-et-Barbuda	2,2	25
Mexique	2,1	23 628
Pérou	1,8	2 731
Costa Rica	1,5	585
Colombie	1,5	4 265
Panama	0,7	279
Trinité-et-Tobago	0,4	126
Uruguay	0,2	112
Brazil	0,2	4 254
Argentine	0,2	664
Suriname	0,1	5
Venezuela	0,1	148
Chili	0	3
Bermudes (R.-U.)	NC	1 345
Aruba (P.-B.)	NC	16
Iles Caïman	NC	NC
Cuba	NC	NC
Curaçao (P.-B.)	NC	NC
Porto Rico (E.-U.)	NC	NC
St-Martin (Fr. et P.-B.)	NC	NC
Iles Turques-et-Caïques (R.-U.)	NC	NC
Iles Vierges (R.-U.)	NC	NC
Bahamas	NC	NC

Source : Banque mondiale, 2012. © Dila, Paris, 2012.

la présence de ses professionnels du football dans les plus grands clubs de la planète (cf. carte 9). En 2010, il est le premier exportateur de joueurs (283) devant l'Argentine (225). Les Brésiliens sont recrutés en Europe (95 au Portugal, 9 en Italie, 7 en Espagne et 5 en Allemagne), en Asie (15 en Corée du Sud et 14 au Japon) et au Moyen-Orient. L'équipe nationale, la Seleção, a remporté cinq fois la Coupe du monde (1958, 1962, 1970, 1994 et 2002).

Le système migratoire s'est élargi et complexifié avec la mondialisation. Circulations et trajectoires s'inscrivent pour certains dans un champ déjà bien structuré (Mexicains aux États-Unis) ; d'autres sont sensibles aux cycles économiques, aux mesures migratoires, mais aussi aux évolutions politiques (coups d'État, regains de violence, guerres, etc.), qui chassent les pauvres et vidant les pays de leurs élites. Les mouvements « mixtes », comme les définit le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies, sont provoqués à la fois par la misère et la violence sévissant dans le pays d'origine. Ils concernent surtout les Colombiens et les migrants d'Amérique centrale.

Par ailleurs, il faut souligner que les migrations Sud-Sud ont connu, depuis 2003, un regain assez remarquable. Il est dû à la bonne santé économique de l'Argentine, du Brésil et du Chili qui attirent les travailleurs des pays limitrophes. Les grandes métropoles (Santiago, São Paulo et Buenos Aires, cf. carte 10 p. 20) sont les pôles d'attraction d'une main-d'œuvre employée principalement dans les secteurs de la construction et de la confection. Enfin, la crise actuelle entraîne de nouveaux phénomènes : le retour de Latinos au pays et l'arrivée d'Européens en Amérique latine. Aux États-Unis, les flux de Mexicains sont en baisse : entre 2005 et 2010, 1,4 million de clandestins sont revenus chez eux.



Selon l'Institut national de la statistique d'Espagne, sur les 130 000 Espagnols qui ont émigré en 2010, 60 % se sont dirigés vers le sous-continent. Ces flux concernent des jeunes qualifiés attirés par des pays en croissance (Argentine et Brésil en tête).

LE DÉFI DÉMOCRATIQUE

L'instabilité des démocraties et les tendances à l'autoritarisme, historiquement avérées, font tellement partie de la vie politique de l'Amérique latine que l'on a parfois tendance à ignorer qu'il existe aussi une tradition démocratique, même si celle-ci ne se confond pas avec la tradition européenne. La réflexion sur les régimes politiques a commencé en Amérique hispanique dès le début du XIX^e siècle, avec les indépendances. La région a été sensible aux principes de la Révolution française, dont la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a été traduite en espagnol par Antonio Nariño, à Bogotá,

dès 1793. Sur fond de guerres entre groupuscules locaux et de lutte pour les territoires, s'élabore aussi, au XIX^e siècle, une pensée constitutionnelle. On doit donc considérer la période actuelle, caractérisée par la généralisation de la démocratie, non comme une exception, mais comme la continuité d'autres moments démocratiques. Cela étant, ces derniers, bien que fondés sur le droit, ont généralement été contrôlés par des élites et se sont souvent mal terminés. La situation actuelle est-elle différente ?

L'expression « transition démocratique » a été proposée par les spécialistes de sciences politiques pour décrire les trajectoires de sortie de dictature suivies par les pays latino-américains à partir des années 1980 et poursuivies dans la décennie 2000. Elle véhicule l'idée qu'une série de problèmes doivent être progressivement résolus pour aboutir à une démocratie de plein exercice. On peut constater en effet qu'il existe des enjeux communs

aux transitions latino-américaines : l'aggiornamento constitutionnel, le rétablissement d'élections, mais aussi les questions délicates de la justice pour les victimes des dictatures et de la mémoire. Ce passif des régimes militaires, particulièrement lourd en Argentine et au Chili, sert de rappel aux démocraties sur la nécessité de respecter les principes constitutionnels et les Droits de l'homme. D'une façon générale, certains pays affichent une belle régularité dans le fonctionnement institutionnel et dans le respect des libertés : Brésil, Argentine, Chili, Costa Rica, République dominicaine. L'une des limites est la corruption qui touche jusqu'aux plus hauts fonctionnaires.

Un deuxième groupe pourrait être constitué par des États préservant les formes de la démocratie, mais dont le fonctionnement politique bascule facilement dans des travers autoritaires. C'est le cas du Venezuela, où Hugo Chávez exerce le pouvoir d'une façon



L'AMÉRIQUE LATINE

LE NOUVEL « ELDORADO » ?



autocratique et dans le cadre d'institutions qu'il a fait évoluer dans son intérêt depuis son arrivée à la présidence en 1999. On pourrait placer dans ce même groupe la Colombie, où la lutte contre la guérilla a justifié l'autoritarisme du président Álvaro Uribe (2002-2010). Un troisième ensemble est constitué de pays dans des situations évolutives et quasi expérimentales. C'est le cas de la Bolivie et de l'Équateur. Des réformes constitutionnelles ont eu lieu pour donner plus de place à la diversité des populations dans l'organisation politique, mais le pouvoir reste fragile. Evo Morales et Rafael Correa ont été plusieurs fois menacés par des révoltes ou des tentatives de coups d'État. Cela les place dans une situation délicate qui les pousse à des prises de position plus autoritaires, alors même qu'ils tiennent un discours tourné vers la participation. Enfin, d'autres États restent instables politiquement, comme le Guyana, le Honduras,

Haïti ou le Paraguay. Le 22 juin 2012, le Sénat paraguayen, contrôlé par l'opposition, a démis de ses fonctions le président démocratiquement élu, Fernando Lugo, suivant une procédure qui n'avait que les apparences de la légalité. Outre les aspects institutionnels, cette fragilité de l'État concerne son incapacité à administrer les populations et les territoires de façon légitime et sa captation par de petits groupes d'intérêt. Plutôt que de transitions démocratiques achevées, on pourrait donc parler de démocraties en mouvement. Ces évolutions sont loin d'être univoques et mettent au défi les dirigeants et les institutions de prendre en compte la diversité des demandes de la société. En outre, une récession économique est toujours possible et mettrait en péril ce que l'on croit acquis tant sur le plan des droits des citoyens qu'en matière de respect des institutions. Or l'instabilité politique a aussi pour effet de décourager les

investisseurs, rendant indispensable de garantir la gouvernabilité. Cette question est inséparable de celle de l'émergence. »

S. VELUT et M.-F. PRÉVÔT-SCHAPIRA

NOTE
(1) Voir « Le développement du Brésil menace l'Amazonie », in *Carto* n° 8, novembre-décembre 2011, p. 60-61 ; « Pouvoir indigène », in *Carto* n° 10, mars-avril 2012, p. 35 ; « Le "printemps" des sans-terre au Paraguay », in *Carto* n° 12, juillet-août 2012, p. 35.

POUR EN SAVOIR PLUS...

Les documents de ce dossier sont extraits du numéro de septembre-octobre 2012 de la Documentation photographique, publication de la Documentation française. Ils reviennent sur l'émergence de l'Amérique latine comme puissance économique et les différences entre les pays du sous-continent.



POPULATION & SOCIÉTÉS

Le nombre et la part des immigrés dans la population : comparaisons internationales

Gilles Pison*

La proportion d'immigrés varie beaucoup d'un pays à l'autre, dépassant la moitié de la population dans certains pays, alors qu'elle est inférieure à 0,1 % dans d'autres. Dans quels pays les immigrés sont-ils les plus nombreux ? De quels pays sont-ils issus ? De façon plus générale, comment les immigrés se répartissent-ils à l'échelle de la planète ?

Les États-Unis sont le pays du monde ayant sur son sol le plus grand nombre d'immigrés (personnes nées à l'étranger – voir définitions en encadré) : 43 millions en 2010 d'après les Nations unies [1]. C'est six fois plus que l'Arabie saoudite (7,3 millions) ou le Canada (7,2) (figure 1). Mais proportionnellement à leur taille, ces deux derniers pays ont deux fois plus d'immigrés : 28 % et 21 %, contre 13 % aux États-Unis. Si l'on rapporte de façon systématique le nombre d'immigrés à l'effectif de la population, cinq types de pays à fort pourcentage d'immigrés apparaissent⁽¹⁾ :

- un premier groupe de pays, peu peuplés mais richement dotés en ressources pétrolières, où les immigrés sont parfois majoritaires. C'est dans ce groupe que l'on observe en 2010 les proportions les plus élevées sur le plan mondial : Qatar (86 %), Émirats arabes unis (70 %), Koweït (69 %), Arabie saoudite, Bahreïn, Oman et Brunei ayant des taux compris entre 28 % et 40 %.
- un deuxième groupe est formé de très petits territoires, des micro-États souvent dotés d'un statut particulier, notamment sur le plan fiscal : Monaco (72 %), Macao (55 %), Singapour (41 %).
- le troisième groupe correspond aux pays qualifiés autrefois de « pays neufs », dotés d'immenses espaces mais encore faiblement peuplés : Australie (22 %) et Canada (21 %).
- le quatrième, proche du précédent pour le mode de développement, est celui des démocraties industrielles

occidentales où la proportion d'immigrés est généralement comprise entre 7 % et 16 % : Autriche (16 %), Suède (14 %), Espagne (14 %), États-Unis (13 %), Allemagne (13 %), France (11 %) ⁽²⁾, Pays-Bas (10 %), Royaume-Uni (10 %), Belgique (9 %), Italie (7 %).

– un cinquième et dernier groupe est celui des pays dits de « premier asile », qui reçoivent des flux massifs de réfugiés du fait de conflits dans un pays voisin. La Syrie hébergeait ainsi environ un million de réfugiés irakiens fin 2009, soit l'équivalent de 5 % de sa population, et le Tchad, près de 350 000 réfugiés (3 % de sa population) originaires du Soudan.

◆ Les pays de petite taille accueillent proportionnellement le plus d'immigrés

La Suisse, avec 23 % d'immigrés, se situe devant les États-Unis ou la France, et le Luxembourg a une proportion encore plus élevée (35 %). Si l'attractivité du pays joue, sa taille aussi. Plus le pays est petit, plus la part de la population née à l'étranger risque d'être élevée. En sens

* Institut national d'études démographiques

⁽¹⁾ Nous reprenons ici les catégories distinguées par Gildas Simon dans un numéro précédent de *Population & Sociétés* [2].

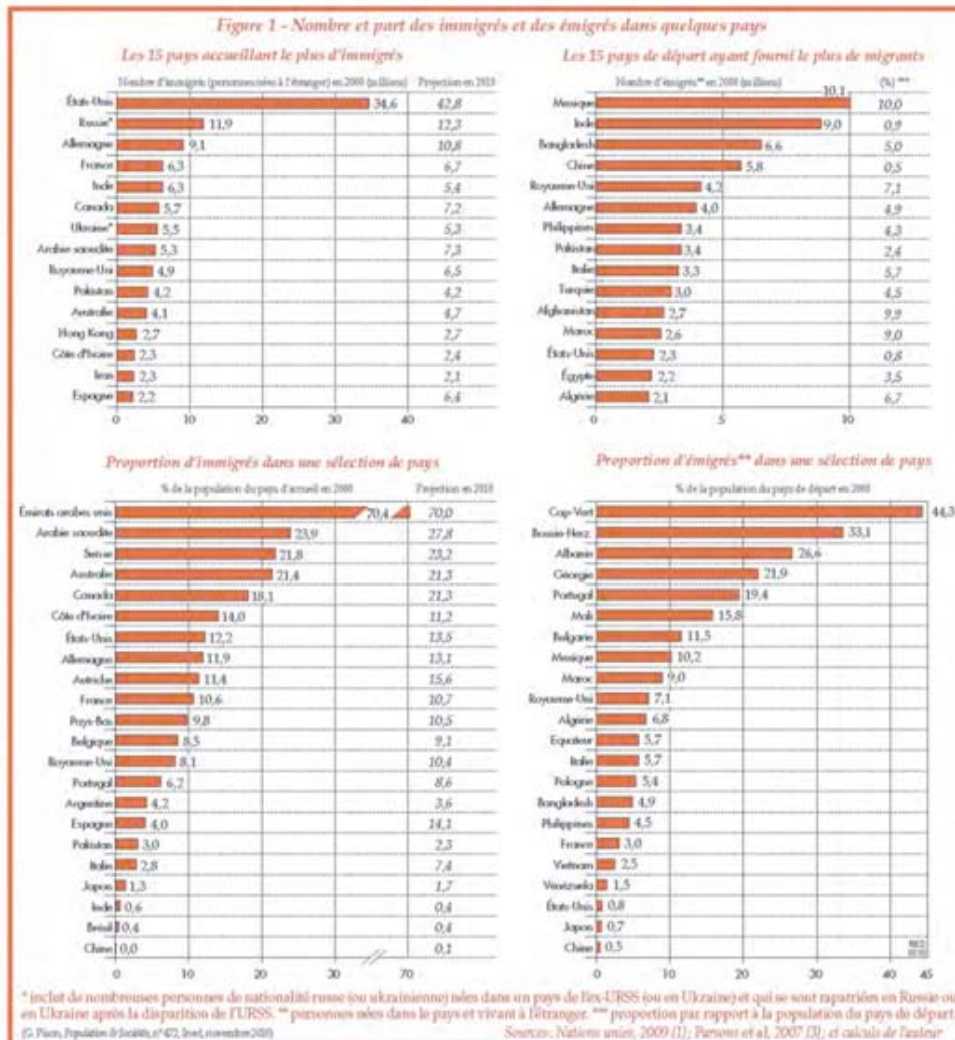
⁽²⁾ La proportion d'immigrés est plus élevée que celle publiée par l'Insee, qui contrairement aux Nations unies ne compte pas dans les immigrés les Français nés à l'étranger (voir définitions en encadré). En ne comptant que les personnes nées étrangères à l'étranger, la proportion n'est que de 8 % en France.

Éditorial – Le nombre et la part des immigrés dans la population : comparaisons internationales

• Les pays de petite taille accueillent - p. 1 • Les États-Unis et la France, pays d'immigration ancienne - p. 2 • L'Espagne, nouveau pays d'immigration - p. 3 • Une mesure difficile : le nombre et la part des émigrés - p. 3 • Les immigrés : trois pour cent de la population mondiale - p. 4

Encadré : Les définitions - Les sources d'information - p. 3

Figure 1 - Nombre et part des immigrés et des émigrés dans quelques pays



inverse, plus le pays est grand, plus cette part risque d'être faible. L'Inde ne compte ainsi que 0,4% d'immigrés en 2010, et la Chine 0,1%. Mais si chaque province chinoise était un pays indépendant - une dizaine de provinces ont plus de 50 millions d'habitants, la plus peuplée, le Hénan, en ayant plus de 100 millions - le taux d'immigrés serait beaucoup plus élevé, car les migrations de province à province, qui ont pris beaucoup d'importance ces dernières années, seraient alors comptées comme des migrations internationales et non plus comme des migrations internes (voir définitions en encadré). En sens inverse, si l'Union européenne formait un seul pays, la part des immigrés diminuerait sensiblement, puisque les ressortissants d'un autre pays de

l'Union n'en feraient plus partie. L'importance relative des deux types de migration, interne et internationale, est donc fortement liée au découpage du territoire en nations.

◆ **Les États-Unis et la France, pays d'immigration ancienne**

La proportion d'immigrés dans un pays reflète l'importance des flux d'immigration passés. Ainsi, les États-Unis, avec 13% de la population née à l'étranger en 2010 (43 millions de personnes), est le premier pays d'accueil des migrants, malgré l'imposition des quotas par nation, qui avaient fortement ralenti les flux de 1924 à 1965. Il le

reste aujourd'hui avec un solde migratoire (différence entre les entrées et les sorties de personnes de son territoire) estimé en moyenne à un million d'individus par an au cours de la période 2005-2010 [1].

La France est également un vieux pays d'immigration, avec des migrants venus au XIX^e siècle des pays voisins – Belgique, Angleterre, Allemagne, Suisse – puis au XX^e siècle, après la première guerre mondiale, de Pologne, d'Italie, d'Espagne et, après la seconde guerre mondiale, du Portugal, du Maghreb, puis plus récemment, d'Afrique subsaharienne et d'Asie. Dans les années 1950 et 1960, le solde migratoire était, proportionnellement à la population, plus élevé en France qu'aux États-Unis (en moyenne près de quatre pour mille habitants par an, contre deux), du fait des quotas d'entrée. Depuis 1970, c'est l'inverse, le flux d'entrée s'étant réduit en France alors qu'il a plutôt augmenté aux États-Unis, notamment dans les années 1990. Au cours des deux dernières décennies, le solde migratoire s'est situé autour de quatre pour mille en moyenne annuelle aux États-Unis contre un peu plus d'un pour mille en France. Mis à part ces différences conjoncturelles, les deux pays ont en commun une longue histoire d'immigration, avec un flux d'entrée qui, même modeste pendant certaines périodes, s'est maintenu de façon presque ininterrompue sur plus d'un siècle.

Dans ces pays, la population immigrée s'est constituée progressivement. Les migrants, qu'ils soient venus pour travailler ou rejoindre un membre de leur famille déjà sur place, ont été nombreux ensuite à rester dans le pays d'accueil. Ils y ont fondé une famille, ont eu des enfants, ont vieilli. Une partie des immigrés sont retournés dans leur pays de naissance ou sont allés dans un autre pays d'accueil, alors que d'autres sont décédés sur place. La population des immigrés résidant actuellement aujourd'hui dans le pays d'accueil résulte du cumul des vagues d'immigration successives, diminué des pertes subies par chacune en raison des départs et des décès.

◆ L'Espagne, nouveau pays d'immigration

En Espagne, la proportion d'immigrés (14 pour cent en 2010) est du même ordre qu'aux États-Unis ou en France mais, à la différence de ces derniers pays, la population immigrée s'est constituée sur un temps très court. L'Espagne était un pays d'émigration jusqu'à la fin des années 1980. Ce n'est que depuis le début des années 1990 qu'elle est devenue un pays d'immigration. Le flux d'entrée d'immigrés s'est progressivement accru jusqu'à un niveau très élevé, le solde migratoire positif dépassant 600 000 personnes par an entre 2002 et 2007, soit, rapporté à la population (43 millions en 2005), un taux de 15 pour mille, près de dix fois plus élevé qu'en France à la même époque⁽³⁾. La courte durée de la période d'immigration a été compensée par un apport migratoire massif, la proportion d'immigrés dépassant

(3) Le flux d'entrée de migrants a fortement baissé récemment en Espagne comme dans les autres pays méditerranéens. Les projections du stock d'immigrés en 2010, élaborées en 2008 par les Nations unies, et publiées en 2009, n'ont pu prendre totalement en compte cette diminution, elles seront donc sans doute à revoir à la baisse.

Les définitions

- **Migrant international** – Les Nations unies recommandent de retenir comme migrant international toute personne changeant de pays de résidence habituelle pour une durée de séjour d'au moins un an, quel qu'en soit le motif. Le franchissement d'une frontière internationale, avec changement de résidence habituelle, différencie la migration internationale de la migration interne qui s'effectue à l'intérieur des frontières d'un État.
- **Étranger** – Personne qui ne possède pas la nationalité du pays où elle réside.
- **Immigré** – Personne née dans un autre pays que celui où elle réside, qui a donc franchi une frontière (ou plusieurs) depuis sa naissance. Elle peut avoir la nationalité de son pays de naissance ou avoir une autre nationalité, notamment celle du pays dans lequel elle réside. Dans le premier cas, elle est étrangère, et dans le dernier, elle ne l'est pas, ayant la nationalité du pays où elle habite. En France, on réserve la dénomination d'immigré aux seules personnes « nées étrangères à l'étranger », en excluant les personnes nées françaises.
- **Solde migratoire** – Différence entre le nombre de personnes entrées dans le pays au cours d'une période donnée et le nombre de celles qui en sont sorties.

Les sources d'information

Le nombre d'immigrés est habituellement estimé dans chaque pays grâce au recensement, qui demande à chaque personne résidente son lieu et pays de naissance.

Les flux annuels d'immigration sont estimés à l'aide de sources administratives – délivrance des permis de séjour ou de travail, registre de population [5]. Concernant les flux d'émigration, peu de pays disposent de système permettant d'observer les départs de migrants de leur territoire. Les statistiques migratoires sont donc produites à partir de l'observation des arrivées dans les pays d'accueil.

Les Nations unies s'efforcent de rassembler l'ensemble des données démographiques publiées par les offices nationaux de statistique et, en les corrigeant éventuellement, élaborent leurs propres statistiques [1]. Le *Development Research Centre on Migration* de l'Université du Sussex a publié un tableau croisé indiquant pour n'importe quelle paire de pays le nombre de migrants nés dans le premier et résidents dans le second en 2000 [3]. L'OCDE publie de son côté des statistiques détaillées de migrations internationales tant à l'intérieur qu'à destination de la zone OCDE [6].

finale celle de la France. Mais la population immigrée est différente dans les deux pays : l'installation des immigrés vivant en France est en moyenne plus ancienne que celles des immigrés vivant en Espagne. De ce fait, ils sont plus âgés.

◆ Une mesure difficile : le nombre et la part des émigrés

Tout immigré est aussi un émigré pour le pays qui l'a vu naître. Même s'il s'agit des mêmes personnes à l'échelle mondiale, quand on s'intéresse à un pays particulier et que l'on souhaite en connaître la population des émigrés, les informations disponibles sont souvent moins bonnes que pour les immigrés. Les pays sont sans doute moins soucieux de dénombrer leurs émigrés que leurs immigrés,

les premiers n'étant plus résidents, et n'occasionnant plus de dépenses publiques sous forme d'équipements et d'infrastructures, contrairement aux seconds. Mais les émigrés contribuent souvent de façon importante à l'économie de leur pays de départ par l'envoi d'argent et, dans certains cas, ils peuvent toujours voter, ce qui justifie de mieux connaître leur population. Une raison de la moins bonne connaissance des émigrés tient également aux sources statistiques. Les arrivées de migrants sont mieux enregistrées que les départs. Et le nombre d'émigrés est souvent estimé à partir des statistiques sur les immigrés dans les différents pays d'accueil (voir encadré).

Le nombre d'émigrés varie beaucoup d'un pays à l'autre, le Mexique venant en tête en l'an 2000 avec plus de 10 millions de personnes nées dans ce pays et vivant dans un autre pays, principalement aux États-Unis (figure 1). En proportion, le Cap-Vert, pays insulaire dénué de ressources, détient un record : on compte un Capverdien vivant à l'étranger pour deux vivant au pays, ce qui signifie que le tiers des personnes nées au Cap-Vert ont émigré.

Certains pays sont à la fois des pays d'immigration et d'émigration. C'est le cas par exemple du Royaume-Uni, qui compte presque autant d'immigrés que d'émigrés (4,9 et 4,2 millions en 2000). Les États-Unis comptent un nombre appréciable d'expatriés (2,3 millions en 2000), mais comparativement aux immigrés (35 millions à la même date), c'est quinze fois moins. Enfin, certains pays paraissent relativement fermés jusqu'ici aux migrations, et dans les deux sens. C'est le cas par exemple du Japon, qui compte à la fois peu d'immigrés (seulement 1,3 % de la population en 2000) et peu d'émigrés (0,7 %). Contrairement à une idée reçue, la France compte peu d'expatriés, d'après les décomptes détaillés de l'OCDE dans les recensements du monde entier, c'est l'un des pays d'Europe d'où l'on s'expatrie le moins [6].

◆ Les immigrés : trois pour cent de la population mondiale

Les immigrés seraient au total 214 millions en 2010 d'après les Nations unies [1]. Ils ne représentent qu'une faible minorité de la population mondiale (3,1%), la plupart des humains vivant dans leur pays de naissance. La proportion d'immigrés n'a que très légèrement augmenté au cours des dernières décennies (elle était de 2,9% il y a 20 ans, en 1990, et 2,3% il y a 45 ans, en 1965). Elle n'a sans doute que peu changé également en 100 ans.

En revanche, la répartition des immigrés n'est pas la même qu'il y a un siècle, un des changements survenus depuis étant le « renversement des flux migratoires », entre le Nord et le Sud, selon l'expression d'Alfred Sauvy, les pays du Sud fournissant désormais une part importante des migrants internationaux. Ceux-ci se répartissent aujourd'hui en trois groupes d'importance numérique à peu près égale (figure 2) : les migrants nés au Sud et vivant au Nord (62 millions en 2005 d'après les Nations unies [4]), les migrants Sud-Sud (61 millions), qui ont migré d'un pays du Sud vers un autre pays du Sud, et les migrants Nord-Nord (53 millions). Le

quatrième groupe des personnes nées au Nord et ayant migré au Sud, qui dominait il y a un siècle, est nettement moins important numériquement (14 millions).

Figure 2 - Les quatre grands groupes de migrants internationaux - Effectifs en 2005



[5] Pison, *Population & Sociétés*, n° 472, novembre 2010
Source : Nations unies [4]

RÉFÉRENCES

- [1] NATIONS UNIES - Trends in international migrant stock: the 2008 Revision, 2009, www.un.org/esa/population/
- [2] Gildas SIMON - « Les migrations internationales », *Population & Sociétés*, n° 382, septembre 2002, 4 p. www.ined.fr
- [3] Christopher PARSONS *et al.* - « Global Migrant Origin Database », Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, Université du Sussex, 2007, www.migrationrc.org/research/typesofmigration/global_migrant_origin_database.html
- [4] NATIONS UNIES, Division de la population - The High-Level Dialogue on International Migration and Development, 2007 www.unmigration.org
- [5] Xavier THIERRY - « Les migrations internationales en Europe: vers l'harmonisation des statistiques », *Population & Sociétés*, n° 442, février 2008, 4 p. www.ined.fr
- [6] Jean-Christophe DUMONT et Georges LEMAÎTRE - « Comptabilisation des immigrés et des expatriés dans les pays de l'OCDE: une nouvelle perspective », *Revue économique de l'OCDE*, n° 40 (1), 2005, p. 59-97 <http://stats.oecd.org>

RÉSUMÉ

Les États-Unis sont le pays du monde ayant sur son sol le plus grand nombre d'immigrés (personnes nées à l'étranger) : 43 millions. C'est six fois plus que l'Arabie saoudite (7,3 millions) ou le Canada (7,2). Mais proportionnellement à leur taille, ces deux derniers pays ont deux fois plus d'immigrés : 28 % et 21 %, contre 13 % aux États-Unis. Les pays de petite taille accueillent proportionnellement le plus d'immigrés. La Suisse, avec 23 % d'immigrés, se situe devant les États-Unis, et le Luxembourg à une proportion encore plus élevée (35 %). Dans les vieux pays d'immigration comme les États-Unis ou la France, la population immigrée s'est constituée progressivement. Le flux d'entrée, même modeste à certaines périodes, comme en France aujourd'hui, s'est maintenu de façon presque ininterrompue sur plus d'un siècle. Dans les pays d'immigration récente comme l'Espagne, la population immigrée s'est en revanche constituée très récemment avec des flux massifs.

Tous les numéros de *Population & Sociétés* sont accessibles sur le site de l'Ined : www.ined.fr

Population & Sociétés n° 472, novembre 2010 - Bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques
Directrice de la publication : Chantal Coes - Rédacteur en chef : Gilles Pison - Assistante de rédaction : Marie-Françoise Reydet - Maquette : Isabelle Brinchan - D.L. 4^e trim. 2010
Ined : 133, boulevard Davout - 75980 Paris, Cedex 20 - Téléphone : (33) (0)1 56 06 20 00 - Télécopie : (33) (0)1 56 06 21 99
Service des abonnements : 01 56 06 20 23 - edition@ined.fr - Le numéro : 1,50€ - Abonnement 1 an - France : 12€ - Étranger : 18€ - Imp. - Jour - 11, bd de Sébastopol - 75001 Paris

ISSN 0184 7783

POPULATION & SOCIÉTÉS

Les migrations d'Afrique subsaharienne en Europe: un essor encore limité

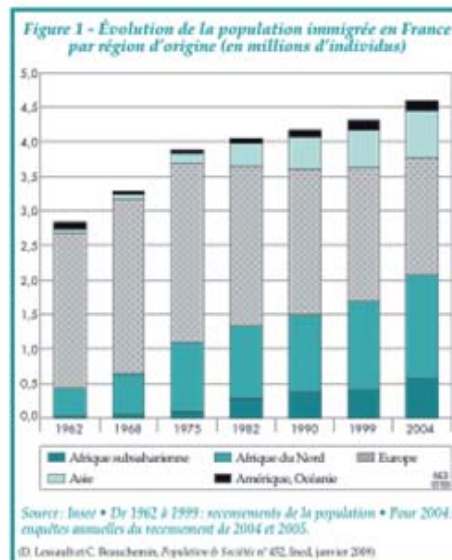
David Lessault* et Cris Beauchemin*

L'immigration subsaharienne en France retient souvent l'attention. Mais quelle est réellement son ampleur? Exploitant les différentes statistiques disponibles, David Lessault et Cris Beauchemin montrent que l'immigration d'origine subsaharienne, malgré sa forte progression dans les dernières décennies, reste encore très minoritaire dans l'ensemble de l'immigration en France ou en Europe, que l'on considère les entrées annuelles de migrants (les flux) ou la population immigrée (les stocks).

Les immigrés originaires d'Afrique subsaharienne n'étaient que 20000 en France au moment du recensement de 1962, contre 570000 en 2004, soit une multiplication par 27 en un peu plus de 40 ans (figure 1). L'augmentation est certes spectaculaire, mais on parlait de très bas. En 1962, l'immense majorité des immigrés vivant en France étaient originaires du sud de l'Europe (Italie, Espagne, Portugal) et du Maghreb. La vague d'immigration d'Afrique subsaharienne est récente et son apport reste modeste : en 2004, elle ne représente qu'un peu plus d'un dixième de l'ensemble des immigrés en France (12%). Ils sont trois fois moins nombreux que les Maghrébins ou les Européens.

Le stock d'immigrés évolue d'un recensement à l'autre en fonction des entrées et des sorties de migrants (par décès ou émigration). Les statistiques des administrations françaises ne disent rien des flux de sorties, mais elles nous renseignent assez précisément sur les flux d'entrées (encadré 1). Entre 1994 et 2004, la part de l'immigration en provenance d'Afrique subsaharienne est passée de 10% à 17% de l'ensemble des entrées (figure 2). Elle reste encore largement devancée par les courants venant du reste de l'Europe ou du Maghreb.

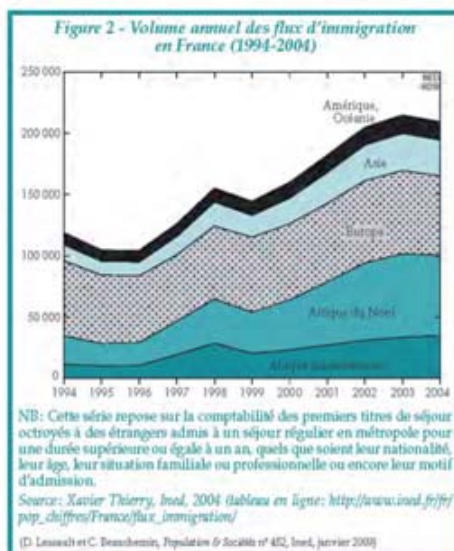
* Institut national d'études démographiques



Éditorial - Les migrations d'Afrique subsaharienne en Europe: un essor encore limité

Une minorité des immigrés, même en incluant les irréguliers - p. 2 • Les Subsahariens migrant peu en dehors de l'Afrique - p. 2 • La majorité des réfugiés reste en Afrique - p. 3 • Les nouveaux pays de destination en Europe: des horres pour « clandestins » subsahariens ? - p. 3

Encadré 1 - Destinations et sources d'information sur les migrations en France - p. 2 • Encadré 2 - La part des Africains dans les régularisés - p. 3



◆ Une minorité des immigrés, même en incluant les irréguliers

Les migrants en situation irrégulière semblent échapper à la statistique. Ce n'est vrai qu'en partie. Les effectifs dénombrés par les recensements peuvent inclure en effet des personnes en situation irrégulière ou qui l'ont été. De leur côté, les flux estimés en comptabilisant les premiers titres de séjour incluent des personnes qui ont obtenu ce titre sur place à l'issue d'une régularisation, et qui étaient donc en situation irrégulière auparavant.

Le pic d'entrées de 1997-1998 correspond ainsi à l'opération de régularisation entreprise par le gouvernement Jospin (figure 2). Cette hausse subite n'indique pas un surplus d'entrées en France à cette époque mais plutôt une augmentation du nombre de titres délivrés à des personnes entrées sur le territoire national depuis plusieurs années (en moyenne six) [1]. Ainsi, 41 % des 185 000 titres octroyés en 1997 et 1998 correspondaient à des régularisations (encadré 2). Pour les années suivantes, les flux intègrent également les régularisations dites « au fil de l'eau » (par opposition aux régularisations liées à des opérations ponctuelles), instaurées par la loi relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile (loi RESEDA de 1998). Au total, elles auraient concerné 13 % des 950 000 titres délivrés entre 1999 et 2006 (encadré 2).

En 1997-1998, avec un effectif d'environ 30 600 personnes, les Africains formaient seulement 40 % des régularisés (encadré 2). En 1999, à l'issue de cette vague de régularisation, on peut estimer qu'au moins 12 000 Subsahariens étaient en situation irrégulière puisqu'ils n'avaient pu être régularisés (1). À ceux-là s'ajoutent les personnes qui n'ont pas déposé de demande de régularisation. Aucune mesure précise de cette population

Encadré 1

Définitions et sources d'information sur les migrations en France

Immigré: personne née étrangère à l'étranger et vivant actuellement en France. À noter que tous les immigrés ne sont pas étrangers, une partie a acquis la nationalité française après l'immigration.

Flux et stock: le flux est le nombre de personnes entrées (ou sorties) du territoire au cours d'une période déterminée, tandis que le stock comptabilise le nombre d'immigrés (ou d'étrangers) résidant en France à un moment précis. La source la plus utilisée pour connaître le stock est le recensement de la population. Les flux d'entrées sont connus grâce à plusieurs sources administratives:

- 1 - l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (Anae, ex-Omi) comptabilise toutes les personnes admises à séjourner pour trois mois ou moins en France lors de leur visite médicale;
 - 2 - l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofp) comptabilise les demandes d'asile;
 - 3 - le ministère de l'immigration et/ou le ministère de l'intérieur comptabilise(n) les titres de séjour délivrés par les préfectures à travers l'Application de gestion des ressortissants étrangers en France (AGDREF). Ces différentes sources sont analysées annuellement par plusieurs spécialistes [1], [2].
- Les sorties, elles, sont mal connues car les personnes quittant le territoire sans y revenir n'ont pas d'obligation à faire enregistrer leur départ. L'Insee tente d'estimer leur nombre sur la base des données du recensement et de l'état civil, mais cette estimation est globale sans fournir de détails sur les caractéristiques des sortants (nationalité, sexe, âge).

n'est possible. Faisons cependant l'hypothèse maximale que pour 42 000 demandes déposées, autant de personnes seraient restées à l'écart de la procédure. En 1999, la France aurait alors compté 56 000 immigrés subsahariens « sans papiers », que l'on peut ajouter aux 400 000 Subsahariens recensés la même année (sur 4,3 millions d'immigrés). En définitive, même en incluant ce surcroît d'irréguliers, les Africains représentaient en 1999 moins de 11 % de la population immigrée totale (contre environ 9 % en ne tenant compte que des personnes recensées).

◆ Les Subsahariens migrent peu en dehors de l'Afrique

Minoritaires en France, les Subsahariens le sont aussi en Europe: en 1993, ils ne représentaient que 6 % des étrangers de l'Europe des 15, la moitié d'entre eux étant originaire de la seule Afrique de l'Ouest [6]. Plus récemment, en 2000, les personnes originaires des pays situés au sud du Sahara représentaient seulement 4 % des immigrés installés dans les pays de l'OCDE [7]. En réalité, les Africains migrent peu en dehors de l'Afrique.

D'après une compilation des recensements, moins d'une personne sur cent née au sud du Sahara et âgée d'au moins 25 ans, résidait dans un pays de l'OCDE en

(1) On estime à 72% le taux brut de régularisation de l'opération de 1997-1998, celui des Subsahariens ne différant pas de la moyenne [5]. Pour 30 600 régularisés (encadré 2), on peut donc évaluer à environ 12 000 le nombre de Subsahariens restés sans titres de séjour alors qu'ils avaient fait une demande de régularisation.

l'an 2000 (0,9%) [7]. C'est trois fois moins qu'en Afrique du Nord (2,9%) et treize fois moins qu'en Amérique centrale (11,9%). Il n'y a qu'en Asie que le taux d'émigration est légèrement inférieur (0,8%).

Si on les compare aux flux intérieurs au continent, les migrations vers l'Europe s'avèrent assez faibles. En 1990, le réseau d'enquêtes sur les migrations et l'urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUAO) a enregistré 22 000 migrations de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe, contre 258 000 migrations entre pays de cette région africaine. Encore faut-il préciser que les flux vers l'Europe ont été compensés par 6 600 migrations en sens inverse. Autrement dit, un départ sur trois vers l'Europe a été compensé par un retour [8].

◆ La majorité des réfugiés reste en Afrique

Même les réfugiés, nombreux en raison de la fréquence des conflits en Afrique, migrent peu en dehors de leur continent. Une partie d'entre eux se déplacent à l'intérieur de leur pays; ils ne sont pas comptés ici car il s'agit de migrations internes. Pour les autres, qui se sont réfugiés à l'étranger, ils ont gagné le plus souvent un pays voisin. Ainsi, en 1999, neuf réfugiés sur dix originaires de la République Démocratique du Congo étaient restés en Afrique. Il en était de même pour 96% des réfugiés libériens, 93% des Tchadiens et 88% des Rwandais. Les pays européens, la France en particulier, n'accueillent finalement qu'une infime partie des réfugiés d'Afrique subsaharienne. Ainsi, 2% seulement des 252 400 réfugiés congolais se trouvaient en France en 1999.

◆ Les nouveaux pays de destination en Europe: des havres pour «clandestins» subsahariens?

Pour la minorité de migrants internationaux qui quittent l'Afrique, qu'ils soient réfugiés ou non, l'Europe est le principal continent de destination. Au sein de l'OCDE, les migrants africains recensés en 2000 se répartissent pour les deux tiers (63%) en Europe et pour un tiers seulement (31%) en Amérique du Nord. Par pays, les États-Unis sont la première destination (24% des Subsahariens de l'OCDE), devant la Grande-Bretagne (21%) et la France (15%). Cette dernière est en recul dans le classement des pays européens de

Encadré 2 La part des Africains dans les régularisés

Contrairement à l'image donnée couramment par les médias, les immigrants originaires d'Afrique subsaharienne ne constituent pas le gros des irréguliers. Ils ne représentent que 40% des personnes ayant obtenu un titre de séjour lors de l'opération de régularisation de 1997-1998 et 31% de ceux en ayant obtenu un au cours de la période 1999-2006 (tableau 2). Quelle que soit la période considérée, aucun pays d'Afrique subsaharienne ne figure dans le trio de tête des bénéficiaires des régularisations; ce sont l'Algérie, le Maroc et la Chine qui y figurent. De manière générale, l'irrégularité du statut de séjour dans un pays à un moment donné n'implique pas non plus que la personne soit entrée illégalement dans ce pays ni qu'elle y ait toujours vécu clandestinement. Dans la majorité des cas, les migrants entrent légalement mais perdent leur droit de séjour à l'expiration de leur visa ou de leur premier titre de séjour. D'après une enquête sur échantillon réalisée au moment de la vague de régularisations de 1981-1982, seulement 5% des étrangers en situation irrégulière étaient entrés clandestinement sur le territoire [3]. Plus récemment, les résultats des enquêtes Push-Pull (1997-1998) sur les Sénégalais en Espagne et les Ghanéens en Italie montrent aussi que les parcours migratoires conduisent très rarement à une entrée clandestine dans les pays de destination [4]. Par ailleurs, les régularisés ont souvent connu des périodes de séjour légal avant même d'être régularisés. Ainsi, 41% des étrangers ayant demandé à être régularisés en 1997-1998 avaient déjà possédé des documents leur permettant de résider en France (récépissé, autorisation provisoire). C'était, par exemple, le cas de 61% des Congolais-Zairois, 41% des Maliens, 29% des Sénégalais.

Tableau 2 - Régularisations en France (1997-2006)

Région de naissance des personnes régularisées	Vague de régularisation de 1997-1998		Régularisations au fil de l'eau 1999-2006					
	Nombre de visites médicales passées dans le cadre...							
	d'une procédure de régularisation	d'une procédure de délivrance d'un titre de séjour (y compris pour régularisation)	d'une procédure de régularisation	d'une procédure de délivrance d'un titre de séjour (y compris pour régularisation)				
Afrique subsaharienne	30 572	40,0%	49 410	26,7%	38 500	31,5%	21 5140	22,6%
Afrique du Nord	25 105	32,8%	64 329	34,8%	38 627	31,6%	383 934	40,3%
Asie-Océanie	14 618	19,1%	40 396	21,8%	19 672	16,1%	175 255	18,4%
Amérique	2 630	3,4%	16 572	9,0%	15 026	12,3%	87 056	9,1%
Europe	3 548	4,7%	14 328	7,7%	10 332	8,5%	91 683	9,6%
Total	76 473	100,0%	185 035	100,0%	122 157	100,0%	953 068	100,0%

Note: Les effectifs portent sur les titres de séjour d'une durée au moins égale à un an, à l'exception des étudiants.

Source: ANAEM (1997-2001) et Régard (2006) [7], données complétées par D. Lemaire.

(D. Lemaire et C. Fouchard, Population & Sociétés n° 452, Ined, janvier 2009)

destination: première en 1993 devant l'Allemagne et la Grande-Bretagne, elle n'est aujourd'hui que deuxième. Les migrants subsahariens tendent à diversifier leurs trajectoires en délaissant en partie les anciennes destinations privilégiées que constituaient les ex-métropoles coloniales. Les Sénégalais ne vont plus exclusivement ni principalement en France comme autrefois, pas plus que les Ghanéens ne se limitent pas à la en Grande-Bretagne [4].

Cette redistribution des flux subsahariens a fait émerger de nouveaux pays de destination à l'intérieur de l'Europe. L'Espagne et l'Italie, et dans une moindre mesure le Portugal et la Grèce, sont aujourd'hui des destinations prisées des migrants qui partent d'Afrique subsaharienne. C'est d'ailleurs au sud de l'Europe, au plus proche de l'Afrique, que l'Agence européenne aux frontières extérieures (Frontex) renforce le contrôle des frontières de l'Union européenne. C'est encore là qu'ont

Tableau 1 - Répartition de la population immigrée par région de naissance en Espagne et en Italie en 2006

Région de naissance	Espagne		Italie	
	Effectif	%	Effectif	%
Afrique subsaharienne	150414	3,9	211283	7,9
Afrique du Nord	535905	13,8	483705	18,1
Europe	1593675	41,0	1261964	47,3
Amérique du Nord	41887	1,1	16779	0,6
Amérique latine	1367989	35,2	238882	8,9
Asie	892323	5,0	454793	17,0
Océanie	2380	0,1	2486	0,1
Apatriée	nd	-	622	0,0
Total	3884573	100,0	2670514	100,0

Sources : • www.inec.es (Espagne; Padrón de habitantes 2006).
• www.istat.it (Italie; Estrangers résidents déclarés 2006).

(D) Lescault et C. Deschamps, *Population & Sociétés* n° 452, Ined, janvier 2009

RÉFÉRENCES

- [1] Xavier THIERRY - « Les entrées d'étrangers en France : évolutions statistiques et bilan de l'opération de régularisation exceptionnelle de 1997 », *Population*, 2000 (3), p. 567-619.
- [2] Corinne REGNARD - *Immigration et présence étrangère en France en 2005*, Rapport annuel de la Direction de la Population et des Migrations, Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, République française, 2006, 260 p.
- [3] Claude-Valentin MARIE - *L'immigration clandestine et le travail clandestin des étrangers en France à travers la régularisation des « sans papiers » de 1981-1982. Résultats d'une enquête sur échantillon*, Rapport présenté à Monsieur Pierre Bérézgovoy, Ministre des Affaires sociales et de la solidarité nationale, 1983.
- [4] Jeannette SCHOORL, Liesbeth HEERING, Ingrid ESVELDT et al. - *Push and Pull Factors of International Migration : A Comparative Report*, Eurostat, European communities, Luxembourg, 2000, 161 p.
- [5] Xavier THIERRY - « Les entrées d'étrangers en France de 1994 à 1999 », *Population*, 2001 (3).
- [6] Nelly ROBIN - « Atlas des migrations ouest-africaines vers l'Europe, 1985-1993 », Paris, Orstom Editions, 1996, 110 p.
- [7] Frédéric DOCQUER et Abdeslam MARFOUK - « International migration by educational attainment (1990-2000) - Release LI », in Caglar Ozden et Maurice Schiff (eds), *International Migration, Remittances and Development*, Palgrave Macmillan, New York, 2006.
- [8] Philippe BOCQUIER - « L'immigration ouest-africaine en Europe : une dimension politique sans rapport avec son importance démographique », *La chronique du CEPED*, juillet-septembre 1998, n° 30.
- [9] Gian-Carlo BLANGIARDO, Patrizia FARINA - *Il Mezzogiorno dopo la grande regolarizzazione. Vol 3 : Immagini e problematiche dell'immigrazione*, Roma, Ministero della solidarietà sociale, 2007, 236 p. (<http://www.solidarietasociale.gov.it/Solidarietasociale/tematiche/Immigrazione/pubblicazioni/>)
- [10] Salvatore STROZZA et E. ZUCCHETTI - « Il Mezzogiorno dopo la grande Regolarizzazione », *Vecchi e nuovi volti della presenza migratoria*, Milano, FrancoAngeli, 2006, 204 p.

eu lieu les plus importantes vagues de régularisation au tournant du xx^e siècle (Italie, 1998 et 2002; Espagne, 2000-2001 et 2005).

Mais que représentent statistiquement les migrants venus du sud du Sahara dans ces nouveaux pays de destination? En 2006, en Italie, les personnes nées en Afrique subsaharienne ne représentaient que 0,5 % de la population totale, et 8 % environ de la population immigrée; elles étaient devancées de très loin par les ressortissants de pays d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Asie (tableau 1). La même année, en Espagne, les Subsahariens représentaient moins de 4 % de la population immigrée, là encore très loin derrière les Latino-américains ou les Européens (tableau 1). À noter que ces chiffres ne sont que faiblement affectés par l'incertitude entourant l'immigration illégale. En Espagne, les migrants irréguliers figurent dans les registres municipaux (*Padrón de habitantes*). Quant à l'Italie, une source alternative indique que les Subsahariens tous statuts confondus (régulier ou irrégulier), représentaient en 2005 environ 9 % de l'ensemble des étrangers dans le pays [9]. Les Subsahariens pèsent d'ailleurs peu, et de moins en moins, dans les grandes vagues de régularisation des pays d'Europe méditerranéenne: 14 % puis 5 % en Italie en 1998 et 2002, 14 % puis 7 % en Espagne en 2000 et 2001 [10].

En somme, il n'y a pas plus d'exode en Afrique subsaharienne qu'il n'y a d'invasion de Subsahariens en Europe. Si l'effectif des immigrés originaires du sud du Sahara a notablement progressé en France dans les quarante dernières années, c'est qu'ils étaient très peu nombreux dans les années 1960. Malgré cette progression, ils demeurent une minorité à la fois dans les flux et dans les stocks de population, y compris lorsqu'on prend en compte les personnes en situation irrégulière.

RÉSUMÉ

Les immigrés originaires d'Afrique subsaharienne n'étaient que 20 000 en France au moment du recensement de 1962, contre 570 000 en 2004, soit une multiplication par 27 en un peu plus de 40 ans. L'augmentation est certes importante, mais on parle de très bas, si bien qu'en 2004 les Subsahariens ne représentent qu'un peu plus d'un dixième de l'ensemble des immigrés en France (12 %). La prise en compte des migrants irréguliers ne modifie pas ce constat : les incure fait, au maximum, passer la part des Subsahariens de 9 à 11 % de l'ensemble de la population immigrée en France en 1999. Par ailleurs, minoritaires en France, les Subsahariens le sont aussi dans les autres grands pays d'immigration. En 2000, ils forment seulement 4 % des immigrés installés dans les pays de l'OCDE. Et même dans les nouvelles destinations européennes que sont l'Espagne ou l'Italie, ils ne représentent que moins de 10 % de la population immigrée irréguliers compris (4 % en Espagne et 8 % en Italie en 2006). En réalité, les Africains migrent peu en dehors de l'Afrique. Neuf réfugiés subsahariens sur dix restent sur le continent et s'installent dans un pays voisin du leur. Presque à égalité avec l'Asie, l'Afrique subsaharienne est le continent où la propension à émigrer vers les pays de l'OCDE est, de loin, la plus faible du monde (en 2000, moins d'une personne née en Afrique subsaharienne sur 100 vit dans un pays de l'OCDE).

Tous les numéros de *Population & Sociétés* sont accessibles sur le site de l'Ined : www.ined.fr

Population & Sociétés n° 452, janvier 2009 - bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques ISSN 0184 7783
Directeur de la publication : François Héron - Rédacteur en chef : Gilles Pison - Maquette : Isabelle Brianchon - D.L. 1^{re} trimestre 2009
Ined - 133, boulevard Davout - 75980 Paris, Cedex 20 - Téléphone : (33) (0)1 56 06 20 00 - Télécopie : (33) (0)1 56 06 21 99 - Rédaction : ined@ined.fr
Service des abonnements : 01 56 06 20 22 - edition@ined.fr - La numéro : 1,50€ - Abonnement 1 an - France : 10€ - Étranger : 14€ - Imp. : Journe - 11, bd de Sébastopol - 75001 Paris -

POPULATION & SOCIÉTÉS

Cinq idées reçues sur l'immigration

François Héran*

L'immigration est un thème à ce point passionnel dans notre pays qu'il devient difficile de faire sereinement le partage entre les faits établis et les idées reçues. Essayons, à la lumière des connaissances disponibles, de dissiper quelques confusions.

◆ Première idée reçue: la France serait un « pays d'immigration massive »

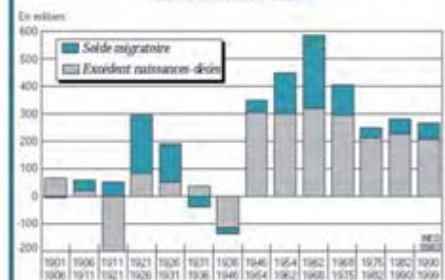
La France est certes un vieux pays d'immigration mais il y a déjà vingt-cinq ans qu'elle n'est plus un pays d'immigration massive. Elle est devenue au contraire le pays d'Europe où la croissance démographique dépend le moins de l'immigration: pour un quart à un cinquième seulement (figures 1 et 2). Chaque année, la France compte 200 000 naissances de plus que de décès, alors que le solde migratoire (la différence entre les entrées et les sorties de migrants) est estimé aux alentours de 65 000 personnes. Même en faisant l'hypothèse invraisemblable que les statisticiens français auraient tout faux et leurs collègues européens tout juste, au point de devoir doubler notre solde migratoire et de laisser inchangés ceux des pays voisins, l'apport migratoire ne représenterait encore que 40% de notre croissance, ce qui laisserait la France dans les derniers pays d'Europe par l'importance de l'immigration (figure 2).

Ce constat a beau figurer chaque année au bilan démographique de l'Insee, à celui d'Eurostat, et *Population & Sociétés* en faire état systématiquement dans son numéro de mars, il reste largement méconnu. C'est l'image contraire qui prévaut: celle d'une France en déclin démographique, prise d'assaut par une vague montante d'immigration. À quoi tient une telle méconnaissance?

D'abord au fait que des concentrations locales peuvent aboutir à des proportions de population

immigrée extrêmement élevées dans certaines communes. Ensuite et surtout, au fait que l'on confond la situation actuelle et les conséquences de la situation passée. La France a bel et bien été un pays de forte immigration après la Première Guerre mondiale (le solde migratoire représentait alors les deux tiers de la croissance démographique) ainsi que des années soixante au milieu des années soixante-dix (où sa contribution atteignait encore 40%, alors que le baby-boom n'était pas achevé) (figure 1) [1], [2]. Sur la longue durée, les historiens ont souligné à juste titre l'apport des migrations au développement de la société, particulièrement visible en milieu ouvrier ainsi que dans l'intelligentsia. Cet apport est plus ancien et plus soutenu que dans les autres pays européens.

Figure 1 - Bilan démographique de la France au cours du XX^e siècle



Lecture : du recensement de 1911 au recensement de 1921, la France a eu un excédent naturel négatif (200 000 décès de plus que de naissances) et un solde migratoire positif (40 000 immigrations de plus que d'émigrations). Pendant la crise des années trente, les immigrés sont renvoyés chez eux (solde négatif) et les décès l'emportent sur les naissances. Le baby-boom d'après-guerre est suivi d'une forte immigration, qui se réduit sensiblement après l'arrêt de la migration de travail en 1974.

Source : Insee Recensements.

* Institut national d'études démographiques

Si la France a un sérieux problème d'intégration à résoudre, que ce soit dans le système éducatif ou le marché du travail, cela concerne d'abord les enfants issus des grandes vagues migratoires ouvrières des années 1950-1974, parvenus à l'âge actif en temps de crise économique. Cette question majeure nourrit aujourd'hui le débat public. Il ne faut pas la confondre avec celle du flux actuel des immigrants, qui reste, malgré toutes les majorations qu'on voudra, très en deçà des niveaux atteints il y a trente ans et sans commune mesure avec les niveaux atteints aujourd'hui en Allemagne et en Europe du Sud: la maîtrise des flux par les autorités françaises est plus efficace qu'on ne le dit, ce qui se combine avec le fait que notre faible taux de croissance rend le pays moins attractif.

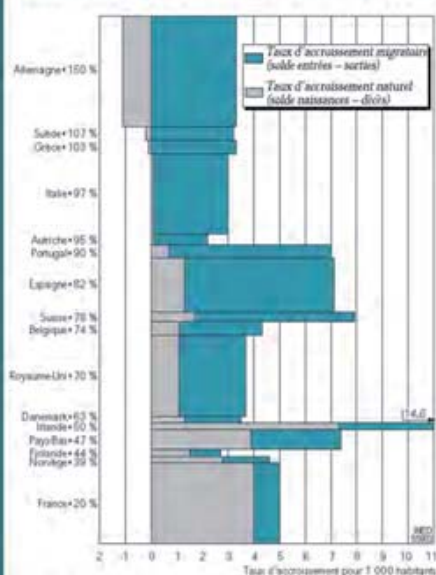
En rappelant ainsi les ordres de grandeur du phénomène, on ne nie pas la pression migratoire exercée aux frontières. Cette pression existe, en particulier à travers la procédure de demande d'asile, mais elle ne s'assimile pas à une invasion, elle correspond pour l'essentiel à un flux régulier en provenance de nos anciennes colonies d'Afrique et d'Asie, où les étudiants sont de plus en plus nombreux. Rien à voir avec les migrations massives que l'Allemagne a accueillies en provenance de l'ex-Union soviétique et de l'ex-Yougoslavie. Rien à voir non plus avec les migrations de main-d'œuvre qui affluent dans les pays de l'Europe méditerranéenne en pleine croissance.

◆ Deuxième idée reçue: le taux de fécondité de la France serait largement dû aux familles immigrées

Une façon de nier ces constats consiste à dire que l'excédent des naissances sur les décès observable en France, de très loin le plus important d'Europe, serait largement dû aux naissances des enfants d'immigrés. De façon logique, en effet, l'Insee ne compte pas comme immigrés les enfants d'immigrés qui naissent sur le sol français: ils n'ont franchi aucune frontière. Du coup, l'enfant né en France d'un couple d'immigrés figure au solde naturel et non au solde migratoire. Cela fausserait-il notre bilan démographique par rapport à celui de nos voisins? C'est oublier que le problème se pose à l'identique dans tous les pays d'Europe: les démographes français suivent là une norme universelle. Si l'on voulait y renoncer, il faudrait faire de même dans tous les pays d'immigration, ce qui laisserait inchangé le classement réciproque des pays.

Peut-on néanmoins en avoir le cœur net en évaluant la contribution récente de l'immigration à la fécondité de la France? Le calcul vient d'être actualisé pour la décennie 1990 par Laurent Toulemon, grâce à l'enquête « Étude de l'histoire familiale » associée au recensement de 1999. Un prochain numéro de *Population & Sociétés* l'exposera en détail. Disons seulement que l'écart entre la fécondité des immigrées et celle des Françaises natives est très inférieur aux chiffres qui circulent. Dans la période 1991-1998, le nombre moyen d'enfants par femme était de 1,72 en

Figure 2 - Bilan démographique 2001 pour les principaux pays d'Europe occidentale, classés selon la part de croissance due aux migrations



N. B.: l'épaisseur des bandes (axe vertical) indique la population des pays; les surfaces sont donc proportionnelles aux excédents et aux déficits.

Lecture: Avec un taux d'accroissement naturel de 4 pour 1000 et un taux d'accroissement migratoire de 1 pour 1000, la France est le pays d'Europe dont la croissance démographique annuelle dépend le moins de l'immigration: seulement 20%, alors que l'Allemagne, à l'autre extrémité, compte plus de décès que de naissances (accroissement naturel négatif inférieur à -1 pour mille) et un accroissement migratoire supérieur à 3 pour mille qui dépasse de 50% la croissance globale.

Source: Ined (www.ined.fr)

France métropolitaine pour l'ensemble des femmes, et de 1,65 pour les seules françaises natives. Les immigrées, qui représentent seulement le douzième des femmes en âge d'avoir des enfants, sont trop peu nombreuses pour pouvoir relever sérieusement le taux de fécondité général du pays (de 1,65 à 1,72, il n'y a jamais que 0,07 enfant). On peut estimer qu'elles avaient en moyenne 2,2 enfants dont 0,6 né avant leur arrivée en France et 1,6 né en France. Ce résultat n'a rien de surprenant quand on sait à quelle vitesse la fécondité a chuté en Europe du Sud et, plus encore, au Maghreb (plus de 7 enfants par femme vers 1970, près de 2,5 aujourd'hui), baisse qui devient également sensible dans les capitales de l'Afrique subsaharienne.

Si le public ne perçoit guère ce phénomène de convergence, c'est en raison du décalage temporel. Les jeunes issus de l'immigration, et désormais visibles dans l'espace public, sont nés il y a quinze ou vingt ans; ils sont le fruit d'un régime de fécondité largement révolu. Bientôt viendra le temps où l'image classique de

la famille immigrée surchargée d'enfants cessera de correspondre à la réalité.

◆ **Troisième idée reçue: indénombrable, l'immigration irrégulière serait «innombrable»**

Ce n'est pas parce que l'immigration irrégulière est en toute rigueur indénombrable qu'elle est nécessairement innombrable. Les opérations de régularisation effectuées périodiquement dans les pays européens donnent en fait une idée de leur ordre de grandeur car le simple bruit d'une régularisation mobilise rapidement les intéressés.

En réalité, on surestime toujours le nombre des sans-papiers [3], [4]. La France a régularisé en 1982 quelque 132 000 immigrés et satisfait en 1997-1998 environ 90 000 demandes sur 130 000 (une fois décomptées les demandes déposées en double). L'erreur à ne pas faire serait d'ajouter ces données de stock à des données de flux. Dans les deux cas, en effet, il s'est avéré que les durées de séjour des migrants non déclarés s'évaluaient sur une dizaine d'années, ce qui conduit à les répartir sur le solde migratoire des dix années précédentes, soit un supplément annuel de 13 000 migrants. Comparé au solde provisoire estimé par l'Insee (50 000 en année moyenne), c'est une révision à la hausse de 25%. Correctif important, sans doute, que l'on peut encore majorer par acquit de conscience, mais qui ne bouleverse pas les ordres de grandeur de l'immigration, laquelle reste régulière dans sa grande majorité. On est loin des opérations de régularisation de très grande envergure qu'ont dû mener l'Espagne, l'Italie et la Grèce ces cinq dernières années, avec des effectifs de demandeurs qui ont parfois excédé le demi-million.

Une autre voie d'approche consiste à concentrer les analyses sur les terrains privilégiés du travail non déclaré, principal soutien économique de l'immigration irrégulière. Comme le rappelle une section du rapport Weil de 1997 [4], ce type d'activité se concentre à plus de 90% dans le BTP, le tourisme, le travail agricole, la confection et le service domestique. Les investigations menées dans ces secteurs montrent que l'immigration irrégulière y côtoie une main-d'œuvre au noir nationale encore plus nombreuse, ce qui limite le nombre maximum d'immigrés impliqués. Une partie de cette irrégularité est engendrée par la réglementation du travail saisonnier et temporaire, dont la déclaration est lourde pour l'employeur et peu intéressante pour l'employé.

◆ **Quatrième idée reçue: la statistique publique serait impuissante à comptabiliser correctement les immigrés**

La mesure des flux migratoires est un art difficile: seule une partie des entrées sont enregistrées par les organismes officiels et les retours ne sont guère observables. Mais la cohérence des équations démographiques permet en partie de combler ces lacunes. Une fois nés et

élevés en France, les enfants de l'immigration sont intégrés dans la statistique démographique, sociale ou scolaire.

Il est toujours possible de relever des incohérences comptables quand on descend dans le détail, mais les démographes n'imaginent pas que leur rôle soit de forcer la réalité à produire des données parfaites. Mieux vaut chercher à comprendre la source sociale des biais que de vouloir les abolir. On sait, par exemple, grâce à une enquête longitudinale de l'Insee, qu'une fraction croissante des personnes âgées ayant migré en France dans leur jeune âge tendent avec le temps à se déclarer rétrospectivement «Françaises de naissance» au lieu de continuer à dire qu'elles ont acquis la nationalité. Avec le temps, elles ne se sentent plus immigrées. Il serait absurde de dénoncer là une «fausse déclaration» et de sommer l'Insee d'y mettre bon ordre: c'est à l'évidence un signe d'intégration accomplie.

Il en est de même pour les familles qui ne savent pas toujours si leurs enfants nés en France sont français de naissance (c'est le cas, en vertu du double droit du sol, si les parents sont eux-mêmes nés dans l'Algérie française avant 1962) ou s'ils le deviennent à l'âge de 13 ans, 16 ans ou 18 ans (par application du droit du sol simple, avec la possibilité de demandes anticipées). Certaines familles déclarent ainsi au recensement une nationalité qui reste encore à venir. Le démographe appellera-t-il les autorités à la rescousse pour mettre fin à ces flottements? Tel n'est pas son rôle.

Quant à faire du recensement de la population une vaste opération de reprise en main qui obligerait les immigrés à se faire enregistrer pour avoir droit aux services sociaux, cela reviendrait à dénaturer le recensement, qui repose d'abord sur des liens de confiance entre l'Insee, les mairies et la population. Ce serait aussi une remise en cause frontale du régime d'encadrement statistique de la population française. On le dit trop peu: ce régime est le plus libéral d'Europe avec celui de la Grande-Bretagne. Nous ne sommes pas tenus de déclarer en mairie nos changements de résidence sur des registres de population, alors que cette obligation est générale chez nos voisins et conditionne souvent l'accès à l'école et à la protection sociale. Si ces registres sont informatisés et centralisés (comme cela se fait en Belgique et dans les pays nordiques), ils permettent de suivre à la trace tous les foyers, immigrés compris. Mais on ne peut oublier les leçons du passé: la seule période de notre histoire où la déclaration du changement de résidence a été rendue obligatoire est le régime de Vichy, qui s'en est servi pour organiser la rafle du Vél d'Hiv en juillet 1942. Ce système a été aboli à la Libération. Aucun organisme statistique n'en demande aujourd'hui le rétablissement.

◆ **Cinquième idée reçue: accueillir l'immigration, c'est accueillir la «misère du monde»**

Adam Smith remerciait les pauvres de se déplacer spontanément vers les zones riches pour égaliser les

salaires d'une zone à l'autre. Tout en esquissant ce modèle de type « gravitationnel », début d'une longue série, il reconnaissait que « l'homme est de tous les bagages le plus difficile à déplacer ». Nombre de chercheurs l'ont souligné : les hommes émigrent beaucoup moins que ne le prédisent les modèles économiques ou démographiques [5]. Attaché à ses proches, à sa langue, à son pays, à un capital humain peu transférable faute d'être suffisamment standardisé, l'homme a mille raisons de ne pas migrer. De fait, à l'échelle de la planète, une personne sur quarante seulement est installée à l'étranger (2,5%), souvent du fait d'un conflit local et de préférence dans un pays limitrophe [6].

Quand on évoque la « misère du monde », on songe à l'immigration en provenance des pays du Sud, les plus pauvres de la planète. Mais où les migrants se situent-ils au juste sur l'échelle sociale de leur société d'origine ? Rarement au plus bas, et souvent au-dessus de la moyenne. Le cas du Portugal est révélateur : l'émigration des années soixante et soixante-dix a été davantage le fait des petits propriétaires du Nord que des journaliers agricoles de l'Algarve, pourtant plus pauvres. Même chose en Espagne. Une étude ancienne menée dans des villages de montagne du Sud de l'Andalousie éclaire le phénomène [7] : elle avait consisté à recenser la totalité des départs depuis huit ans, pour toutes les destinations possibles. Il en ressort un système migratoire fortement hiérarchisé, où les chances de migrer à longue distance progressent avec le capital humain, même si ce dernier reste encore modeste par rapport au niveau moyen de formation des pays d'accueil. Les plus pauvres (ouvriers agricoles, illettrés, chargés de famille, relativement âgés) se faisaient ouvriers ou maçons dans les provinces limitrophes. Les jeunes alphabétisés se reportaient sur les barrages ou les usines du nord de l'Espagne. Seuls les mieux dotés (plutôt jeunes, avec des études primaires et quelques économies) pouvaient se permettre une installation en France, en Allemagne ou en Suisse.

De telles études restent rares. La seule enquête d'envergure récente qui ait porté à la fois sur des pays de départ et des pays de destination est l'enquête commandée par Eurostat au Nidi (Institut de démographie néerlandais) [8]. Elle montre que les migrants sont plus instruits que les non-migrants dans le cas de la Turquie, de l'Égypte et du Ghana, alors que c'est l'inverse au Maroc. Mais les données socio-économiques des pays du Sud restent lacunaires : les économistes du travail qui cherchent à estimer l'effet des migrations sur la distribution du capital humain et des revenus aux zones de départ et aux zones d'arrivée (le double impact de l'exode des cerveaux) ont du mal à trouver des données fiables [9]. Dans l'ensemble, néanmoins, les migrants représentent par rapport aux non-migrants de la société d'origine une population sélectionnée : en meilleure santé, plus instruite, plus entreprenante, dotée d'un minimum de ressources pour payer le voyage et les frais d'installation – la mise en place de filières permettant seulement d'alléger le coût de la migration.

Plus que la misère du monde, c'est la misère des

États qu'il faudrait évoquer comme ressort majeur de la migration. Sans parler des situations de guerre civile et de persécution qui suscitent des flots de réfugiés, nombreux sont les pays trop démunis pour garantir un minimum de sécurité aux projets individuels (administration désorganisée, système politique instable, infrastructures insuffisantes). S'ils disposent d'un minimum de ressources, ceux qui veulent améliorer leur sort vont chercher ailleurs les garanties nécessaires à leurs projets, ce qui rend parfois difficile la distinction entre migration économique et migration politique. On a encore peu étudié ce lien entre gouvernance et émigration. Cette façon de protester avec ses pieds est la pointe extrême d'une critique qui prend la forme d'un rêve d'émigration souvent indéfini. L'enquête du Nidi montre que si les habitants des pays d'origine sont nombreux à caresser l'idée d'émigrer vers le Nord (les proportions varient de 20% à 40% selon les pays), bien peu envisagent de le faire dans les deux ans (moins de 5%) et seule une infime minorité a réellement entamé des préparatifs.

Sans contrôle raisonnable des flux, sans travail d'intégration réciproque, sans lutte efficace contre les discriminations (qu'elles sévissent dans le milieu d'accueil ou dans certaines communautés), l'immigration ne saurait devenir une « chance pour la France ». Le démographe peut contribuer au débat en démontant les idées reçues. Non, l'immigration n'est pas massive, elle n'est pas majoritairement clandestine, elle n'est ni prolifique ni misérable, et pas davantage insaisissable. Elle reste encore largement à découvrir.

RÉFÉRENCES

- [1] Michèle TRIBALAT (dir.) - *Cent ans d'immigration. Étrangers d'hier, Français d'aujourd'hui*, coll. « Les cahiers de l'Ined », n° 131, 1991, 302 p.
- [2] Fabienne DAGUET - *Un siècle de démographie française*, « Insee-Résultats », 1995, 306 p.
- [3] Xavier THIERRY - « Les entrées d'étrangers en France : évolutions statistiques et bilan de l'opération de régularisation exceptionnelle de 1997 », *Population*, 55 (3), 2000, Ined, p. 567-620
- [4] Patrick WEIL - « Populations en mouvement, État inerte », dans : Roger FAUROUX et Bernard SPITZ (dir.) - *Notre État*, Paris, R. Laffont, 2001, p. 413-433
- [5] Graziella CASSELLI, Jacques VALLIN et Guillaume WUNSCH (dir.) - *Démographie : analyse et synthèse*, t. 4 : *Les déterminants de la migration*, Paris, Ined, 2003, 225 p.
- [6] Gildas SIMON - « Les Migrations internationales », *Population & Sociétés*, n° 382, Ined, septembre 2002
- [7] François HÉRAN - « Le système des migrations dans l'arrière-pays de la Costa del Sol », dans : A.-M. BERNAL et al. - *Tourisme et développement régional en Andalousie*, Paris, Casa de Velazquez, 1979, p. 95-133
- [8] Saskia VOETS, Jeannette SCHOORL et Bart DE BRUIJN (eds.) - *Demographic consequences of international migration*, Nidi, The Hague, 1995, 430 p.
- [9] François HÉRAN (dir.) - *Immigration, marché du travail, intégration*, Commissariat général du Plan, Paris, La Documentation française, 2002, 230 p.

